



John Adams Library,

IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o:



ADAMS

182.14

v.7









LES
INTERETS PRÉSENTS
DES
PUISSANCES
DE
L'EUROPE.
TOME SEPTIÈME.



LES
INTERETS PRESENTS
DES
PUISSANCES
DE
L'EUROPE.

Fondez sur les Traitez conclus depuis la Paix
d'Utrecht inclusivement, & sur les Preuves
de leurs Prétentions particulieres.

Par Mr. **J. ROUSSET,**

*Membre de la Société Royale des Sciences de
Berlin, &c.*

TOME SEPTIÈME.



A LA HAYE;

Chez **ADRIEN MOETJENS,** Libraire.

M. DCC. XXXIV.

✓^x ADAMS/82.14

v. 17



LES INTERETS PRESENS

DES

PUISSANCES SOUVERAINES
de l'Europe.

+++++

[PP.]

1727. TRAITÉ *d'Alliance entre les
Rois de France, de la Grande Bretagne
& de Danemarck; conclu à Copen-
hague en 1727. tiré du Corps Di-
plomatique.*



OMME Leurs Majestez, le
Roi de la Grande-Bretagne, &
le Roi Très-Chrétien, sont
toujours attentifs à remplir
leurs Engagemens, & à veiller au repos
& à la sûreté de leurs Amis & Alliez,
& comme Leurs dites Majestez ont effe-
ctivement lieu de croire, que les Mos-

Tome VII.

A

covite

covites & leurs Adherans pourront bientôt concerter les moyens, & se disposer à venir attaquer les Etats de S. M. le Roi de Dannemarck, soit pour ôter par la force à S. M. Danoise le Duché de Sleswick; ou pour se préparer les moyens d'exécuter d'autres Projets contraires à la Tranquillité du Nord & de la Basse-Saxe, & des Païs qui intéressent les Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie. Et d'autant que Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne sont intéressées à se précautionner contre tout ce qui pourroit, en troublant la Paix desdits Païs, donner en même tems atteinte au Traité d'Hanovre, confirmatif spécialement des Traitez de Westphalie, & à se mettre en état d'exécuter fidelement les Garanties données contre toute invasion ou hostilité de la part de la Czarine, ou de quelque autre Puissance que ce puisse être, qui viendrait pour attaquer le Duché de Sleswick; Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Danoise, ont trouvé à propos de donner leurs Pleins-pouvoirs, c'est-à-dire, Sa Majesté Britannique au Sieur Jean Lord Glenorchy, Chevalier de l'Ordre du Bain, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne auprès de Sa Majesté le Roi de Danne-

Dannemarck ; Sa Majesté Très-Chrétienne au Sieur Pierre Blouet, Comte de Camilly, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, Capitaine des Vaisseaux de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Ambassadeur Plenipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Dannemarck ; ainsi que Sa Majesté Danoise à ses Ministres ; sçavoir le Sieur Ulric Adolphe de Holstein, Comte de Holstenbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant & Grand Chancelier, Conseiller Privé du Conseil, & Chambellan de Sa Majesté le Roi de Dannemarck ; le Sieur Jean George de Holstein, Seigneur de Mollenhagen, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, Conseiller Privé du Conseil, & Gouverneur du Bailliage de Sorden de Sa Majesté le Roi de Dannemarck ; & le Sieur Ludowig de Plessen, Seigneur de Fusingoë, Silsoë, & Glorup, Chevalier de l'Ordre de Dannebrog, Conseiller Privé du Conseil de Sa Majesté le Roi de Dannemarck. Lesquels ayant pesé meurement toutes les circonstances du tems, & des dangers qui menacent les Etats de Sa Majesté Danoise, & qui pourroient troubler le repos de la Basse-Saxe, & des Païs sus mentionnez, sont convenus des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

Sa Majesté Danoise étant pleinement persuadée, que Leurs Majestez Britanique & Très-Chrétienne, rempliront leurs Engagemens & Garanties, données par rapport au Duché de Sleswick, & feront tous les efforts imaginables, pour maintenir le repos de la Basse-Saxe, Sa Majesté Danoise, pour concourir à la même fin, promet de tenir sur pied un Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes, leurs Officiers, Equipages & Artilleries, qui s'assemblera sans aucun retardement au lieu qui sera le plus à propos, & se portera par tout où besoin sera, sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, & de toute autre Puissance que ce puisse être, qui viendront pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la Tranquillité de la Basse-Saxe, & des Provinces appartenantes aux Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie.

II. Sa Majesté Danoise s'oblige en outre à ce que ledit Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes venant à se mettre en marche, elle auroit encore sur pied un Corps de six mille Hommes,

Hommes , lequel sera destiné à renforcer ce Corps, s'il en étoit besoin.

III. Et pour aider dès à présent Sa Majesté Danoise à soutenir la depense, qu'elle sera obligée de faire pour remplir l'engagement porté par les precedens Articles, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de faire payer à Sa Majesté Danoise un subside annuel de trois cens cinquante mille Rixdales , argent courant de Dannemarck, lequel sera continué pendant le cours de quatre années, à compter du jour de le Ratification du present Traité, & payez exactement tous les trois Mois par avance à Hambourg.

IV. Sa Majesté Très-Chrétienne promet encore, pour soulager Sa Majesté Danoise d'une Partie des fraix qu'elle auroit à faire, dans le cas que lesdits vingt-quatre mille Hommes se mettent en marche pour se rendre au lieu du rendez-vous, de prendre douze mille Hommes à sa solde; en sorte que s'agissant premierement de la defense du Roi de Dannemarc, Sa Majesté Très-Chrétienne ne les payera que sur le pied de neuf mille dans la proportion que Sa Majesté Danoise donne à ses Troupes quand elles sont en Campagne, tant pour la Solde de chaque Regiment d'Infante-

6 LES INTERETS PRESENTS

rie & de Cavalerie, que pour celle de l'Etat Major General & de l'Artillerie proportionné au nombre de douze mille Hommes de Troupes, Officiers, & autres Gens nécessaires pour son service.

V. La solde, ainsi qu'il vient d'être dit, ne commencera à être à la charge de Sa Majesté Très-Chrétienne que du jour de la première revûe qui se fera devant le Commissaire General de Sa Majesté, lors que les Troupes seront assemblées en corps d'Armée pour entrer en Campagne, le premier mois sera payé d'avance, & ainsi de mois en mois, aussi long-tems que lesdites Troupes seront soldoyées par Sa Majesté Très-Chrétienne.

VI. Et quoique Sa Majesté Très-Chrétienne pût prétendre avec justice, que le subside cesseroit au jour que la solde commenceroit à courir; cependant comme il pourroit arriver, que le payement de cette Solde viendroit avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir un secours effectif par ledit Subside, Sadite Majesté Très-Chrétienne veut bien consentir à ce que si ladite Solde commençoit à courir avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir deux années du Subside, alors elle feroit continuer le Subside autant de tems qu'il faudroit

faudroit que le Roi de Dannemarck touchat toujours deux années de Subside, compris ce qui seroit échu & ce qui resteroit à écheoir; & si après lesdites deux années lesdites Troupes ne restent plus à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne, alors le Subside stipulé dans le troisiéme Article continuera d'être payé à Sa Majesté Danoise, jusqu'à la fin des quatre années, qui est le terme du présent Traité.

VII. Sa Majesté Très-Chrétienne enverra sur les Lieux, dès qu'elle en sera requise, un Commissaire pour assister à la revûë qui sera faite desdites Troupes, pour se mettre en marche; le même Commissaire prendra le nom des Regimens, qui passeront ainsi à la Solde de Sa Majesté Très-Chrétienne il examinera s'ils sont duement équippez, montez & armez. La collation des Charges vacantes, & l'administration de la Justice se feront, comme auparavant, par Sa Majesté Danoise; le Commissaire General de Sa Majesté assistera à toutes les délibérations pour les opérations Militaires; & quoiqu'il ne soit pas possible de statuer d'avance sur le cas non avenü de la Guerre, l'on convient cependant en general, que les douze mille Hommes de Troupes à la

8 LES INTERETS PRESENTS

Solde Sa Majesté Très-Chrétienne sur le pied de neuf mille Hommes , seront traitez en tout dans une parfaite égalité avec les douze mille Hommes entièrement à la Solde du Roi de Danemarck.

VIII. S'il arrive que Sa Majesté Très-Chrétienne ne crût plus avoir besoin pour le secours de ses Alliez , de continuer le payement de ladite Solde , elle sera obligée d'en avertir Sa Majesté Danoise deux mois auparavant.

IX. Sa Majesté Britannique de son côté tiendra prêt à marcher un Corps de douze mille Hommes , pour être joints aux vingt-quatre mille Hommes de Troupes Danoises susmentionnés sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites , ou de toute autre Puissance que ce puisse être qui viendrait pour attaquer le Sleswick , & pour troubler le repos & la tranquillité de la Basse-Saxe.

X. Sa Majesté Danoise ayant fait entendre à Sa Majesté Britannique , qu'étant engagée par le présent Traité de faire marcher un Corps de Troupes considerables dans la Basse-Saxe , ses Provinces Maritimes se trouveroient exposées aux entreprises de ses Ennemis , Sa Majesté Britannique étant toujours

jours disposée à pourvoir , selon ses engagements , en bon & fidelle Allié , à la sûreté des Etats de Sa Majesté Danoise , promet & s'engage d'envoyer au secours de Sa Majesté Danoise , sur les premiers avis des mouvemens de la Flotte Moscovite , qui donneront de justes sujets de crainte , une Escadre suffisante de bons Vaisseaux de Guerre , pour aider à couvrir les Côtes de Mer de Sa Majesté Danoise , & empêcher que les Moscovites ne puissent les attaquer.

XI. Et quoique Leurs Majesté Britannique & Très-Chrétienne ne soient obligées à aucun secours fixe envers le Roi de Dannemarck , cependant comme elles veulent éloigner des Etats de ce Prince toute invasion , dont la suite seroit sans doute d'allumer la Guerre , en violation du Traité d'Hanovre ; aussi bien que des Traités de Westphalie ; qui les obligeroient d'aller au soutien de leurs Garanties , & au secours de leurs Alliez , qui seroient attaquez , ou en danger de l'être ; à cette fin Sa Majesté Très-Chrétienne s'engage de tenir toujours prêt un Corps , au moins de trente mille Hommes , lequel Corps sera destiné , dès qu'il en sera requis , à être porté partout où

le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres operations nécessaires pour l'avantage commun, & pour la sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, & en même tems Sa Majesté Britannique s'engage de tenir aussi en état un autre Corps de Troupes qui ne pourra être moindre de douze mille Hommes, pour être destiné de la même maniere à être porté par tout où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres operations nécessaires pour la sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, selon que le cas l'exigera.

XII. Comme les Moscovites ou autres Troupes qui pourront se joindre à eux, pour venir attaquer les Etats du Roi de Dannemarck, pour lui ôter le Duché de Sleswick, pourront tâcher de passer par les Païs sujets au Roi de Prusse, ce que les Alliez se persuadent que ce Prince ne manquera pas de refuser: En cas donc que la Czarine, ou toute autre Puissance, que ce puisse être, voudroit forcer les passages par le Territoire du Roi de Prusse, ou l'attaquer, ou lui faire aucun tort ou dommage, à cause du refus que Sa Majesté pourroit faire de laisser passer par ses Païs

Pais les Moscovites ou leurs Adherans, comme ci-dessus; alors les Rois Contractans feront marcher leurs Armées combinées au secours du Roi de Prusse, & feront la Guerre à ceux qui l'auront envahi, ou troublé, jusqu'à ce que l'attaque & danger cessent, & que tout tort ou dommage soit réparé.

XIII. Les Ratifications du présent Traité seront échangées à Copenhague dans six semaines, à compter du jour de la signature de ce Traité, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous avons signé ce Traité, & y avons fait mettre le Sceau de nos Armes.

Fait à Copenhague ce seizième d'Avril l'an mil sept cens vingt-sept.

(L.S.) GLENORCHY.

ARTICLES SEPAREZ ET SECRETS.

I. Quoique Sa Majesté Très-Chrétienne puisse justement prétendre que les Troupes qu'Elle prendra à sa Solde lui fussent prêter Serment; cependant Sa Majesté Danoise ayant résolu de Commander en Personne l'Armée combinée; on est convenu, par considération pour Sa Majesté Danoise, de s'en

A 6 remettre

remettre à sa parole Royale , pour agir conformément aux engagements qu'Elle a pris par le Traité signé cejourd'huy. Mais s'il arrivoit que Sa Majesté Danoise changeât la résolution susdite , & que les Rois Contractans jugeassent à propos de séparer le Corps de Troupes , pour l'avantage de la Cause commune , alors lesdites Troupes , à la Solde de Sa Majesté Très - Chrétienne , lui prêteroiént le Serment en la forme ordinaire.

II. Comme Leurs Majestés Britannique & Très - Chrétienne font des efforts extraordinaires pour les intérêts du Roi de Dannemark , sa Majesté Danoise promet de ne point disposer d'aucune Partie de ses Troupes , soit directement ou indirectement , contre les intérêts de Leurs Majestés Britannique & Très - Chrétienne ; & on convient que pendant que ce Traité durera , Sa Majesté Danoise ne donnera ni ne vendra aucune Partie de ses Troupes à quelque Puissance que ce soit qu'après en avoir concerté avec Leurs Majestés Britannique & Très - Chrétienne ; contre les intérêts desquelles , Elle promet de ne rien faire , s'engageant même , de s'opposer par tout où besoin sera , à tout ce qui pourroit être fait , ou projeté de contraire par quelques Puissances

ces

ces que ce soit; ce que Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétienne promettent réciproquement.

III. L'on est convenu que si Sa Majesté Très-Chrétienne désiroit employer lesdits 12. mille Hommes qu'Elle paye sur le pied de neuf mille, pour des affaires qui n'ayant aucun rapport à la sûreté du Roi de Dannemarck, n'intéresseroient que le bien du service de Sa Majesté Très-Chrétienne, ou celui de l'Alliance d'Hanovre; alors le Roi de Dannemarck ne feroit aucune difficulté de les donner au service de Sa Majesté Très-Chrétienne, & dont on conviendrait six semaines après la demande, qui en auroit été faite par Sa Majesté Très-Chrétienne.

IV. Et attendu que si les Moscovites venoient par Terre pour penetrer dans l'Empire & troubler la Paix du Nord, ils ne pourroient avoir d'autre passage que par les Etats de Pologne, & que l'on ne peut douter que ce Royaume ne se souvienne encore des desordres qu'y ont commis les Moscovites, il y a peu d'années; l'on est convenu, par le present Article, de communiquer au Roi & à la Republique de Pologne, le Concert que l'on a formé pour empêcher leur entrée dans l'empire, & de les
inviter

inviter à prendre aussi de leur côté les mesures les plus efficaces , pour fermer aux Moscovites les passages qu'ils voudrissent prendre sur les Terres de la République de Pologne.

Fait à Copenhague ce seizième d'Avril l'an mil sept cens vingt-sept.

Signé comme ci-dessus.

[QQ.]

1729. TRAITE' de Paix d'Union & d'amitié entre les Rois de France , d'Espagne , & de la Grande-Bretagne , conclu à Seville en 1729. tiré du Mercure Historique.

LEurs Serenissimes Majesté le Roi de la Grande-Bretagne , le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique , desirans avec un égal empressement , non seulement de renouveler & de serrer plus étroitement leur ancienne Amitié , mais aussi d'éloigner tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir , afin qu'étant unies de sentimens & d'inclinations , Elles puissent agir désormais en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même intérêt ; & pour cet effet, le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne

gne ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Guillaume Stanhope, Vice-Chambelan de la Maison de Sa Majesté Britannique, Conseiller dans ses Conseils d'Etat & Privé, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, Colonel d'un Regiment de Dragons, & Ambassadeur Extraordinaire de Sadite Majesté auprès de Sa Majesté Catholique, comme aussi au Sieur Benjamin Keene, Ministre-Ple-nipotentiaire de Sadite Majesté Britannique, auprès de Sa Majesté Catholique: Le Serenissime Roi Très-Chrétien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Marquis de Brancas, Lieutenant-General de ses Armées, Chevalier de ses Ordres, & de celui de la Toison d'Or, son Lieutenant-General au Gouvernement de Provence, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Sa Majesté Catholique: Et le Serenissime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Jean-Baptiste d'Orendayn, Marquis de la Paz, son Conseiller d'Etat, & premier Secrétaire d'Etat & des Dépêches, & au Sieur Joseph Patino, Commandant de Alcuesca, dans l'Ordre de S. Jaques, Gouverneur du Conseil des Finances,

nances, & des Tribunaux en dependans, Sur-Intendant General des Rentes generales, & son Secretaire d'Etat & des Depêches dans les affaires de Marine, des Indes & des Finances. Les Ministres susmentionnez sont convenus entr'eux des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès-à présent & toujourns une Paix solide, une Union étroite, & une Amitié sincere & constante entre le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne le Sérénissime Roi Très-Chrétien, & le Sérénissime Roi d'Espagne, leurs Heritiers & Successeurs, comme aussi entre leurs Royaumes & Sujets, pour l'assistance & la défense réciproque de leurs Etats & Interêts : Il y aura pareillement oubli de tout le passé, & tous les Traitez & Conventions précédens de Paix, d'Amitié & de Commerce, conclus entre les Puissances Contractantes respectivement, seront, comme ils le sont effectivement, renouvellez & confirmez, dans tous leurs Points, auxquels il n'est pas dérogé par le present Traité, d'une maniere aussi pleine & aussi ample, comme si lesdits Traités étoient inserez ici de mot à mot. Leurs-
dites.

dites Majestez promettent de ne rien faire , ni souffrir qu'il soit rien fait , qui puisse y être contraire directement ou indirectement.

II. En conséquence desquels Traitez , & afin d'établir solidement cette Union & Correspondance , Leurs Majestez Britannique , Très-Chrétienne & Catholique , promettent & s'engagent par le présent Traité d'Alliance Defensive , de se garantir reciproquement leurs Royaumes , Etats & Terres de leur Obéissance , en quelques Parties du Monde qu'ils soient situez , comme aussi les Droits & Privileges de leur Commerce , le tout suivant les Traitez , en sorte que lescdites Puissances , ou l'une d'entre elles étant attaquées ou molestées par quelque Puissance & sous quelque pretexte que ce soit , Elles promettent & s'obligent reciproquement d'employer leurs Offices , aussi-tôt qu'elles en seront requises , pour obtenir satisfaction à la Partie Lezée , & pour empêcher la continuation des Hostilitez : Et s'il arrive que lescdits Offices ne soient pas suffisans , pour procurer sans delai , satisfaction , Leurs-dites Majestez promettent de fournir les Secours suivans , conjointement ou separement ; c'est à-dire , Sa Majesté Britannique huit mille Hommes

mes d'Infanterie , & quatre mille de Cavalerie ; Sa Majesté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie ; & Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie. Si la Partie attaquée , au lieu de Troupes , demandoit des Vaisseaux de Guerre ou de Transport , ou même des Subsidés en Argent , il lui sera libre de choisir ; & les autres Parties fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent à proportion de la depense des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des Secours , Leurs Majestez susdites conviennent , que mille Hommes d'Infanterie seront comptez sur le pié de dix mille Florins de Hollande , & mille Chevaux sur le pié de trente mille Florins de Hollande par mois ; & on observera la même proportion à l'égard des Vaisseaux qui doivent être fournis : Leursdites Majestez s'entre-secourront de toutes leurs forces , & même declareront la Guerre à l'Agresseur.

III. Les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Très-Chrétienne ayant prétendu , que dans les Traitez conclus à Vienne , entre l'Empereur & le Roi d'Espagne , en l'Année mille sept-cent vingt-cinq , il y avoit plusieurs

plusieurs Clauses qui donnoient atteinte aux Articles des differens Traitez de Commerce, anterieurs à l'Année mille sept-cent vingt-cinq, Sa Majesté Catholique déclare, par le present Article, qu'elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laissera subsister, en vertu desdits Traitez de Vienne, aucun Privilege contraire aux Traitez ci-dessus confirmez.

IV. Ayant été convenu par les Articles Preliminaires que le Commerce des Nations Angloise & Françoisé, tant en Europe qu'aux Indes, seroit rétabli sur le pié des Traitez & Conventions anterieurs à l'Année mille sept-cent vingt-cinq, & nommement, que celui de la Nation Angloise en Amerique s'exerceroit comme par le passé, l'on convient par le présent Article, que tous ordres necessaires seront expediez de part & d'autre, sans aucun retardement, s'ils ne l'ont pas déjà été, soit pour l'exécution desdits Traitez de Commerce, soit pour suplérer à ce qui pourroit manquer à l'entier rétablissement du Commerce, sur le pié desdits Traitez & Conventions.

V. Quoi qu'il ait été stipulé par les Preliminaires, que toutes les Hostilitez auroient à cesser de part & d'autre, &
que

que s'il arrivoit entre les Sujets des Parties Contractantes quelque Trouble ou Hostilitez , soit en Europe , soit aux Indes , les Puissances Contractantes courroient à la reparation des dommages soufferts par leurs Sujets respectifs ; & que nonobstant cela on allegue que de la part des Sujets de Sa Majesté Catholique on a continué des Actes de Trouble & d'Hostilitez , il est convenu par ce présent Article , que pour ce qui regarde l'Europe , Sa Majesté Catholique fera reparer au plutôt les dommages qui y ont été soufferts depuis le tems prescrit par les Préliminaires pour la Cessation des Hostilitez , & que pour ce qui regarde l'Amérique, Elle fera aussi reparer au plutôt les dommages qui y auront été soufferts depuis l'arrivée de ses ordres à Cartagene, le vingt-deuxieme jour de Juin mille sept-cent vingt-huit. Et Sadite Majesté Catholique publiera les défenses les plus rigoureuses pour prévenir de pareilles violences de la part de ses Sujets : Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne promettent de leur part , s'il y a des cas pareils , de faire reparer ce qui auroit été ainsi fait , & de donner de pareils ordres pour la Conservation de la Paix , Tranquillité & bonne Intelligence.

VI. Il sera nommé des Commissaires, avec des pouvoirs suffisans de la part de Leurs Majestez Britannique & Catholique, lesquels s'assembleront à la Cour d'Espagne, dans l'Espace de quatre Mois, après l'échange des Rati-fications du présent Traité, ou plutôt si faire se pourra, pour examiner & décider touchant les Vaisseaux & Effets pris en Mer de part & d'autre jusqu'aux tems marquez dans l'Article précédent. Lesdits Commissaires examineront pareillement, & décideront, selon les Traitez, les prétentions respectives qui regardent les abus que l'on suppose avoir été commis dans le Commerce tant aux Indes qu'en Europe, & toutes les autres prétentions respectives en Amérique, fondées sur les Traitez, soit par rapport aux Limites ou autrement. Lesdits Commissaires pareillement discuteront & décideront les prétentions que Sa Majesté Catholique peut avoir en vertu du Traité de mille sept-cent vingt-un pour la restitution des Vaisseaux pris par la Flote Angloise dans l'Année mille sept-cent dix-huit. Et lesdits Commissaires, après avoir examiné, & décidé les susdits Points & prétentions, feront un rapport de leurs Procedures à Leurs Majestez Britannique

22 LES INTERETS PRESENTS

que & Catholique, lesquelles promettent que dans l'espace de six Mois après ledit rapport fait, Elles feront exécuter ponctuellement & exactement ce qui aura été ainsi décidé par lesdits Commissaires.

VII. Il sera aussi pareillement nommé de la part de sa Majesté Très-Chrétienne & de sa Majesté Catholique, des Commissaires, qui examineront tous les Griefs generalement quelconques que les Parties interessées auroient à former respectivement, soit pour la restitution des bâtimens saisis ou enlevez, soit par rapport au Commerce, Limites, ou autrement.

VIII. Lesdits Commissaires termineront exactement leur Commission dans l'espace de trois ans, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la Signature du present Traité, & cela sans autre délai ulterieur, sous quelque motif ou pretexte que ce soit.

IX. On effectuera dès-à-present l'Introduction des Garnisons dant les Places de Livorne, Porto-Ferrajo, Parme & Plaifance, au nombre de six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique, & à sa Solde, lesquels serviront pour la plus grande assurance & Conservation de la Succession immediats

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 23
diate desdits Etats en faveur du Serenissime Infant Don Carlos , & pour être en état de résister à toute entreprise & Opposition qui pourroit être suscitée au préjudice de ce qui a été réglé sur ladite Succession.

X. Les Puissances Contractantes feront dès-à-présent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à la Dignité & au repos des Serenissimes Grand Duc de Toscane & Duc de Parme , afin que les Garnisons soient reçues avec la plus grande tranquillité , & sans opposition , dès qu'elles se présenteront à la vûe des Places où elles devront être introduites.

Lesdites Garnisons feront aux presens Possesseurs le Serment de défendre leurs Personnes, Souveraineté , Biens & Etats & Sujets , en tout ce qui ne sera point contraire au droit de Succession, réservé au Ser. Infant Don Carlos, & les presens Possesseurs ne pourront rien demander ou exiger qui y soit contraire.

Lesdites Garnisons ne se mêleront directement ni indirectement , sous aucun prétexte que ce puisse être , des affaires du Gouvernement Politique Oeconomique , ni Civil , & auront ordre très-express de rendre aux Serenissimes Grand Duc de Toscane & Duc de Parme ,

me , tous les respects & honneurs Militaires , qui sont dûs à des Souverains dans leurs Etats.

XI. L'Objet de l'Introduction desdits six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique , & à sa Solde¹, étant d'assurer au Serenissime Infant Don Carlos la Succession immediate des Etats de Toscane , Parme & Plaisance , Sa Majesté Catholique promettant tant pour Elle que pour ses Successeurs , qu'aussitôt que le Serenissime Infant Don Carlos , son Fils , ou tel autre qui sera à ses Droits , sera Possesseur tranquille desdits Etats , & en sûreté contre toute invasion & autres justes motifs de crainte, Elle fera retirer des Places de ces Etats les Troupes qui seront siennes & nont pas propres à l'Infant Don Carlos , ou à celui qui sera à ses Droits ; enforte que par là , ladite Succession & Possession reste assurée & exempte de tous Evenemens.

XII. Les Puissances Contractantes s'engagent d'établir , selon les Droits de Succession qui ont été stipulez , & de maintenir le Serenissime Infant Don Carlos , ou celui à qui passeront ses Droits , dans la possession & jouissance des Etats de Toscane , de Parme & Plaisance , lorsqu'il y sera une fois établi ,
de

de le defendre de toute insulte contre quelque Puissance que ce soit qui penseroit à l'inquieter ; se declarant par ce Traité Garantes à perpetuité du Droit, Possession, Tranquillité & repos du Serenissime Infant & de ses Successeurs auxdits Etats.

XIII. A l'égard des autres Details ou Reglemens concernant la Manutention desdites Garnisons une fois établies dans les Etats de Toscane, Parme & Plaisance, comme il est à présumer que Sa Majesté Catholique & les Serenissimes Grand Duc & Duc de Parme, en conviendront par un accord particulier, Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, promettent que dès que cet accord sera fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers Sa Majesté Catholique, qu'envers les Serenissimes Grand Duc & Duc de Parme, comme s'il étoit inséré de mot à mot dans le present Traité.

XIV. Les Etats Généraux des Provinces-Unies seront invitez d'entrer dans le present Traité & Article. Seront pareillement invitées ou admises de concert dans ces mêmes Traité & Articles telles autres Puissances dont on conviendra.

Les Ratifications du present Traité
Tome VII. B seront

seront expédiées dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, nous soussignez Ministres-Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique, de Sa Majesté Très-Chrétienne, & de Sa Majesté Catholique, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, qui ont été communiquez de part & d'autre & qui seront ci-dessous transcrits, avons signé le présent Traité; & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Séville, le 9. jour de Novembre, 1729.

(L. S.) W.

STANHOPE. (L. S.) BRAN-

(L. S.) B. CAS.

KEENE.

(L. S.) El. M.

de la PAZ.

(L. S.) D. Jo-

SEPH PATI-

NO.

ARTICLES SEPAREZ.

I. **B**IEN que conformément aux Articles Preliminaires il ait été dit par l'Art. IV. du Traité signé cejourd'hui, que le commerce de la Nation Angloise en Amerique seroit rétabli sur le pié des Traitez & Conventions antérieures à l'Année mille sept-cent vingt-cinq; cependant, pour plus de netteté, il est déclaré

déclaré encore par le présent Article
 entre Leurs Majestez Britannique & Ca-
 tholique, lequel aura la même force,
 & sera sous la même Garantie que le
 Traité de ce jourd'hui, que sous cette dé-
 nomination générale, sont compris les
 Traitez de Paix & de Commerce conclus
 à Utrecht les treize Juillet & neuf De-
 cembre de l'année mil sept-cent & treize,
 dans lesquels sont compris le Traité de
 mil six-cent soixante & sept, fait à Ma-
 drid, & les Cédulés y mentionnées; le
 Traité postérieur fait à Madrid le qua-
 torze Decembre mil sept-cent quinze,
 comme aussi le Contract particulier
 nommé communément de l'Assiento;
 pour l'Introduction des Esclaves Negres
 aux Indes Espagnoles, qui fut fait le
 vingt-six Mars de ladite année mil sept-
 cent treize, en conséquence de l'Article
 XII. du Traité d'Utrecht; & pareille-
 ment le Traité de Déclaration touchant
 celui de l'Assiento, fait le vingt-six Mai
 mil sept-cent seize: Tous lesquels Trai-
 tez mentionnez en cet Article, avec leurs
 Déclarations, seront dès aujourd'hui,
 (même pendant l'examen des Commis-
 saires) & demeureront dans leur force,
 vertu & pleine vigueur; pour l'observa-
 tion desquels Sa Majesté Catholique fera
 expédier au plutôt, s'ils ne l'ont été,

les ordres & Cédules nécessaires à ses Vicerois , Gouverneurs & autres Ministres à qui il appartiendra , tant en Europe qu'aux Indes , afin que sans aucun délai ou interprétation , ils les fassent observer & accomplir.

Pareillement Sa Majesté Britannique promet & s'engage de publier les ordres nécessaires , s'il en manquoit , pour remettre le Commerce des Sujets de l'Espagne en tous les Païs de sa Domination sur le pié porté par lesdits Traitez , & pour les faire exactement observer & accomplir.

II. En conséquence , tous Vaisseaux Marchandises & Effets qui n'auroient pas été pris ou saisis pour cause de Commerce illicites & qui seroient prouvez dès - à - présent par des preuves & Documens authentiques , avoir été détenus , saisis ou confisquez dans les Ports d'Espagne , soit en Europe , soit aux Indes , & nommement le Vaisseau le Prince Frédéric & sa Cargaison , s'ils ne l'ont déjà été , seront restituez immédiatement , dans la même espece pour ceux qui se trouveront en nature ; ou à ce défaut , la juste & vraie valeur selon l'estimation , qui , si elle n'en a pas été faite dans le tems , sera réglée sur les informations authentiques que les Propriétaires

priétaires auront à fournir aux Magistrats des Lieux & Villes où auront été faites les saisies : Sa Majesté Britannique promettant de sa part le reciproque pour toutes saisies , Confiscations ou détentions qui pourroient avoir été faites contre la teneur desdits Traitez : Convenant Leurfdits Majestez Britannique & Catholique , qu'à l'égard de pareilles saisies , confiscations ou détentions de part & d'autre , dont la validité ne seroit pas encore suffisamment éclaircie , la discussion & la décision en seroient remises à l'examen des Commissaires , pour y faire Droit sur le pié des Traitez ci-dessus mentionnez.

Les presens Articles separez auront la même force que s'ils étoient inferez de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui : Ils seront ratifiez de la même maniere , & les ratifications en seront échangées dans le même tems que celles dudit Traité.

En foi dequoi nous soussignez Ministres - Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique , de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Sa Majesté Catholique : en vertu de nos pleins-Pouvoirs , avons signé les presens Articles separez , & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Seville , le neuvième jour

B ; de

30 LES INTERETS PRESENTS
de Novembre mille sept-cens vingt-
neuf.

(L. S.) W.

STANHOPE. (L.S.) BRAN-

(L. S.) B. CAS.

KEENE.

(L.S.) EL.M.

de la PAZ.

(L.S.) D. JO-

SEPH PATI-

NO.

[R R.]

1729. *ACCESSION des Etats Gene-
raux des Provinces-Unies au Traité
de Seville , Copie Authentique.*

Comme leurs Serenissimes Majestez
le Roi de la Grande - Bretagne ,
le Roi Très - Chrétien & le Roi Ca-
tholique, ont jugé à propos pour af-
fermir davantage les liens de leur union,
pourvoir à la sûreté de leurs Royaumes
& Etats, & conserver la tranquillité
publique, de faire entr'eux une Allian-
ce, dont le Traité a été signé à Seville
le 9. Novembre 1729. conformément
au XIV. Article de ce Traité, les Etats
Généraux ont été invitez d'y acceder
(ici est inseré l'Instrument du Traité) les-
dits Etats ayant désiré de tout tems de
continuer & de rendre plus ferme la
bonne

bonne Intelligence & Amitié qu'ils ont l'honneur d'entretenir avec Leurs Majestez Britannique , Très-Chrétienne & Catholique, & Leurs Hautes Puissances, souhaitant, autant qu'il dépend d'Elles, de contribuer à la conservation & l'établissement de la tranquillité publique : Elles sont très-sensibles à l'invitation qui leur a été faite d'accéder à cette Alliance, étant convaincuës qu'une plus étroite union en est le principal but. Comme cette Alliance a en vüe entr'autre l'établissement d'une confiance parfaite entre les parties contractantes, les Etats Généraux présuposent que les Alliez se communiqueront réciproquement, avec une entière confiance leurs sentimens, tant par rapport aux moyens qu'on jugera, en cas de nécessité les plus efficaces, pour conserver & maintenir toutes les possessions & Droits mentionnez dans ce Traité, que par rapport au commerce & aux intérêts, tant en Europe qu'ailleurs.

Dans la ferme confiance que c'est-là le véritable but & intention de Leurs-dites Majestez, Leurs Hautes Puissances, pour donner des marques du desir qu'Elles ont de se lier plus étroitement avec Leurs Majestez, & de la haute estime qu'Elles ont pour leur amitié &

Alliance , ont résolu d'accéder audit Traité, & ont nommé pour cet effet leur Ministre Plénipotentiaire, (*ici sont les Titres de Monsieur van der Meer*) lequel étant entré en Conférence avec les autres Ministres Plénipotentiaires , il a été convenu :

Que les Seigneurs des Etats Généraux accèderont, comme le susdit Plénipotentiaire a déclaré qu'ils accèdoient, & comme lui-même accède en effet en leur nom & de leur part audit Traité par le présent Acte, s'engageant envers Leurs Majestez susmentionnées à tout ce qui y est contenu, de la même manière que si Elles avoient contracté avec eux dès le commencement; & Leurs Majestez témoignant que leur but & leur intention est telle qu'il est exprimé ci-dessus, Elles accepteront, ainsi que les susdits Ambassadeurs Ministres & Plénipotentiaires ont déclaré, & déclarent au nom & de la part de Leursdites Majestez, s'engageant envers Leurs Hautes Puissances à tout ce qui est contenu dans ledit Traité entièrement de la même manière que si elles avoient contracté dès le commencement avec Leurs Majestez.

Sa Majesté Britannique & Sa Majesté Très-Chrétienne confirment & renouvellent

vellent en consideration de Leurs Hautes Puissances tous les engagements où elles sont entrées ci-devant pour procurer à leur Republique une entiere satisfaction, tant par rapport à l'abolition de la Navigation & Commerce de la Compagnie d'Ostende aux Indes, que touchant les affaires d'Oostfrise; & Sa Majesté Catholique s'oblige de la même maniere, & par la même consideration, d'entrer dans les mêmes engagements, aussi-tôt qu'ils lui auront été communiquez; ce que les Etats Generaux promettent de faire dans trois mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt si faire se peut,

D'autant que le Secours que Leurs Hautes Puissances donneront en cas de besoin n'a pu être réglé dans le Traité, on est convenu qu'il consistera en 4000. hommes d'Infanterie & 1000. Chevaux.

Sa Majesté Catholique s'engage de faire donner à Leurs Hautes Puissances une entiere satisfaction sur leurs Grieffs tant aux Indes qu'en Europe, & d'ordonner que leur Commerce soit rétabli sur le pié des précédens Traitez. Leurs Hautes Puissances promettent de faire la même chose par rapport aux Grieffs de Sa Majesté fondez sur les Traitez: Et en cas qu'il survienne

B s quelques

quelques difficultez dans l'examen desdits Grieffs, dont on ne puisse convenir, Sa Majesté Catholique & Leurs Hautes Puissances nommeront des Commissaires pour en traiter sur le pié réglé dans les Art. 6. & 7. du Traité inferé ci-dessus touchant les Commissaires des autres Puissances.

S'il arrivoit que Sa Majesté Catholique jugeât à propos d'accorder pour le present ou à l'avenir, publiquement ou par quelques Conventions secrètes, par rapport au Commerce, quelques Droits ou Prerogatives à quelque Puissance que ce soit, les mêmes Droits ou Prerogatives seront immédiatement accordez aux Sujets de Leurs Hautes Puissances, qui seront traitez en tout comme la Nation la plus favorisée, conformément à ce qui est stipulé dans les Traitez precedens.

Comme Leurs Hautes Puissances ont représenté qu'il pourroit arriver certains cas où, en haine de leur Accession signée aujourd'huy, elles seroient attaquées & troublées, de maniere qu'elles seroient obligées d'avoir d'abord recours aux armes pour leur défense; & que ce cas arrivant, le tems nécessaire pour voir le succès des bons offices qui seroient employez, & après lesquels
seulement

seulement leurs Alliez sont obligez de leur donner les Secours stipulez dans le second Article du present Traité, les exposerait à de grands inconveniens, & les laisseroit exposez à la plus violente invasion sans être secourues par leurs Alliez, Leurs Majestez Britannique Très Chrétienne & Catholique pour donner aux Etats Généraux une nouvelle preuve de la part qu'Elles prennent à la conservation de la Republique, consentent de s'engager & promettent que dans ledit cas où la Republique pourroit être exposée à un danger évident, Leurs Majestez donneront les secours promis par l'Article II. sans attendre le succès de leurs bons offices & leurs instances qu'Elles auroient entamé auprès de l'Agresseur pour en obtenir la satisfaction & la reparation convenable.

Le présent Traité d'Accession des Etats Généraux sera ratifié par Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Catholique, & par les Etats Généraux, & ces Ratifications seront échangées à la Cour d'Espagne dans trois mois, à compter du jour de la Signature du présent Traité, ou plutôt si faire se peut; en foi de quoi, &c.

A Seville le 21. Novembre 1729.

B 6

[SS.

[S. S.]

1731. TRAITE' d' Alliance entre
l'Empereur , le Roy de la Grande Bre-
tagne , & les Etats Generaux des Pro-
vinces-Unies , conclu à Vienne en
1731. tiré du Mercure Historique.

NOtum sit omnibus ac singulis quo-
rum interest , aut interesse quo-
modocunque potest. Postquam Serenif-
simus ac Potentissimus Princeps & Do-
minus Carolus V I. Romanorum Im-
perator , Hispaniarum , utriusque Sici-
liæ , Hungariæ ac Bohemiæ Rex , Ar-
chidux Austriæ &c. &c. Tum Serenissi-
mus ac Potentissimus Princeps ac domi-
nus Georgius II. Magnæ Britannia, Fran-
ciæ & Hiberniæ Rex , nec non Celsi &
Præpotentes Domini Status Generales
Unitarum fœderati Belgii Provincia-
rum: Considerato incerto turbidoque
rerum, qui nunc est in Europa , statu,
mature perpenderunt media quibus non
modo mala ex gliscentibus in dies ma-
gis magisque simultatibus jam jam erep-
tura anteverterentur; sed & publica
tranquillitas modo quantum fieri po-
test, stabili ac perennaturo, faciliq[ue]
uia

una ac prompta ratione firmaretur. Præfatæ suæ Majestates, ac præfati Ordines Generales, propenso penitus studio ducti, opus tam salutare promovendi perficiendique è re esse judicaverunt, de certis quibusdam conditionibus generalibus inter se convenire, quæ basis loco inservirent, juxta quam dissentientium præcipuorum in Europa Principum animi conciliandi & controversiæ, quæ inter eosdem non absque publicæ tranquillitatis periculo quam maxime jam vigent, componendæ forent.

Hunc itaque in finem Sacra sua Cæsarea & Catholica Majestas, Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium, Sabaudia & Pedemontium Principem, altè fatæ suæ Majestatis Cæsareæ & Catholicæ Consiliarium Actuale Intimum, Consilii Aulico-Belgici Præsidem, suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Romani Campi Mareschallum ac ejusdem Regnorum ac Statuum per Italiam Vicarium Generalem, & unius Desultorium Legionis Præfectum, Aurei Velleris Equitem; nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum, Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium Comitern

mitem à Zinzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gfoll, Superioris Selowitz, Porlitz, Sabor, Mulsig, Loos-zaan & Dreskau, Burgravium in Rheineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præcifoem in Superiori Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Majestatis Camerarium, Actualem Consiliarium Intimum ac Primum Aulæ Cancellarium &c. Ac Illustrißimum & Excellentissimum Dominum Gundacarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Staremburg in Schaumburg & Waxemburg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhagen, Roteneg, Freystadt, Haus, Oberwalsæ, Senffenberg, Bondendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Intimum Actualem, Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris Mareßchallum Hæreditarium. Sacra vero Regia Majestas Britannica Dominum Thomam Robinson, Armigerum, in Comitibus Parlamenti Magnæ Britanniae Senatorem, & Ministrum suum apud predictam Majestatem suam Cæsaream & Catholicam; tum Celsi & Potentes Status Unitarum Fræderati Belgii Provinciarum.-----

plena Potestate munivimus ; qui collatis inter se Consiliis & Commutatis prius Plenipotentiarum Tabulis, in sequentes Articulos & Conditiones convenerunt.

I. Sit maneatque inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniae, ac utriusque Hæredes & Successores ; nec non Celfos ac Potentes Dominos Status Generales Fœderati Belgii firma, sincera & inviolabilis amicitia, pro mutuis commodis Provinciarum, ac Subditorum ad unumquemque ex Principibus Contrahentibus spectantium ita stabilita, ut singuli contrahentes Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pacem manutenere atque aliorum reliquorum Contrahentium commoda ceu sua promovere, damna vero & injurias cujuscunque generis prævenire & avertere teneantur. Itaque juxta tenorem præcedentium Pacis, Amicitiae ac Fœderis Tractatum ac Conventionum, qui omnes ac singuli Tractatus ac Conventiones, exceptis solummodo iis Articulis, Clausulis aut Conditionibus, quibus per præsentem Tractatum derogare è re visum est plenum suum in omnibus ac per omnia robur

ac

ac vim obtineant , censeanturque vigore præsentis Tractatus renovati & confirmati ; atque insuper Partes Contrahentes ad mutuam tuitiõnem , seu , uti vocant , Guarantiam , omnium Regnorum , Ditionum ac Terrarum ab unaquaque earundem possessorum , tum etiam Jurium & Immunitatum quibus unaquæque gaudet , aut gaudere debet , disertim se se vigore hujus Articuli obstrinxerunt , ita quidem , ut mutuo declararent ac sibimet invicem sponderent , quod omnibus viribus se se sint opposituræ conatibus omnium ac singulorum , qui forsan præter spem , vel ullum ex Contrahentibus , vel eorum Successores ac Hæredes in quieta possessione illorum Regnorum , Ditionum , Provinciarum , Terrarum , Jurium ac Immunitatum turbare vellent , quibus unaquæque Contrahentium Pars tempore conclusi præsentis Tractatus gaudet aut gaudere deberet.

II. Quandoquidem nomine Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis sæpius expositum fuit , haud diu publicam tranquillitatem vigere ac constare , nec securam pro conservando duraturo in Europa Æquilibrio rationem excogitari posse , nisi sibi generalis tuitio , sponso ac evictio , seu , uti vocant , Guarantia

rantia illius succedendi ordinis præstetur, qui juxta declarationem anno 1713. emanatam in Serenissima Domo Austriaca obtinet; Sacra Regia Majestas Britannica & Cæsi ac Potentes Ordines Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, tam eo studio ducti, quo in tranquillitatem publicam tuendam & Æquilibrium in Europa conservandum feruntur, quam intuitu conditionum, quæ utrique huic scopo maxime inservientes in subsequenter Articulis dispositæ reperiuntur, vigore præsentis articuli guarantiam modo dicti succedendi ordinis generalem in se suscipiunt, ac quoties opus fuerit; contra quoscunque præstandam spondent, promittentes proinde quo fieri potest meliore ac firmiore modo, quod omnibus viribus suis tueri, manutenere, ac uti vocant, Guarantigiare velint ac debeant contra quoscunque, quoties opus fuerit, illum succedendi ordinem, quem Sacra Majestas Cæsarea, in forma perpetui indivisibilis ac inseparabilis Fidei - commissi Primogenituræ affecti pro Universis suæ Majestatis utriusque sexus Hæredibus, Instrumento solemni die 19. Aprilis, anno 1713, prouti hujus Instrumenti Copia ad finem Tractatus adjuncta reperitur, declaravit

claravit ac stabilivit, quique subinde ab Ordinibus & Statibus univerſorum regnorum, Archiducatum, Principatum, Provinciarum ac Ditionum, ad Sereniſſimam Domum Auſtriacam jure hæreditario ſpectantium, communi omnium voto ſuſceptus, & grato ſubmiſſoque animo agnitus, atque in vim Legis Sanctioniſque pragmaticæ perpetuo valituræ, in publica Monumenta relatus fuit, & quemadmodum juxta hanc ſuccedendi normam & ordinem eum, in caſum ubi annuente Divina Miſericordia maſcula Proles à ſua Majeſtate Cæſarea Catholica deſcendens extabit, Primogenitus filiorum ſuorum, aut, hoc præmortuo, hujus primogeniti primogenitus; nulla autem de ſua Cæſarea Catholica Majeſtate prole maſculina extante, primogenita filiarum ſuarum Sereniſſimarum Auſtriæ Archiducum, ordine ac jure primogenituræ indiviſibilis nunquam non obſervato, ſuccedere eidem debet in omnibus Regnis, Provinciis ac Ditionibus, quas actu ſua Cæſarea Majeſtas poſſidet, abſque eo quod unquam ſeu favore illorum, aut illarum, qui vel quæ de ſecunda, tertia aut ulteriore linea aut gradu ſunt aut alius quacunque demum de cauſa diviſioni ulli aut ſeparationi locus ſit, hoc ipſo quoque ordine

ordine ac jure primogenituræ indivisibilis in omnibus reliquis casibus pariter obtinente , ac perpetuis in omne ævum temporibus observando , qui vel in linea masculina suæ Cæsareæ Majestatis si Divinum Numen mascula eandem prole bearet, vel extincta linea masculina , in linea ejusdem fœminina evenire , vel denique alias , quoties de successione in Regna, Provincias ac Ditiones Hæreditarias Serenissimæ domus Austriacæ questio enasceretur , obtingere possent. Ita sua Sacra Regia Britannica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Status Generales Fœderati Belgii promittunt ac sese obstringunt , quod illum vel illam , qui vel quæ juxta normam & ordinem hæctenus recensitum in Regna , Provincias ac Ditiones , quas Sua Cæsarea Majestas actu possidet , succedere debet in iisdem manutene- re ac contra quoscunque , qui forsan turbare hanc possessionem ullatenus presumerent , perpetuo turari velint ac teneantur.

III. Cumque Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati , nomine Sacræ Regiæ Majestatis Britannicæ & Celsorum ac Præpotentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii amicissimis verbis expositum sæpius fuerit , non esse certius
medium

medium exoptatam tamdiu publicam tranquillitatem, quo fieri potest, promptiori modo stabiliendi, quam si per immediatam introductionem sex millium Hispanorum Militum, in munita He-truriæ, Parmæ & Placentiæ loca, destinata Serenissimo Infanti Don Carlos in modo dictos Ducatus successio magis adhuc firmetur: Præfata Sacra Majestas Cæsarea Catholica quo & ipsa pacifica suæ Majestatis Britannicæ ac Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii Consilia ac vota promoveret, sua ex parte nulla prorsus ratione obsistet prædictorum sex millium Hispanorum Militum pacatæ Introductioni in munita He-truriæ, Parmæ ac Placentiæ Ducatum loca, juxta sponsiones à dicta sua Majestate Britannica atque Ordinibus Generalibus desuper initas. Cum vero hunc in finem Sacra Majestas Cæsarea Catholica Imperii quoque consensum necessarium censeat, simul eadem promittit quod omnem operam adhibere velit, quo consensus iste intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit, obtineatur; atque ut promptius obviam eatur malis, publicæ quieti imminentibus, spondet præterea Sua Majestas Cæsarea Catholica, quod statim post commutatas in-

vicem

vicem Ratihabitionum tabulas , consensum à se qua Imperii capite præfatæ pacatæ Introductioni præbitum , tum Magni Hetruriæ Ducis , tum Parmensi Ministro in Aula sua commorantibus , alibive ubi conveniens visum fuerit notum factura sit : Nec minus sæpefata Sua Majestas Cæsarea Catholica promittit ac spondet tam longe à se abesse mentem , vel directæ vel indirectæ admissiõni Præsidarii Hispani Militis in antedicta loca impedimentum ullum suscitandi aut afferendi , ut potius officia ac auctoritatem suam interpositura sit quo enascente præter spem obstaculo aut contradicçãoe , quidquid antememoratæ admissiõni obesse posset , amoveatur ; atque adeo sex millia Hispanorum Militum tranquille & sine mora in munita Magni Hetruriæ Ducatus tum Parmæ tum Placentiæ Ducatuum loca , quo ante dictum est modo , introduci queant.

IV. Sint proinde maneantque Articuli , de quibus irrevocabili Partium contrahentium consensu hoc modo conventum est , ita firmiter & reciproce stabiliti penitusque decisi , ut neque in iis , quæ absque mora & statim post Ratihabitionum tabulas invicem commutatas effectui danda sunt , neque in iis
quæ

quæ in omne ævum inconcussa permanere debent , Partibus Contrahentibus ulla in re recedere ab iis liceat.

V. Cum pro assequendo scopo, quem Partes præsentem Tractatum contrahentes attingere intendunt , necessarium visum sit , ut cuncta dissidiorum & dissensionum semina radicitus evelantur ; atque adeo pristinus ille amicitiae nexus , qui modo memoratas Partes contrahentes invicem ligaverat , non tantum renovetur , sed & in dies arctius stringatur : hinc est quod Majestas sua Cæsarea Catholica promittit ac se se vigore præsentis Articuli obstringit , quod cessare penitus illico & in perpetuum debeat omne ex Belgio Austriaco , ac ex aliis Ditionibus , quæ tempore Caroli II. Hispaniarum Regis Catholici sub Hispana Dominatione erant , in Indias Orientales Commmercium & Navigatio ; & quod bona fide effectui sit datura , ne vel Ostendana Societas , vel quivis alius , seu in Belgio Austriaco , seu in Ditionibus , quæ uti dictum est , tempore Caroli II. Regis quondam Catholici sub Hispanica Dominatione erant , existens , huic in perpetuum stabilitæ normæ directe vel indirecte unquam contraveniat , duabus tantum Navibus exceptis , quæ non nisi unica adhuc

huc vice ex Ostendano Portu cursum suum in Indias Orientales dirigere, & inde Ostendam mercibus onustæ revertere ibidemque pro lubitu asportatas ex Indiis merces venales exponere poterunt. Et Sacra Regia Majestas Britannica Celsique ac Præpotentes Status Generales Fœderati Belgii sua quoque ex parte promittunt, seque obstringunt, quod nulla interposita mora, super Commercio & modo Vectigalium vulgo *Tarif* nuncupato, novum Tractatum in quantum ad Belgium Austriacum attinet, ad mentem Articuli XXVI. Tractatus, cui à Limitibus nomen inditum fuit, vulgo *Barriere*, cum Sacra Sua Cæsarea Majestate inire velint. Quem quidem in finem nominandi statim erunt à Partibus Contrahentibus Commissarii, qui intra spatium duorum mensium à die subscripti Tractatus computandum Antuerpiæ sese congregare, actum super iis, quæ plenariam executionem antimemorati Tractatus, cui à Limitibus nomen inditum, quique Antuerpiæ die 1^{re} Novembris, anno 1715. conclusus fuit, tum Conventionis posterioris Hagæ Comitum die 11^{te} Decembris 1718. subscriptæ concernunt, convenire, tum vero speciatim novum uti dictum est, super Commer-

[cio

48 LES INTERETS PRESENTS
cio & modo Vectigalium , in quantum
ad Belgium Austriacum attinet , Trac-
tatum ad mentem antememorati Arti-
culi XXVI. inire debebunt ; Conven-
tumque insuper ac solenni stipulatione
cautum est , quod cuncta ea , quæ Com-
missariis Antuerpiæ congregandis de-
mandare è re visum fuit , quam citissi-
mè fieri poterit , ex æquo & bono ad
finem penitus perducenda sint , ita qui-
dem , ut non tardius , quam ad sum-
mum intra duorum annorum spatium
ultima operi manus admovenda ve-
niat.

VI. Cum reliquorum Capitulorum exa-
men ac discussio, quæ seu ipsas inter Par-
tes paciscentes , seu aliquem ex earun-
dem Fœderatis dirimenda restant , plus
temporis consumptura sit , quam anci-
piti hoc rerum statui expediat, quo moræ
omnes , quæ bono communi detrimenti
nimium allaturæ forent , præscindantur,
conventum concordatumque est , ut in-
vicem delaretur , quod Tractatus om-
nes Conventionesque ab unaquaque
Partium dictarum paciscentium cum
Principibus aliisque Statibus initæ , uti
sunt , subsistere possint , in quantum
scilicet rei alicui haud adversantur , quæ
per præsentem hunc Tractatum consti-
tuta est ; quodque Controversiæ , seu
inter

inter dictas Partes paciscentes seu quamlibet ex earum Fœderatis amicè quam primum dirimendæ , atque interea à Partibus Contrahentibus eo allaborandum sit , ut nemo ex iis quorum res in controversia sunt , pro iis vindicandis vi uti possit.

VII. Sua autem Majestas Cæsarea & Catholica , quo Subditis Regis Magnæ Britanniae Dominorum Ordinum Generalium de ipsorum Commercio in Regno Siciliae exercendo nullus dubio locus superfit, jam nunc declarare voluit, illos eodem modo & ad eandem normam habitum iri, uti habiti sunt, aut haberi debuerint tempore Hispaniarum Regis Caroli II. Inclytæ Memoriae ac prout Gens amicissima haberi consuevit.

VIII. Includentur huic Tractatui Pacificationis omnes illi, qui, post permutationem tabularum Ratihabitionis, intra sex menses ab unâ vel alterâ Parte, ex communi consensu nominabuntur.

IX. Approbabitur & ratihabebitur præsens Tractatus à suâ Cæsareâ Catholicâ Majestate, à Suâ Sacrà Regiâ Magnæ Britanniae Majestate & à Celsis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, & Ratihabitionum Tabulae intra spatium sex Septimana-

50 LES INTERETS PRESENS
rum à die Subscriptionis computanda-
rum Viennæ invicem tradentur & com-
mutabuntur.

In quorum fidem roburque tam Cæ-
sarei Commissarii tanquam Legati Ple-
nipotentarii Extraordinarii, quam Re-
gis Magnæ Britanniae Minister, plena
pariter facultate munitus Tabulas has-
propriis manibus subscripserunt & Si-
gillis suis muniverunt: Acta hæc sunt
Viennæ Austriæ, 16. Die Mensis Mar-
tii, Anno Domini 1731.

(*L.S.*) EUGENIUS à SABAUDIA.

(*L.S.*) PHILIPPUS-LUDOVICUS à
ZINTZENDORF.

(*L.S.*) GUNDACCARUS - THOMAS
DE STARREHNBERG.

(*L.S.*) THOMAS ROBINSON.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUamvis Articulo primo Tracta-
tus inter Sacram Cæsaream Ca-
tholicam Majestatem, Sacram Regiam
Magnæ Britanniae Majestatem & Do-
minos Status Generales Unitarum Fœ-
derati Belgii Provinciarum hodiernâ
die conclusi Partes contrahentes inter
alia sibimet invicem sponponderint, quod
omnibus viribus sese opposituræ sint
conati-

conatibus omnium ac singulorum, qui forsan præter spem vel ullum ex Contrahentibus vel eorundem Successores ac Hæredes in quietâ Possessione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum turbare vellent, quibus unaquæque Contrahentium Pars tempore conclusi præsentis Tractatûs gaudet aut gaudere deberet; Conventum tamen inter easdem Partes paciscentes vigore præsentis Articuli separati est, quod, si forsan tractu temporis contingeret ut Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem aut ejus Hæredes & Successores, Turcæ in quietâ possessione Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum quibus Sua Cæsarea Majestas actu gaudet aut gaudere deberet, turbare vellent, ad hunc solum, qui modò memoratus est, casum Guarantiæ in dicto Articulo primo sancitæ nullatenus extendi debeant.

Articulus hic separatus eandem vim, &c.

DECLARATIO *super Præfidiis Hispanicis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca introducendis.*

CUM Sua Sacra Cæsareâ Catholica Majestas, antequam suâ ex parte consensum præberet iis, quæ Articulo tertio Tractatus hodiernâ die conclusi, de immediatâ introductione præfidiarii Hispanici Militis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca, disposita sunt, super vero scopo & objecto Sponsionum, quæ desuper in Tractatu Hispalensi partim nonâ partim vigesimâ primâ Novembris die, anno 1729. subscripto continetur, secura omnino reddi voluerit; Sacra Sua Regia Magnæ Britanniae Majestas, & Celsi ac Potent. Domini Status Generales Fœderati Belgii non tantum Sponsiones istas, prouti hic annexæ reperiuntur, Suae Sacrae Cæsareæ Catholicae Majestati bona fide exhibuerunt, verum etiam firmissimè asseverare haud dubitarunt, non fuisse sibi, cum de introducendo in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca Hispano Præfidiario Milite convenissent, mentem, ullâ in re ab iis recedere quæ Articulo quinto Fœderis quadruplicis Londini die

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 53
die (22. Jul.) 2. Aug. anno 1718. conclusi, tum de Cæsareis & Imperii Juribus, tum pro securitate Regnorum ac Ditionum quas Sua Majestas Cæsarea in Italiâ actu possidet, tum denique pro conservandâ quiete ac dignitate eorum, qui tunc erant, prædictorum Ducatum Legitimorum Possessorum sancita reperiuntur, quapropter Sua Regia Magnæ Britanniæ Majestas & Celsi ac Potent. Domini Status Generales Fœderati Belgii declararunt prouti declarant & prompti paratique ad dandas, prouti vigore præsentis Instrumenti dant, Suæ Cæsareæ Catholicæ Majestati tam super rerum Capitibus superiùs recensitis, quam super omnibus iis, quæ ulterius adhuc prædicto Articulo quinto Fœderis quadruplicis nuncupati continentur, sponsiones, evictiones, seu uti vulgò vocant, Garantias, quantum desiderari poterunt, validas & solemnes.

Præsens Declaratio eandem vim, &c.

DECLARATIO *super* PARMENSI
Succeſſione.

NE inopina Mors Sereniſſimi Principis Antonii Farnesii , dum viveret , Parmæ ac Placentiæ Ducis , quæ in idipſum tempus , quo de concluſendo præſenti Tractatu agebatur , incidit , ejuſdem concluſioni moram aut obſtaculum afferret, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica vigore hujus Inſtrumenti declarat ac ſeſe obſtringit quòd illo in caſu , quo ſpes de Graviditate Sereniſſimæ Ducis viduæ , præfati Sereniſſimi Ducis Antonii dum viveret Conjugis , concepta haud evaneſceret , ac dicta Dux vidua Prolem Maſculam in lucem ederet , cuncta ea quæ de introducendo in Parmæ & Placentiæ munita loca Præſidiario Hiſpano Milite tum Articulo tertio Tractatus hodiernâ die concluſi , tum Declarationis Inſtrumento deſuper dato ſancita ſunt , æque locum obtinere debeant ac ſi mors ita inopina haud contigiffet. Quod ſi verò vel evaneſceret ſpes de graviditate prædictæ Ducis viduæ concepta , vel Poſthumum illa in lucem ederet , tum antefata Sua Majeſtas cæſarea declarat ac ſeſe obſtringit

git quod loco introducendi in munita Parmæ & Placentiæ loca Præfidiarii Hispani militis , ipse Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus , juxta normam, de quâ, accedente consensu Imperii , cum Hispanâ Aulâ olim convenerat , Litterasque Investituræ eventualis, quarum tenor in omnibus Articulis, Clausulis ac Conditionibus, pro repetito & confirmato habendus est , in possessionem præfatorum Ducatum mittendus sit , ita tamen ut prius tam dictus Hispaniarum Infans, quàm Hispana Aula iis faciat satis quæ Tractatus anteriores, quorum Imperator, accedente Imperii consensu, Pars contrahens existit, requirunt. Cumque post mortem ante memorati Ducis Antonii Farnesii Miles Cæsareus in munita Parmæ & placentiæ loca introductus sit non eâ mente , ut obstaculum afferretur Successioni eventuali, prouti illa Serenissimo Infanti Carolo per Tractatum Londinensem, vulgo Fœdus quadruplex nuncupatum , destinata fuerat, sed ut anteverterentur quæcumque Italiæ tranquillitatem turbare poterant Consilia , Sacra Sua Majestas Cæsarea Catholica Quietem publicam juxtâ pacifica sua Vota, Tractatu hodiernâ die concluso, in quantum fieri potuit, stabilitam

firmatamque cernens, denuò declarat quod immittendo copias suas in munita Parmæ & Placentiæ loca, non alia sibi mens fuerit quàm ut quantum penès ipsam erat, successionem Serenissimi Infantis Don Carlos, prouti illa Tractatu Londinenfi eidem Infanti destinata fuit, magis suffulciret, quodque tantum absit, ut vel prædictæ successioni, si forsan proles mascula Farnesia penitùs foret extincta, obsistere, vel etiam introductioni Præsidarii Hispani Militis, si forsan Dux vidua Posthumum in lucem ederet, opponere sese velit, quòd potius declaret ac promittat proprio jussu copias suas inde educendas fore, seu ut ipse Infans Carolus in possessionem sæpè memoratorum Ducatum juxta tenorem Litterarum Investituræ eventualis mittatur, seu ut introduci ibidem pacatè & nemine obsistente Hispana Præsidia queant, quæ ipsa præsidia non alii usui inservire debebunt, quam ut certior de executione promissæ sibi successionis, in eum casum quo proles mascula Farnesia penitùs erit extincta, Infans Carolus reddatur.

Præsens Declaratio eandem vim, &c.

Quando-

DECLARATIO à *Ministris Regis
Magnaë Britanniaë & Dominorum
Ordinum Generalium*, plenâ facultate
munitis subscripta.

Q Uandoquidem inter alias Condi-
tiones, de quibus Tractatu Hispa-
lenſi nonâ & vigesiâ primâ Novem-
bris die Anno 1729. subscripto, favore
magni Hetruriæ Ducatus, tum Parmæ
Placentiæque Ducatum convenerat,
cautum quoque fuit, ut quam primum
Serenissimus Hispaniarum Infans Caro-
lus, vel is, qui in jura ejusdem subin-
trat, in quietâ possessione destinatae si-
bi successionis, & securus ab omni hos-
tili invasione ac contra justas formidi-
num causas fuerit, tunc Regia Sua Ma-
jestas Catholica protinus effectui sit da-
tura, ut Copiæ, ad ipsam & non ad
Infantem Carolum, vel eum, qui in ju-
ra ejusdem, uti antea dictum est, sub-
intrat, spectantes, ex ante memoratis Du-
catibus educantur.

Infraſcripti Miniſtri Regis Magnæ
Britanniæ & Dominorum Ordinum Ge-
neralium vigore præſentis Inſtrumenti
declarant, quod quemadmodum alte-
rata Sua Regia Majeſtas Magnæ Bri-

tanniæ & Celsi ac Potentes Status Generales Fœderati Belgii nunquam non promissâ suâ adimplere consueverunt, ita etiam constans illorum mens ac voluntas sit, ut prædictis in casibus educantur.

Præsens Declaratio secreta maneto, habeat tamen eandem vim, &c.

ARTICULUS SEPARATUS.

CUM Tractatus hodiernâ die inter Majestatem suam Cæsaream Catholicam, Majestatem suam Britannicam & Celsos ac Potentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum conclusus à Ministro dictorum Ordinum Generalium in Aulâ Cæsareâ Commorante ideo subscribi & signari haud potuerit, quod juxtâ morem in Republicâ usitatum ejusque Regiminis formam Plenipotentiarum tabulæ prædicto Ministro, tam cito ac opus fuit, expediri nequiverunt; Conventum inter Cæsaream & Regiam Britannicam Majestates est, ut præfati Ordines Generales (quippe quos Conditiones in hoc Tractatu sancitæ plurimum tangunt) pro Parte Principali contractante habeantur ac censeantur, sicut etiam in ipso Tracta-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 59
tu nominatim inserti sunt, sub spe scilicet fidentissimâ illos eidem tam citò accessuros ac consueta Regiminis ipso-
rum forma pati id poterit. Et quoni-
am studium, quod Respublica illa pro
stabiliendâ firmandâque tranquillitate
publicâ testatur, prædictis Majestatibus
nullum dubitandi locum relinquit, quin
& præfata Respublica, quo particeps
fiat eorum, quæ in ipsius favorem ante-
memorato Tractatu sancita reperiun-
tur, Pars ejusdem principalis Contra-
hens quantociùs fierit cupit, eo com-
muni operâ allaborabunt ambæ Majes-
tates suæ, intra tres menses à die sub-
scriptionis præsentis Tractatus compu-
tandos, aut citius si fieri poterit, no-
mine quoque dictorum Ordinum Ge-
neralium hic ipse Tractatus Hagæ Co-
mitum subscribi & signari possit; neces-
sarium enim tam Cæsareæ quam Regiæ
Britannicæ Majestati pro assequendo sco-
po qui præsentì Tractatu intenditur per-
ficiendoque communis tranquillitatis
opere visum est, ut sæpe memorati Or-
dines Generales in partem quoque ac
Societatem horum pactorum veniant.

Articulus hic separatus eandem vim, &c.

DECLARATION *touchant* L'OOST-FRISE.

L Es Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas , ayant en plusieurs occasions fait connoître à Sa Majesté Imperiale & Catholique que dans l'interêt qu'ils prennent à ce que le repos dans leur voisinage , & par conséquent dans la Province d'Oost-Frise , alteré par les troubles , qui y sont survenus depuis quelques années , soit remis & conservé , leur intention n'a jamais été de donner la moindre atteinte à la dependance , dont ladite Province d'Oost-Frise relève de l'Empereur & de l'Empire , sadite Majesté Imperiale & Catholique , pour donner une nouvelle preuve aux Etats Generaux de son desir à leur complaire , autant que la justice le peut permettre ; a bien voulu leur expliquer sur cette affaire ses veritables sentimens , & les rassurer par ce moyen des craintes qu'ils paroissent avoir conçûs ; pour cet effet on n'a pas hésité de leur declarer par le present Acte de sa part que son intention a toujours été , & est encore.

I. Que l'Amnistie qu'elle a très-gracieusement accordée à ceux d'Embden
&

& à leurs Adherans, sorte entierement son effet, & qu'ainsi toutes les peines qui ont été decretées contre ceux d'Embden & leurs Adherans, à cause de leur Renitence, ne soient point executées, & qu'à l'égard de celles qui depuis la très-precieuse acceptation de la soumission faite par ceux d'Embden & leurs Adherans, auroient déjà été executées, le tout soit remis dans l'état où il étoit avant que ladite soumission a été acceptée, c'est-à-dire, avant le 3. Mai 1729. sauf ce qui sera dit ci-après sur la concurrence à l'indemnisation pour les pertes que ceux qui ont été pillés durant les troubles ont souffertes.

II. Sa Majesté Imperiale & Catholique ayant très-gracieusement permis par sa Resolution du 12 Septembre 1729. à ceux de la Ville d'Embden, & à leurs Adherans de deduire de nouveau leurs Grieffs en ce qu'ils se croient lezées par les Decrets des années 1721. & suivantes, touchant le fond des affaires, sur lesquelles ils ont eu des differens avec le Prince, & lesdits Grieffs ayant été exhibées par après . . . Novembre de la même année en toute soumission au Conseil Imperial Aulique, sadite Majesté a déjà ordonné par sa très-gracieuse Resolution ulterieure du 31. Août, que

que ces Griefs soient examinez au plûtôt que faire se pourra ; & sa constante volonté , comme il a été souvent déclaré , a toujours été , & est encore , qu'il soit décidé & statué là-dessus en toute Justice , aussi-tôt qu'il sera possible , suivant les Accords , Convention & Decision , qui font le droit particulier de la Province d'Oost-Frise , & qui sont alleguées dans les Lettres reversales du Prince , passées & jurées à son avènement à la Regence ; bien entendu néanmoins que sous ces Accords , Convention & Decision ceux & celles ne sauroient être comprises , qui ont été cassées & annullées par les Augustes Predecesseurs de sa Majesté Imperiale dans l'Empire , ou qui donne atteinte aux Droits suprêmes de l'Empereur & de l'Empire sur la Province d'Oost-Frise : Et sa Majesté Imperiale & Catholique , pour mieux donner à connoître sa très-gracieuse intention d'abreger , autant que la justice le permet , l'examen des Griefs de ceux d'Embden & de leurs Adherans , a déjà ordonné par sa Resolution du 31. Août de l'année passée , que dès que l'insinuation sera faite à ceux auxquels il convient de la faire selon la teneur de la Resolution susmentionnée , ces derniers ayent à y répondre

dre au plutôt & une seule fois pour toutes; après quoi sa Majesté Imperiale sur l'avis de son Conseil Imperial Aulique remediera point pour point à chaque plainte qui sera trouvé fondée dans les Accords cités ci-dessus.

III. Comme suivant la dernière Resolution de Sa Majesté Imperiale & Catholique du 31. Août 1730. il a déjà été ordonné, que ceux de la Ville d'Embsen & leurs Adherans, doivent être admis à l'Assemblée des Etats qui doit être convoquée pour deliberer sans contrainte sur les affaires qui sont de leur Competence, sa Majesté Imperiale & Catholique tiendra la main à ce que cette Resolution sorte de son entier effet, & à ce que contre sa teneur personne de ceux qui ont droit d'y assister n'en soit exclus.

IV. A l'égard de l'indemnisation sa Majesté Imperiale trouve bon, qu'il soit fait un état des dommages qui selon la teneur de l'amnistie publiée le de l'année 1728. & de la Resolution du 12. de Septembre 1729. doivent être réparées par les Renitens; & que cet état leur soit communiqué pour alleguer ce qu'ils trouveront à y redire; après quoi sa Majesté Imperiale & Catholique fera accommoder le diférend à l'amiable, ou au défaut d'un accommodement decidera

decidera en toute équité de la somme , qui sera requise pour le dedommagement des pertes souffertes.

V. Sa Majesté Imperiale & Catholique persiste dans l'intention qu'elle a toujours eüe d'avoir un soin particulier du payement des Interêts des sommes que les Etats d'Oost-Frise & la Ville d'Emden ont empruntées des Sujets des Provinces-Unies , comme aussi du remboursement du Capital , suivant la teneur des Obligations passées à ce sujet.

[T T.]

1732. · ACCESSION *des Etats Generaux des Provinces-Unies, au Traité précédent.* Copie Authentique.

LE Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Charles VI. Empereur des Romains , Roi d'Espagne , des deux Siciles , de Hongrie & de Boheme , Archiduc d'Autriche , &c. &c. ; & le Serenissime & très-Puissant Prince George II. Roi de la Grande-Bretagne , de France & d'Irlande , ayant considéré l'état incertain & tumultueux des affaires de l'Europe , & ayant recherché & mûrement pesé les moyens qu'on pourroit employer pour prévenir les maux
qui

qui pouvoient naître des querelles qui augmentoient tous les jours ; & rétablir la tranquillité publique d'une manière prompte & facile , mais stable & durable ; ils sont convenus à Vienne en Autriche le 16. Mars de l'année passée 1731. de certaines conditions qui pouvoient servir de base à la reconciliation des principales Puissances de l'Europe , & à terminer les disputes qui étoient entr'elles & qui menaçoient la tranquillité publique ; à cet effet Leurs susdites Majestez dresserent & conclurent entr'elles un Traité. Ayant ensuite réfléchi sur les favorables dispositions des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies à contribuer à une si salutaire entreprise , elles les ont compris dans ledit Traité comme Partie contractante , persuadés que , quoique lesdits Etats Generaux n'aient pû signer le susdit Traité en même tems & dans le même endroit pour les raisons alleguées dans l'Article Separé , ils ne feroient aucune difficulté de se joindre à Leurs Majestez Imperiale & Britannique ; à cet effet elles leur ont fait communiquer ledit Article conclu à Vienne en Autriche le 16. Mars 1731. avec les Articles Separez & les Declarations , les invitant à entrer ,
comme

comme principale Partie contractante, dans ledit Traité, dont la teneur s'enfuit de mot à mot, ainsi que des Articles Separez & des Declarations.

*Fiat insertio **

Les Hauts & Puissans Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies & Pais-Bas aprouvent le très-louable zèle & l'attention de Sa Majesté Imperiale & Catholique & de Sa Majesté Britannique, à prevenir les suites dangereuses des disputes & à maintenir la Paix & la tranquillité publique, & voulant faire connoître leurs bonnes dispositions pour le bien public, & pour la Paix, & combien ils estiment l'honneur de concourir à un dessein si louable & à une cause si juste avec de si grands Princes, en s'unissant à Sa Majesté Imperiale & Catholique & à Sa Majesté Britannique ils ont examiné dans cette vuë le contenu du-dit Traité, de ses Articles Separez & Declarations, & persuadez que ce n'est ni le sens ni la lettre du Traité que, par les termes de Garantie generale & reciproque de l'Article I. aucune des Parties contractantes soit obligé à main-

tenir

* On trouve ce Traité ci-dessus pag. 36.

tenir ou garantir quelques Traitez, qui ne seroient pas connus, dans cette confiance, ils ont resolu d'entrer comme principale Partie contractante dans ledit Traité, les Articles Separez & Declaration de la même maniere & dans la forme, qu'il a été conclu; & pour cet effet ils ont donné Pouvoir à leurs Deputez & Plenipotentiaires les Seigneurs Frederic Guillaume Torck, Chevalier de l'Ordre Teutonique, du Corps des Nobles de Gueldres dans la Veluwe, Conseiller & Assesseur de la Chambre des Comptes du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, Bourguemaitre de la Ville de Hattem; J. Henri de Wassenaar, Seigneur de Wassenaar Suydrwyck, Obdam, Hensbroek, Wegmeer, Spierdyck, Baron de Laege, &c. de l'Ordre des Nobles de Hollande & Westfrise, premier Curateur de l'Université de Leyde; Simon de Slingeland, Conseiller-Pensionnaire des Etats de Hollande & Westfrise; Philippe Jacob de Borsele van der Hooge, Seigneur de Voorhout, ci-devant Echevin & Conseiller de Middelbourg en Zeelande, Conseiller & Tresorier du Brabant Hollandois, Jean Servas de Milan Visconti, Baron du S. E. R. Seigneur de Nieveldt, Velthuyfen, Bilefeldt, Roswede; Reyckerkoop,

koop, Lichtenberg, Oudenryn & Heycoop, &c. Chanoine de Notre Dame d'Utrecht, premier Noble de la Province d'Utrecht, Dyckgrave de la Haute Leck, & Maitre des Eaux & Forets du Diocèse d'Utrecht, George Wolfg. Baron de Schwartzenberg & Hohenlandsberg, Deputé des Nobles aux Etats de Frise, Grietman de Menaldumadeel, Reinard Burchard Rutger de Rechteren, Comte du S. E. R. Seigneur de Gramsberg, de l'Ordre des Nobles d'Overyffel; & Eger Tamminga, Seigneur de Marsen & Maersberg, Grand Baillif d'Axel, Neusen & Briervliet, &c. tous Deputez à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces de Gueldre, Hollande & Westfrise, Zeelande, Utrecht, Frise, Overyffel & Groeningen & Ommelande.

Leurs Majestez Imperiale & Britannique ayant de même donné Plein-pouvoir, savoir Sa Majesté Imperiale & Catholique à l'Illustrissime & Excellen-tissime Seigneur François Venceslas, Trésorier héréditaire du S. E. R. Comte de Zintzendorff, Baron d'Ernbrun, Seigneur de Plana; Gotschau, Lelbin, Weiteneck, Zelcking & Matzelsdorff, Burgrave de Reinek, Chambellan & Conseiller intime actuel de Sa Majesté Imperiale

Imperiale & Catholique son Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire ; & Sa Majesté Britannique à son Cousin & Conseiller le Seigneur Philippe , Comte de Chesterfield , Grand-Maitre de sa Maison , Chevalier de la Jaretiere , & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire.

Lesdits Plenipotentiaires , après avoir conféré ensemble & avoir échangé leurs Pleins-pouvoirs , sont convenu par rapport à la maniere dont les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas entreroient dans ledit Traité , des Articles suivans qui auront la même force que le Traité même , & l'éclaircissement de quelques-uns des Articles , ils ont statué ce qui suit.

ARTICLE I.

Les Seigneurs Comtes de Zintzen-dorff & de Chesterfield , en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs , & au Nom de Leurs Majestez Imperiale & Britannique reconnoissent que le sens que les Seigneurs Etats Généraux ont donné à la Garantie générale & reciproque de l'Article I. dudit Traité est le sens véritable & naturel , ce qui étant posé , ils se sont chargez de signer dans ce sens
le

le susdit Traité & ses Articles Separez avec lesdits Deputez & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats , comme Partie principale contractante , d'y mettre leurs Sceaux , & de produire de part & d'autre de semblables Declarations.

II.

Comme on est convenu dans les Articles I. & II. du Traité conclu le 16. Mars de l'année dernière entre Sa Majesté Imperiale & Catholique & Sa Majesté Britannique que ceux qui s'y sont obligés , presteroient de toutes leurs forces les Garanties dont il est fait mention , sans qu'on ait réglé de quelle manière cela se feroit , les Parties contractantes ont jugé à propos d'en convenir entr'elles dans un Article particulier ; ainsi on est convenu que toutes les fois que les cas de la Garantie exprimée dans les Article I. & II. dudit Traité , existeront , les autres Parties seront obligées d'envoyer à la Partie lésée les secours suivans , ensemble ou séparément dans l'espace de deux mois , à compter du jour qu'elles en auront été requises ; savoir Sa Majesté Imperiale & Catholique 8000. Fantassins & 4000. Chevaux , Sa Majesté Britannique le même nombre , & les Seigneurs Etats Généraux 4000. Fantassins & 1000. Chevaux,

vaux, bien entendu que si ces secours étoient demandez pour l'Italie, la Hongrie, ou les Païs adjacens à ce Royaume hors de l'Empire, les Etats Généraux pourroient donner à la Partie requérante des Vaisseaux de Guerre ou de Transport ou de l'argent pour la valeur du secours qu'ils devroient fournir, sans être obligez d'envoyer leurs Soldats en Italie, en Hongrie ou dans les Païs adjacens à ce Royaume hors de l'Empire. Que si Sa Majesté Imperiale & Catholique ses Héritiers & Successeurs, ledit cas de la Garantie existant, aimoient mieux qu'on leur envoyât aussi dans d'autres Païs, des Vaisseaux de Guerre ou de Transport ou des subsides en argent, ce qui dépendra d'eux, en ce cas les Vaisseaux ou subsides seront fournis proportionnellement à la dépense qui seroit faite pour les Troupes, & pour éviter toute ambiguïté sur ce sujet on a trouvé bon d'évaluer mille Fantassins à la somme de 10. mille florins d'Hollande par mois, & mille Chevaux à 30. mille florins d'Hollande observant la même proportion par rapport aux Vaisseaux. Que si les susdits Secours ne suffisoient pas, les Parties contractantes conviendront de plus grands Secours, & seront obligez, le cas le requérant, d'assister

d'assister leur Allié de toutes leurs forces pour repousser les attaques de son Ennemi , & même de déclarer la Guerre à l'Agresseur pour procurer une pleine satisfaction , reparation & sûreté à la Partie lésée.

III.

D'autant que l'endroit où est mis l'Article IV. dans ledit Traité pourroit faire douter s'il a raport aux suivans comme aux précédens Articles , & d'autant que tous les Articles , sans en excepter un seul sont également valides & emportent la même obligation ; afin qu'il ne reste aucun doute , on a déclaré unanimement que cet Article IV. est également aplicable à tous les Articles du Traité , & que la place qui lui a été donnée dans le Traité ne peut tirer à conséquence.

IV.

D'autant que l'Article V. qui concerne le Commerce des Indes paroît avoir besoin de quelque éclaircissement , on est convenu I. Quant à ce qui est des Indes Occidentales , que les Parties contractantes se conformeront de bonne foi à la règle établie dans le Traité de Munster en tout ce qui y est statué par raport au Commerce & à la Navigation des Indes Occidentales.

En

En outre, comme dans l'Article V. dudit Traité conclu à Vienne le 16. de Mars de l'année dernière, il a été statué que tout Commerce & Navigation des Païs-Bas Autrichiens & autres Provinces qui étoient pendant le Règne de Charles II. sous la Domination d'Espagne vers les Indes Orientales, cesseront d'abord, entierement & à perpetuité, de même tout Commerce & Navigation des Indes Orientales vers les Païs-Bas Autrichiens & les Provinces susdites devront cesser de la même maniere; c'est pourquoi Sa Majesté Imperiale promet & s'engage qu'elle observera de bonne foi que ni la Compagnie d'Ostende, ni aucune autre, soit dans les Païs-Bas Autrichiens, soit dans les Provinces, comme il est déjà dit, qui du tems de Charles II. étoient sous la Domination d'Espagne, ne contrevienne ni directement ni indirectement à ce Règlement établi, bien entendu pourtant qu'il ne sera pas defendu au Sujets desdites Provinces de Sa Majesté Imperiale & Catholique d'acheter & vendre des Marchandises venues des Indes Orientales, & qui en ont été aportées ailleurs par d'autres Vaisseaux, & d'en trafiquer en tous lieux.

Il faut cependant excepter deux Vais-

seaux que la Compagnie d'Ostende pourra envoyer cette fois seulement du Port d'Ostende , ou de quelqu'autre endroit qui auroit appartenu autrefois à la Couronne d'Espagne , pour revenir à Ostende ou dans quelqu'autre Port de Flandres , ou autrefois de la Domination d'Espagne , ce qui sera permis.

Ces deux Vaisseaux qui iront aux Indes Orientales pour y trafiquer , s'abstiendront de tous les Lieux , Ports & Côtes que la Compagnie des Indes d'Angleterre & la République des Provinces-Unies possèdent aux Indes , comme aussi des Lieux où l'un & l'autre jouissent actuellement d'un Commerce privatif , & il ne sera point permis auxdits deux Vaisseaux de prolonger leur voyage au delà de vingt neuf mois , à compter du premier d'Octobre 1732. excepté le seul cas de Naufrage ; & avant que cesdits Vaisseaux partent d'Ostende , on déclarera leur grandeur , leurs noms , & ceux de leurs Capitaines , à la Grande-Bretagne & à la République des Provinces-Unies ; & dans trois semaines à compter du jour de la signature du présent Traité , il leur sera remis de la part de Sa Majesté Britannique & des Hauts & Puissans Etats Généraux des Provinces-Unies des Lettres enjoignant
aux

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 75

aux Sujets de la Grande Bretagne & des Etats Généraux, dans quelque endroit que ce soit, non seulement de ne faire aucune insulte auxdits Vaisseaux, mais même, en cas que par tempête ou autre nécessité ils soient obligez d'aborder dans des Lieux possédez par lesdites Compagnies de leur rendre tous les bons offices qu'on a coutume de rendre aux Nations Amies.

Le présent Instrument sera ratifié & aprouvé par Sa Majesté Imperiale par Sa Majesté Britannique & par les Hauts & Puissants Etats Généraux des Provinces-Unies dans l'espace de 6. semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut, & l'échange des Ratifications s'en fera ici à la Haye. En foi de quoi &c. Fait à la Haye le 20. Fevrier 1732.

Etoit signé par les Ministres Députez & Plenipotentiaires nommez dans le Préambule, excepté le Deputé de Groeningen.

ARTICLE SEPARÉ.

IL a été convenu entre les Parties contractantes , par rapport à l'Article II. du Traité du 16 Mars de l'année 1731. que s'il arrivoit que celles des Archiduchesses , à qui , suivant l'ordre de Succession établi dans la Sanction Pragmatique de 1713. échoiroient tous les Royaumes & Provinces héréditaires que Sa Majesté Imperiale possède actuellement , épouse un Prince si puissant & possédant tant d'Etats , qu'il pût en naître de justes craintes pour la tranquillité de l'Europe & pour son équilibre , il sera & devra être permis à ce Prince , en transférant à son plus proche Parent les Etats qui lui appartenoient , de jouir du droit & bénéfice de la Garantie stipulée dans l'Article II. du Traité du 16. de Mars de l'année passée ; ou s'il veut retenir lescdites Provinces qui lui ont ci-devant appartenues , de renoncer au droit de bénéfice de ladite Garantie , de maniere néanmoins que dans le premier cas Sa Majesté Britannique & les Etats Généraux des Provinces-Unies seroient tenus d'exécuter les conditions de la Garantie , comme si ladite Archiduchesse n'avoit pas été mariée

mariée à un Prince si puissant ; & dans le dernier cas Sa dite Majesté Britannique & les Generaux des Provinces-Unies seront exempts de la Garantie promise dans ledit Article II. du susdit Traité ; subsistant au reste , dans tous les autres cas qui ne sont pas compris dans cette exception , contenuë dans le présent Article Separé , la règle établie dans ledit Article II. du Traité du 16. Mars de l'année 1731.

Le présent Article Separé aura la même force que s'il étoit inséré mot pour mot dans le Traité , & sera ratifié de la même maniere & dans le même tems & les Ratifications en seront échangées.

DECLARATION

*Touchant les affaires d'Oostfrise produite
de la part de l'Empereur.*

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas , ayant en plusieurs occasions fait connoître à Sa Majesté Imperiale & Catholique que dans l'intérêt qu'ils prennent à ce que le repos dans leur Voisinage & par conséquent dans la Province d'Oostfrise , altéré par les Troubles qui y sont sur-

venus depuis quelques années , soit remis & conservé , leur intention n'a jamais été de donner la moindre atteinte à la dépendance dont ladite Province d'Oostfrise relève de l'Empereur & de l'Empire ; Sa dite Majesté Imperiale & Catholique pour donner une nouvelle preuve aux Etats Généraux, comme aussi à Sa Majesté Britannique qui a en ceci appuyé les intentions des Etats Généraux de son desir à leur complaire autant que la justice le peut permettre , a bien voulu leur expliquer sur cette affaire ses véritables sentimens , & les rassurer par ce moyen des craintes qu'ils paroissent avoir conçues. Pour cet effet on n'a pas hésité de leur déclarer par le présent Acte de sa part , que son intention a toujours été & est encore.

§. I.

Que l'Amnistie qu'elle a très-gracieusement accordée à ceux d'Embden & à leurs Adhérens , sorte entierement son effet , & qu'ainsi il ne soit plus exécuté aucune des peines qui ont été decretées contre eux , à cause de leur Renitence ; que les Amendes pecuniaires, qui pouvoient en avoir été exigées depuis la très-gracieuse acceptation de leur soumission

soumission ; c'est-à-dire , depuis le 3. May 1729. leur soient renduës , que les biens immeubles , y compris les Seigneuries de la Ville d'Embden , & les Capitaux , s'il y en a de confisquez ou sequestrez , soient pareillement restituëz à leurs Propriétaires ; que les fruits qui en pouvoient être sequestrez , soient pareillement restituëz à leurs Propriétaires ; que les fruits qui en pouvoient être sequestrez au profit de la Caisse d'indemnisation , soient imputez à la somme à payer pour la repartition des pertes de ceux qui ont été pillëz pendant les troubles ; & qu'enfin les Propriétaires ayent à rentrer dans la jouissance de tous leurs biens immeubles & Capitaux , sans préjudice néanmoins de ce qui sera dit dans le §. IV. de la presente Déclaration , & sauf les droits d'Hypothèque dont ces biens immeubles restent affectez pour la sûreté de l'indemnisation dont il est parlé.

§. II.

Sa Majesté Imperiale & Catholique ayant gracieusement permis par sa Résolution du 12. Septembre 1729. à ceux de la Ville d'Embden & à leurs Adherans de deduire de nouveau leurs griefs en ce

D 4 qu'ils

qu'ils se croient levez par des Decrets de 1721. & des Années suivantes, touchant le fond des affaires, sus lesquelles ils ont eu des differends avec le Prince; & lesdits griefs ayant été exhibez par après sous le 20. Octobre de la même Année, en toute soumission au Conseil Imperial Aulique, Sa Majesté Imperiale a déjà ordonné & ordonnera encore, que ces griefs touchant le fonds de l'affaire, après qu'ils auront été insinuez au Prince & à ceux qui font cause commune avec lui qui devront y repondre dans deux mois après l'insinuation faite, soient examinez au plutôt que faire se pourra, & sa constante Volonté, comme il a été souvent déclaré, a toujours été & est encore qu'il soit décidé & statué là-dessus en toute justice, aussi-tôt qu'il sera possible, suivant les Accords, Conventions & Decisions, qui font le droit particulier de la Province d'Oostfrise, & qui sont alleguez dans les Lettres Reversales du Prince, passé à son avenement à la Regence, & dont l'observation a été jurée par les Officiers du Prince; bien entendu néanmoins, que sous les Accords, Conventions & Decisions, ceux & celles ne sauroient être comprises, qui donnoient atteinte aux Droits suprêmes de l'Empereur & de

de l'Empire sur la Province d'Oostfrise & spécialement à sa Jurisdiction Imperiale; mais pour lever tout doute sur le vrai sens que cette clause restrictive renferme, l'Empereur declare en même tems que, content de garentir la Jurisdiction Imperiale de tout préjudice, son intention n'est pas d'anéantir ce qui dans un Accord ou Convention a été statué du libre consentement des Parties interessées sur les droits du Prince & de ses Etats. Et Sa Majesté Imperiale & Catholique pour mieux donner à connoître sa très-gracieuse intention, d'abreger autant que la Justice le permet l'examen des griefs de ceux d'Embden & de leurs Adherans a déjà ordonné & fera ordonner de nouveau, que le Prince & ceux qui font cause commune avec lui, après que l'insinuation du Libelle, tel qu'il a été exhibé, leur aura été faite, ayent à répondre en deux mois pour le plus tard, & une seule fois pour toutes, après quoi Sa Majesté Imperiale & Catholique remediera, point pour point, à chaque plainte, qui sera trouvée fondée dans les Accords citez ci-dessus.

§. III.

Comme en vertu de la très-gracieuse

D § se

se Amnistie accordée à ceux d'Embden & leurs Adherans, excepté uniquement ceux qui ont été spécialement exclus de l'Amnistie, doivent être admis à l'Assemblée des Etats qui doit être convoquée, pour deliberer sans contrainte sur les affaires qui sont de leur compétence, pourvu qu'ils se comportent d'une maniere pacifique, & qu'ils concourent aux besoins communs de la Province d'Oostfrise, selon la même proportion qui avoit été observée avant la naissance des derniers troubles qui y sont survenus; Sa Majesté Imperiale & Catholique ordonnera de nouveau efficacement que la Ville d'Embden, & tous ceux qui ci-devant avoient droit d'assister à l'Assemblée des Etats, à la seule exception de ceux qui ont été spécialement exclus de l'Amnistie, y soient convoquez & admis suivant l'ancien usage, de sorte que, puisque même avant la naissance des troubles, un chacun qui avoit droit d'y assister a été obligé de se comporter pacifiquement & de payer sa quotepart pour les besoins communs de la Province; l'intention de Sa Majesté Imperiale & Catholique n'est pas que ceux d'Embden & leurs Adherans soient de pire ou de meilleure condition, qu'ils n'ont été avant la naissance
des

des troubles , ou que les autres Etats , qui font cause commune avec eux , le soient non plus , mais que les uns & les autres auront les mêmes devoirs à remplir , & qu'à la seule reserve susdite , personne de ceux qui ont droit d'assister à l'Assemblée des Etats n'en soient exclus , que tous y comparoîtront avec la même liberté , sans restriction pour l'un plus que l'autre , conformément à l'ancien usage.

§. IV.

Quand à l'indemnisation , Sa Majesté Imperiale & Catholique tâchera de faire accommoder les différends à l'amiable , & pour cet effet Elle ordonnera que l'une ou l'autre partie autorise quelqu'un pour comparoître en son Nom devant une Commission établie à Vienne pour cet effet , pour pouvoir passer transaction à ce sujet , & au défaut d'un accommodement Sadite Majesté Imperiale & Catholique après avoir ouï les raisons des uns & des autres , déterminera la somme que ceux d'Embsden & leurs adherans auront à payer une fois pour toutes , pour le dedommagement des pertes causées pendant les troubles , sans qu'ils puissent être inquietez pour cela à l'avenir ; & selon ce qui a été dé-

ja dit dans le §. I. de la presente Déclaration, tous les fruits qui ont été sequestrez au profit de la Caisse d'indemnisation, & tout ce qui d'ailleurs a été exigé à cause de cette indemnisation, doit être deduit de la somme qui seroit ainsi déterminée, de sorte que ceux d'Embden & leurs Adherans n'auront qu'à payer le surplus, apres lequel paiement ils seront tout à fait quittes à cet égard, & l'Hypothèque dont il est parlé à la fin du §. I. cessera d'abord.

§. V.

L'Empereur a déjà déclaré en différentes occasions que dans tout ce qui a été ordonné par les Decrets du Conseil Imperial Aulique de l'An 1721. & des années suivantes, il n'a jamais été question des Garnisons que les Etats Généraux ont dans la Ville d'Embden & dans Lieroort, il n'en est non plus question à l'heure qu'il est, & Sa Majesté Imperiale renouvelle à cet égard la déclaration, qu'elle a toujours eu intention d'avoir un soin particulier du paiement des intérêts des sommes que les Etats d'Oostfrise & la Ville d'Embden ont empruntées des Sujets des Provinces-Unies, comme aussi du remboursement du Capital,

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 85
pital, suivant la teneur des obligations
passées à ce sujet,

[V V.]

1731. ACTE de réhabilitation dans
le *Traité de Seville*, accordé par la
Couronne d'Espagne à celle de la
Grande Bretagne. Copie Auten-
tique.

DEclaration que nous soussignez Mi-
nistres de Leurs Majestez Britani-
que & Catholique, faisons en vertu
des ordres que nous avons des Rois nos
Maîtres.

Le Roi de la Grande - Bretagne ayant
fait communiquer à Sa Majesté Catho-
lique le *Traité* qu'il a conclu en dernier
lieu avec l'Empereur & ayant déclaré
qu'il a donné par - là des preuves les plus
évidentes de la sincérité de ses intenti-
ons pour l'exécution du *Traité de Sevil-*
le, tant par rapport à l'introduction ef-
fective des 6000. Hommes de Troupes
Espagnoles, suivant les dispositions du-
dit *Traité* dans les Places fortes de Par-
me & de Toscane, que par raport à la
prompte possession de l'Infant Don Car-
los, conformément au contenu de l'Ar-
ticle

ricle V. de la Quadruple - Alliance , fans que de la part du Sereniffime Infant Don Carlos ni de Sa Majesté Catholique il foit neceffaire de difputer , debatre ou applanir quelque difficulté que ce foit qui pourroit s'élever fous aucun pretexte que ce puiſſe être.

Sa Majesté Catholique déclare que pourvû que tout ce qui vient d'être énoncé foit promptement exécuté , elle fera pleinement fatisfaite & que nonobstant la Déclaration faite à Paris le 28. de Janvier dernier par l'Ambassadeur extraordinaire le Marquis de Castella-re , les Articles du susdit Traité de Seville qui concernent directement & reciproquement les deux couronnes , subsistent dans toute leur force & toute leur extension , & les deux Rois susnommés promettent également de faire exécuter ponctuellement les conditions exprimées dans lesdits Articles , auxquels ils s'engagent & s'obligent par le present Instrument ; bien entendu que dans le terme de cinq mois , à compter du Jour de la date de cet Instrument , ou plutôt si faire se pourra , Sa Majesté Britannique fera effectivement introduire les 6000. Hommes de Troupes Espagnoles , dans les Etats de Parme & de Toscane , & mettre l'Infant Don Carlos en possession

ac-

actuelle des Etats de Parme & de Toscane , en conformité de l'Article V. de la Quadruple - Alliance , & aux Investitures Eventuelles ; Et Sa Majesté Catholique entend & déclare que dès que ladite introduction & possession des Etats de Parme & de Plaisance sera effectuée , sa résolution est , sans qu'il soit besoin d'aucune autre Déclaration ou Instrument , que les Articles susmentionnés du Traité de Seville subsistent aussi-bien que la jouissance de tous les Privileges , Concessions & Exemptions en faveur de la Grande-Bretagne , qui ont été stipulés & sont littéralement contenus dans lesdits Articles & dans les Traitez antérieurs , entre les deux Couronnes , confirmés par le Traité de Seville , pour être reciproquement observés & exécuté ponctuellement. En foi de quoi , Nous les susdits Ministres soussignés de Leurs Majestez Britannique & Catholique avons signé la presente Déclaration & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes : Fait à Seville le six de Juin 1731.

[XX.]

1731. TRAITÉ d'Alliance entre
*l'Empereur , la Grande Bretagne, &
 l'Espagne , conclu à Vienne, en 1731.*
 Copie Imprimée à Vienne.

NOtum sit omnibus ac singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse potest. Postquam super introductione præsidarii Hispâni Militis, cui loco Militis neutrarum Partium, de quo in Quadruplici Fœdere convenerat, custodiam munitorum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ locorum Sua Majestas Catholica committi desideraverat, varii motus non absque publicæ tranquillitatis periculo exorti sint, Sua Majestas Cæsarea Catholica, & Sua Majestas Regia Britannica prævertendis malis, quæ inde eruptura timebantur, Articulo Tertio Tractatûs die decimâ sextâ Martii præsentis Anni Viennæ conclusi signatique, atque duabus Declarationibus eò pertinentibus ità desuper convenerunt, sicuti ex tenore hujus Articuli atque prædictarum Declarationum uberius elucescit: qui quidem tenor de verbo ad verbum ità sese habet.

ARTICULUS III.

Tractatus Die 16. Martii 1731. conclusi.

CUMque Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati nomine Sacræ Regiæ Majestatis Britannicæ, & Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii amicissimis verbis expositum sæpius fuerit, non esse certius medium, exoptatam tam diù publicam tranquillitatem, quo fieri potest, promptiore modo stabiliendi, quàm si per immediatam introductionem sex millium Hispanorum militum in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ loca destinata Serenissimo Infanti Don Carlos in modò dictos Ducatus successio magis adhuc firmetur; præfata Sua Majestas Cæsarea Catholica, quò & ipsa pacifica Suæ Majestatis Britannicæ, & Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii Consilia ac vota promoveret, suâ ex parte nullâ prorsus ratione obsisteret, prædictorum sex millium Hispanorum Militum pacatæ introductioni in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ Ducatum loca juxta sponiones à dictâ Suâ Majestate Britannicâ atque Ordinibus Generalibus desuper initas.

initas. Cum [verò hunc in finem Sua
 Majestas Cæsarea Catholica Imperii
 quoque Consensum necessarium censeat,
 simul Eadem promittit , quòd omnem
 operam adhibere velit , quò Consensus
 iste intrà duorum Mensium spatium ,
 aut citiùs si fieri poterit , obtineatur.
 Atque ut promptiùs obviam eatur malis,
 publicæ quieti imminentibus , spondet
 præterea Sua Majestas Cæsarea Catho-
 lica , quod statim post commutatas in-
 vicem Ratihabitionum Tabulas consen-
 sum à se quâ Imperii Capite præfatæ
 pacatæ introductioni præbitum , tùm
 Magni Hetruriæ Ducis , tùm Parmensi
 Ministro , in Aulâ suâ commorantibus,
 alibive , ubi conveniens visum fuerit ,
 notum factura sit. Nec minùs sæpefata
 Sua Majestas Cæsarea Catholica pro-
 mittit , ac spondet , tam longè à se abes-
 se mentem , vel directè vel indirectè ad-
 missioni præsidarii Hispani Militis in
 antediçta loca impedimentum ullum
 suscitandi , aut afferendi , ut potiùs of-
 ficia & Auctoritatem suam interposi-
 tura sit , quo enascente præter spem obs-
 taculo aut contradictione , quicquid an-
 te memoratæ admissioni obesse posset ,
 amoveatur , atque adeò sex millia His-
 panorum Militum tranquillè & sinè
 mora in munita Magni Hetruriæ Duca-
 tûs ,

tûs, tum Parmæ, Placentiæque Ducatum loca, quo antea dictum est, modo introduci queant.

Declaratio super Parmensi Successione.

NE inopina mors Serenissimi Principis Antonii Farnesii, dum viveret, Parmæ & Placentiæ Ducis, quæ in idipsum tempus, quo de concludendo præsentî Tractatu agebatur, incidit, ejusdem conclusioni moram aut obstaculum afferret, Sua Majestas Cæsarea Catholica vigore hujus Instrumenti declarat, ac sese obstringit, quòd illo in casu, quo spes de graviditate Serenissimæ Ducis Viduæ, præfati Serenissimi Ducis Antonii, dum viveret, Conjugis, concepta haud evanesceret, ac dicta Dux Vidua prolem masculam in lucem ederet, cuncta ea, quæ de introducendo in Parmæ & Placentiæ munita loca præsidario Hispano Milite, tum Articulo Tertio Tractatûs hodiernâ Die conclusi, tum Declarationis Instrumento desuper dato sancita sunt, æquè locum obtinere debeant, ac si mors ista inopina haud contigisset.

Quòd si verò vel evanesceret spes de graviditate prædictæ Ducis Viduæ concepta, vel posthumum illa in lucem ederet

ret, tum antefata Sua Majestas Cæsarea declarat, ac sese obstringit, quod loco introducendi in munita Parmæ & Placentiæ loca præfidiarii Hispani Militis Ipse Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus juxta normam, de quâ Imperii accedente consensu cum Hispanâ Aulâ olim convenerat, litterasque Investituræ eventualis, quarum tenor in omnibus Articulis, Clausulis ac Conditionibus pro repetito ac confirmato habendus est, in possessionem præfatorum Ducatum mittendus sit: ita tamen, ut prius tam dictus Hispaniarum Infans, quàm Hispana Aula iis faciat satis, quæ Tractatus anteriores, quorum Imperator accedente Imperii consensu Pars Contrahens extitit, requirunt. Cumque post mortem antememorati Ducis Antonii Farnesii Miles Cæsareus in munita Parmæ & Placentiæ loca introductus sit, non eâ mente, ut obstaculum afferretur successioni eventuali, prouti illa Serenissimo Infanti Carolo per Tractatum Londinensem, vulgò Fœdus Quadruplex nuncupatum, destinata fuerat, sed ut anteverterentur quæcunque Italiæ tranquillitatem turbare poterant, consilia, Sacra Sua Majestas Cæsarea Catholica quietem publicam juxta pacifica sua Vota Tractatu hodiernâ die concluso,

concluso , in quantum fieri potuit , stabilitam , firmatamque cernens , denuo declarat , quod committendo Copias suas in munita Parmæ & Placentiæ loca non alia sibi mens fuerit , quàm ut quantum penes Ipsum erat , successionem Serenissimi Infantis Don Carlos , prouti illa Tractatu Londinensi Eidem Infanti destinata fuit , magis suffulciret , quodque tantum absit , ut vel prædictæ successioni , si forsan proles mascula Farnesia penitus foret extincta , obsistere , vel etiam introductioni præsidarii Hispani Militis , si forsan Dux Vidua posthumum in lucem ederet , opponere sese velit , quod potiùs declaret & promittat , proprio jussu Copias suas inde educendas fore , seu , ut Ipse Infans Carolus in possessionem sæpe memoratorum Ducatum juxta tenorem Literarum Investituræ eventualis mittatur , seu , ut introduci ibidem pacatè & nemine obistente Hispana præsidia queant : quæ ipsa præsidia non alii usui inservire debebunt , quàm ut certior de executione promissæ sibi successionis in eum casum , quo proles mascula Farnesia penitus erit extincta , infans Carolus reddatur.

*Declaratio super præfidiis Hispanis in
munita Hetruriæ , Parmæ & Placen-
tiæ loca introducendis.*

CUM Sua Sacra Cæsarea Catholica
Majestas , antequam suâ ex parte
consensum præberet iis, quæ Articulo
Tertio Tractatûs hodiernâ die con-
clusi de immediatâ introductione præ-
sidiarii Hispani Militis in munita He-
truriæ Parmæ & Placentiæ loca disposita
sunt , super vero scopo & objecto spon-
sionum , quæ desuper in Tractatu His-
palensi partim nonâ , partim vigesimâ
primâ Novembris die , anno millesimo
Septingentesimo Vigesimo nono sub-
scripto continentur , secura omnino
reddi voluerit ; Sacra Sua Regia Ma-
gnæ Britanniæ Majestas , & Celsi ac
Potentes Domini Status Generales Fœ-
derati Belgii non tantùm Sponsiones
istas , prouti hic annexæ reperiuntur ,
Suæ Sacræ Cæsareæ Catholicæ Maje-
stati bonâ fide exhibuerunt , verùm
etiam firmissimè asseverare haud dubi-
tarunt , non fuisse sibi , cùm de introdu-
cendo in munita Hetruriæ , Parmæ &
Placentiæ loca Hispano præsidario Mi-
lite convenirent , mentem , ulla in re
ab

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 95
ab iis recedere , quæ Articulo Quinto Fœderis Quadruplicis Londini Die (22. Julii) 2. Augusti anno 1718. conclusi , tum de Cæsareis ac Imperii Juribus , tum pro securitate Regnorum ac Ditionum , quas Sua Majestas Cæsarea in Italiâ actu possidet , tum denique pro conservandâ quiete ac dignitate eorum , qui tunc erant , prædictorum Ducatum legitimorum possessorum sancita reperiuntur. Quapropter Sua Regia Magnæ Britanniae Majestas , & Celsi & Potentes Domini status Generales Fœderati Belgii declararunt , prouti declarant & prompti paratique sunt , ad dandas , prouti vigore præsentis Instrumenti dant , suæ Cæsareæ Catholicæ Majestati , tam super rerum capitibus superiùs recensitis , quàm super omnibus iis , quæ ulterius adhuc prædicto Articulo Quinto Fœderis Quadruplicis nuncupati continentur , sponiones , evictiones , seu uti vulgò vocant , Guarantias , quantum desiderari poterunt , validas ac solennes.

Specification

*Specification des Engagemens du Traité
de Seville.*

„ **Q**U'on effectuera dès à présent l'In-
 „ troduction des Garnisons dans
 „ les Places de Livourne , Porto Ferra-
 „ jo , Parme & Plaisance , au nombre
 „ de six mille Hommes des Troupes de
 „ Sa Majesté Catholique & à sa solde ,
 „ lesquels serviront pour la plus grande
 „ assurance , & conservation de la Suc-
 „ cession immédiate desdits Etats , en
 „ faveur du Sérénissime Infant Dom
 „ Carlos ; & pour être en état de ré-
 „ sister à toute entreprise & opposition ,
 „ qui pourroit être suscitée au préjudice
 „ de ce qui a été réglé sur ladite Suc-
 „ cession.

„ Que les Puissances Contractantes
 „ feront dès à présent toutes les dili-
 „ gences , qu'elles croiront convenables
 „ à la Dignité & au repos des Sérénissi-
 „ mes Grand Duc de Toscane , & Duc
 „ de Parme , afin que les Garnisons
 „ soient reçues avec la plus grande tran-
 „ quillité , & sans opposition , dès qu'el-
 „ les se présenteront à la vûe des Places
 „ où elles devront être introduites.

„ Que lesdites Garnisons feront aux
 „ présens Possesseurs le serment , de dé-
 „ fendre

„ fendre leurs Personnes , Souveraine-
 „ tez , Biens , & Etats , & Sujets , en
 „ tout ce qui ne sera point contraire au
 „ Droit de Succession réservé au Sérénissime Infant Dom Carlos ; & les pré-
 „ sents Possesseurs ne pourront rien de-
 „ mander ou exiger , qui y soit con-
 „ traire.

„ Que lescdites Garnisons ne se mêle-
 „ ront directement ni indirectement ,
 „ sous aucun pretexte que ce puisse être ,
 „ des affaires du Gouvernement Politi-
 „ que , Oeconomique , ni Civil ; & au-
 „ ront ordre très-exprès , de rendre aux
 „ Sérénissimes Grand Duc de Toscane
 „ & Duc de Parme, tous les Respects &
 „ Honneurs Militaires , qui sont dûs à
 „ des Souverains dans leurs Etats.

„ Que l'objet de l'introduction des-
 „ dits six mille hommes , des Troupes
 „ de Sa Majesté Catholique , & à sa sol-
 „ de , étant d'assurer au Sérénissime In-
 „ fant Dom Carlos la Succession im-
 „ mediate des Etats de Toscane , de
 „ Parme & de Plaisance , Sa Majesté
 „ Catholique promet , tant pour elle ,
 „ que pour ses Successeurs , qu'aussi-tôt
 „ que le Sérénissime Infant Dom Carlos
 „ son Fils ou tel autre , qui sera à ses
 „ Droits , sera possesseur tranquille des-
 „ dits Etats , & en sûreté contre toute in-

„ vasion & autres justes motifs de crain-
 „ te , elle fera retirer des places de ces
 „ Etats les Troupes , qui seront siennes ,
 „ & non pas propres à l'Infant Dom
 „ Carlos, ou à celui, qui sera à ses Droits,
 „ en sorte que par-là , ladite succession
 „ & possession reste assurée & exempte
 „ de tous événemens.

„ Que les Puissances contractantes
 „ s'engagent d'établir selon les Droits
 „ de succession , qui ont été stipulez ,
 „ & de maintenir le Sérénissime Infant
 „ Dom Carlos , ou celui à qui passeront
 „ ses Droits dans la possession & jouis-
 „ sance des Etats de Toscane , Parme
 „ & Plaisance , lorsqu'il y sera une fois
 „ établi ; de le défendre de toute insulte
 „ contre quelque puissance que ce soit ,
 „ qui penseroit à l'inquieter , se déclara-
 „ rant Garantes à perpétuité du Droit,
 „ possession , tranquillité & repos du
 „ Sérénissime Infant , & de ses Succes-
 „ seurs ausdits Etats.

„ Qu'à l'égard des autres détails , ou
 „ Réglemens concernant la manuten-
 „ tion desdites Garnisons , une fois éta-
 „ blies dans les Etats de Toscane , de
 „ Parme & Plaisance , comme il est à
 „ présumer que Sa Majesté Catholique ,
 „ & les Sérénissimes Grand Duc , & Duc
 „ de Parme en conviendront par un ac-
 „ cord

» cord particulier , les autres Puissances
 » Contractantes promettent que dès que
 » cet accord sera fait , elles le ratifie-
 » ront & garantiront , tant envers Sa
 » Majesté Catholique , qu'envers les Sé-
 » rénissimes Grand Duc , & Duc de
 » Parme.

Cùm proinde Regia Sua Majestas Ca-
 tholica factâ sibi hujus Articuli atque
 Declarationum eò pertinentium com-
 municatione desiderio suo , non nisi ad
 firmandam magis magisque Serenissimo
 Infanti Carolo filio suo eventualement in
 Hettruriæ , Parmæ & Placentiæ Ducatûs
 successionem collimanti , atque Spon-
 sionibus inter eandem & Regiam Mag-
 næ Britannix Majestatem initis , prouti
 illæ Suæ Majestati Cæsareæ Catholicæ
 communicatæ , atque præinsertis Decla-
 rationibus explanatæ fuerunt , penitus
 satisfactum cerneret ; sua quoque ex
 parte iis deesse noluit , quæ communi
 quieti firmiùs adhuc stabiliendæ inter-
 vire poterant.

Quem quidem in finem Sacra Sua
 Majestas Cæsareæ Catholicæ Celsissimum
 Principem ac Dominum Eugenium Sa-
 baudix , & Pedemontium Principem ,
 Altesatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Ca-
 tholicæ Consiliarium Actualement Inti-
 mum , Consilii Aulico-Bellici Præsidentem ,

suumque Locumtenentem Generalem;
 Sacri Romani Imperii Campi-Mares-
 challum, ac Ejusdem Regnorum, ac
 Statuum per Italiam Vicarium Genera-
 lem, & unius Desultoriorum Legionis
 Præfectum, Aurei Velleris Equitem:
 Nec non Illustrissimum, & Excellen-
 tissimum Dominum Philippum Ludo-
 vicum Sacri Romani Imperii Thesaura-
 rium Hæreditarium Comitem à Sinzen-
 dorf, Liberum Baronem in Ernstbrunn,
 Dominum Dynastiarum Gfoll, Inte-
 rioris Selowiz, Porliz, Sabor, Mulzig,
 Loos, Zaan, & Droskau, Burgravium
 in Rheineck, Supremum Hæreditarium
 Scutiferum, ac Præcisorem in Superio-
 ri, & Inferiori Austriâ ad Anasum, Au-
 rei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ
 Catholicæ Majestatis Camerarium, Ac-
 tualem Consiliarium Intimum, ac pri-
 mum Aulæ Cancellarium: ac Illustris-
 simum Dominum Gundaccarum Tho-
 mam, Sacri Romani Imperii Comitem
 à Starhenberg in Schaumburg, & Wa-
 xenberg, Dominum Ditionum Eschel-
 berg, Lichtenhaag, Rottenegg, Frystatt,
 Haus, Oberwalsée, Senstenberg, Bo-
 dendorf, Hattwan, Aurei Velleris
 Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Ma-
 jestatis Consiliarium Intimum Actua-
 lem, Archiducatûs Austriæ Superioris
 Maref-

Mareschallum Hæreditarium : & denique Illustrissimum, & Excellentissimum Dominum Josephum Lotharium, Sacri Romani Imperii Comitem à Conigsfegg, & Rothenfels, Dominum in Aulendorf, & Stauffen, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Actuale Intimum, Consilii Aulico-Belgici Vice-Præsidentem, Generalem Campi-Mareschallum, Warasdini, & Confinium Petriniorum Præfectum Generalem, unius Legionis Pedestris Tribunum, & Ordinis albæ Aquilæ Polonicæ Equitem. Sacra vero Regio-Catholica Majestas Illustrissimum, & Excellentissimum Dominum Jacobum Franciscum Fitzjames, Ducem de Liria, & de Xerica, ex magnatibus Hispaniæ primæ Classis, Aurei Velleris, & Sanctorum Andreæ, & Alexandri de Russia Equitem, Primum Regentem perpetuum Civitatis sancti Philippi, Sacræ Regiæ Catholicæ Majestatis Cubicularium, Castrorum Præfectum, Suumque apud Altesfatam Majestatem Suam Cæsaream Catholicam Ministrum Plenipotentiarium : Et Sacra denique Regia Britannica Majestas Dominum Thomam Robinson Armigerum, in Comitibus Parlamenti Magnæ Britannia Senatorem, & Ministrum suum apud prædictam Majestatem Suam Cæsaream

Catholicam : plenâ potestate muniverunt ; qui collatis inter se consiliis , & commutatis prius plenipotentiarum Tabulis in sequentes Articulos , & conditiones convenerunt.

ARTICULUS I.

Sacra Sua Regia Catholica Majestas probè perpenso præinserto Articulo tertio Tractatûs die 16. Martii præsentis anni conclusi , & probè perpensis duabus Declarationibus , pariter præinsertis , cujus quidem Articuli , & quarum Declarationum tenor in eo jam est , ut effectui detur , nihil ampliùs à se desiderari , quin potiùs iisdem se penitus acquiescere professâ est. Atque neullus dubio aut controversiæ locus supersit , promptam sese insuper paratamque exhibuit , ut tam Tractatus Londini die secunda Augusti anno 1718. initus , ac vulgo Fœdus Quadruplex nuncupatus , tum pax Viennæ Austriæ die septima Junii , anno 1725. inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem , Sacrumque Romanum Imperium ex unâ , atque Altesatam Sacram Regiam Catholicam Majestatem ex alterâ parte conclusa plenè in omnibus Articulis , Clausulis , ac Conditionibus renoventur , ac
formentur

formantur : iis tantum exceptis , quæ de immutandis neutrarum Partium præsidiiis in Hispana præsidia suprà citato Articulo , ac Declarationibus mutuo consensu placuerunt , atque præsentè Tractatu denuò corroborata sunt. Hunc itaque in finem Sacra sua Regia Catholica Majestas declaravit , sicuti vigore hujus Articuli declarat , quòd præcitati Tractatus plenè renovati , ac denuò firmati censendi sint , prouti etiam præsentè Articulo renovantur , ac denuò firmantur , promittitque Sacra sua Regia Catholica Majestas tam pro se , quàm pro hæredibus suis , ac Successoribus , & speciatim pro eo insuper ex descendentibus suis masculis , cui juxta modo memoratos Tractatus , tenoremque litterarum investituræ Eventualis , die 9. Decembris anno 1723. expeditarum , extinctâ penitus Lineâ Mediceâ & Farnesiâ Masculâ Successio in antedictos Hetruriæ , Parmæ , & Placentiæ Ducatus debetur , aut ad quem hæc ipsa Successio futuris temporibus devolvetur , quòd tam ipsa quàm hæredes sui ac Successores , & speciatim is ex descendentibus suis Masculis , ad quem modò memorata Successio devoluta fuerit , præstare , atque adimplere omnia ea ac singula velint , ac teneantur , quæ in

104 LES INTERETS PRÉSENTS
præcitatis duobus Tractatibus conti-
nentur.

ARTICULUS II.

Vicissim Sacra Cæsarea Catholica Majestas , & Sacra Regia Britannica Majestas promittunt , ac sese Sacræ Regiæ Catholicæ Majestati , ipsiusque Hæredibus , ac Successoribus obstringunt , quòd favore prolis masculæ præsentis Hispaniarum Reginæ , prout illa juxta Tractatus antea citatos , ac tenorem litterarum Investituræ eventualis ac Successionem in Hetruriæ , Parmæ , & Placentiæ Ducatûs vocata est , omnia ea ac singula adimplere velint , quæ in præinserto Articulo tertio Tractatûs die decimâ sextâ Martii hujus anni conclusi , ac duabus Declarationibus pariter præinsertis disposita reperiuntur. Nec minùs Sacra Cæsarea Catholica Majestas , & Sacra Regia Magnæ Britanniae Majestas acceptando Renovationem Fœderis Quadruplicis nuncupati , Sacra autem Cæsarea Catholica Majestas acceptando insuper Renovationem Pacis die 7. Junii , anno 1725. inter Eandem , & Sacrum Romanum Imperium ex unâ , tum Sacram Regiam Catholicam Majestatem ex alterâ parte conclusæ , promittunt ,

tunt, ac sese pro se, ac suis Hæredibus, & Successoribus obstringunt, quod suâ quoque ex parte, in quantum ad unamquamque Earundem spectat, erga Sacram Regiam Catholicam Majestatem, & ipsius Hæredes, & Successores fideliter sint adimpleturæ, quæcunque vigore hujus Acceptationis præstanda veniunt; nimirum Sacra Cæsarea Catholica Majestas quæcunque tum in Fœdere Quadruplice, tum in antememoratâ pace die 7. Junii, anno 1725. conclusâ sancita sunt, Sacra verò Regia Britannica Majestas, quæcunque juxta Fœdus Quadruplex nuncupatum ab Eadem adimplenda veniunt.

ARTICULUS III.

Quæ hætenus mutuo, ac irrevocabili Partium Contrahentium consensu placuerunt, normæ loco inservire debunt, sive unice de introducendo præsidario Hispano Milite, sive casu aperturæ in Quadruplice Fœdere expresso existente, de immiissione quoque Serenissimi Hispaniarum Infantis Caroli in Parmæ, Placentiæque Ducatus quæstio sit, ita nimirum, ut ultimo hoc in casu præfatus Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, aut qui post eum

Articulo Quinto Fœderis Quadruplicis ad Successionem hanc eventualiter vocatur, possessionem horum Ducatum eâ planè ratione, quæ in Literis Investituræ eventualis de die nonâ Decembris, anno 1723. expressa est, adipisci possit, ac debeat.

A R T I C U L U S IV.

Cum ea, quæ favore Serenissimi Hispaniarum Infantis Caroli, aut eorum, qui in Jura Ipsius juxta antememoratos Tractatus subintrant, Articulo quinto Fœderis Quadruplicis disposita reperiuntur, tum etiam Sponsiones desuper inter Sacram Regiam Catholicam Majestatem, & Sacram Regiam Britannicam Majestatem initæ jam dudum Serenissimis, qui pro disparitate temporis tunc in vivis erant, Magnæ Heturriæ, Parmæ, & Placentiæ Ducibus exhibitæ; neque minùs præinsertus Articulus tertius Tractatûs die 16. Martii præsentis Anni Viennæ conclusi, eoque pertinentes duæ Declarationes pariter præinsertæ Magni Heturriæ Ducis, & Parmensi in Aula Cæsarea commorantibus Ministris communicatæ fuerint, nihil autem pro corroborandâ publicâ tranquillitate magis exoptandum sit, quàm

ur

ut omne obstaculum & contradictio , unde remora forsan iis , quæ mutuo Partium Contrahentium consensu hætenus placuerunt , afferri posset , quantocyùs amoveatur ; hinc est quòd Sacra Cæsarea Catholica Majestas , & Sacra Regia Britannica Majestas promiserint, ac sese obligarint, quòd unaquæque Earundem statim ac præsens Tractatus signatus atque subscriptus fuerit , omnem operam bonâ fide sit impensura , quo Serenissimus quoque Magnus Dux Hetruriæ , non tantum sœpefatæ præsidarii Hispani Militis introductioni , sed & omnibus iis , quæ aliàs juxta antecitados Tractatus , Conventiones , & Declarationes favore prolis Mæculæ præsentis Hispaniarum Reginae disposita reperiuntur , quantocyùs assentiat : ità tamen, ut subsecuto etiam prædicti Magni Hetruriæ Ducis consensu cuncta , quæ hætenus memorata sunt , non nisi post permutatas invicem Rati habitionum Tabulas locum habere queant.

A R T I C U L U S V.

Prætereà Sacra Cæsarea Catholica Majestas , Sacra Regia Catholica Majestas , & Sacra Regia Magnæ Britannia Majestas declarant , nihil sibi magis in vo-

tis esse quam ut Serenissimus Magnus Hetruriæ Dux iis acquiescere velit, quibus in antememoratis Tractatibus tum Dignitati suæ ac quieti, tum etiam propriæ & subditorum Statuum securitati consulitur. Quem quidem in finem præfatae Partes Contrahentes non tantum sibimet invicem, sed & Regiæ Suæ Celsitudini promittunt, ac spondent quod ea omnia & singula, quæ in antecitatis Tractatibus tum quoad Dignitatem suam, tum quoad propriam, & subditorum statuum securitatem disposita reperiuntur, renovata, ac confirmata censi debeant, quodque ea tuenda & explenda, seu uti vulgo vocant, guarentigandam in se suscipiant.

A R T I C U L U S VI.

Et Quoniam pro assequendo, perficiendoque salutari, quem Partes Contrahentes intendunt, scopo, communis nimirum quietis penitus firmandæ, nihil magis expedire visum est, quam si Serenissimus Magnus Dux Hetruriæ præsentis Tractatui accesserit; hinc est quod Eadem Partes Contrahentes è re esse judicârunt, Regiam Suam Celsitudinem amicissimis verbis ad hanc, quæ modo memorata est, accessionem invitare,

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 109
tare, sicuti Eandem præsentè Articulo
ad hoc ipsum invitant: quo nimirum
Regiâ Suâ Celsitudine ad opus tam pro-
ficuum pariter concurrente eo securior
sit publica Europæ tranquillitas.

A R T I C U L U S VII.

Præsens Tractatus ratihabebitur &
approbabitur à Sua Sacra Cæsarea Ca-
tholica Majestàte, à Sua Sacra Regia
Catholica Majestàte, & Sua Sacra Re-
gia Majestàte Magnæ Britanniae, & Ra-
tihabitionum Tabulæ intra spatium du-
orum Mensium, à die Subscriptionis
computandorum, aut citius, si fieri po-
terit, Viennæ Austriæ invicem extra-
dentur & commutabuntur.

In quorum fidem roburque tam Cæ-
farei Commissarii tanquam Legati Ple-
nipotentiarii Extraordinarii, quam Re-
gis Catholici, & Regis Magnæ Britan-
niæ Ministri plenâ pariter facultate mu-
niti Tabulas has propriis manibus sub-
scripserunt, & sigillis suis muniverunt.
Acta hæc sunt Viennæ Austriæ die 22.
Mensis Julii Anno domini Millesimo
Septingentesimo Trigesimo Primo.

(L. S.) Eu-

(L. S.) EU-	(L.S.) THO-
GENIUS à (L.'S.) DUX	MAS RO-
SABAUDIA. DE LIRIA.	BINSON.
(L. S.) PHI-	
LIP. LUD. C.	
à ZINZEN-	
DORFF.	
(L.S.) GUN-	
DACCARUS	
C. à STAHL-	
RENBURG.	
(L.S.) J. L. C.	
à KONING-	
SEGG.	

[Y Y.]

1719. TRAITE' d'Alliance entre
l'Empereur & les Elektorats de Saxe
& de Hanovre , conclu à Vienne.
Copie autentique.

QUandoquidem Sua Sacra Cæsarea
Regio - Catholica Majestas, tan-
quam Regnorum , Ditionumque sua-
rum Hæreditariarum Dominus , & Sua
Regia Majestas Magnæ Britanniæ , tan-
quam Elector Brunsvico - Luneburgen-
sis , itemque Sua Regia Majestas Polo-
niæ

niæ, tanquam Elector Saxonæ, solo atque unico mutuæ defensionis, ac conservandarum Provinciarum Ditionumque suarum intuitu, tum Pacem & tranquillitatem Imperii, ejusdem Constitutiones juxta insitam præsentemque uniuscujusque Statûs in Imperio obligationem, tuendi studio ducti, arctioris inter se conjunctionis & confœderationis faciendæ, cogitationes susceperunt, & hunc in finem Mandatis suis instruxerunt, scilicet Sua Sæsarea Regia Majestas, Celsissimum principem ac Dominum, Eugenium Sabaudia, & Pedemontium Principem, Consilii Aulico-Bellici Præsidem suumque Locum-tenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi-Mareschallum, ac Belgii Austriaci Cum plena potestate Gubernatorem, Aurei Velleris Equitem; Nec non Illustrissimum & Excellentissimum, Sacri Romani Imperii Hæreditarium Thesaurarium, Philippum Ludovicum Comitem à Sintzendorff, liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum in Gfoll, Superiori Seloviz, &c. Burgravium à Reinneck, Supremum Hæreditarium Ensiferum ac Præcisorem in superiori & inferiori Austriâ, Hæreditarium Pincernam in Austriâ ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ

Cæsareæ & Catholicæ Mijestatis Camerarium actuale, Consiliarium intimum, & Aulæ Cancellarium; ac Regia Sua Majestas Magnæ Britanniaë qua Dux & Sacri Romani Imperii Elector Brunsvico - Luneburgensis, Illustrem dominum, Franciscum Ludovicum de Pesme, S. Saphorini Dynastam, pedestris militiæ altesfataë Majestatis suæ Locum-tenentem Generalem, ejusdemque ad Aulam Cæsaream Ministrum; Regia demum Sua Majestas Poloniaë tanquam Dux & Sacri Romani Imperii Elector Saxoniaë, Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Jacobum, Henricum Sacri Romani Imperii comitem de Flemming, Magni Ducatûs Lithuaniaë Stabuli Præfectum. in Exercitu Regni Poloniaë militiæ, Autoramenti exotici, Generalem, altesfataë Sua Regiæ Majestatis Poloniaë & Electoris Saxoniaë Campi-Mareschallum, Directorem Conclavis Secretioris, & Consiliarum intimum, Consilii militaris Præsidentem, Hæreditarium in Pomeraniâ ulteriori, & Principatu Caminensi Mareschallum, Ordinis Melitenfis designatum Commendatorem, Ordinum Aquilæ albæ, Elephantis, & S. Andreaë Equitem, Dominum Castrensem in Nartentin & Bœck, Dynastam in Burgischeindingen, Berki-

cht

cht & Nebra; Dicti modo Ministri Plenipotentiarii post excussas trutinatasque hinc inde commissi Negotii rationes, loco atque die infrà scriptis in sequentes Fœderis defensivi leges conveniunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Sit amicia firma vera atque sincera inter Partes Contrahentes suprà nominatas, eaque ita sancte seriòque colatur, ut unaquæque earum ad alterius honorem, utilitatem & commoda promovenda, non consilia solum operamque ommem conferre, verum etiam, ubi occasio postulaverit, ad prohibenda incommoda, pericula atque damnaa, & ad depellendas ab invicem hostiles injurias & insultus auxiliis opportunis & necessariis concurrere teneantur.

II. Sancitur & stabilitur imprimis hujus Fœderis conventionem, mutua defensio Ditionum ac Provinciarum Hæreditariarum, quæ ad Fœderatos in Imperio Romano Germanico spectant, nec non conservatio Circulorum, in quibus dictæ Ditiones & Provinciæ sitæ sunt, ita ut si contigerit, unum vel alterum Fœderatorum in iis hostiliter invadi, adeoque unum vel alterum è Circulis

lis modò indigitatis , turbis Bellicis inquietari , reliqui Fœderati Parti impetitæ , in iis Ditionibus aut Circulo , ubi hæreditariæ Ditiones sitæ sunt , numerum Copiarum , inferiùs determinatum , subsidio mittere debeant , & quidem ita promptè , aut auxiliares istæ Copiæ eveniente casu , statim absque ullâ morâ , simul ac requisitæ fuerint , iter ad succurrendum accelerare , & diversionem hostibus , si eorum Regiones sint suis vicinæ , ad optionem Partis oppugnatae facere debeant.

III. Sustententur autem Copiæ hoc modo in Subsidium missæ , stipendiis sumptibusque mittentium exceptis equorum pabulis , fœno avenâque , utpote quæ gratis præbebuntur in suis Ditionibus ab eo Fæderatorum qui auxiliatum venerunt , qui curabit etiam , ut Copiæ auxiliatrices panem pari prætio , quo proprius miles , suâ tamen sibi pecuniâ , comparare possint ; Quælibet portionum equorum , quas rationes vocant , consistet sex libris avenæ , & decem libris fœni , ponderis Viennensis , & deficiente avenæ copia , in ejus locum quantitas dimidia in frumento vel hordeo exhibeatur ; ubi verò necesse fuerit extra Territoria Fæderatorum in alienis Provinciis operationes Bellicas profequi ,

qui, tunc quælibet Pars suis Copiis de pane, avenâ, fœno aliisque necessariis omni meliori quo poterit modo ipsa prospiciat,

IV. Quod si acciderit, duos Fœderatorum in suis Ditionibus eodem tempore simul infestari, tunc ambo super dispositione operationum militarium, atque super usu auxiliorum, à parte extra periculum constituta mittendorum, in commune consulent, statuentque dictis auxiliis interim iter ad subveniendum sine ullâ retardatione ingredientibus & prosequentibus.

V. Etiam partes contrahentes ultra numerum infrà Articulo XI. definitum ad assistendum Parti infestatæ, plures Copias submittere non teneantur; nihilominus tamen obstrictæ erunt, quicquid præterea ipsis virium suppetit, adhibere divertendo hosti, quantum fieri poterit, in Ditionibus, si quas habet, situ ita opportuno, ut facile in eas penetrari possit: liberum autem esto Parti requirenti, si ità è re visum fuerit, minorum quoque suppetiarum numerum, quàm qui ex præsentis Fœderis constitutione deberetur, ciere atque evocare.

VI. Conventum præterea est ut si fortè Sua Regio - Catholica Majestas, per aliquam

aliquam ex Potentiis Septentrionalibus , durante hujus Fœderis nexu in Hungariâ hostiliter impeteretur , hoc quoque casu eveniente , reliqui Fœderati eidem auxiliis hoc Fœdere constitutis , succurrere satagant , hâc tamen observatâ restrictione , ut Copiæ Suæ Majestatis Britanniae in Hungariam usque progredi nullo modo teneantur ; sed interea , dum ibi res agitur , solummodo ad tuendum Provincias Sacrae Cæsareæ Majestatis Germanicas , ad distrahendas vires aggressoris in ejus Ditionibus , si quæ forent , in viciniâ Provinciarum Teutonicarum Regis Magnæ Britanniae exhibeantur.

VII. Quod Articulo secundo hujus Tractatûs dispositum est , ut si Provinciæ Germanicæ unius ex Partibus paciscentibus hostilibus armis premerentur , reliquæ duæ Partes cum tanto Copiarum numero , quantum præsens Fœderis Instrumentum præscribit , ad suppetias ferendas accurrere debeant , id ita est intelligendum , nisi & ipse quoque in suis Ditionibus Germanicis & Hungariâ infestaretur. Etenim si omnes tres uno eodemque tempore pariter invadi contingeret , tunc omnes etiam simul collatis in medium & consiliis & armis , eâ , quæ bonos Fœderatos decet , fide
atque

atque sinceritate , pro necessitatis , communisque utilitatis ratione concurrere & agere tenebuntur.

VIII. Hoc Fœdus complectetur & assecurabit etiam tam Regni Polonici tuitionem atque conservationem , quàm ipsius Poloniæ Regis assertionem & maintenancem in Throno suo contra quoscunque , qui aut clam aut palam , directè vel indirectè illum turbare , aut molestare præsumunt , in quietâ possessione Regni sui , Magnique Ducatûs Lithuanix , cum omnibus eorum annexis & dependentiis , à quibus ne minimum quidem avelli permittatur. In hunc finem & ad assistendum Regi Regnoque Poloniæ , ubi necessitas postulaverit , adhibebuntur æquè auxiliares Copiæ inferiùs Articulo XI. determinatæ , hac tamen itidem reservatâ modificatione , ut Regis Magnæ Britannix miles non nisi faciendæ diversioni in Provinciis aggressoris , si quas Ditionibus Regiæ Majestatis Britannix in Germaniâ propinquas habet ; inserviat , vel etiam tutandis , ad Regiæ Majestatis Poloniæ requisitionem , Provinciis ejus Saxon. Eo casu , si fortè Copiæ Saxonicae fuerint à Regno Poloniæ ad opem , contra hostes in Poloniâ , aut in Magno Ducatu Lithuanix ferendam , armaque jungenda ,
justâ

justâ requisitione accersitæ.

IX. Cùm itaque hujus Fœderis, respectu ad Poloniam, non alia sit intentio, quàm ut salvis utrinque & Regiæ Majestatis & publicæ Libertatis Juribus, tum Poloniæ Regnum, Magnusque Lithuanix Ducatus in statu integro illibatoque contra omnem oppressionem conservetur, tum Regia Sua Majestas, uti Articulo præcedente provisum est, in quietâ ac imperturbatâ possessione & fruitione dicti sui Regni, Magnique Ducatûs Lithuanix, eum omnibus annexis & dependentiis manu teneatur, contra injurias, vexationes aut molestias quasunque, sive aperto Marte & vi extrinsecus adhibitâ inferantur, sive per clandestinas machinationes Factionesque exterarum Potentiarum suggestionibus aut secretis adminiculis suffultas intententur. Dicta Sua Regia Majestas ex abundanti declarat polliceturque se Regni sui Magnique Ducatûs Lithuanix Ordines libertate omnimodâ, quâ gaudere debent, omnibusque suis Juribus & Privilegiis sine ullâ infractione uti, frui, minimè impedituram neque obstituram, quin Sua Cæsarea Majestas & Magnæ Britannix Rex se hujus declarationis sponsores erga Rempublicam constituent fidemque suam, nihil omnino à Rege Poloniæ

Poloniæ adversus Regni Constitutiones Immunitatesque commissum iri , cum Guarantiæ vinculo interponant.

X. Vicissim Rex Regnumque Poloniæ , testando affectui studioque reciproco , communem Fœderis causam quovis possibili modo adjuvare tenebuntur , ex suâ quoque parte Copiarum numerum Articulo sequenti definitum , sistere , eoque ad obtinendum Fœderis scopum ubique concurrere ; Et quidem Copiæ hæ Polonicæ præcipuè interserviant intercludendo transitui quibusvis exteris Copiis , quæ per Poloniam aut Magnum Ducatum Lithuaniae versus aut contra imperium , vel contrarium Fœderatorum Ditiones , comprehensâ Hungariâ , venire præsumserint ; Si verò Rex Poloniæ ad prohibendum istiusmodi transitum , dictas Regni Copias non suffecturas judicaverit , ac ideò nomine Reipublicæ & sub ejus Sigillo assistentiam Fœderatorum requisiverit , tunc Imperator & Magnæ Britanniae Rex , juxta hujus Fœderis leges auxilia sine mora submittent. Quod si in Imperatoris aut Regis Magnæ Britanniae Ditionibus hoc Fœdere comprehensis , hostilis aggressio contigerit , Rex Poloniæ , quantum fieri poterit , hostibus è Polonia quoque diversionem facere sataget ,

taget , aut Parti laceffitæ , ſi ab eâ requiratur , ſubſidiariam Polonica militiæ ratam ſuppeditabit.

XI. Conferet huic Fœderi ſuſtinendo Sua Cefarea Majeſtas octo mille Equites , & totidem Pedites : Rex Magnæ Britanniæ , tanquam Elector Brunſvici duo millia Equitum , & ſex millia Peditum , ſi Ditionibus Cæſareis ſuccurrendum fuerit , ſi autem Provinciis Saxoniciſ , nonniſi bis mille Equites , & quatuor mille Pedites : Rex Poloniæ , tanquam Elector Saxonix , bis mille Equites , & quatuor mille Pedites : De cætero Sua Majeſtas Polonica nomine Regio , & Regni , duo millia Deſultoriorum Equitum , & quatuor millia Peditum , militiæ ordinariæ , cùm quatuor millibus ex militiâ Equeſtri nationali contribuet.

XII. Si contingat occasione hujus Fœderis , & durante ejus nexu , generale in Septentrione Bellum exardeſcere , Partes paciſcentes totis viribus ſe invicem juvare , mutuamque ſibi operam ad depellendam vim hoſtium omni meliori modo ferre teneantur. Tunc etiam pro re natâ ſuper loco modoque conjungendarum Copiarum , itemque ſuper Gubernatione ductuque generali Exercitûs communis , tum ſuper providendo eidem comineatu & annonâ , & denique ſuper

super instituendis exequendisque operationibus Bellicis inter se convenient.

XIII. Duret & subsistat præsens hoc Fœdus usque ad omnimodam solidamque motuum in Septentrione Pacificationem, quæ ipsa tamen non alio fieri debet pacto, nisi adhibitâ præcautione, ne quid in ea præsentis hujus Tractatûs stipulationibus atque contento contrarium admittatur.

XIV. Ad hujus Fœderis merè defensivi Societatem aliæ quoque potentia, præsertim omnes Imperii Principes atque Status, & specialiter Ordines Generales: Uniti Belgii invitentur.

XV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Fœderatis, & Ratificationum Tabulæ exhibebuntur, ex parte quidem Cæsareæ Majestatis, ex partibus itidem Magnæ Britannia, Poloniaeque Regum, tanquam Brunsvici & Saxoniae Electorum, intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit. Cum Rege verò Poloniae, qua tali, & cum Poloniae Regno ad minimum intra tres menses, pro ingressu in hujus Fœderis Societatem declarando, pacta conficientur, & in forma ex more Regni usitata ratificabuntur; in quorum fidem suprâ memorati Ministri Plenipotentarii præsens Instrumentum tribus exemplaribus ejus-

dem tenoris expeditum , manibus propriis suscripserunt , Sigillisque appositis muniverunt. Actum Viennæ die quinta mensis Januarii anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(L.S.) EUGENIUS	(L.S.) DE PESME
van Savoyen.	D. S. Saphorin.
(L.S.) PHILIPPUS	(L.S.) Graf von
LUDOV. Graaf von	FLEMMING.
ZINTZENDORF.	

[Z Z.]

1727. CONVENTION signée le 13 Janvier 1727. entre Mr. le Marquis de Fenelon , Ambassadeur de France, & les Députés des Etats Généraux , pour terminer les differends de la Compagnie des Indes de France avec la Compagnie des Indes Occidentales de Hollande. Copie autentique.

Comme depuis peu d'années sont survenus quelques differends & disputes entre la Compagnie Françoisé des Indes & la Compagnie des Indes Occidentales des Provinces-Unies au sujet de quelques Vaisseaux enlevés ; & du Commerce sur la Côte d'Afrique , depuis le Cap blanc jusqu'à la Riviere de

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 123
de Serrelionne; & comme Sa Majesté
Très-Chretienne & les Seigneurs Etats
Generaux des Provinces-Unies sont éga-
lement portés à faire cesser ces diffé-
rends & écarter tous sujets de dispute en-
tre lesdites Compagnies; Le Soussigné
Ambassadeur de France, au Nom & de
la Part de Sa Majesté Très-Chretienne
d'une Part, & les Soubssigné Deputé des
Seigneurs Etats Generaux, au Nom &
de la part desdits Seigneurs Etats Gene-
raux d'autre part, sont convenus, que
toutes les Contestations muës ou à mou-
voir, tant au sujet de la propriété du fort
d'Arquin que du Commerce exclusif
exercé dans l'étendue de la Côte depuis
le Cap blanc jusqu'à la Rivière de Ser-
relionne par la Compagnie Françoisse
des Indes, ou par celles ausqu'elles elle
a succédé, demeureront éteintes ainsi
que toutes les precautions réciproques de
dedommagements pretendus tant à rai-
son d'enlèvement de vaisseaux pris jus-
qu'à ce jour sur ladite Côte, que du
Commerce troublé, & que des diverses
occupations à main armée dudit fort
d'Arquin, le tout suivant les Articles ci-
après dont on est demeuré d'accord.

ARTICLE I.

La Compagnie Hollandoise des Indes Occidentales renonce à toutes prétentions de propriété sur le fort & Isle d'Arquin, dont elle consent que la Compagnie Françoisse des Indes continuë à jouir comme d'un bien sur lequel ladite Compagnie Hollandoise ne pretend plus aucun droit, subrogeant même autant que besoin seroit la Compagnie Françoisse à tous les droits qu'elle pourroit s'être acquis sur ledit fort & l'Isle d'Arquin.

ARTICLE II.

Le Commerce exclusif de la Compagnie Françoisse sur toute la Côte qui s'étend depuis le fort d'Arquin jusqu'au-delà de Porto-Darco demeurera tellement reconnu, qu'à l'avenir les Vaisseaux des Sujets des Seigneurs Etats Generaux, soit sous leurs Bannieres, soit sous d'autres, devront s'abstenir d'y trafiquer, & que tous ceux qui seroient saisis en Contravention seront réputés de bonne prise, sauf pourtant à eux d'y pouvoir prendre de l'eau & acheter des vivres & autres necessitez, dans le cas seulement que par Tempête ou par quelque

que autre accident imprévu, ils se trou-
veroient forcés d'y aborder par la neces-
sité, qui n'a point de Loy.

A R T I C L E I I I.

Les Seigneurs Etats Generaux renon-
cent pour tous leurs Sujets, & nomme-
ment pour la Compagnie des Indes Oc-
cidentales à toutes pretentions de de-
dommagemens pour raison de Vaisseaux
enlevés sur ladite Côte ou de tout ce qui
s'est passé au sujet du fort d'Arquin jus-
qu'à ce jour.

A R T I C L E I V.

Sa Majesté Très-Chretienne s'engage
à ce que la Compagnie des Indes en con-
sideration des renonciations ci-dessus
specifiées, faites par les Seigneurs Etats
Generaux tant en leur Nom qu'en celui
de leur Compagnie des Indes Occiden-
rales, payera à ladite Compagnie Hol-
landoise la somme de cent trente mille
florins de Hollande argent courant, sça-
voir quarante mille au mois de May
prochain, trente mille dans le mois de
Septembre suivant, autre trente mille en
Janvier mille sept cens vingt-huit & les
derniers trente mille florins dans le mois

126 LES INTERETS PRESENTS
de May suivant ; ladite somme totale de
cent trente mille florins étant tant en
considération des stipulations des Arti-
cles précédents que de celle portée dans
l'Article ci-après.

A R T I C L E V.

Quoique les Contestations survenuës
jusques ici tant au sujet du Commerce
exclusif de la Compagnie Françoisë que
des Vaisseaux enlevez , soit à l'occasion
de ce commerce troublé , soit à l'occa-
sion de ce qui s'est passé touchant le
fort d'Arquin , n'ait intéressé que la
partie de la Côte qui s'étend depuis le
Cap blanc jusqu'au delà de Porto-Darco,
lesquelles demeurent vuidées & éteintes
au moyen de la presente Convention ;
cependant la Compagnie Françoisë de-
siring ne laisser rien de douteux sur la
Possession où elle est d'un Commerce
exclusif dans toute l'étendue de sa Con-
cession , à sçavoir, depuis & compris le
Cap blanc jusqu'à la Riviere de Serre-
lionne , & la Compagnie Hollandoise
souhaitant aussi de son côté prévenir
toute occasion de nouvelle dispute avec
la Compagnie Françoisë ; il a été stipulé
par cet Article que le Commerce exclu-
sif de la Compagnie Françoisë demeu-
rera

rera pareillement reconnu sur toute l'étendue de la Côte susmentionnée, sans que la Compagnie Hollandoise, où aucun des Sujets des Etats Generaux, puisse prétendre d'y trafiquer en aucune sorte sous quelque prétexte que ce puisse être, pas même sous celui d'un Commerce qui auroit été exercé, ou que l'on croiroit pouvoir exercer sur des Terres ou sur des Rades prétendues libres ou qui seroient possédées par quelqu'autre Puissance, quoique situées dans l'étendue de la Concession de la Compagnie Françoisse, depuis & compris ledit Cap blanc jusqu'à la Riviere de Serrelionne, conformément à ce qui est porté de l'étendue de cette Concession dans les Lettres patentes de Sa Majesté Très-Chrétienne de 1699. & en considération de cette nouvelle Reconnoissance & bien plus encore pour accroître d'autant mieux la bonne intelligence entre les Sujets reciproques; Sa Majesté Très-Chrétienne consent, & s'engage à ce que sa Compagnie des Indes paye à la Compagnie Hollandoise des Indes Occidentales la somme de dix mille florins de Hollande, qui devront cependant, ainsi qu'il a été dit faire partie de cent trente mille florins argent courant, à payer dans les termes ci-dessus stipulez.

La présente Convention sera ratifiée de part & d'autre & les Actes de ratification seront échangés dans le Terme de deux mois après la Signature, ou plutôt s'il se peut. Ainsi convenu & accordé entre le Souffigné Messire Gabriel Jacques de Salignac Marquis de Fenelon, Ambassadeur de France & les souffignés Députés de Leurs Hautes Puissances Signé à la Haye le 13. Janvier mil sept cent vingt-sept.

(L. S.) G. J. DE
SALIGNAC Marq.
DE FENELON.

(L. S.) Le B. DE
WYNBERGH.

(L. S.) J. H. B. DE
WASSENAAR.

(L. S.) HOORNE-
BEEK.

(L. S.) V A N
HOORN.

(L. S.) L. B. 'DE
RYNSWOUDT.

(L. S.) P. F. VE-
GELIN.

(L. S.) L. B. DE
HAERSOLT.

(L. S.)

Cette convention fut signée d'abord par les Deputés de cinq Provinces seulement, & on laissa la Place en blanc au
Deputé

Deputé de Zeelande , & à celui de Groeningen pour signer quand ils auroient receu l'Authorisation de Leurs Provinces qu'ils attendoient.

La Zeelande ne tarda pas à mettre son Deputé en état de joindre sa signature à celles des cinq Provinces qui avoient signé ; Quant à Groeningue, elle fit remettre lors de l'échange des Ratifications, par son Deputé qui n'avoit pas encore signé, une resolution par laquelle elle ratifioit en son particulier la convention qui avoit été faite.

Après l'échange des ratifications Monsieur l'Ambassadeur de France presenta encore un Memoire en demande de quelque Elucidation sur ce qui avoit été convenu : Et comme ce Memoire & la resolution que les Etats Generaux prirent sur son contenu pour accorder à l'Ambassadeur ce qu'il demandoit, sont un tout avec la Convention, il a paru necessaire de les joindre ici.

*Extrait du Registre des Résolutions de
Hauts & Puissants Seigneurs les Etats
Généraux des Provinces-Unies des
Pais-Bas.*

Du Jeudi 3. Avril 1727.

ON a lû dans l'Assemblée un Memoi-
re du Seigneur Marquis de Fene-
lon Ambassadeur de France, tendant à
ce que Leurs Hautes Puissances voulus-
sent declarer qu'encore que la Compa-
gnie des Indes de France voudroit de-
molir le Fort de l'Isle d'Arquin on n'en
inferera en quelque tems que ce soit que
par là elle auroit abandonné la Posses-
sion de l'Isle, suivant le susdit Memoi-
re inseré ci-après.

Fiat insertio.

Mémoire

Mémoire présenté par Monsieur le Marquis de Fenelon , le 2. Avril 1727.

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS,

VOS Hautes Puissances savent que le principal motif du Roi mon Maître en m'autorisant à signer la Convention qu'elle a ratifiée depuis pour terminer les différends élevez entre la Compagnie Françoisé des Indes & vôtre Compagnie des Indes Occidentales au sujet de la Possession de l'Isle & fort d'Arquin a été d'éteindre tellement pour le passé, & de prévenir pour le futur, jusqu'aux moindres occasions de Contestations entre les Sujets reciproques, que rien ne pût à l'avenir altérer l'Union intime & la Cordiale Amitié entre les deux Nations. La ferme persuasion où je suis que Vos Hautes Puissances ont agi dans le même esprit, me met en droit d'attendre une Réponse favorable de leur part à ce que je vais avoir l'honneur de leur exposer.

La Compagnie Françoisé des Indes est comme déterminée à faire raser le fort d'Arquin non en intention d'aban-

donner l'Isle qui est si proche de la Côte dans l'étendue de sa Concession, telle qu'elle a été reconnue par la Convention ci-dessus mentionnée, qu'elle ne pourroit l'abandonner sans se porter un prejudice considerable; mais seulement parce que ce fort lui est inutile, attendu les autres Etablissements plus commodes, qu'elle a le long de la Côte. Une seule chose la fait heziter. Elle se souvient que ce fut une semblable demolition du même fort d'Arquin; & par le même motif, qui fournit le pretexte d'abandon sur lequel on se fonda pour l'Occupation de l'Isle en pleine paix, sous la Banniere Prussienne, laquelle fut suivie de la Convention qui faisoit le Titre de vôtre Compagnie des Indes Occidentales pour prétendre avoir bien acquis du Roi de Prusse la propriété de cette Isle, & du fort qui y avoit été retabli.

La Compagnie Françoisë a donc interest de s'assurer qu'on ne pourra de nouveau interpreter à abandon de l'Isle la Démolition d'un fort qu'elle se propose de démolir seulement parce que la propriété de l'Isle sans le fort lui suffit, & j'ose esperer que vos Hautes-Puissances ne refuseront pas une Elucidation qui toute superfluë qu'elle est en elle-même après ce qui s'est passé &

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 133
vû sur tout l'esprit dans lequel on a
statué, servira cependant à calmer l'in-
quietude d'une Compagnie timide sur
son droit le plus incontestable , cette
Elucidation pouvant d'ailleurs être don-
née par une simple réponse favorable à
ce Memoire , par laquelle Vos Hautes
Puissances voudront bien reconnoître
que la démolition du fort d'Arquin ne
pourra en aucun tems servir de prétexte
à aucun de Vos Sujets , de prétendre à
la possession de l'Isle comme si dès lors
elle avoit été abandonnée.

Une telle Elucidation n'ajoutera rien
aux avantages de la Compagnie Fran-
çoise ; ne sera qu'une suite de l'esprit
dans lequel vous avez agi sur le diffé-
rend terminé, & donnera au Roi mon
Maître un nouveau témoignage qui lui
sera infiniment agréable , de l'attention
de Vos Hautes Puissances pour écar-
ter solidement toute occasion de nou-
velle dispute entre les Sujets Reci-
proques.

A la Haye le 2. Avril 1727.

Signé,

Le M. DE FENELON.

Surquoi

Surquoi aiant été délibéré il a été trouvé bon & arrêté de donner pour réponse au susdit Mémoire du Sieur Marquis de Fenelon que le sentiment de Leurs Hautes Puissances est , que quoiqu'on conserve ou qu'on démolisse ledit fort d'Arquin ; cela ne peut point porter aucun changement à ce qui a été convenu ; que par la Convention qui a été faite , le Fort d'Arquin & l'Isle aiant été cedés à la Compagnie de France , ladite Compagnie peut en user comme bon lui semblera ; que si elle trouve à propos de raser le fort , & de conserver pourtant la possession de l'Isle, Leurs Hautes Puissances veulent bien déclarer , comme elles déclarent par ces présentes qu'elles ne prétendront ou ne consentiront jamais que leurs Sujets prétendent , qu'à cause de la démolition du fort , l'Isle seroit abandonnée ; mais qu'elles reconnoîtront toujours que la possession de ladite Isle appartient à la Compagnie de France nonobstant ladite démolition. Et sera un Extrait de cette Résolution de Leurs Hautes Puissances mise par l'Agent van Baerle ès mains dudit Sieur Marquis de Fenelon.

Signé, VAN GOSLINGA.

D'accord avec le Registre,

Signé, FAGEL.

[AAA.]

1731. TRAITE' d'Alliance entre
 les Electorats de Saxe & de Hano-
 vre , conclu à Dresde en 1731.
 Mercure Historique.

QU'il soit notoire , comme ainsi soit
 que les Predecesseurs des Maisons
 Electorales de Saxe & de Brunswich-
 Lunebourg , aiant de toute ancienneté
 entretenu ensemble une bonne intelli-
 gence particuliere , laquelle non seule-
 ment a donné lieu au Traité d'Union
 hereditaire perpetuelle dont l'on est con-
 venu dans l'année 1687. entre les deux
 Maisons , & a été continuée sans inter-
 ruption jusqu'à présent & transmise aux
 deux Princes regnans , mais depuis a été
 augmentée par la proximité que le Sang
 établit entre eux , & par la consideration
 personnelle qu'ils se portent l'un à l'au-
 tre ; & que sur ces motifs & fondemens,
 il ait été agréé de part & d'autre de cul-
 tiver & cimenter ulterieurement ce lien
 d'Union , d'Amitié , de Confidence &
 de bon Voisinage , dont on s'est si bien
 trouvé jusqu'ici , & à cette fin de dresser
 ensemble un nouveau Traité defensif
 accommo-

accommodé aux circonstances du tems présent , & à la sûreté & prospérité de leurs Païs & Sujets respectifs ; à ces causes les deux Parties sont convenues des Articles suivans qu'elles ont fait traiter & conclure par leurs Ministres , munis de Pleins-pouvoirs à ce sujet.

A R T I C L E I.

Cette Convention & Alliance défensive n'a pour but de lezer ni d'offenser personne ; moins encore l'Empereur & le Saint Empire Romain , mais elle est faite uniquement en vuë de maintenir les Droits & les Privileges des deux hauts Contractans , comme aussi pour conserver & défendre leurs Etats & Sujets contre toutes attaques & violences, de même que toutes prétentions, entrées dans leurs Païs , Invasions ennemies , Passages de Troupes & établissemens de Quartiers , Assemblées & Revuës d'Armées , Contributions & Exactions contraires aux Constitutions, & aux Ordonnances d'Executions de l'Empire , par qui & sous quelque nom & pretexte que ce puisse être.

II.

Pour cette fin les deux Confederez veulent prendre une entière Confiance
l'un

l'un en l'autre , & se tenir étroitement
liez pour s'entre aider de conseil & d'ef-
fet , procurer le bien l'un de l'autre , s'a-
vertir du mal & du dommage qui pour-
roit les menacer & les détourner , com-
muniquer & consulter souvent confi-
demment ensemble , sur tous les événe-
mens dont il pourroit resulter des trou-
bles & des dangers , & sur les moyens
de les éloigner , & autant qu'il sera pos-
sible , prendre ensemble des mesures
conformes , & telles qu'elles puissent être
avantageuses au public principalement
au service , à l'honneur , au bien , à la
liberté & sureté de Sa Majesté Imperia-
le & de l'Empire , aussi les Hauts Con-
tractans veulent ordonner aux Ministres
qu'ils auront , tant à la Diete de l'Em-
pire , qu'aux Assemblées des Cercles , &
par tout ailleurs de correspondre & com-
muniquer confidemment ensemble ; &
afin que cette bonne intelligence soit
d'autant moins interrompue , en cas
qu'il survint quelques differends entre
les deux Maisons Electorales , & leurs su-
jets respectifs , l'on tâchera avant toutes
choses de les composer à l'amiable , &
l'on n'en viendra point à des voyes de
fait , avant que d'avoir au préalable tenté
tous les moiens propres à accommoder
les choses d'une maniere équitable.

III.

En vertu de la présente Alliance les Hauts Alliez se promettent reciproquement qu'au cas que l'un d'eux vienne à être attaqué par qui que ce puisse être dans ses Païs & Provinces, & dans ses Droits & Privileges contre les Constitutions de l'Empire, ou bien à être incommodé, troublé & molesté dans ses Païs par des Enrôlemens, des Revues, des Quartiers, des Garnisons, des Marches, des Contributions, des Demandes de Provisions, & de Munitions, ou par d'autres charges & exactions semblables, ou au cas que l'on eut des avis certains que telles choses dûssent arriver, l'autre prendra fidelement le pari du lezé, & sera tenu de lui prêter réellement & en effet le secours promis dans cette Alliance, mais aucun des Alliez ne pourra être requis de fournir du secours à l'autre, si l'un d'eux, sans communication avec son Allié, & sans son consentement, attaquoit quelqu'un en Ennemi, & à main armée, & que par-là il fut attaqué & poursuivi lui-même dans ses propres Païs, ou dans ses Droits par l'Offensé ou par ses Alliez.

IV.

Dans cette Alliance sont compris les deux Electorats & les Païs qui y sont incorporez

corporez, comme aussi tous les Païs y appartenans situez en Allemagne, aussi le Traité d'Union hereditaire de 1687. dont il est fait mention ci-dessus, demeure à cet égard & à tous autres dans toute sa force, comme s'il étoit effectivement inferé dans la presente Alliance.

V.

Pour ce qui concerne le secours, les Hauts Alliez sont convenus pour cette fois-ci, sans que cela puisse tirer à conséquence que l'une des deux Parties assistera & aidera l'autre, le cas de l'Alliance existant, de trois mille hommes de Troupes Allemandes, savoir deux mille hommes d'Infanterie & mille de Cavalerie; mais au cas que le Reque-rant trouvât necessaire qu'il y eût une autre proportion de Cavalerie par rapport à l'Infanterie, ou de celle-ci par rapport à la premiere, en tel cas celui qui aura été requis sera tenu de lui complaire, & de lui prêter la main autant qu'il le pourra avec l'Infanterie ou la Cavalerie qu'il aura souhaité, moiennant qu'il soit pourvu lui-même de l'un ou de l'autre au delà du nombre marqué dans l'Alliance, & qu'il puisse la tenir prête, & pour lors un Cavalier ou Dragon sera évalué pour trois hommes de pied, & afin que la difference des armes & de
leurs

leurs Calibres dans les operations qui pourront survenir, ne cause aucun desordre, comme il arrive souvent, l'on a trouvé bon que le cas de l'envoy du secours arrivant, l'on s'entendra ensemble auparavant & à tems, & l'on conviendra de l'égalité des armes.

VI.

Si le secours dont on est convenu dans cette Alliance, n'étoit pas suffisant à pouvoir détourner le danger où se trouvera l'Offensé, en ce cas les Hauts Alliez conviendront pour l'augmenter au double & même au triple, & ils régleront de façon que la Partie requérante ait du moins chaque fois autant de Troupes que la Partie requise; aussi dépendra-t-il de la volonté du Requierant de demander en tout, ou en partie le Secours stipulé.

VII.

Chaque Allié est tenu de fournir dans le terme de 4 semaines depuis la requisition faite, réellement, sans excuse, opposition, ni delai, sous quelque pretexte que ce puisse être, dans le Pais du Requierant le secours stipulé, cependant il ne sera point obligé de rompre avec l'Agresseur, mais bien autant qu'il sera possible d'interposer auprès de lui tous les bons offices les plus propres à procurer à

à l'offensé une satisfaction & une sûreté convenable : mais soit que ces bons offices sortent leur effet ou non , la Partie requise n'en sera pas moins tenue de prêter réellement le secours stipulé , & de le continuer jusqu'à ce que la Partie lezée soit pleinement retablie dans l'état où elle se trouvoit avant l'invasion , & jusqu'à ce que le dommage & le tort qu'elle aura souffert , ait été dûment réparé , à moins que celui qui fournit le secours ne fut envahi & poursuivi lui-même , & que pour sa propre defense & délivrance , il n'eut besoin en tout ou en partie de ses Troupes Auxiliaires.

VIII.

Lorsque les Troupes se seront jointes, l'Officier qui commandera les Troupes Auxiliaires , exercera sur elles sans difficulté ni empêchement aucun , le commandement & la juridiction , mais il sera obligé de tenir bon ordre & Discipline Militaire , & de châtier exemplairement les Coupables sans délai , connivence , ni égard quelconque , & au cas que la Partie à qui aura été fourni le secours , ne soit pas satisfaite du châtimement qu'aura infligé le General ou l'Officier Commandant de la Partie requise , cet Officier tiendra les Delinquans de quelque état ou condition qu'ils soient ,

soient, aussi long-tems en arrêt, jusqu'à ce que les Hauts Confederez en aient communiqué ensemble. Pour le Commandement general en Campagne, & dans les Expeditions Militaires, il restera à celui des Alliez & à son General à qui sera envoyé le secours, de maniere pourtant que l'on n'entreprendra rien d'important avant que d'avoir delibéré & pris préalablement resolution sur la chose dans un Conseil de Guerre, en presence du General, ou Officier Commandant, qui aura été envoyé par la Partie requise.

I X.

Celui des Alliez qui aura besoin, fera connoître à tems la qualité de l'Officier qu'il destine à commander en Chef, afin que la Partie qui assistera puisse se regler là-dessus, & envoyer avec ses Troupes Auxiliaires un Officier Commandant qui n'ait pas de plus haute Charge que l'autre.

X.

Le Requerant est tenu de fournir à ses dépens le gros Canon, les Munitions, & tout ce qui appartient à l'Artillerie de Campagne dont on aura besoin pour l'operation Militaire, en quoi cependant la Partie requise lui prêtera la main, moiennant un payement & une

une satisfaction raisonnable , s'il a provision de ces choses dans le Voisinage , & qu'il puisse s'en passer sans se faire tort ; la Partie requise de son côté pourvoira ses Troupes de pieces de Canon de Régiment , & de petites pieces nécessaires.

X I.

Celui qui donne le secours est obligé d'entretenir ses Troupes Auxiliaires à ses dépens , mais le Requerant mettra ordre à ce qu'on leur fournisse & vende à un prix raisonnable & sur le pied qu'il le peut avoir pour ses propres Troupes , les Vivres & l'Avoine nécessaire , que l'on payera regulierement tous les mois ; à l'égard du Foin , de la Paille , & du Paturage on en donnera aux Troupes Auxiliaires gratuitement.

X I I.

Lorsqu'on enverra réellement le secours , les Hauts Alliez conviendront au juste , des Reglemens pour l'entretien des Troupes , pour la formation des Regimens des Compagnies , & autres choses semblables ; l'on observera en toutes choses une parfaite égalité autant qu'il sera possible , & l'on évitera & se precautionnera du mieux qu'il se pourra faire contre toutes confusions & désordres.

XIII.

X I I I.

Aucun des Alliez ne demandera à l'autre des passages inutiles des Troupes par les Païs , mais en cas qu'une nécessité indispensable , eu égard à la situation du Païs , exige ce passage , l'on se conformera en tout au Règlement pour la Marche des Troupes , dont l'on est convenu de part & d'autre , établi le 27. Decembre 1687. sans rien faire qui y soit contraire.

X I V.

Les deux Hauts Alliez se reservent expréssément ce à quoi ils sont tenus envers leurs Maisons , conformément aux Pactes de Familles , & ils s'en tiennent également aux Alliances , Engagemens & Reglemens , par lesquels ils se trouvoient liez avec d'autres , & cela d'autant plus qu'ils sont d'une nature à ne point les empêcher de remplir les Obligations de la presente Alliance.

X V.

Cette Alliance doit durer trois ans , & avant qu'ils soient écoulés , l'on traitera de la nécessité de la continuer , mais si vers la fin du tems fixé l'on se trouvoit dans un danger réel , & en des operations Militaires , l'on continuera de fournir ce à quoi l'on est obligé en vertu de la presente Alliance jusques à ce
que

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 145
que le danger ait cessé.

X V I.

L'on a agréé & l'on est convenu que si quelque Etat de l'Empire avoit intention d'accéder à la présente Alliance, & donnoit à connoître en avoir envie, il y sera admis par commun accord & consentement, moyennant des Conditions proportionnées, sur lesquelles les deux Alliez délibéreront quand le cas y écherra.

X V I I.

Le présent Traité sera en outre ratifié par les deux Hauts Contractans, & les Ratifications seront échangées dans le terme de six semaines, à compter du jour de la date d'icelui, ou plutôt si faire se peut.

X V I I I.

Enfin de ce qui est contenu ci-dessus tout ce qui a été ainsi traité, & dont l'on est convenu, a été expédié en double, & en ont signé & scellé les Ministres Plénipotentiaires des deux Parties, chacun un Exemplaire, & ont été les deux Exemplaires échangés. Ainsi fait & donné à Dresden le 3. Août 1731.

[BBB.]

1732. TRAITE' de partage & d'accommodement sur la Succession de la Maison d'Orange , conclu entre Sa Majesté le Roi de Prusse , & son Altesse Sérénissime le Prince d'Orange & de Nassau , conclu en 1732, Copie Authentique.

TAnt de Negociations consécutives & réitérées , pour ajuster les différends survenus après la mort de GUILLAUME III. Roi de la Grande-Bretagne , de glorieuse memoire , entre Sa Majesté le Roi de Prusse , & la Sérénissime Maison d'Orange & de Nassau , au sujet des Principautés , Comtés , Terres , Biens & Domaines délaissés par le défunt Prince d'Orange , & en dernier lieu par Sadite Majesté le Roi de la Grande-Bretagne , avoient trop fait connoître , qu'Elles souhaitoient effectivement de s'en accommoder à l'amiable pour ne pas esperer qu'on y travailleroit tôt ou tard avec succès , & qu'ainsi ils seroient terminez un jour à leur contentement reciproque.

La Majorité de Son Altesse Serenissima

me le Prince d'Orange & de Nassau donna occasion à des ouvertures, qui tendoient à renoüer les Conférences tenuës ci-devant à cette fin, & particulièrement la dernière Négociation, entamée à Berlin en 1722. ; Sa Majesté le Roi de Prusse y répondit favorablement, & les deux Hauts Contractans n'ayant mutuellement rien tant à Cœur que de régler enfin, à des conditions justes & raisonnables, une Contestation qui avoit duré tant d'années, convinrent de faire examiner à quoi on en étoit resté en 1722. & de le poser pour une espece de fondement d'une Négociation nouvelle.

C'est donc pour parvenir à un but si salutaire, & afin de reserrer par de nouveaux nœuds les liens de Parenté & d'Amitié qui les unissent d'ailleurs, que le Sérénissime & très-Puissant Prince & Seigneur FREDERIC-GUILLAUME, Roi de Prusse, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du St. Empire Romain, Souverain Prince d'Orange, de Neufchatel & Vallengin, de Gueldres, de Magdebourg, Cleves, Juliers, Bergue, Stettin, Pomeranie, des Cassubles, Vandales, & de Mecklenbourg, comme aussi en Silesie, Duc de Crossen, Bourggrave de Nuremberg, Prince de Hal-

berstadt , Minden , Camin , Vandalie ,
 Suerin , Rachebourg & Meurs , Comte
 de Hohenzollern , Ruppın , de la Mark ,
 de Ravensberg , Hohenstein , Tecklen-
 bourg , Lingue , Suerin , Buuren & Leer-
 dam , Seigneur de Ravenstein , Rostok ,
 Stargard , Lavenbourg , Arlay & Breda ,
 &c. Et le Sérénissime Prince & Seigneur
 GUILLAUME-CHARLES-HENRI FRISO ,
 par la grace de Dieu , Prince d'Orange
 & de Nassau , Comte de Catzenellebo-
 gen Vianden , Dietz , Spiegelberg , Buu-
 ren , Leerdam , Marquis de Ter-Veer
 & Vlissingen , Baron de Breda , de Beyl-
 stein , de la Ville de Grave & du Pais
 de Cuyk , d'Ysselstein , de Cranendonk ,
 d'Eindhoven , & de Liesfeldt ; Seigneur
 de Bredenvoort , de Turnhout , de Geer-
 truydenberg , de Willemstad , de Clun-
 derd , de St. Maartensdyk , de Seeven-
 bergen , de Steenbergen , de la Haute
 & basse Swaluwe , de Naaltwyk , de
 Grimbergen , de Herstal , d'Arlay , No-
 feroy , St. Vith , Butgenbag , Daasburg
 & Warneton ; Seigneur independant de
 l'Isle d'Ameland , Burggrave Héréditaire
 d'Anvers & de Besançon , Maréchal Hé-
 réditaire de Hollande ; Stadhouder &
 Capitaine & Amiral-Général de Guel-
 dres , & de la Comté de Zutphen ; Stad-
 houder & Héréditaire , & Capitaine-
 Général

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 149
Général de la Frise, Stadhouder & Capitaine-Général de Groeningen & des Ommelandes, & du Païs de Drenthe, &c. ont nommé & autorisé leurs Ministres, savoir Sa Majesté le Roi de Prusse ses Ministres d'Etat, le Lieutenant-Général Adrien-Bernhard de Borcke, Henri de Podewils & Guillaume-Henri de Thulemeier; & Son Altesse Sérénissime le Prince d'Orange & de Nassau ses Ministres, Diderik Baron de Lynden, Seigneur de Parck, Brigadier & Colonel d'un Régiment de Cavallerie, & son Grand-Maître d'Hôtel; Hobbe, Baron d'Aylua, Colonel d'un Régiment d'Infanterie, son Grand-Ecuyer, & Drossard de la Comté, de Buuren; & Jean Duncan son Conseiller Ordinaire, & Maître des Requêtes, & Conseiller & Maître des Comptes de ses Domaines; lesquels après s'être communiqué réciproquement & avoir échangé leurs Pleins-pouvoirs, dont les Copies seront insérées à la fin de ce Traité, & ayant repris le fil de la dernière Négociation de Berlin, & débattu ce qui restoit à régler, sont convenus au nom de Sa Majesté & du Sérénissime Prince, leurs Maîtres respectifs, des Conditions & Articles suivans.

ARTICLE I.

Un partage équitable des susdites Principautez, Comtez, Domaines, Terres, Maisons & Biens, ayant été le fondement des Négociations précédentes, il a été convenu d'y avoir encore recours comme à l'expedient le plus propre pour éteindre toutes les Contestations formées ou à former, & aiant été discuté & pesé soigneusement ce qui restoit à ajuster pour regler & perfectionner le Plan de Partage dressé en 1722. il a été accordé pour cet effet de la maniere qui s'ensuit.

ARTICLE II.

Le Seigneur Roi de Prusse aura pour son Partage la Principauté d'Orange, avec les Seigneuries & Lieux de la Succession de Châlon & Châtel-Belin, situez en France & dans la Comté de Bourgogne, le tout & ainsi que Sa Majesté en a cédé la propriété au Roi Très-Chrétien, par le Traité de Paix, signé entre elle & la France, à Utrecht le 11. Avril 1713; & déclare le Seigneur Prince d'Orange & de Nassau, d'acquiescer
à

à cette Cession, enforte qu'il ne troublera ou n'inquietera point le Roi Tré-Christien dans la paisible possession & jouissance de ladite Principauté d'Orange, & des autres Biens spécifiez ci-dessus.

A R T I C L E III.

Comme Sa Majesté s'est chargée & a promis à cette occasion de satisfaire par un équivalent, à la prétention que les Héritiers du feu Prince d'Orange & de Nassau formoient sur ladite Principauté, & sur les autres biens dont il a été fait mention ci-dessus, le Sérénissime Prince déclare pour soi & pour ses Héritiers & descendans Mâles & Femelles, qu'il se contentera & se contente à cet égard de l'Equivalent qu'il recevra par son partage spécifié ci-dessous, sans que le Seigneur Roi soit obligé de l'en dédommager ultérieurement de quelque autre manière que ce soit, ou pour quelle raison que ce puisse être.

A R T I C L E IV.

Le Seigneur Prince aura la liberté d'imposer le nom de la Principauté d'Orange à tel autre de ses Domaines qu'il

trouvera convenable, & d'en retenir le Titre & les Armoiries, tant pour lui que pour ses Héritiers & Descendans Mâles & Femelles, de même qu'il a été stipulé par le Traité nommé ci-dessus, en faveur du Seigneur Roi, & promet & s'engage Sa Majesté d'employer ses bons offices pour que le Roi Très-Chrétien y donne son consentement, afin d'ôter & abolir toute matiere de nouvelle discorde. Bien entendu que cela ne portera aucun préjudice à Sa Majesté le Roi de Prusse, par raport aux Titres & Armoiries d'Orange, qui seront toujours continuez dans sa Famille Royale Princes & Princesses de Prusse.

A R T I C L E V.

Sa Majesté le Roi de Prusse aura de plus pour son partage, & gardera en toute propriété, tant pour lui, que pour ses Heritiers & Successeurs, la Principauté de Meurs, la Comté de Lingen, l'Ammanie de Montfort, la Seigneurie de la Haute & Basse Swaluwe, les Seigneuries de Naaltwyk, Hoenderland, Wateringen, Orange-Polder, & s' Gravesande, le Peage de Gennep, la Baronnie de Herstal toute entiere, la Seigneurie de Turnhout, la Maison à la Haie
nommée

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 153
nommée la Vieille Cour, & la Maison de
Honſlaardyk, & jouïra le Seigneur Roi
deſdits-Biens, Domaines, Terres &
Maisons, avec toutes leurs appartenan-
ces & dependances, Droits, Revenus,
Juſtices, Jurifdictions hautes & baſſes,
Droits regaux, Prerogatives, & Pré-
minences y attachées, Dixmes, Moulins
& Dependances qui appartiennent auſ-
dites Seigneuries & biens ſituez & levez
dans leurs diſtricts, dont les Princes d'O-
range ont profité, ſans exception & diſ-
tinction par quel des Princes ſuſdits
ils pourront être acquis, & par rapport
aux Maisons avec les Meubles qui y ap-
partiennent & ſ'y trouvent actuelle-
ment; & renoncera & renonce le Sei-
gneur Prince tant pour lui que pour ſes
Héritiers & Descendans Males & Femel-
les en faveur de Sa Maſteſté & de ſes
Heritiers & Descendans Males & Fe-
melles, à tous ci-devant pretendus droits
de propriété & autres ſur leſdits Biens,
Domaines, Terres & Maisons, enſorte
que lui, ſes Hoirs & Succesſeurs n'y
puiſſent jamais rien prétendre ſous quel-
que titre ou pretexte que ce ſoit.

Son Alteſſe Séréniffime fera auſſi en-
ſorte que d'abord après la Ratification
de ce preſent Traité, on ceſſera de lever
le Peage qui a été levé juſques ici dans

154 LES INTERETS PRESENTS
la Ville de Grave, sous le nom de Pea-
ge de Gennepe.

A R T I C L E VI.

Le Seigneur Prince ne pourra rien
pretendre à l'égard de l'Ammanie de
Montfort, en vertu de la Sentence de
la Cour de Ruremonde du 23. Avril
1704. ni aussi à l'égard de la Principau-
té de Meurs, de la comté de Lingen,
& susdits autres Domaines, Terres, &
Biens, dont le Seigneur Roi jouit actuel-
lement, ou jouira à l'avenir en vertu du
present Traité, sous pretexte d'avoir été
amelioré ou augmenté, ou bien à
cause des Provisions, arrerages & restes
des Comtes qui s'y trouvoient au profit
du feu Roi Guillaume, & de ses Heri-
tiers, lorsque Sa Majesté en a fait pren-
dre possession, & viendront toutes ces
Ameliorations, Augmentations, Pro-
visions, Arrerages & restes de Comptes
aussi au profit du Seigneur Roi.

A R T I C L E VII.

Le Seigneur Prince d'Orange & de
Nassau aura pour son Partage & garde-
ra en toute propriété, tant pour lui que
pour ses Heritiers & Successeurs, tous
les

les autres Domaines, Terres, Maisons & Biens appartenans à la Succession d'Orange, tant ceux qui lui sont déjà extradés, que ceux qui se trouvent encore actuellement sous l'Administration de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies, ou entre des mains étrangères sans en excepter aucun, comme aussi les Maisons dont Sa Majesté le Roi de Prusse jouit actuellement & qu'elle lui cederà ensuite, & ainsi tous les Biens, Domaines, Terres & Maisons appartenantes à la Succession d'Orange, qui ne sont pas compris dans le partage de Sa Majesté.

Comme premierement les Domaines, Terres, Maisons & Biens qui sont déjà extradés à Son Altesse Sérénissime & qu'elle possède actuellement; Savoir l'Ammanie de Bredenvoort, les dixmes de Buuren, la Seigneurie de Seevenbergen, le Hondenhuis à la Haye, les dixmes sous Delft & Monster, la Maison nommée le Kruitberg, Colinsplaat, & les autres biens en Noordbeveland, la Baronie d'Yffelstein, les Biens dans le Hulster-Ambagt, le Palais à Bruxelles, la Baronie de Diest, la Seigneurie de Zichem & Scherpenheuvel, les Seigneuries de Roozendaal, Nispen, Oosterhout & Dongen, la Seigneurie de Steen-

bergen, la Seigneurie de Princeland, la Baronie de Cranendonk & la Seigneurie de Eindhoven.

Et en second lieu les Domaines, Terres, Maisons & Biens qui sont encore actuellement sous l'Administration de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies, ou entre des mains étrangères sans en excepter aucun, savoir la Maison de Dieren avec ses Appartenances & Dependances, la Maison de Loo avec ses Appartenances & Dependances, la Seigneurie de Klender ou Niervaart, la Seigneurie de Geertruydenberg avec ses Appartenances & Dependances, le Marquisat de Teer-
 Veer & de Vlissingen, la Seigneurie de St. Maartensdyk & Scherpenisse, la Maison de Soestdyk avec ses Appartenances & Dependances, la Comté de Buuren, la Comté de Leerdam, & d'Acquoy, les Seigneuries de Grimbergen, Meerhout & Voorst, le Burggraviat d'Anvers, la Baronie de Breda & les Biens de la Commanderie de Braque, la Baronie de Grave & du Pais de Cuyk, la Seigneurie de Willemstad, & Ruijgenhil, les Biens de Weernhout, Vyanden, St. Vith & Burgenbag, Daasburg & Warneton.

Le Seigneur Prince ayant cédé ci-dessus

dessus par l'Article cinquième, à Sa Majesté le Roi de Prusse la Baronie de Herstal toute entiere, de la moitié de laquelle Son Altesse Sérénissime avoit jouï jusques ici, Elle aura en échange pour son partage, & gardera de même en toute propriété tant pour Elle, que pour ses Heritiers & Successeurs, les Seigneuries de Monster, Ter-Heiden, la moitié de Loosduinen, les Fiefs de Polaanen, & la Cense joignante la Maison de Nieuburg, auprès de Ryfwyk, grande de Quinze Arpents & 150. Verges, tenuë ci-devant en ferme par Pierre Colin.

Et cedera, & cede de plus Sa Majesté le Roi de Prusse au Seigneur Prince, comme une marque particulière de son Amitié, la Maison de Nieuburg située auprès de Ryfwyk, & la Maison au Bois nommée l'Orange Saal, comme Son Altesse Sérénissime sera ainsi dechargée de la Rente annuelle de mille florins, qui pour l'entretien de cette dernière Maison se doit payer des Revenus de Sevenbergen, bien entendu que le Serenissime Prince sera obligé de bonifier au General Baron de Keppel les Ameliorations, qu'il prouvera avoir faites à ladite Maison au Bois & à ses appartenances & dependances; & jouïra pareillement le Seigneur Prince desdits

Biens

Biens, Domaines, Terres & Maisons, avec toutes leurs Appartenances, & dépendances droits, revenus, Justices, Jurisdictions Hautes & Basses, Droits regaux, Prerogatives & prééminences y attachées, dixmes, Moulins & Dependances qui appartiennent ausdites Seigneuries & Biens, situez & levez dans leurs Districts, dont les Princes d'Orange ont profité sans exception, & distinction, par quel des Princes susdits ils pourront être acquis, & par rapport aux Maisons avec les meubles qui y appartiennent & s'y trouvent actuellement; & renoncera & renonce le Seigneur Roi tant pour lui que pour ses Heritiers & Descendans Males & Femelles, en faveur du Seigneur Prince & de ses Heritiers & Descendans Males & Femelles, à tous ci-devant pretendus droits & propriété & autres sur lesdits Biens, Domaines, Terres & Maisons, en sorte que lui, ses Hoirs & Successeurs n'y puissent jamais rien pretendre sous quelque titre ou pretexte que ce soit.

A R T I C L E V I I I.

Les deux Hauts-Contractans & leurs Heritiers & Descendans Mâles & Femelles, garderont tous les Titres & Armoiries,

moiries, dont ils se sont servis jusque
ici, chacun de son côté, à l'égard des
Principautez, Comtez, Domaines, Ter-
res, Maisons & Biens appartenans à la
Succession d'Orange, sans que cela puis-
se ou doive porter aucun préjudice, ni
à Sa Majesté le Roi de Prusse, ni au Sé-
renissime Prince, ni à leurs respectifs
Heritiers & Descendans Mâles & Femel-
les, ni déroger à la validité perpetuelle
des cessions reciproques faites par ce
present Traité.

Et comme Sa Majesté le Roi de Prus-
se a temoigné tant pendant les Negotia-
tions precedentes, que dans le Cours de
celle-ci, qu'Elle verroit avec satisfac-
tion que le Seigneur Prince ne se servit
plus des Titres de Meurs & de Lingen,
Son Altesse Sérénissime empressée d'al-
ler au devant de tout ce qui peut faire
plaisir à Sa Majesté, a bien voulu y re-
noncer, comme Elle y renonce par la
convention presente, y compris les Ar-
moiries, tant pour lui, que pour ses He-
ritiers & Descendans Mâles & Femel-
les; ainsi que le Seigneur Roi par la
même complaisance a bien voulu re-
noncer, comme Sa Majesté y renonce
par cet Article, tant pour lui que pour
ses Hertiers & Descendans Mâles &
Femelles aux Titres & aux Armoiries
du

160 LES INTERETS PRESENS
du Marquisat de Ter-Veer & de Vlissingen, de sorte que les deux Hauts Contractans ne se serviront plus reciproquement des Titres & Armoiries susdites à l'avenir.

A R T I C L E IX.

Et pour ce qui est du supplement dont le Seigneur Roi aussi-bien que le Seigneur Prince auroient du jouir Annuellement, en Vertu de la Resolution de Leurs Hautes Puissances du 11. Juillet 1711, & dont le Conseil des Domaines ne leurs à païé qu'environ une seule année, parce que les autres Depenses qu'il avoit été indispensablement obligé de faire pour les besoins pressans de la Succession, & lesquels en vertu de ladite Resolution devoient être preferrez audit supplement, ne lui avoient pas laissé le moyen & les fonds necessaires pour en continuër le payement, Sa Majesté renoncera & renonce à tous droits & pretentions qu'Elle pourroit former à cet égard, & conséquemment aux Arrerages qu'Elle en pourroit exiger, & qui viendront au profit de la Masse Generale de la Succession.

ARTICLE X.

Comme il y a d'autres, qui en qualité d'Heritiers, ou soi disans tels, font des pretentions sur une partie des Biens, Domaines & Terres de la Succession d'Orange, qui entrent dans le present partage, les deux Hauts Contractans se promettent une garantie reciproque contre ces prétendans, & de s'assister mutuellement, la seule voye de fait ou des Armes exceptée, de toute sortes de devoir, actions & autres moyens efficaces & valables, que leurs droits leurs peuvent fournir conjointement ou separement, selon qu'il sera trouvé le plus convenable pour l'interêt commun, & pour se maintenir & se conserver dans la possession & la paisible jouissance de tout ce qui est cédé à l'une & à l'autre partie par cet accommodement, & regardera cette garantie particulièrement la pretention que le Prince de Nassau-Siegen forme sur quelques uns des susdits Biens, Domaines & Terres, & s'engage le Seigneur Roi de Prusse, si besoin en est, & le Seigneur Prince le requiert d'intenter aussi-tôt son action par maniere d'intervention ou autrement contre ledit Prince de Nassau Siegen,

gen , laquelle Sa Majesté poursuivra avec toute la vivacité & vigueur possible , & s'oblige Sa Majesté d'employer toutes les autres voyes imaginables tant Judiciaires , & qu'Extrajudiciaires , pour faire désister ledit Prince d'une pretention si injuste & peu fondée.

A R T I C L E X I.

Le Seigneur Prince se chargera & se charge , de toutes les dettes passives qui sont affectées en general sur la Succession des susdits Seigneurs Princes de la Maison d'Orange , y compris les dettes passives , qui jusques au jour de la Signature du present Traité sont affectées sur le Westland , & la pension constituée en forme de Fideicommis par le Prince FREDRIK-HENRI , au Sieur Frédrik de Zuilestein & ses Descendans tant pour le passé que pour l'avenir , hormis celles qui s'y trouvent au profit du Seigneur Roi , & profitera Son Altesse Sérénissime à l'encontre seule de toutes les Dettes actives & telles autres pretentions qui y peuvent appartenir , y compris la Rente constituée par les Etats de Hollande & de Zelande l'année 1584. en faveur du Prince FREDRIK-HENRI d'Orange , tant pour le passé
que

que pour l'avenir sans en excepter aucune que celles qui s'y trouvent à la Charge de Sa Majesté, ainsi que les prétentions que les deux Hauts Contractans pourroient former l'un contre l'autre, seront compensées plus spécialement ci-dessous, & les deux Rentes de 80. mille & 20. mille florins affectées sur les droits d'entrée & de sortie de la Meuse, à l'égard desquelles il a été accordé particulièrement de la maniere suivante.

A R T I C L E X I I .

Pour ce qui concerne les deux Rentes de 80. & 20. mille florins affectées sur les droits d'entrée & de sortie de la Meuse, il a été stipulé & convenu que le Seigneur Roi aura pour lui celle de 80. mille florins, & que le Seigneur Prince aura celle de 20. mille florins pour son partage.

A R T I C L E X I I I .

Et quant aux Arrerages de ces deux Rentes, qui sont dus à la Succession depuis 1703. jusques à la Ratification du présent Traité, il a été convenu qu'ils seront partagez entre les deux Hauts-
Contra-

Contractans , & qu'ils en jouïront par moitié , bien entendu toutefois , que Sa Majesté le Roi de Prusse ne sera point obligé de contribuer au payement de ces Arrerages , quoiqu'il ait participé depuis l'an 1713. aux droits d'entrée & de sortie de la Meuse.

A R T I C L E X I V .

Comme parmi les dettes actives de la Succession il se trouve deux prétentions à la charge du Roi d'Espagne , assignées par Sa Majesté sur les Revenus des Indes par le Traité du 26. Decembre 1687. ; l'une d'une Rente annuelle de 50. mille Florins & l'autre d'un Capital de 120. mille Ecus , le Seigneur Roi s'engage & promet d'assister le Seigneur Prince par toute sorte de bons offices pour le recouvrement & le payement de ces prétentions , & tâchera Sa Majesté de les lui faire obtenir tant pour le passé que pour l'avenir.

A R T I C L E . X V .

A l'égard des dettes passives & actives , Hypothequées sur chaque Domaine , Terre ou bien en particulier , il a été stipulé , & convenu qu'à l'exception
de

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 165
de celles qui sont affectées sur le West-land dont-il est disposé ci-dessus, toutes les autres resteront à la charge & au profit de celui des Hauts Contractans qui en aura la propriété, & viendront aussi à l'avantage de celui des Hauts Contractans qui les aura pour son partage, non seulement tous les fruits & revenus qu'ils ont tirez des Biens & Terres qu'ils possèdent actuellement, mais aussi tous les Revenus, fruits, Arrerages & restes des Comptes qui ne sont pas encore payez des Biens, & Seigneuries qu'ils reçoivent par le présent partage.

A R T I C L E X V I.

Au sujet des Joïaux & Vaiselles qui se sont trouvées dans la succession de Nassau-Orange on est convenu qu'on se tiendra de part & d'autre au partage qui en a été fait dans l'année 1702.

A R T I C L E X V I I.

Et afin de prevenir tout nouveau sujet de differend & de dispute entre les deux Hauts Contractans & d'obtenir ainsi entierement le but salutaire, qu'ils se sont proposé par cet accommodement,

ment, ils renonceront & renoncent réciproquement pour eux & leurs Héritiers & Descendans Mâles & Femelles, à toutes sortes d'autres Actions & prétentions qu'à cette occasion, ils peuvent avoir intentées l'un contre l'autre, ou qu'ils pourroient intenter encore, quelles qu'elles puissent être, & pour quelque cause & prétexte que ce soit, & ièront toutes ces actions & prétentions entierement compensées & annullées; ainsi que les Procès, Procedures, & poursuites entamées à leur égard de part & d'autre cesseront, & seront éteintes aussi-tôt que le présent Traité sera ratifié.

A R T I C L E X V I I I.

On extradera & délivrera fidèlement aux deux Hauts Contractans, ainsi qu'ils les extradèrent & délivrèrent mutuellement l'un à l'autre, en Original tout les Titres, Chartres, Documents, Registres, Comptes & généralement toutes les Archives & Papiers, qui regardent les Biens, Domaines, Terres & Maisons, qui se trouvent de part & d'autre dans leur partage, & dont par le présent Traité ils se sont cédé réciproquement la propriété & la possession,

&

& en disposera chacun d'eux comme bon lui semblera , & ainsi qu'il le trouvera le plus convenable pour ses intérêts , & cela non seulement à l'égard des Archives & Papiers qu'ils ont reciproquement en main , mais aussi de ceux qui en vertu de l'administration de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies, sont sous la Garde du Conseil des Domaines du feu Roi Guillaume.

ARTICLE XIX.

Aussi-tôt que ce Traité sera conclu & ratifié , les deux Hauts Contractans s'adresseront conjointement aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies , comme Exécuteurs des Testamens du feu Roi de la Grande Bretagne GUILLAUME III. & du Prince FREDRIK-HENRI d'Orange, pour leur donner communication de cet accommodement , afin qu'il s'ensuive l'extradition des Biens , Domaines , Terres & Maisons , avec les Archives , & tout ce qui en dépend , qui entrent reciproquement dans leur Partage , & se trouvent encore sous l'administration de Leurs Hautes Puissances ; & employeront les Hauts Contractans de concert & mutuellement tous leurs soins , afin que cette Extradition se fasse sans delai , & le plutôt qu'il sera possible.

ARTIC.

ARTICLE XX.

Le présent Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi & le Seigneur Prince, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de quatre semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, nous Ministres de Sa Majesté le Roi de Prusse, & de Son Altesse Sérénissime le Prince d'Orange & de Nassau, en vertu de nos Pleins-pouvoirs respectifs, avons auxdits noms signé le présent Traité de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Berlin ce 13. du mois de May 1732.

Signé,

(L.S.) A. B.	(L.S.) H. de	(L.S.) G. H.
BORKEN.	PODEWILS.	de THULE-
		MEIER.

Fait à Dieren ce 16 du mois de Juin 1732

(L.S.) D. V.	(L.S.) H. VAN	(L.S.) J.
LYNDENTOT	AYLVA.	D U N-
de PARCK.		CAN.

„ Ce Traité a été ratifié par le Roi de
 „ Prusse le 30 May ; & par le Prince
 „ d'Orange le 30. Juin 1732.

TRAITEZ

TRAITEZ
DE PAIX
ET
D'ALLIANCE
ENTRE
LES PUISSANCES
DU NORD DE L'EUROPE.

Tome VII.

H TRAI-



TRAITEZ

ENTRE

LES PUISSANCES DU NORD.

+++++

[C C C .]

1719. TRAITÉ *entre la Suede
& l'Electorat de Hanovre*, conclu à
Stokolm en 1719. tiré de l'Euro-
pæische Ruhe.



A V O I R faisons par ces Pré-
sentes : Comme les troubles du
Nord qui ont commencé hors
du Saint Empire Romain, ont
aussi infesté avec le temps quelques Pro-
vinces dépendantes de ce même Empi-
re , & dans la suite pénétré jusques
dans le Cercle de la Basse-Saxe ; ce qui
a été cause que le Très-Illustre & Très-
Puissant Prince & Seigneur George Roi
de la Grande Bretagne , de France &
d'Irlande , Défenseur de la Foy, Duc de
Brunswick & Lunebourg , Archi-Tré-

forier & Electeur du S. Empire Romain, comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg ; s'est trouvé envelopé dans cette guerre ; la très-Illustre & très-Puissante Princesse, Ulricque Eleonore, Reine de Suede , des Goths & des Vandales, Grande Duchesse de Finlande, Duchesse de Scanie, Estonie, Livonie, Carelie, Bremen , Verden , Stettin , Pomeranie , Cassubie & de Wandalie, Princesse de Rugen , Dame d'Ingrie & de Wismar, Comtesse Palatine du Rhin & dans la Baviere , Duchesse de Juliers , Cleves & Berg , Landgrave & Princesse hereditaire de Hesse , Princesse de Hirschfeld, Comtesse de Catzenellebogen , Dietz , Ziegenhain , Nidda & Schaumbourg , &c. aussi-bien que sadite Majesté Britannique d'une intention Chrétienne & loüable, ont considéré par quelles mesures on pourroit non seulement prévenir de plus grands malheurs , & la ruine des pays & peuples causée par une telle guerre ; mais surtout & principalement rétablir la paix & le repos entre leursdites Majestez , affermir & renouveler la bonne harmonie & intelligence mutuelle entre les deux Partis. Pour cette fin le très-Illustre & très-Puissant Prince & Seigneur Louis, Roi très-Chrétien de France & de Navarre,

Puissant

avoit employé ses bons offices & sa médiation par le noble Seigneur Jaques de Campredon son Ministre Résident à la Cour Suedoise , & déjà convenu d'un Traité de Paix Preliminaire entre lesdites Majestez conclu à Stockholm le (11) 22 Juillet de l'année courante, dans lequel il a été stipulé que la paix seroit formellement concluë entre eux sur le pied dudit Traité , & qu'il en seroit expédié un Instrument de Paix solennel. Pour la perfection & l'avancement d'une œuvre si désirée & salutaire, les Ministres Plenipotentiaires de part & d'autre, pourvus de pleins-pouvoirs suffisans, sont, au nom de Dieu, entré en conférence : savoir , de la part de Sa Majesté Suedoise, le Sieur Comte Gustave Cronhielm, Sénateur de Sa Majesté & du Royaume, Président de la Chancellerie Royale & Chancelier de l'Academie d'Upsal; le Sieur Comte Charles Gustave Ducker, Sénateur de Sa Majesté & du Royaume, Veld-Maréchal & Conseiller de Guerre; le Sieur Comte Gustave Adam Taube, Sénateur de Sa Majesté & du Royaume, & Gouverneur de Stockolm; le Sr. Comte Magnus de la Gardie, Sénateur de S.M. & du Royaume, & Président du College de Commerce; & le Sr. Baron Daniei Nicolas de Hopken,

Secrétaire d'Etat de S. M. Suedoise; & de la part de Sa Majesté Britannique, comme Duc & Electeur de Brunswyck & Lunebourg, son Ministre Plenipotentiaire & Colonel, le Sr. Adolphe Friedric de Bassewitz, ayant convenu & conclu entr'eux les Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi & confirmé par les présentes une Paix & amitié durable, sincere entre Sa Majesté Suedoise & le Royaume de Suede d'une part; & Sa Majesté Britannique aussi comme Duc & Electeur de Brunswyck & Lunebourg, & sa Maison Ducale & Electorale d'autre part; & l'une & l'autre feront sincerement & constamment tout ce qui dépendra d'Elles pour serrer autant qu'il sera possible le nœud de l'union & de la confiance entre eux, & toutes les hostilitez & l'activité des armes d'une partie contre l'autre, cesseront entierement dès-à-present.

II. Il y aura aussi des deux côtez un oubli & amnistie perpetuelle de tout ce que l'une aura commis hostilement contre l'autre, de quelque maniere que ce soit, enforte qu'aucune action de l'une ou l'autre part, ou de leurs sujets, ne seront

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 175
seront relevées ou vangées, mais toutes
seront abolies par ces presentes, & mises
en oubli pour jamais.

III. Comme Sa Majesté Suedoise ,
en vertu du Traité de Paix Préliminaire
avec Sa Majesté Britannique , comme
Duc & Electeur de Brunswick & Lu-
bourg, conclu le (11) 22 Juillet, 1719,
au commencement duquel Elle avoit
déjà cédé, ainsi qu'elle cede encore en
vertu de ces presentes pour soi , le
Royaume de Suede , & ses successeurs
& descendans , à Sa Majesté Britanni-
que, comme Duc & Electeur de Brun-
wyck & Lunebourg & ses Successeurs
à la Régence, à perpetuité, les Duchez
de Bremen & Verden *pleno jure*, avec
les Droits & tout ce qui en dépend, de
la même maniere que ces Duchez, en
conséquence de l'Instrument de la Paix
d'Osnabruck du (14) 25 Octobre 1648.
Article X. ont été entre autres apro-
priez, & comme les Rois & le Royau-
me de Suede ont depuis ce tems-là pos-
sedé, possèdent, dû ou pû posséder les-
dits Duchez avec les Droits, Annexes &
Apartenances, sans aucune exception,
& principalement le *Jus pignoris* du Bail-
liage & de la Ville de Wilshausen avec
les Droits & tout ce qui en dépend, qui
étoit déjà entre les mains de l'Electeur

de Brunſwick , de maniere pourtant , qu'aucune prétention ne ſera faite contre Sa Majeſté ou le Royaume de Suede pour les engagemens y attachez , ni pour le preſent , ni à l'avenir ; tout enſemble & en particulier , dès-à-preſent & pour jamais , avec les mêmes Droits que Sa Majeſté Suedoiſe & ſes Predeceſſeurs à la Regence , auſſi-bien que le Royaume de Suede les avoient poſſedez , ſans aucune diminution ou reſerve ; de même ſans exception de tous les droits dedans ou dehors , pour les garder & poſſeder en propriété , ſans aucune diſpute , empêchement ou interruption de la part de Sa Majeſté Suedoiſe ou de ſes ſucceſſeurs : cedant & renonçant par ces preſentes en faveur de ſadite Majeſté Britannique , comme Duc & Eleſteur de Brunſwick & Lunebourg , & de ſes Heritiers à perpetuité , à tous les Droits qu'elle avoit à prétendre ſur les Duchez de Bremen & de Verden , ou avoit eu , ou d'une maniere ou d'autre devoit avoir , generalement & ſpecialement , ſoit pour le *Directorium* dans le Cercle de la Baſſe Saxe , ſeſſion & ſuffrage dans les Dietes de l'Empire & des Cercles , ou autrement de quelque nom que ce ſoit. Remettant de la même maniere par ces preſentes

sentés aux Sujets & habitans desdits Duchés tous leurs sermens & obligations, dont ils avoient été liez à sa Majesté & au Royaume de Suede, & les renvoyant par celles-ci à sa Majesté de la Grande Bretagne, comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg, & à ses Heritiers, comme presentement leur seul & perpetuel Souverain & Seigneur; de même le Chapitre d'Hambourg & celui de Breme, & les personnes appartenantes à ce Chapitre, Sujets, Gens de Fief, Fermiers & Tributaires, tant dans la Ville de Bremen, que ceux qui se trouvent dans les nommez *quatre Gohen* de Bremen, & toutes autres places qui s'y trouvent, seront, en vertu de ces presentes, delivrées de leursdits sermens & engagements faits à la Couronne & au Royaume de Suede, & renvoyées à Sa Majesté Britannique comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg & à ses Heritiers.

Sa Majesté Suedoise pour soi & ses Successeurs renonce encore, en vertu de ces presentes, aux *Jura Fundi*, lesquels Elle & ses Predecesseurs, à cause des Duches de Bremen & Verden, avoient acquis des Empereurs & du Saint Empire, & jouï jusqu'à present; & transporte lesdits Droits de Fief sem-

blement à Sa Majesté Britannique & ses Heritiers.

Au reste, les Archives & Documens qui concernent les Duchez de Bremen & Verden, seront le plutót possible, *boná fid*, remis entre les mains de ceux qui seront nommez & autorisez par Sa Majesté Britannique, pour les recevoir.

IV. Sa Majesté Britannique, comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg, tant pour Elle que pour ses Heritiers, promet & s'engage de son côté aux Etats, Sujets & tous les Habitans tant du País, que dans les Villes desdits Duchez de Bremen & Verden, & tout ce qui en depend ou pourra dependre, personne excepté, & ainsi à chacun d'eux, de maintenir & defendre leurs Libertez bien acquises, Biens, Droits & Privileges en general & en particulier, de la maniere que lesdits Etats, Sujets & Habitans en ont joui & les ont possédez, & cela de la maniere qu'ils leurs ont été accordez par la Paix de Westphalie, aussi-bien que le libre exercice des deux Religions conformément à la Confession d'Augsbourg, les leur laissant en tout tems librement & inviolablement.

Et en cas que l'un ou l'autre ne soit pas encore effectivement confirmé dans
les

les Expectatives de certains Canonicats du Chapitre d'Hambourg conferez par les Rois precedens de Suede, ou achetez d'autres de telles Expectatives, selon les Droits & leur origine resteront en leur entier, en sorte neanmoins qu'à l'avenir quand une vacance arrivera personne ne sera preferé à ceux qui en sont Porteurs.

V. D'autant que la Reduction & liquidation établie par tout de la part de la precedente Regence de Suede ayant donné lieu à plusieurs griefs des sujets & habitans, le feu Roi de Suede de glorieuse Memoire, selon la justice de la cause, s'étoit déterminé de donner une assurance par des lettres Patentes, qu'en cas que quelqu'un des sujets pût prouver que quelques biens, qui lui appartenoient avec justice, lui avoient été ôtez, leur droit seroit conservez, en consequence de quoi plusieurs avoient été remis en possession de leurs biens precedens contestez ou sequestrez en vertu de ladite Reduction ou de quelque autres pretexte, ce droit leur avoit été depuis de nouveau confirmé par les Etats par la conclusion de leur dernière assemblée du 30. de Mai dernier.

Ainsi il est convenu & stipulé par les presentes entre les deux hauts Contra-

étans, que la cession faite par l'Article III. susdit du présent Traité, des Duchez de Bremen & Verden, ne portera aucun prejudice aux droits & justes prétentions des sujets & habitans desdits Duchez ou leurs heritiers demeurans *intra vel extra territorium*, qu'ils ont dans cette occasion, mais seront maintenus par Sa Majesté Britannique, comme Electeur de Brunswick & Lunebourg, dans leur effet & activité entière, de la même maniere qu'elles se trouvent à présent envers Sa Majesté Suedoise, & qu'elles pourroient être verifiées à présent ou à l'avenir.

VI. De même, en vertu de ce qui est stipulé par l'Article II. concernant l'Amnistie, les biens, Maisons & proprieté, de quelques sortes qu'ils fussent, qui avoient été arrêtez, à cause de la Guerre, seront rendus & restituez aux propriétaires legitimes, soit qu'ils demeurent *intra vel extra Territorium*.

VII. Neanmoins toutes les Negotiations effectivement faites dans lesdits Duchez & durant la Regence Suedoise *publico nomine*, jusqu'à ce que de la part de Sa Majesté Danoise lesdits Duchez ont été envahis, à cause des dettes & usufruits, qui ont été levez & portez dans la caisse Royale, & les immissions faites

faites par ladite Regence , resteront effectivement dans leur entier , de maniere que les Crediturs & porteurs d'obligations legitimes en consequence de leurs avances faites , & les Hypoteques veritablement cedez , jouiront des Contracts qu'ils ont entre leurs mains & des engagements y compris , jusqu'à ce que , en vertu de leurs Contracts elles seront entierement expirees , & que leurs avances seront tout à fait payees : alors les biens & Maisons situees ou appartenantes auxdits Duchez , engagees ausdits Crediturs , tomberont en proprieté à Sa Majesté Britannique , comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg & à ses Successeurs , & seront incorporez à sa Chambre. Mais tout ce qui a été negocié sur les obligations & la garantie des Etats , les Etats seront tenus de le payer.

VIII. Sa Majesté Britannique promet par ces presentes , non seulement comme Roi , mais aussi comme Duc & Electeur de Brunswick & Lunebourg , de renouveler presentement avec Sa Majesté & le Royaume de Suede les étroites Alliances & les amitiés ci-devant établies avec les Predecesseurs de Sa Majesté & le Royaume de Suede , aussi bien que les garanties , qui sur le
foude-

fondement du Traité de Paix conclu entre les Alliez du Nord, ou par celui que l'on pourra encore conclure, pourront être appliquez au profit de la Maison Ducale de Holstein-Gottorp, & les regler selon les Conjonctures presentes.

De plus Sa Majesté Britannique comme Duc & Electeur de Brunswick, s'engage de faire payer à Hambourg à Sa Majesté Suedoise, on sur ses assignations & quittances la somme d'un million de Rixdaldres en nouvelles & valables pieces de simples & doubles marcs, ou Drittels, selon l'alloy de Leipzig de l'an 1690, dont le marc d'argent fin rendoit douze Daldres courant: Et la disposition a été faite, qu'un tiers de la dite somme, savoir 333333. Rixdaldres, sera payée à Hambourg à Sa Majesté Suedoise sur les quittances, & cela avant la signature de cet Instrument de Paix; qui demeurera ainsi en son effet; & le reste dudit million de Rixdaldres, sera 5. ou 6. semaines de tems après l'échange des Ratifications de ce Traité de Paix, & promptement & sans manquement, payé à Hambourg en une fois sur les assignations & quittances convenables.

IX. Le Traité de Westphalie, en tant qu'il n'est pas changé par celui-ci, ou
autre-

autrement pourra être changé par les Traitez du Nord qui pourront encore être conclus , restera dans sa force & effet entier & les deux hauts Contractans s'engagent , chacun de son côté , d'employer tout ce qui pourra être jugé nécessaire pour l'observation de ladite Paix de Westphalie.

X. Les deux hauts Contractans se réservent par ceci , de demander & d'accepter la garantie de Sa Majesté Impériale , & selon les circonstances , d'autres Puissances , pour cette Paix.

XI. Les Ratifications de cette Paix seront expédiées au plûtard dans deux mois & échangées l'une contre l'autre ici à Stockholm.

XII. En foi de ce que dessus , deux exemplaires d'une même teneur ont été expédiés , lesquels ont été signés & scellés par les Ministres Plenipotentiaires des deux Hauts Contractans dont l'un a été rendu à chaque partie , Fait à Stockholm le 20. Novembre 1719.

Signé,

(L.S.) <i>Gustave Cronhielm.</i>	(L.S.) <i>A-</i>
(L.S.) <i>Carl Gustave Ducker.</i>	<i>dolph Frie-</i>
(L.S.) <i>Gustave Adam Taube.</i>	<i>drik van</i>
(L.S.) <i>M. de la Gardie.</i>	<i>Bassevits.</i>
(L.S.) <i>D. N. v. Hopken.</i>	

[DDD.]

[D D D.]

1720. TRAITE' d'Alliance entre la
Suede & la Grande Bretagne, conclu
 à *Stockolm* en 1720. tiré de l'Eu-
 ropæische Ruhe.

Quandoquidem Serenissima & Po-
 tentissima Princeps & Domina
 Ulrica Eleonora, Suecorum, Gothorum
 & Vandalorum Regina &c. nec non Se-
 renissimus & Potentissimus Princeps &
 Dominus Georgius, Magnæ Britanniaë,
 Franciaë & Hyberniaë Rex, Fidei De-
 fenfor, Dux Brunsvicensis & Lunebur-
 gensis, S. R. I. Archithesaurarius &
 Elector, pro intimiori mutuo amicitiaë
 & sinceræ necessitudinis assertione ma-
 jorique confirmatione atque pro adau-
 genda & promovenda memoratorum
 Regum eorumque Regnorum & Subdi-
 torum salute & securitate consultum fore
 existimaverunt, ut anteriora inter incly-
 ta Sueciaë & Magnæ Britanniaë Regna &
 alte commemoratorum Regum Præde-
 cessores Reges inita fœdera, imprimis
 verò illud, quod inter Regiam Suam
 Majestatem Sueciaë tunc temporis reg-
 nantem beatæ gloriosissimaque memo-
 riaë

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 185
ria Carolum XII. & Regiam Majestatem
Magnæ Britannia itidem beatæ glorio-
sissimæque memoriæ tunc regnantem
Gulielmum III. Hagæ Comitum anno
1700. in octodecim annos actum anno
1718. proximé elapso expiravit, nunc
per Mediationem & sub Guarantia Suae
Regiæ Majestatis Christianissimæ, quæ
ad hæc negotia Dominum de Campre-
don Ministrum Suum Residentem Ple-
nipotentiarium esse voluit & mandatis
suis ad hoc muniri curavit, reassume-
rentur, emendarentur, renovarentur,
præsentique rerum statui accommoda-
rentur & applicarentur, Sacra Regia
Majestas Sueciæ itaque salutari huic ope-
ri perficiendo legitimè constituere atque
sufficienti mandato instruere voluit Il-
lustrissimum & Excellentissimum Comi-
tem, Dominum Carolum Gustavum à
Ducker, Suum Regnique Senatorem,
supremum Campi Mareschallum &
Consiliarium bellicum; nec non Illus-
trissimum & Excellentissimum Comi-
tem, Dominum Gustavum Adamum de
Taube, Suum Regnique Senatorem,
supremum Campi Mareschallum & su-
preum Gubernatorem Holmiæ: Iti-
dem Illustrissimum & Excellentissimum
Comitem, Dominum Magnum de la
Gardie, Suum Regnique Senatorem &
Præsidem

Præsidem Collegii Commerciorum; ut & Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Joannem de Lillenstedt, Suum Regnique Senatorem, Cancellariæ Consiliarium; denique Illustrum liberum Baronem Danielem Nicolaum de Hopken, Status Sui Secretarium; Sacra Regia Majestas Britanniae autem Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Haunes in provincia Bedfordiensi, unum ex Cubiculi Sui Primoribus, Gubernatorem Provinciae Devonienfis & Legatum Suum extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacrae Regiae Majestatis Sueciae, qui congressi hic Holmiae, exhibitis utrinque & commutatis ritè Mandatorum formulis, variisque ea de causa institutis colloquiis post accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & disquisitionem convenerunt & consenserunt, ut pro basi & fundamento reciperent fœdera anno 1665. die 1. Mart. Holmiae, & anno 1700. die 6. Jan. Hagæ Comitum conclusa, ita tamen, ut de iis, quæ ad utriusque regnorum & subditorum Commercia spectant, atque prædicti non modo anno 1665. sed etiam anno 1700. initi fœderis partem conficiunt, quam primum & absque ullo

ullo temporis dispendio Holmiæ ab utriusque partis Commissariis negotiatio institui debeat, quod autem mutuum concernit amicitiam, bonam correspondentiam & securitatem, prædicta annis 1665. & 1700. inita fœdera præsentihocce confirmantur omninò & corroborantur, adhibitis additionibus & imutationibus quibusdam, ut præsentierum statui tanto magis accommodata & applicabilia redderentur, prout id articulis sequentibus fufius expositum, cautum & statutum esse patebit.

A R T I C U L U S PRIMUS.

Sit inter Sacram Regiam Sueciæ Majestatem Ejusque hæredes & successores Reges ab una, & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem Ejusque hæredes & successores Reges ab altera parte, atque universa & singula utriusque Regna, Ditiones, Provincias, Insulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives ac Incolas, atque adeò omnes omnino Subditos & Vassallos, tum eos, qui nunc sunt, tum etiam, qui in posterum erunt, tam in Europa, quam extra eandem, ubivis locorum, tam terra quam mari & aquis dulcibus sincera & constans in perpetuum amicitia,
fœdus

foedus & bona correspondentia , ita ut neque ipsi sibi invicem vel alter alterius Regnis , Provinciis , Coloniis ubicunque sitis & subditis ullum incommodum inferant , neque hoc ab aliis fieri permittant , multò minus consentiant , sed se invicem sincero affectu omni benevolentia & mutuo amore complectantur.

II. Tenebitur proinde uterque Confœderatorum Eorumque Hæredes & Successores incrementum mutuum & honorem omni studio curare & promoverè , pericula , conspirationes & machinationes hostiles , quamprimum scilicet innotuerint , maturè indicare & detegere , iisdemque quantum in illis fuerit , obistere , nec non pro avertendis & impediendis iisdem consilia viresque sociare & impendere , quapropter alicui Confœderatorum non licebit vel per se vel per alios quoscunque agere , tractare aut conari quidquam alterius incommodo vel etiam damno Terrarum aut Jurium alterius qualiumcunque ubivis loci sive mari sive terra : hostes ejus , sibi rebelles & inimicos in Confœderati damnum nullatenus fovebit , neque rebellium & proditorum quemquam in ditiones suas recipiet aut admittet , multo minus consilium , auxilium & favorem
illis

illis præstabit vel tale quid per subditos populos aut incolas suos præstari finet aut permittet.

III. Rebelles vero jam nominatos speciatim quod attinet, quicumque ab ulterutro Confoederatorum per litteras Confoederato suo missas pro rebelle & perduelle declaratus fuerit, is etiam à Confoederatorum illo, cui litteræ istæ missæ fuerint, pro tali statim reputabitur & contra illum omnia, quæ per hoc foedus in alterius rebelles & perduelles statuta sunt, effectui dabuntur.

IV. Ac quo majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentia in utriusque altissimè memoratorum Regum Eorumque Regnorum & subditorum utilitatem, nec non Religionis Protestantis protectionem in dies melius excoli ac eorundem securitati magis magisque prospici ac caveri possit; utrinque convenit, ut Serenissimi & Potentissimi Reges, Regnaque Sueciæ & Magnæ Britanniae speciali foedere defensivo quam arctissimè necterentur, quemadmodum hisce præsentibus arctissimo constringuntur foedere, ac invicem obligantur ad mutuam præstandam defensionem, tam suorum regnorum, ditionum, provinciarum, statuum, subditorum, possessionum, quam Jurium & avoit

libertatis navigationis & Commercio-
rum cum in mari Balthico & freto Ori-
fundico sive Codano, tum in mari sep-
tentrionali Deucaledonico & occiden-
tali Britannico freto vulgo Canali dicto,
quin & Privilegiorum & prærogativa-
rum alterutri Confoederatorum tam ex
pactis & receptis consuetudinibus, quam
Gentium & Hæreditario Jure compe-
tentium contra quoscunque invasores,
aggressores & terra vel mari turbatores
in Europa, prout infra hoc specialius
declaratum est.

V. Si itaque contingat, Regiam Suam
Majestatem Ejusque Hæredes & Suc-
cessores Reges Regnumque Sueciæ ab
aliquo Rege, Principe, Statu, Repu-
blica, Rebelle uno vel pluribus in Eu-
ropa invadi, infestari aut turbari in
Regnis, Ditionibus & Provinciis, In-
sulis & Dominiis tam intra quam extra
regna, ut & in Germania ad Reges Re-
gnaque Sueciæ nunc spectantibus, nec
non in possessionibus & prærogativis,
privilegiis & Juribus suis independen-
tibus vel alio quocunque modo in li-
bertate navigationis & commerciorum
in prædictis maribus & fretis impediri
& molestia affici, tenebitur Sacra Re-
gia Majestas Magnæ Britanniae Ejusque
Hæredes & Successores Reges prævia
legitima

legitima requisitione Ser. Reginae Ejusque Hæredibus & Successoribus Regibus Regnisque Sueciæ contra ejusmodi aggressores, turbatores & rebelles exercitu sex mille peditibus constante auxilio esse, ea conditione & modo, uti infra determinatum est.

V I. Similiter si contingat, Regiam Majestatem Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Magnæ Britannia ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelle uno vel pluribus vel quibusvis personis malevolis una vel pluribus in Europa invadi, infestari aut turbari, in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis & Dominiis ad Reges Regnaque Magnæ Britannia nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependentibus vel alio quocunque modo in libertate navigationis & Commercio- rum in prædictis maribus & fretis impediri & molestia affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sueciæ Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnaque Sueciæ contra tales aggressores & rebelles Serenissimo Regi Magnæ Britannia Ejusque Hæredibus & Successoribus Regibus post legitimam requisitionem & denunciationem exercitu sex mille peditum auxilio esse, ea conditione & modo, ut infra specialius determinabitur.

VII. Istæ vero, quæ in posterum sic desiderari poterunt copiae auxiliares, quarto post factam requisitionem mense, citius si id fieri nequeat, submittendæ omninò erunt in locum aditu & portu commodum, & ab eo, qui eas desideraverit mittenti prius indicatum & prænominatum, istius verò auxilii præparationem ne dum missionem ipsam nihilo retardabunt, multò minus in totum tollent amica illa officia quæ pro amicabili compositione obtinenda Confœderato requisito, vigore hujus fœderis priùs tentanda incumbunt; missæ quoque & postquam jam appulerunt copiae sumtibus mittentis alentur & sustentantur, donec pax obtenta fuerit, vel quousque requirenti visæ fuerint necessariae, ita tamen, ut requirens interim in terris suis provideat, ut auxiliares copiae non secus ac propriæ justo pretio commeatum & cætera ad victum & amictum necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium requirenti liberum esto eligere, utrum supra nominatum exercitum vel totum vel partem ejusdem tantummodo habere velit; residuam verò in apparatu belli, munitione, commeatu, navibus rebusque quæ ad earundem instructionem requiruntur, ea tamen æstimatione iuta, ut
pro

pro singulis mille peditibus quolibet Mense usque ad finem belli quatuor millia imperialium Thalerorum computentur, qua de re utriusque partis Commissarii sine cunctatione bona fide convenient.

IX. Quod si periculum obstiterit, quo minus copiae auxiliares absque impedimento ad illum locum, in quo requirenti necessariae fuerint, perveniant, operam suam Confoederati simul impendere tenebuntur, ut transitus illis tutior faciliorque fiat, nec non requisito licitum sit, proprium aliquem Ducem copiis suis praeficere, eademque, quatenus ratio belli tulerit, in uno eodemque agmine junctae permaneant, quod ita intelligendum est, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium copiarum Dux requirentis imperio militari aut ejusdem Praefecto generali in operationibus bellicis subsit, omniaque ea, quae ductum militiae, modum agendi & alios quoscunque eventus concernunt, ita constituentur, quemadmodum in bello & auxiliorum praestatione plerumque usu venire solet, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte naves loco & vice militiae terrestri subministrari contigerit, quae tanquam auxiliares vexilla re-

quirentis gerere tenebuntur.

X. Si vero acciderit, ut pro magnitudine periculi copiae determinatae non suffecerint, utpote si aggressor fortè alterius cujusdam sui foederati auxiliis ad-jutus fuerit, vel propriis viribus vel successibus uni Confœderatorum superior & prægravis evaserit, tunc alter Confœderatorum majoribus quantisque è re esse poterit, qua terra, qua mari viribus, nec non subsidiis pecuniariis parti læsæ oppressæque quantocius subvenire tenebitur, ita tamen, ut existente illo casu de modo, natura & tempore hujus auxilii ferendi secundum exigentiam rei transigatur. Cumque jam dudum vigente adhuc, quod anno 1700. conclusum fuit, foedere, à variis Protestantibus vicinis infestari Regnum Sueciæ contigerit, & illum bellum adhuc duret, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britanniae Majestas tam ex foedere jam nominato quam vigore præsentis hujus se obligatam agnoscit, Sacrae Regiae Majestati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præstanda auxilia, quæ infra stipulata sunt.

XI. Et licet pro præsentis hocce bello septentrionali ex voto Suae Regiae Majestatis Sueciæ componendo amicabilis omnis via adhuc tentetur, successus tamen votis non respondeat, hisce Sacra
Regia

Regia Majestas Magnæ Britanniae jam declarat & se obstringit, quod ejusmodi amicæ reconciliationis tentaminibus tempus amplius incassum sibi effluere non patietur, sed fortem Phalangem navium bellicarum vulgo *Squadron* dictam proximo vere tempestivè Regno Sueciæ in subsidium sit expeditura sub mandatis & dispositione Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in conjunctione cum ejus navibus bellicis acturam, ut Czaari Moscoviæ in Sueciam invasiones repellantur & justæ pacis leges atque conditiones quam citissimè ab eo obtineantur, omnes autem operationes junctis viribus peragenda in Consilio bellico cum Præfectis copiarum navalium utriusque Coronæ prævio habito ordinari & disponi debent. Imposterum vero, antequam auxiliares copiae mittantur, vim & injuriam passus cum altero Confœderatorum communicabit, & tunc quidem uterque Confœderatorum operam navabit, ut invasor aut turbator amicabili ratione inducatur à vi & injuria abstinere, ne ad arma venire necessum sit; quod si vero ea lædentem occupaverit pertinacia, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda descendere velit, atque ita injuriatus & læsus Confœderatus violationem sibi illatam

vi & armis propulsare , ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit , tum demum copiae præfatæ sine procrastinatione mittantur , nec prius desistatur , quam parti læsæ per omnia satisfactum fuerit ; ille etiam , qui injuriis extorquet justam defensionem , pro aggressore habendus erit.

XII. Licitum quoque erit utrique Confœderatorum , Eorumque subditis naves suas bellicas aliaque armata navigia in alterius portus subducere, ibi hybernare, morari, illorumque immunitatibus & privilegiis frui & gaudere, modò in ipsis portubus vel eorum ingressu illi , qui communes hostes non sunt, non infestentur , aut per hoc cum iis omnis commerciorum usus ad dictos portus , tutbetur , multo minus in totum tollatur. Mutuo quoque Regiarum Majestatum Confœderatarum consensu est determinatum , de navigatione & commerciis negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo & emolumento Holmiæ quamprimum & sine ulla mora instituendam esse , interea temporis & usque dum ea suum sortiantur effectum , inter utrumque Confœderatorum pactum conventumque est , quod utrinque mutua & integra constabit navigationis & Commerciorum libertas

bertas in omnimodis mercimoniis & mercibus per universas & singulas eorum ditiones, dominia & territoria in Europa sita, ita ut licitum fuerit eorundem subditis invicem terra aut mari alterutriusque regna, provincias, insulas oppida, urbes vicosque liberè & tutò ingredi ubique commorari & rem Mercatoriam exercere in omnimodis mercibus & mercimoniis, quorum introitus exitusque non speciatim per leges & statuta utriusque Regni interduntur & prohibentur, ea lege tamen, ut ista commerciorum libertas non extendatur ad ulla alia loca, quam ad portus illos maritimos hucusque in extera cujusvis gentis commercium concessos; in quibus dictis portibus, oppidis, urbibus locisque liberum licitumque semper erit utriusque Confœderatorum subditis non solum ibidem commorari, degere & domicilia habere, quamdiu libuerit, citra ullam molestiam, gravamen, coercionem aut temporis præfinitionem, verum etiam semet ipsos cum suis bonis, mercibus aut facultatibus quibuscvis illiustransferre, & alibi se suasque dictas facultates recipere, quocunque versum ipsis placuerit, nullo adhibito incommodo, mora aut quolibet cunque impedimento, quovis sub

prætextu, nisi in ære alieno fuerint, & iusta ac legitima debita contraxerint, neque tributa ulla aut onera cujuscunque generis aut sub quocunque titulo dicti subditi solvere tenebuntur, dum mutuo manserint in alterutriusque Confœderatorum dititionibus & territoriis, quæ Gens amicissima solvere non teneatur, & quo omni meliori modo præfactorum subditorum res mercatoria confirmetur & adaugeatur, & commercium inter utrumque regnum reciprocè promoveatur, dicti Fœderati se mutuo obstringunt & ex alterutra parte spondent quod merces & opificia utriusque nationis nulla alia onera & vectigalia majora impostera solvant, quam quæ nunc stabilita sunt, atque immunitate tam diu gaudeant, donec omnia hæc negotia ad mutuum commercium spectantia speciali Conventione aut Tractatu confestim concludendo in usum & utilitatem utriusque nationis semper deinde observando clarius atque firmitus sint decisa, neque licitum respectivis erit utriusque Confœderatorum subditis majora vindicare & exigere pretia pro ponderandis & mensurandis mercibus & bonis ab ipsis importandis exportandisque, quam quæ ab utriusque Regni urbibus, indigenis & civibus exiguntur,

guntur, & solvuntur. Porro conventum & pro regula generali statutum est inter dictos Fœderatos, quod omnes & singuli Eorum subditi in ditionibus territoriiisque hinc inde Eorundem imperio subjectis pari ad minimum favore in omnibus & ex omni occasione gaudebunt, & iisdem privilegiis, libertatibus & immunitatibus utentur ac fruuntur, quibus subditi cujusvis alterius Principis aut statûs vel amicissimi utuntur, fruuntur, gaudentque aut imposterum uti, frui aut gaudere possint.

XIII. Vigore articulorum quarti & quinti Tractatûs de anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciprocè ea præstare auxilia quæ ibidem stipulata sunt; conditionibus tamen articulo 16. ejusdem Tractatûs pactis, scilicet ut si requisitus confœderatus fuerit ipse bello implicatus sive contra suos proprios sive confœderati hostes; hoc casu non tantum auxilia requirenti præstare non obligaretur, durante hoc bello, verum etiam auxiliares copias confœderato vi fœderis missas revocare poterit præviâ trium mēnsium significatione: cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniae ipsa bello adversus Coronam Galliae implicata fuerit usque

ad annum præterlapsum 1713. quo Tractatus Ultrajectensis bellum pace commutavit, & ideo nec potuit, nec debuit obstricta esse subsidia Coronæ Sueciæ promissa præbere, siquidem tamen ab eo ad hunc usque temporis articulum bellum Regni Sueciæ duravit, eamque ob causam Suecia subsidia quæ restant, postulat, subditi autem Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ justam compensationem pro navibus & mercibus suis ab Armatoribus & navibus Suecicis interceptis, posteaque Fisco adscriptis exposcunt: pariter quoque subditi Sacræ Majestatis Sueciæ pro navibus & mercibus suis ab Armatoribus & navibus Magnæ Britanniæ interceptis compensationem postulant, ea propter à partibus paciscentibus conventum est, Commissarios utrinque quamprimum eligendos, qui examinent, & uti vocant, liquidationem instituant super hinc inde interceptis & ablatis hisce navibus & mercibus, ut appareat quænam pars alteri debeat, idque quod sic debetur, tum ratione unius quam alterius harum prætentionum termino à Commissariis instituto ritè persolvatur.

XIV. Quæ autem navibus confœderati sui ab altero confœderatorum in suis portibus concessio prærogativæ ini-

tio Articuli 12. recensentur, alterius hostibus nullatenus indulgebuntur, quemadmodum nec permittetur, ut subditi alterutriusque confœderatorum hostibus alterius in confœderati incommodum & detrimentum operam suam addicant, illisque quoquo modo, quâ terrâ quâ mari, ut milites vel ut nautæ inserviant, ideoque id iis quàm severissimè interdicitur.

XV. Præsens fœdus inter Serenissimos Sueciæ & Magnæ Britanniaë Reges initum neutri fœderatorum in suis Regalibus, juribus & dominio marium; nempe Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in maris Baltici & Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniaë marium, quæ vulgo Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, sed uterque Confœderatorum supradicta omnia cum omnibus quæ inde dependent, sicut nunc & antea, ita & in posterum retinebit, iisque liberè & sine alia contradictione fruetur; quæ quidem supradictorum omnium fruitio utrinque intelligi debet, salvo hocce præsentî fœdere.

XVI. Postquam dicto modo requisitus auxilia miserit, vel ex fœderum legibus obligationi suæ satisfecerit, necesse est, ut eidem ejusque securitati vicissim prospiciatur, ac proinde utrin-

que convenit , ut confœderato etiam suppetias alteri confœderato ad hujus requisitionem ferenti , in terminis auxiliatoris omnino permanfisse detur, nec ob præstitum auxilium bello ipsemet involutus fuerit , nihilominus sine inclusione & securitate ejusdem nullus Tractatus pacis vel induciarum iniri, immo ne suspensio quidem armorum diuturna vel alteri fœderatorum noxia fieri possit. Quod si vero ob latas suppetias cum aggressore vel alio quocunque aperto bello implicetur , tunc neuter sine alterius consensu & consilio, neque ad præliminares neque ad principales cum hoste vel hostibus Tractatus descendat , sed omnia mutua opera, communicatione & consilio agantur & tractentur, donec utrique confœderato de sufficienti securitate & satisfactione debita ex communi consensu plenissimè cautum fuerit , neutiquam licebit bellum pace mutare , antequam alter confœderato suo auxilium tulit, per omnia ab hoste indemnis præstetur, ne ad minimum in pristinum suum statum, quo ante bellum inchoatum gavisus est, aut jure gaudere debuit, siquidem status & conditio ejus per hostem & inde per infecutum bellum diminutionem aliquam acceperit , plenissimè restituatur.

XVII. Suprà dictis de auxilio ad requisitionem confœderati ipsi ferendo hæc conditio per expressum apposita est, ut si post requisitionem factam contingat, alterum confœderatorum Regum requisitum vel ipsum bello contra communem hostem implicari, vel ab alio vicino Rege, Principe vel Statu in propriis Regnis ac Provinciis infestari, ita ut requisitus illam infestationem pro vero bello habeat, cui avertendo requirens ipse alias vigore hujus fœderis ad auxilia ferenda obligarentur, tunc alter confœderatorum taliter infestatus, si quæ copię auxiliares ad requisitionem alterius confœderati ante invasionem missæ fuerint, prævia trium mensium significatione easdem ad propriam Regni sui Regnorumque suorum defensionem revocare poterit, & durante illâ invasionem, quâ premitur, promissâ auxilia præstare non tenebitur, ut ante hæc accidit, flagrante eo bello tot annos gesto inter Coronam Magnæ Britannię & Regem Christianissimum, & quamvis prædictum illud fœdus anni 1700, quod pro basi hujus tenebitur, sub hac conditione initum fuit, & hoc etiam nunc temporis conclusum istiusmodi in posterum explicari debet; nihilominus Sacra Sua Regia Majestas Magnæ Bri-

tanniæ, ut clarissima suæ in Coronam Sueciæ amicitiae monumenta appareant, pro hac vice se obstringit, ut præsens inter Coronas Magnæ Britanniae & Hispaniarum bellum nullo modo adferat impedimentum, quo minus Sua Regia Majestas Sueciæ auxilia Tractatu hoc stipulata reipfa obtineat, iisdemque fruatur & sublevetur usque ad pacem feliciter-restaurandam, scilicet subsidiis & Phalange navium bellicarum articulis VIII. & XI. promissarum usque ad pacem cum Czaaro Moscoviæ restauratam, sed subsidiis tantum, quamdiu bellum cum Coronâ Daniæ durabit, si nempe præter omnem spem illud bellum ultra pacem cum Czaaro extenderetur. E contra obstringit Sacra Regia Majestas Sueciæ se nullas admissuram condiciones, quæ ipsi à Rege Hispaniæ vel directè vel indirectè poterunt proponi aut offerri, quatenus illæ conditiones aliquod præjudicium vel damnum causæ, quæ contra Hispaniam agitur & plurium annorum bello sustinetur, inferre poterunt. Porro se obligat dicta Sacra Majestas sueciæ pro se suisque hæredibus & successoribus ad manutenendam & garantigiandam successionem in Regno Magnæ Britanniae, quemadmodum ea stabilita est in domo Suae

Majesta-

Majestatis Britannicæ modò regnantis , prout etiam ad defendendas universas Ditiones & Provincias à Suâ Majestate possessas , nullumque asylum aut refugium in illo suorum Dominiorum loco dabit aut concedet personæ ejusque descendentes , si qui ei obtingant , qui vivente Jacobo II. Principis walliæ , & post ejus excessum Regium Magnæ Britannicæ titulum adsumsit , promittens pariter pro se suisque hæredibus & successoribus , nullum se dictæ personæ ejusve descendentes directè vel indirectè terra marive præbiturum esse auxilium , consilium aut opem quamcunque , sive in ære , armis , apparatu militari , navibus , milite , nautis , sive alio quocunque demum modo , idem observaturam intuitu eorum , quibus à dictâ personâ ejusque descendentes fortè mandatum aut commissum foret , Regimen Suæ Majestatis Britannicæ aut tranquillitatem Regni sui , sive bello aperto , sive clandestinis conspirationibus , suscitandoque seditiones & rebelliones aut piraticam contra subditos suæ Majestatis Britannicæ excercendo turbare , quo postremo casu Sacra Majestas Sueciæ promittit , se minimè permissuram , ut ejusmodi piratis ullum in portibus Regni sui detur receptaculum.

Deni-

Denique Sua Majestas Suecica obstringit se, quod nullam unquam protectionem vel asylum in ullo suorum Dominiorum loco illis Regiæ Magnæ Britanniae Majestatis subditis dabit, qui actutum sunt vel aliquando fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in suis Regnis, Ditionibus & Provinciis existerent, eos è finibus suis intra octo dierum spatium ab interpellatione Regia exire jubebit: quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi acciderit, Sua Regia Majestas Sueciæ in eum casum se obstringit ad submittenda auxilia super determinata, idem factura ejus descendantibus, si quando eos in successione Regni magnæ Britanniae turbari contingit; & quemadmodum Protestantium Religioni commercioque Regnorum Sueciæ & Magnæ Britanniae totique Orbi Christiano maximè interest, ne Mare Balthicum sub arbitrio sit Czaari Moscoviæ, ideò, si jam dictus Czaarus recuset pacem cum Sueciâ inire & ea restituere quæ requiruntur ad eam securitatem Regni Sueciæ eamque libertatem commercii in Mari Balthico restaurandam, qualis utraque ante præsens hocce bellum fuit, in hoc casu obstringit se Sacra Regia Majestas Magnæ Britan-

Britanniæ non solum ad ea auxilia præstanda quæ in hoc præsentî Tractatu expressa sunt, nimirum ut prædictus finis armis obtineatur : verum etiam promittit omnem operam omniaque officia apud Fœderatos suos adhibituram, ut subsidiis Sueciam adjuvent, & ita ad Czaarum coërcendum Coronæ Sueciæ media suppeditent.

XVIII. Et quamvis Fœderati auxilia sibi invicem mittere modo superius dicto teneantur, ista obligatio tamen neuti-quam eo extendi debet, ut propterea omnis protinus amicitia & mutuus commerciorum usus cum alterius Fœderati hostibus eorumque subditis omninò tol-lendus & interdicendus veniat, nam existente tali casu; quod unus confœderatorum, etiam si auxilia requisitus tulerit, bello ipse non fuerit immixtus, ejus subditis ac incolis cum hostibus illius Fœderati qui in Bello versatur, commercia & navigationes liberæ erunt licitumque omnino erit, merces ipsis quoscunque advehere, iis tantummodo exceptis quæ expressè vetitæ vulgò *contrabandæ* dictæ, & communi omnium nationum consensu tales declaratæ sunt.

XIX. Quandoquidem ambæ summè memoratæ Regiæ Majestates hoc ipso profitentur, se equidem quibusdam pa-
ctis

ctis & fœderibus , quæ antehac cum aliis inita sunt , adhuc obstringi , eaque etiam ex præscripto eorundem pactorum velle debito modo servare , sed tamen nullis omnino pactis & inibi comprehensis articulis & clausulis hoc tempore teneri , quæ præsens hoc fœdus ullo modo ullove sub prætextu infirmare & impedire valeant aut debeant, ita, quo magis reciproca Fœderatorum fides & perseverantia in hac societate appareat , animique subditorum & amicorum confirmentur , utræque summè commemoratæ Regiæ Majestates se invicem obligant & declarant , se omnibus & singulis hujus fœderis articulis sincerâ & bonâ fide statutas , neque de genuino & communi prædictorum articulorum sensu sub ullo commodi , amicitiae , prioris fœderis , pacti & promissi prætextu vel alio quovis colore vel latum unguem discessuras , sed omnia , quæ in hoc fœdere promiserunt , prout res & negotia postulabunt per se vel Ministros & subditos suos executioni promptissimè & plenissimè , prout expressis verbis stipulata sunt , adeoque cum effectu mandaturas , idque sine ullâ limitatione , exceptione vel excusatione , exceptis iis excusationibus , quæ in præcedentibus hujus fœderis articulis exprimuntur.

XX. Durabit hoc fœdus defensivum in octodecim annos , ante quorum lapsum confœderati Reges de hujus plenariâ continuatione denuò tractare poterunt , si utrique fuerit visum.

XXI. Quemadmodum hæc pacta vi acceptatæ potestatis & mandatorum utrinque conclusa sunt , ita eadem ab utraque sacra Regia Majestate Sueciæ & Magnæ Britanniæ in debita & solenni forma approbari & rata haberi , eorumque Ratificationis Instrumenta Holmiæ intra trium mensium spatium à tempore hujus subscriptionis numerandorum vel citius , si ita fieri poterit , exhiberi & permutari debent.

In majorem omnium suprâ dictorum certitudinem ac robur Tractatûs hujus bina exemplaria confecta sunt , quorum unum suprâ dicti Sacræ Regiæ Majestatis Regniqûe sueciæ senatores & secretarius statûs , alterum verò suprâ dictus sacra Regiæ Majestatis Magnæ Britannîæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentarius , omnes in eum finem speciali facultate instructi , Holmiæ subscripserunt & suis sigillis firmarunt , idque uno eodemque die , nimirum die 21. Januarii , anno 1720.

[EEE.]

1720. TRAITE' de Paix entre la
*Suede & le Roy de Prusse , conclu à
 Stockholm en 1720. tiré de l'Euro-
 pæische Ruhe.*

SOit notoire que le Sérénissime & très-
 Puissant Prince & Seigneur Frederic
 Guillaume Roi de Prusse, Marquis de
 Brandebourg, Electeur & Grand Cham-
 bellan du S. Empire Romain, Souve-
 rain Prince d'Orange, Neufchatel &
 Vallangin, Duc de Gueldres, Magde-
 bourg, Cleves, Berg, Stetin, Pomera-
 nie, Vandalie, Mecklenbourg & Crof-
 sen en Silesie, Burgrave de Nuremberg,
 Prince d'Halberstadt, de Minden, Ca-
 min, Wenden, Schwerin, Ratzebourg
 & Meurs, Comte de Hohenzollern,
 Rupin, la Marck, Ravensberg, Ho-
 henstein, Teklenbourg, Lingen, Swe-
 rin, Buhren, & Lehrdam, Marquis de
 Tervere & Flissingen, Seigneur de Ra-
 vestin & des Pais de Rostock, Stargardt,
 Lavenbourg, Butau, Arlay & Breda,
 &c. &c. &c. d'une part, & la Sérénissi-
 me & très-Puissante Princesse & Dame
 Ulrique Eleonore Reine de Suede des
 Goths

Goths & des Vandales &c. &c. &c. d'autre part ayant toujours conservé , notwithstanding la guerre qui étoit entre eux , une sincere intention & desir de rétablir au plutôt la bonne intelligence & harmonie qui a toujours subsisté entr'eux & ayant remarqué avec beaucoup de satisfaction que le Sérénissime & très-Puissant Prince & Seigneur George Roi de la Grande-Bretagne de France & d'Irlande , Defenseur de la foi , Duc de Brunswick & Lunebourg , Electeur & Archi-Tresorier du Saint Empire Romain veut bien employer ses soins & & peines pour parvenir au même but , ce qui a eu , avec la benediction de Dieu , l'effet souhaité , d'autant que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne par le moien du Traité conclu avec Sa Majesté de Suede le (18) 29. Août 1719. où Sa Majesté Britannique est convenu de quelques points Préliminaires qui peuvent servir de base & de fondement à la Paix entre leurs Majestez de Prusse & de Suede. Par les loüables & constantes instances des Couronnes pacifiantes & la Mediation du Sérénissime & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XV. Roi de France & de Navare , par le Canal de son Resident Plénipotentiaire , le Sr. Jaques de Campredon ; sur
quoi

quoi les Ministres & Plénipotentiaires des Hautes Parties, savoir de la part du Roi de Prusse le Sr. Frederic Ernest Baron de Kniphausen son Ministre actuel d'Etat & de Guerre, de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem & Commandeur de Lietzen; & de la part de la Reine & Couronne de Suede le Comte Jean Auguste Meyer Veldt Sénateur, Général d'Infanterie, Gouverneur Général de la Pomeranie & de Rugen, & Conseiller de la Chancellerie, le Comte Charles Gustave Ducker Sénateur, Velt-Maréchal, & du Conseil de Guerre, le Comte Gustave Adam Taube, Sénateur & Gouverneur de Stockholm; le Comte Magnus de la Gardie, Sénateur, Président du College Royal du Commerce; le Comte Jean Lillienstedt, Sénateur Conseiller de la Chancellerie; comme aussi le Baron Daniel Nicolas van Hopken, Secrétaire d'Etat; sont entrez en conference & ont conclu le Traité suivant sous la Mediation de Sa Majesté Britannique par son Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire le Lord Carteret.

I. D'ici en avant la guerre & toutes hostilitéz cesseront entre Sa Majesté le Roi de Prusse, ses Royaumes, Principautez, Provinces, Terres, Villes, Habitans

Habitans & Sujets dedans & dehors de l'Empire, & Sa Majesté de Suede & le Royaume de Suede les Provinces, Terres, Villes, Habitans & Sujets qui en dependent, dedans & dehors l'Empire; & il ne se commettra & ne se permettra de part ni d'autre, ni directement ni indirectement, sous quelque pretexte que ce puisse être, aucune hostilité, qu'au contraire il y aura entre Leurs dites Majesté & leurs Sujets respectifs une bonne & entiere amitié & correspondance, & le Commerce sera rétabli dans sa liberté par Mer & par Terre, entre les deux Royaumes & leurs Provinces, & sera favorisé de toutes manieres.

II. Il y aura de part & d'autre un entier oubli & amnistie de tout ce qui a été entrepris l'un contre l'autre, de quelque maniere que ce soit, & personne de part & d'autre ne sera puni ou inquiété pour ce sujet, au contraire tout restera enseveli dans l'oubli; & les deux Parties chercheront & procureront dès apresent la gloire, le profit & l'avantage l'un de l'autre de tout son pouvoir & en toutes occasions, en aidant à éloigner & detourner tout dommage & préjudice. En consequence tous les prisonniers faits de part & d'autre pendant

pendant la guerre, de quelque rang qu'ils soient, sans aucune exception, seront rendus & mis en liberté sans rançon aussi-tôt après l'échange des Rati-fications du present Traité.

III. Sa Majesté de Suede desirant faire d'autant plus connoître combien elle desire de contribuer de sa part au reta-blissement de la bonne harmonie, qui a été ci-devant entre les Couronnes de Suede & de Prusse, & qui n'a été inter-rompuë que pendant quelque tems, par son amour pour la Paix; & en conséquence du Traité Preliminaire & des Articles separez conclus le (18). 29. Aôut 1719. avec Sa Majesté Britannique, & ratifié ainsi qu'il est dit au commencement du present Traité, Sa Majesté de Suede cede à Sa Majesté le Roi de Prusse, à sa Maison & à ses Successeurs sans exception à perpetuité tant pour Elle que pour ses Heritiers & Successeurs, la Ville de Stetin, le District entre l'Oder & Pehne, avec les Isles de Wollin & Usedom, avec tous les Droits de la même maniere que le tout a été cédé & transporté par l'Empereur & l'Empire à la Couronne de Suede par l'Article X. de la Paix de Westphalie en 1648. Sa Majesté le Roi de Prusse accepte & admet en tous ses points la stipulation

lation réglée à son avantage, par sa Majesté Britannique dans le susdit Traité du (18). 29. Août 1719. auquel elle se rapporte, ainsi S. M. la Reine de Suede cede encore pour Elle ses Heritiers & Successeurs à Sa Majesté de Prusse, sa Maison Royale, ses Heritiers & Successeurs sans exception & à perpetuité la Ville de Stettin avec tout le District & les Terres entre l'Oder & la Pehne, les Isles de Wollin & Usedom, les embouchures de la Swine & du Dievenau, le Vrisch-Have, & l'Oder jusqu'à l'endroit où il se jette dans la Pehne & perd son nom, (ladite Pehne servant de limites, & restant en commun aux deux Parties (*pleno jure*) avec tous Droits & appartenances, ainsi que la susdite Ville cedée au Roi de Prusse, ledit District, les Isles de Wollin & Usedom, & les susdites bouches & eaux ont été cedées à la Couronne de Suede par le Traité d'Osnabrug du (13.) 24. Octobre 1648. & de la même maniere qu'en ont jouï, ou dû jouïr, les Rois & la Couronne de Suede depuis ce tems-là, sans la moindre exception, avec tous les Droits qu'y ont eu Sa Majesté de Suede, ses Predecesseurs & le Royaume de Suede, sans aucune diminution ou reserve, & sans une contradiction future ou empê-

pêche-

pêchement quelconque en justice ou hors de justice, pour posséder le tout en pleine & entière propriété; Sa Majesté de Suede renonçant entièrement à tous les Droits & Jurisdiccions *de Jure Territoriali & Superioritatis* qu'elle a eu, ou dû avoir *in locis cessis*, pour toujours & de la maniere la plus forte. Déchargeant pour cet effet, par le présent Traité, les Sujets, Habitans & Dependans desdits lieux cedez à Sa Majesté Prussienne de tous devoirs & obligations par lesquelles ils étoient liez à Sa Majesté & au Royaume de Suede, les renvoyant pour ce à Sa Majesté le Roi de Prusse, comme à leur legitime Souverain.

IV. Mais quant à la Seance & Suffrage appartenant à Sa Majesté & la Couronne de Suede *ratione voti & sessionis* les choses resteront dans l'état réglé par la Paix de Westphalie par raport à la Pomeranie, & par les Conventions, Accord & Dispositions entre la Couronne de Suede & la Maison Electorale de Brandebourg.

V. Sa Majesté le Roi de Prusse pour lui & les siens confirme les Etats, Villes & Habitans du District qui lui est cédé par ce Traité, comme aussi les Isles de Wollin & Usedom, la Ville & Forteresse

resse de Stetin , & autres Places , Villes , Bourgs , Chateaux , Villages , & ce qui en depend , sans aucune exception , en general & en particulier , dans leurs Libertez , Biens , Droits & Privileges , *in Ecclesiasticis & Politicis* , tels que lesdits Etats , Sujets & Habitans les ont obtenus successivement de leurs Souverains , & qu'ils leur ont été confirmez dans le Traité de Westphalie , ou accordez par les Rois & la Couronne de Suede , comme aussi le libre exercice de Religion , conforme à l'invariable Confession d'Ausbourg , & au contenu de l'Ordonnance Ecclesiastique de Pomeranie Tit. I. comme une Loi fondamentale du Pais , que Sa Majesté s'oblige de ne point troubler , au contraire de la defendre & maintenir.

VI. Sa Majesté le Roi de Prusse , pour lui & les siens , confirme aux Nobles demeurans & établis dans les lieux cedez , outre les Droits du Pais : leurs Privileges , Apartenances & Jurisdicitions bien acquises , comme aussi leur Droit en ce qui concerne les Fiefs , de la maniere qu'ils ont été reservez auxdits Nobles par le Traité de Westphalie , & qu'ils ont possédez ou acquis , & dû posséder sous les Rois & la Couronne de Suede , les y conservant & defendant

fans en violer aucun; comme aussi de maintenir & defendre constamment dans leurs Droits bien acquis les Possesseurs des Fiefs de la maniere qu'ils les ont occupez au commencement de la derniere guerre, sans distinction s'ils les ont acquis des precedens Ducs de la Pomeranie, ou de Sa Majesté regnante de Suede, & de ses Predecesseurs successifs; Et par consequent tout ce qui peut être arrivé de contraire pendant cette guerre est annullé par le present Traité, & toutes choses sont retablies sur l'ancien pied, & telles qu'elles étoient au commencement de la guerre.

VII. D'autant que sous la precedente Regence Royale, la Reduction & Liquidation ordonnées & executées ont donné lieu à une infinité de griefs qui ont engagé Sa Majesté Suedoise, de glorieuse memoire, vû l'équité de la chose, de publier une Patente du 13. Avril 1700. par laquelle elle promet, que si quelques-uns de ses Sujets peuvent produire des preuves dignes de foi, qu'on leur a ôté des biens qui leur apartenoient, ils seroient maintenus dans leurs Droits, en sorte qu'en consequence plusieurs desdits Sujets ont été remis en possession de leurs biens sequestrez par ladite Reduction, ou sous d'autres

d'autres pretextes , & leurs Droits ont été de nouveau confirmez par les Etats du Royaume assemblez , dans leur Conclusion prise le 30. Mai dernier. C'est pourquoi les deux hautes Parties sont convenuës , que la cession faite par le troisieme Article precedent ne diminuera en aucune maniere , encore moins annullera les droits & Pretentions des Sujets & Habitans du District, Villes & Places cedées , ou de leurs heritiers , soit qu'ils demeurent *intra* ou *extra Territorium* , & ils seront maintenus de la part de Sa Majesté le Roi de Prusse dans la même vigueur & effet qu'ils se trouvent à present sous Sa Majesté de Suede , ou qu'ils pourroient se trouver à l'avenir.

VIII. En vertu de l'Amnistie stipulée dans l'Article II , les Biens , Fiefs , Maisons & proprieté , de quelque nature que ce soit , confisquez ou detenus pendant la guerre , seront rendus & restituez aux Proprietaires demeurans *intra* ou *extra Territorium* , de la même maniere qu'ils les ont possédez sous la Regence de Suede.

IX Les Hypotheques & Immissions accordées par la Regence de Suede pour les Dettes & Sommes negociées *in* *nomine* , & avec consentement des

& employées au service du Roi & de la Couronne de Suede, quoiqu'elles auroient pû être suspenduës par la guerre, resteront dans toute leur vigueur dans la Ville de Stetin, le District entre Oder & Pehne, Usedom & Wollin, les Bailliages, Villes, Bourgs & Places en dependans cedez au Roi de Prusse, & qui ont appartenus à la Regence de Suede, jusqu'à ce que le Roi de Prusse s'en empara les armes à la main, en sorte que les Creanciers & legitimes Possesseurs, soit qu'ils soient demeurez en Pomeranie, ou que par leurs Emplois Civils ou Militaires, ils aient été obligez à cause de la guerre à passer en Suede ou ailleurs, jouiront des Hypotheques qui leur ont été accordez pour les sommes pretées, de quelque nature qu'elles soient, sans aucune exception, des Contrac̃ts qu'ils ont entre leurs mains, & des Obligations y compris; aussi long-tems que la teneur desdits Contrac̃ts sera expirée, suivant les sommes qui ont été prêtées, & alors les Biens, Maisons, Hypotheques, appartenans auxdits Creanciers dans Stetin, le District en dependant, Wollin & Usedom inclusive-ment, retomberont au Roi de Prusse, & seront incorporez à ses Domaines, à
moins

moins que Sa Majesté le Roi de Prusse ne trouve à propos de rembourser, argent comptant, les susdits Hypotheques & les interêts conformément aux Obligations; autrement & avant telle restitution les Hypothecaires, ainsi qu'il est déjà dit, resteront dans l'entiere & paisible possession de leurs Hypotheques, jusqu'à ce que le terme soit expiré, & qu'ils soient entierement remboursez conformément à leur Contract.

X. De même Sa Majesté le Roi de Prusse en qualité presentement de Souverain desdits lieux cedez, se charge de payer jusqu'à la somme de 15. mille Rixdaldres argent courant de Poméranie aux Porteurs d'obligations données par le Gouverneur General Suedois, sa Regence & autres Officiers Generaux Suedois Commandants, pour seureté des bestiaux, grains & autres provisions enlevées & employées alors à la defense du Pais pendant la dernière Guerre.

XI. Les deux Hauts Contractans conviennent de se delivrer mutuellement au plûtôt & de bonne-foi ou à ceux qui seront autorisez, toutes les Archives, Ecrits & Documents sans exception, qui concernent tant lesdits lieux cedez que l'Isle de Rugen & la parrie de la Poméranie qui reste à la Sue-

de; mais d'autant que la plus grande partie des derniers ont été remis par le Roi de Prusse entre les mains du Roi de Dannemarck, Sa Majesté de Prusse s'engage à faire restituer à Sa Majesté & au Roiaume de Suede lors de la restitution de l'Ile de Rugen & de la partie de la Pomeranie occupée par le Roi de Dannemarck, lesdits Archives, Documents & écrits; comme aussi tous les actes qui apartiennent au Tribunal de Wismar sans exception.

XII. Afin de favoriser le plus qu'il sera possible le Commerce & la Navigation des habitans du Duché de Pomeranie tant de la partie qui appartient à la Suede que du district cédé au Roi de Prusse & des Villes & Villages y compris, & pour prevenir à tems toutes les difficultez & incommoditez, les Hauts Contractans sont convenus, que la Riviere de Pehne formant, comme il est dit, les limites, sera commune, que l'on ne pourra établir aucun nouvel Impôt ou Peage, ni augmenter les anciens sur l'un ou l'autre bord de la Pehne, ni sur les autres Rivieres qui s'y déchargent; mais qu'on laissera le tout, sans rien changer & sur le même pied qu'avant la derniere Guerre, en sorte que l'on ne mette aucun empêchement

à la Navigation ni au Commerce. Les Sujets de Prusse conservent pour leurs Vaisseaux allans , & venans , ainsi que les autres étrangers le libre usage du Port Grunschwart pour s'y retirer & y rester sans opposition aussi long-tems qu'il sera nécessaire, sans être obligé d'y payer ni à Rugen aucun Impôt , pourvû qu'ils payent à Wolgast les Impôts usitez avant la Guerre. De même les Sujets de la Pomeranie Suedoise se réservent la même liberté dans les endroits cedez & dans les Ports , côtes & eaux qui s'y trouvent.

Sa Majesté de Prusse ne veut en aucune maniere empêcher le Commerce de Bois & de Chênes que la Couronne de Suede & ses Sujets ont fait ci-devant en Pomeranie & dans les autres places du Roi de Prusse , mais au contraire le favoriser & maintenir les sujets Suedois tant dans ce Commerce que dans d'autres sur l'Oder ou le Warthe , comme la Nation la plus favorisée , & laisser lescdites Rivières assez larges & ouvertes pour que les flottes , & la Navigation n'en reçoivent aucun empêchement.

Les Hauts Contranctans sont aussi d'intention de rendre bonne & prompte justice au Sujets de part & d'autre sur leurs interêts & prétentions legitimes.

XIII. D'autant que l'on ne peut à présent convenir par rapport aux Licents payez à Stetin sous la Régence de Suede, parceque les conjonctures présentes ne permettent pas de retarder plus long-tems la signature du présent Traité de Paix, on est convenu de renvoyer la décision de cette affaire à une Commission que l'on nommera à cet effet, pour s'accorder sur ce sujet amiablement par les bons offices des deux Couronnes ci-dessus mentionnées & qui agissent comme Mediateurs dans la présente Négociation, afin de terminer promptement ladite affaire sans pour ce déroger aux Droits des Hauts Contractans & sans que ceci puisse suspendre l'exécution du Traité Préliminaire susmentionné, conclu entre le Roi de Suede & la Grande-Bretagne. Les Ministres ici présens des Hauts Médiateurs s'étant chargez de faire sur ce sujet de telles représentations à leur Cour que ce differend pourra être amiablement terminé, tout au plus dans le tems de 3. ou 4. mois.

XIV. Les Villes & places de la Poméranie Citerieure cedées par le présent Traité au Roi de Prusse, ainsi que leurs habitans, jouiront de tous les droits, Prérogatives, immunités, exemptions & franchises, dont jouissent les autres Sujets

Sujets du Roi de Prusse dans le Royaume de Suede & dans les autres Lieux & Provinces qui en dependent, ou que l'on pourroit accorder à la Nation la plus favorisée. Et d'autant que Sa Majesté de Dannemarck a refusé pendant cette Guerre la Franchise du Sond confirmée aux Sujets du Roiaume de Suede par les Traitez solennels, ce qu'il pourroit chercher occasion de leur ôter & refuser à l'avenir, Leurs Majestez de Suede & de Prusse trouvent qu'il est juste & raisonnable que les Sujets de Suede, particulièrement ceux qui sont cedez au Roi de Prusse par ce Traité, aussi-bien que ceux qui restent sous la Jurisdiction de Suede doivent demeurer & être laissez en possession de ladite Franchise du Sond. Leurs Majestés, le cas ci-dessus arrivant, employeront les moyens les plus forts & les plus convenables à ce que la Couronne de Dannemarck se desiste de cette nouveauté, & que non seulement les Sujets de Suede, mais aussi ceux des païs cedez au Roi de Prusse, soient conservez dans la jouissance de ladite exception & Franchise dans le Sond, conformément aux Traité conclu; à cet effet les hauts Contractans s'obligent d'agir de concert sur ce sujet, s'il est necessaire, &

226 LES INTERETS PRESENTS
de prendre des mesures ensemble.

XV. Quant aux Deserteurs, soit Soldats ou habitans, les Conventions faites sur ce sujet entre les Couronnes de Suede & de Prusse demeureront dans toute leur vigueur & seront renouvelées à la premiere occasion en forme de nouveau Cartel.

XVI. Quant aux Postes en Pomeranie les Hauts Contractans se réservent le *jus Postarum* dans leurs territoires, tant en deça qu'au de là de la Pehne, & Sa Majesté de Prusse consent à renouveler les Conventions faites sur ce sujet avec la Couronne de Suede pour autant que la cession presente ne change rien aux choses, n'introduisant aucune nouveauté, & reglant le prix des postes tant pour les passagers que pour les Lettres d'une maniere raisonnable, & sur le pied usité dans l'Empire, favorisant autant que faire se pourra la Poste Royale de Suede pour l'interêt des uns & des autres : à cet effet il a été convenu particulièrement que la Poste de Suede aura une Station franche à Anclam, où elle livrera les lettres, paquets & passagers venant des places Suedoises au Commis de la Poste de Prusse pour les transporter plus outre, & elle recevra à Anclam les lettres, paquets ou passagers, qui y arrive-

arriveront des autres places par la poste de Prusse pour êtres transportez dans la Pomeranie Suedoise. S'il est necessaire de faire quelque Convention ulterieure par raport aux Postes, les Hauts Contractans nommeront à cet effet des Commissaires qui conviendront de ce qui sera raisonnable.

XVII. Sa Majesté le Roi de Prusse s'engage de la maniere la plus forte & suivant le contenu du Traité Preliminaire susmentionné, conclu avec sa Majesté Britannique & le second Article séparé d'icelui, de n'assister & de ne secourir en aucune maniere ni sous quelque pretexte que ce soit, Sa Majesté Czarienne de Russie tant que la Guerre continuera entre elle & la Suede, ni contre Sa Majesté & le Royaume de Suede, ni contre ses Alliez & Confederes, ne favorisant ni aidant à favoriser les desseins & vuës préjudiciables.

XVIII. Qu'au contraire Sa Majesté de Prusse promet & s'engage par les presentes à renouveler la Confiance, l'Amitié & les Alliances, qui ont subsisté avec Sa Majesté de Suede, ses Predecesseurs & sa Couronne, comme aussi la garantie de ce qui sera stipulé à l'avantage de la Maison d'Holstein avec les Alliez du Nord sur le pied de la

presente paix ou de celles qui se conclueront de concert avec sa Majesté Prussienne & de les appuyer, suivant les Conjonctures presentes.

De plus, Sa Majesté de Prusse s'engage de faire payer en trois termes à Hambourg à Sa Majesté de Suede & sur son assignation & quittance la somme de deux millions de Rixdaldres en pieces sur le pied de la monnoye de Leipfig de l'an 1690. que l'on comptoit douze Daldres courantes au Marck d'argent fin; le premier terme dudit payement de six cent milles Rixdaldres, six semaines après l'échange de la Ratification du present Traité de la part de la Suede; Le second terme de sept cent mille Rixdaldres à la fin du mois suivant, & le troisieme terme aussi sept cent mille Rixdaldres à la fin du mois de Decembre suivant de la presente année 1720. Chaque terme en son entier sans aucun rabais & sans faute, lesquels seront payez & delivrez à Hambourg aux Commissaires de Sa Majesté de Suede munis de Pleins-pouvoirs & quittances en forme.

XIX. Outre les Places & Pays cedez à Sa Majesté Prussienne par le present Traité, la Reine & le Royaume de Suede ses heritiers & ses Successeurs cede encore à perpetuité à Sa Majesté de Prusse

Prusse en vertu des presentes (de là-même maniere & avec la même obligation que s'est fait dans l'Article 3. la cession de Stetin, du district entre l'Ordre & la Pehne & des Isles de Wollin & Usedom) les Villes de Damm & Golnaw situées au delà de l'Oder avec leurs appartenances & dependances, droits & Jurisdictions, de la même maniere que Sa Majesté & la Couronne de Suede ont possédé & joui desdites places & leurs dependances, en vertu de l'Article X. du Traité de Westphalie, sans aucune exception; Sa Majesté de Prusse s'engage & promet de son côté d'employer toutes sortes de moyens & de bons offices pour obliger les ennemis declarez de Sa Majesté de Suede, de consentir au plutôt à une Paix sûre & raisonnable avec Sadite Majesté & la Couronne de Suede.

XX. Les Articles du Traité de Westphalie resteront dans toute leur force & vigueur pour autant qu'ils ne sont point changez par le present Traité, ni par celui conclu le 20. Novembre 1719. avec Sa Majesté Britannique comme Electeur & Duc de Brunswik-Lunebourg & qu'ils ne seront point changez par la paix du Nord, de concert avec le Roi de Prusse; & les Hauts Contractans

Etans s'obligent de continuer tout ce qui sera necessaire & utile, pour la plus entiere execution dudit Traité de Westphalie, En consequence Sa Majesté de Prusse conjointement avec les Puissances interessées & particulierement avec Sa Majesté Britannique, Electeur de BrunswickLunebourg travailleront auprès de la Couronne de Dannemarck, qui a déjà offert à Sa Majesté Britannique de restituer à la Couronne de Suede la partie de la Pomeranie qu'elle occupe, ainsi que l'Isle de Rugen, à ce que la restitution de cette partie de la Pomeranie occupée par les Danois & de l'Isle de Rugen, soit réellement exécutée en faveur de Sa Majesté & du Royaume de Suede, & pour cet effet Sa Majesté Prussienne emploiera avec Sa Majesté Britannique Electeur de Brunswick-Lunebourg tous les bons offices imaginables auprès de l'Empereur, comme Chef de l'Empire.

De plus Sa Majesté de Prusse promet de la même maniere qu'aussitôt que la Paix sera conclüe entre la Couronne de Suede & le Dannemarck, il retirera les Troupes qu'il a dans Wismar.

XXI. Les Hauts Contractans se reservent par ce present Article de demander & d'admettre la garantie de
Sa

Sa Majesté Imperiale pour le present Traité de Paix.

XXII. Les Ratifications du present Traité de Paix seront échangées ici à Stockholm dans cinq ou six semaines, à compter de la date des presentes.

En foi de quoi deux exemplaires semblables du present Traité ayant été expédiez, l'un a été donné au Plenipotentiaire de Prusse, & l'autre aux Plenipotentiaires de Suede soussignez en forme. Fait à Stockholm le 21. janvier 1720.

Suivent les Ratifications ; celle de Prusse du 21. Fevrier , & celle de Suede du 27. du même mois.

ARTICLES SEPAREZ

Ayant été trouvé à propos de joindre quelques Articles separez au Traité de Paix conclu ce jourdhuy entre Sa Majesté de Prusse & Sa Majesté & le Royaume de Suede , on est convenu de part & d'autre des Articles suivans.

I. D'autant qu'il est notoire que contre les Traité de Westphalie & d'Oliva , la Religion Protestante est opprimée & persecutée en divers endroits , dedans & dehors

dehors l'Empire, enforte qu'elle est en danger d'être entièrement abolie en certains endroits, Leurs Majestez s'engagent de la maniere la plus forte d'employer tous les moyens imaginables pour conserver & maintenir les Evangeliques, tant les Reformez que ceux de la Confession d'Augsbourg dans l'exercice de la Religion & la liberté de conscience, qui leur est acquise legitiment par les Traitez de Westphalie & d'Oliva & par d'autres Pactes, Accords & Pacifications, non seulement dans l'Empire, mais aussi dans tous les autres endroits, où elle a été ou devoit être exercée, en forte que les Reformez & Evangeliques opprimez soient retablis dans l'usage & la possession de leurs Droits, privileges & liberté de conscience.

II. Sa Majesté de Prusse promet que dans les places cedées, lorsque quelques affaires concernant le sujet de la Confession d'Augsbourg seront portées au Consistoire Prussien, elles ne seront décidées que par les Memoires de la Confession d'Augsbourg. Sa Majesté s'engage aussi à liquider & payer dans un certain tems déterminé, suivant la specification qui en sera donnée, tous les arrerages legitimes de la Couronne de Suede de quelque nom que ce soit dans
les

les lieux cedez , comme aussi de tenir la main à ce que les Etats des lieux cedez , suivant leur obligation , payent au plutôt aux Membres du Tribunal de Wismar les arrerages de leurs apointemens , qui leur sont à présent dûs , le district cédé , aussi bien que ce qui est dû par l'un ou l'autre des Etats à la Chancellerie pour les droits de fief (Leen-Sportelen) , de même que les Ministres de Suede pour le civil dans la Ville & Forteresse de Stetin seront conservez & maintenus dans les Droits , immunitez & Franchises , dont eux & leurs maisons ont jouï sous la Regence de Suede , avec la liberté d'en disposer en tous tems , quand ils voudront.

III. Quant à la demande faite de la part de la Suede à sa Majesté de Prusse d'une indemnisation des Revenus , des biens , Maisons Capitaux ou autres proprietes des particuliers , sequestrez par la Chambre Royale de Prusse pendant les troubles , sur la Noblesse , les Nobles , les Officiers ou autres Habitans *intra* ou *extra Territorium* : comme aussi d'autre part les prétentions du Roi de Prusse ou de ses sujets sur sa Majesté de Suede par rapport aux Bâtimens , effets & cargaisons enlevées sur les sujets Prussiens par les Vaisseaux & armateurs de Suede ,

Suede , lesdites prétentions , sçavoir celles de Suede touchant les revenus des particuliers sequestrez par la Chambre Royale de Prusse , & celles de Prusse touchant les Bâtimens des sujets Prussiens , leurs effets & cargaisons seront compensées les uns contre les autres sans qu'il en soit parlé ni à présent ni à l'avenir de part & d'autre.

IV. Si , lorsque la restitution de la partie occupée par le Dannemarck s'exécutera , la Régence de Suede avoit quelque difficulté ou proposition à faire avec raison & fondement par rapport à l'économie & administration des finances ou autres affaires particulieres , sa Majesté de Prusse y fera attention. Si d'un autre côté il se trouve que quelque Ville ou particulier d'un côté de la Pehne avoit quelque juridiction à exercer de l'autre côté , & dont il se trouveroit en possession , *vel quasi* , c'est une chose qui s'entend elle même , que quoique la Pehne serve de borne au Territoire , & reste commune , les Régences doivent maintenir les proprietéz de part & d'autre:

V. Les présents Articles séparés auront la même force & vigueur , que s'ils étoient inferez mot à mot dans l'instrument de Paix conclu ce jourd'hui , &c.

Declaration

Declaration de Sa Majesté Suedoise, sur quelques Articles de la Paix conclüe avec le Roi de Prusse, donnée à Stockholm le 14. Mars, à la requisition de Sa Majesté Prussienne, représentée par les Mediateurs, le Lord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire du Roi de la Grande-Bretagne, & le Sieur Campredon, Resident & Plenipotentiaire du Roi de France.

D'Autant que le Lord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté Britannique & le Sieur Campredon, Résident & Plénipotentiaire du Roi de France, ont fait entendre d'une maniere convenable à sa Majesté de Suede, que le Baron de Kniphaulen Ministre Plénipotentiaire du Roi de Prusse, les avoit priés comme Mediateurs, que puisque, à son avis, il y avoit quelques Articles du Traité conclu entre les deux Couronnes, qui avoient besoin d'explication, ils voulussent bien obtenir de sa Majesté de Suede une Declaration ulterieure ; surquoi il représenterent que leur intention n'avoit pour but que le rétablissement d'une parfaite intelligence entre les deux Couronnes. Sa Majesté

jesté de Suede se rendant à des vuës si salutaires a bien voulu leur donner les éclaircissemens suivans.

I. Que lorsque dans l'Article II. du Traité solennel, il est parlé de la restitution des prisonniers, sa Majesté de Suede n'entend point par là les Deserteurs ni ceux qui avant la signature des Préliminaires se sont enrollez dans les Troupes de Prusse.

Que ce qui est dit, Article III., de la Communauté du Lit de la Pehne, elle s'entend devoir commencer de l'endroit où l'une des parties occupe le rivage, l'un d'un côté & l'autre de l'autre; mais dans l'endroit, où l'une des parties occupe les deux rives, la communauté cessera; cette communauté ne sera point en soi même préjudiciable à ces droits, & ne s'étendra point au delà de l'usage commun des eaux pour la navigation. Au reste la Souveraineté & la Jurisdiction sur cette Riviere sera tellement partagée entre les deux parties que l'une l'exercera sur son côté & l'autre sur l'autre.

III. Quant aux privileges confirmez par l'Article III. au sujet du District cédé au Roi de Prusse, l'intention de sa Majesté de Suede est seulement de maintenir

tenir lesdits sujets dans la liberté & les immunités qu'ils ont acquis ou par la Paix de Westphalie ou des prédécesseurs de sa Majesté de Suede, qui déclare qu'à son avènement au Trône, elle n'accorde aucun nouveau Privilege ni au District cédé à Sa Majesté de Prusse, ni à ses Habitans, & qu'elle n'entend que de les maintenir & confirmer dans les libertés & Droits légitimement acquis.

IV. Que quant aux arrerages dont il est parlé dans l'Article II. séparé, sa Majesté ne veut ni n'entend que de tels restes & arrerages en général soient exigés des habitans de la Pomeranie cédée, mais sa Majesté désire seulement en vertu du II. Article que tout Fermier ou autres qui sont redevables & n'ont point rendu compte à la Chambre Royale de Suede avant le sequestre & la Guerre, mais sont ensuite passés sous la protection du Roi de Prusse, soient tenus, comme de Droit, de payer leurs arrerages au Roi de Suede & de les lui faire bons.

V. Quant aux Officiers du Tribunal de Wismar, à la subsistance desquels les Terres & Etats de la Pomeranie sont obligés de contribuer, sa Majesté de Suede ne doute nullement que sa Majesté de Prusse ne leur fasse bon les arrerages

238 LES INTERETS PRESENTS
rages de leur appointement , ainsi qu'il
est stipulé dans le Traité , mais d'autant
que les Etats de Rugen , de Stralsund &
de la partie de Pomeranie en deça de la
Pehne , ont toujours contribué avec les
Etats de District cédé à sa Majesté de
Prusse à l'entretien des Officiers dudit
Tribunal , sa Majesté ne demande autre
chose , si non , que l'on fasse une répar-
tition proportionnée & convenable que
l'on observera de part & d'autre.

Par Ordonnance de Sa Majesté.

(L. S.) D. N. B. VAN HOPKEN.

Lettre

*Lettre de la Reine de Suede à l'Empereur
sur la Cession de Stetin au Roi de
Prusse.*

NOS ULRICA ELEONORA, &c. &c.

Sicut Majestati Vestrae, ut Summo Capiti competentem in Imperio Romano Germanico auctoritatem lubentes agnoscimus; Ita non possumus, quin Eandem hisce certiorum faciamus, Nos, ad componendum ex aliqua parte diuturnum & multiplex hocce Septentrionale bellum, amore Pacis etiam in Imperio Romano restaurandae commotas, cum Rege Borussiae ita transigisse, ut Civitatem Stetinum cum Civitatibus Damm & Gollnaw, atque Regione inter Pehnam & Oderam sita, nec non Insulis Wollin & Usedom, Nostro & Successorum Nostrorum nomine Eidem, Ejus Familiae Regiae Ejusque haeredibus & Successoribus in Possessionem propriam perpetuam, eodemve jure, quo hic districtus Reginae, Regibus, Regnoque Sueciae Pace Westphalica concessus, cederemus & attribueremus, nec non Juribus Territorii & Superioritatis, quae Nos Nostrique Antecessores ab Imperatoribus

toribus & Imperio Romano in hac celsa Pomeraniæ parte concessa habuimus, renunciaremus, alteque dicto Regi simulque Memoratis eadem concederemus, & traderemus. Quemadmodum itaque existimamus, Transactionem hanc Majestas Vestrae ob rationes allatas non displicere, ita amicè rogamus, ut eandem ratam firmamque habere velit. Quo ipso Majestas Vestra rem Nobis valdè gratam faciet. Quod superest Majestati Vestrae prospera quavis ex animo adprecamur & eandem Divini Numinis tutelæ jugiter commendamus. Datum Holmiæ die vigesima-septima Februarii.

ULRICA ELEONORA.

D. N. V. HOPKEN.

Ad Imperatorem Romanorum.

Acte

Acte pour le Licent de Stetin , qui a rapport à l'Article XIII. du Traité entre les Couronnes de Suede & de Prusse.

Comme lors de la Conclusion du Traité solennel de Paix entre leurs Majestez de Suede & de Prusse du 21. Janvier 1720. on ne voulut point arrêter la consommation d'un ouvrage si salutaire , à cause du differend , qui regardoit le Licent de Stetin , & qu'en vertu de l'Article XIII. du même Traité la Décision de cette affaire a été remise à une Commission speciale , qui devoit dans 3 ou 4 mois au plus tard la terminer , sous la Mediation & par les bons offices des Puissances Mediatrices , qui ont concouru à la susdite Paix , Leurs Ministres en cette Cour ont représenté d'un côté avant l'expiration de ce terme , la nécessité de décider cette affaire , & de l'autre , qu'étant juste que la Couronne de Suede en rentrant en possession de la partie de la Pomeranie occupée par le Roi de Dannemarc jouit de tous les Droits , qui y sont attachez , l'équité demandoit aussi , que la Ville

Tome VII. L de

de Stetin avec le District entre l'Oder la Pehne & toute la Riviere d'Oder jusques à l'endroit, où elle perd son nom, avec le Frisch Haff, & les deux embouchures de Suine & de Divenau ayant été cedez au Roi de Prusse avec tous les mêmes Droits, que la Suede y a eu ci-devant, le Licent de Stetin, qui a toujours été exigé en cette Ville, depuis le tems de son établissement, appartienne aussi à sa Majesté Prussienne, d'autant plus, que par l'Article XII. du même Traité, il est expressement statué, que toutes Douanes, Peages & autres Droits, tant dans le District cédé au Roi de Prusse, que dans celui qui reviendra à la Couronne de Suede, ne pourront être changez, innovez ni augmentez; mais qu'au contraire toutes choses resteront à cet égard sur le même pied de leur établissement, sa Majesté le Roi de Suede, pour ne rien obmettre de tout ce qui peut contribuer à l'affermissement de la bonne intelligence heureusement rétablie entre elle & sa Majesté le Roi de Prusse, a bien voulu consentir à cette Décision.

C'est pourquoi Nous soussignez Senateurs du Roi & du Royaume de Suede, & le Secrétaire d'Etat, par l'ordre
expres

exprès de sadite Majesté & munis de son Plein-pouvoir , en vertu duquel nous avons conclu & signé le susdit Traité du 21. Janvier 1720. ayant eu plusieurs Conferences sur ce qui regarde le Licent de Stetin , avec Mrs. les Ministres Mediateurs , Mylord Carteret , Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté , le Roi de la Grande-Bretagne & son Plénipotentiaire en cette Cour , & Mr. de Campredon , Resident de sa Majesté Très-Chrétienne & son Plénipotentiaire en la même Cour , qui se sont chargez en l'absence d'un Ministre du Roi de Prusse , de fournir la Ratification de sa Majesté Prussienne , du présent Acte , sommes convenus à cet effet en la maniere suivante.

Sa Majesté le Roi de Suede consent pour lui , la Couronne , ses Héritiers & Successeurs que le Licent de Stetin appartienne à sa Majesté le Roi de Prusse pour en jouir & user aux mêmes Conditions, & avec les mêmes droits, que des autres Cessions faites par le susdit Traité du 21. Janvier de la présente année 1720. en sorte , que tous les Vaisseaux de quelque Nation , qu'ils soient , allant à Stetin , ou en revenant paieront seulement à Wolgast l'ancienne Doua-

ne, appelée Furstén-Zoll, n'y ayant que les Vaisseaux de quelque Nation qu'ils soient, qui entrent de la Mer dans les Rivieres de Pehne, de Trebel & autres sans toucher à Stetin, soit en allant ou en revenant, qui payeront à Wolgast non seulement l'ancienne Douane, ou Furstén-Zoll, mais encore le Licent, qui y a été établi & autorisé par la Paix de Westphalie conformément au susdit Traité.

En foi de quoi nous avons dressé deux Exemplaires uniformes du présent Acte, dont l'un, que nous avons signé, auquel Nous avons aposé le cachet de Nos armes, & dont nous promettons incessamment la Ratification du Roi Nôtre Maître, a été remis à Messieurs les Ministres Mediateurs, pour être envoyé à sa Majesté le Roi de Prusse, & l'autre, qui est resté entre nos mains signé par les susdits Ministres Mediateurs, qui en fourniront, comme dit est; la Ratification de sadite Majesté Prussienne en six semaines de la Date des présentes, ou plutôt, si faire se peut, pour avoir ensuite la même force & vertu, que s'il étoit inseré mot à mot dans le susdit Traité du vingt-un Janvier de la présente année.

Fait

Fait à Stockholm, le (20.) trente-un
May mil sept cent vingt.

Signé,

(L. S.) J. A. MEYERFELD.

(L. S.) C. G. DUCKER.

(L. S.) G. A. TAUBE.

(L. S.) J. LILIENSTEDT.

(L. S.) D. N. van HOPKEN.

[F F F.]

1720. TRAITE' de Paix entre la
Suede & le Dannemarck, conclu à
Stockholm en 1720. tiré de l'Euro-
pæische Ruhe.

QU'il soit notoire à tous presens, &c
à venir qu'il apartiendra ou qu'il
pourra appartenir, que la funeste Guer-
re, qui dure depuis plus de dix ans en-
tre sa Majesté feu le Roi Charles X I.
de glorieuse memoire, comme aussi la
Reine Ulrica Eleonora & le Roi à pre-
sent regnant Frideric Roi de Suede des
Goths, & des Vandales &c. & leur
Royaume d'une part; & sa Majesté le
Roi Frideric IV. Roi de Dannemarc &
de Norwege, des Vandales & des Goths,

L 3 Duc

Duc de Sleswic & de Holstein, Stormarn, & Dithmarsen, Comte d'Oldenbourg, & de Delmenhorst d'autre, dont les suites facheuses ont causé l'effusion de beaucoup de sang, troublé le Commerce de la Mer Baltique, & altéré la bonne intelligence, que les liaisons du sang & du voisinage avoient ci-devant formé entre leursdites Majestés, & leurs sujets. Il a plû enfin à la Providence Divine de faire naître des conjonctures plus heureuses, propres à retablir la tranquillité dans le Nord, par une bonne, seure, & durable Paix, conformément au desir sincere que Leurs Majestés ont toujours conservé de voir cesser l'effusion du sang Chrétien, & de faire jouir leurs Peuples des fruits de la Paix, si necessaire & si long-tems désirée. Ces loüables motifs ont porté leursdites Majestés à concourir de tout leur pouvoir à l'avancement, & à la consommation d'un ouvrage si salutaire, sur les instances reiterées pendant plusieurs Mois de sa Majesté George Roi de la Grande-Bretagne, de France, & d'Irlande, Defenseur de la Foi, Duc de Brunswic, & de Lunebourg, Archi-Tresorier, & Electeur de l'empire qui s'est donné tous les soins imaginables pour reconcilier les Parties belligerantes.

res. Elle les a fait convenir d'une suspension d'armes pour pouvoir plus facilement parvenir à la conclusion de la Paix, & elle leur a offert en même tems sa Mediation, laquelle a été acceptée de part, & d'autre, aussi-bien, que celle de sa Majesté Très-Chretienne Louis XV. Roi de France, & de Navare; qui desirant de son côté contribuer à la Pacification de Nord, a bien voulu joindre ses soins & ses bons Offices à ceux de sa Majesté Britannique, aussi-tôt qu'Elle a jugé qu'ils auroient un succès conforme à ses bonnes intentions. C'est pourquoi Leurs Majestés de Suede & de Dannemarck, ont ordonné à Leurs Ministres Plenipotentiaires, sçavoir de la part de sa Majesté Suedoise, Leurs Excellences Mr. le Comte Gustave Cronhielm Sénateur de sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, Président au Conseil Royal de la Chancellerie, & Chancelier de l'Université d'Upsal, Mr. le Comte Gustave Adam Taube, Sénateur de sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, Mareschal de Suede & Grand Gouverneur de Stockholm, Mr. le Comte Magnus Julius de la Gardie, Sénateur de sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume, & Président au Colleege de Commerce, Mr. le Com-

te Jean Lilienstedt Sénateur de sa Majesté le Roi de Suede & de son Royaume & Conseiller au College de la Chancellerie, Mr. le Comte André Legonstedt Sénateur de sa Majesté le Roi de Suede, & de son Royaume & President à la Chambre des revisions, & Mr. le Baron Daniel Nicolas de Hopken Secrétaire d'Etat de sa Majesté le Roi de Suede. Et de la part de sa Majesté Danoise Mr. de Lovenorn son General Major & Plenipotentiaire à la Cour de sa Majesté le Roi de Suede, d'entrer en Negotiation sur les moyens de convenir des Articles d'un Traité de Paix, lesquels après l'échange de leurs Pleins-pouvoirs respectifs, dont la Copie sera transcrite à la fin de cet Instrument, ont eu plusieurs conferences, & par les bons & très-louables Offices de Milord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté Britannique à la Cour de Suede, & de Mr. de Campredon Resident de sa Majesté Très-Chretienne & son Plenipotentiaire en la même Cour, après avoir imploré l'assistance Divine ont conclu, arrêté, & signé les Articles, dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura à l'avenir une Paix Generale & éternelle & une amitié sincere,
&

& perpetuelle entre leurs Majestés de Suede, & de Dannemarc, leurs Heritiers & successeurs en la Régence comme aussi entre leurs Royaumes, Terres, Provinces, Païs & sujets, & en consequence toutes hostilités de part & d'autre, tant par Mer que par Terre cesseront entierement du jour de la signature du present Traité; tous les differends, mesintelligences, & Disputes qu'il y a eu jusque à present entre Eux seront non seulement abolis; mais aussi Leurs Majestez se procureront autant qu'il sera possible avec zele, & sincerité tous les Biens, & les avantages reciproques, en sorte qu'il y aura desormais entre Leursdites Majestés, & leurs Royaumes une parfaite confiance & Union, & qu'elles puissent se fortifier de jour en jour, ainsi qu'il convient à de bons Voisins & Alliez.

II. Tous les dommages, degats, torts, offences & prejudices commis ou causés l'un contre l'autre, pendant le cours de cette Guerre soit en action, paroles, ou écrits seront ensevelis dans un éternel oubli & amnistie generale & sans retour, en sorte qu'il ne sera point permis à l'avenir à l'une des parties d'en faire usage, ni de s'en ressentir contre l'autre, de même, que si le tout n'étoient ja-

L s mais

mais avvenu ; Et en vertu de cette abolition generale on ne pourra desormais faire aucune mention de ces Grieffs , ni entre les Royaumes , ni envers leurs sujets , sous quelque pretexte ou pour quelque cause que ce puisse être.

III. La liberté du Commerce , & de la Navigation tant par Terre , que par Mer & autres Eaux sera desormais entierement retablie entre les sujets de Leurs Majestez de Suede , & de Dannemarc & defense faite de part , & d'autre , d'y apporter aucun obstacle sous quelque pretexte que ce ce soit , ni d'empêcher le libre transport des Marchandises & Denrées dont on jouit en tems de Paix.

IV. Et afin de prevenir , & detruire entierement tout ce qui pourroit à l'avenir donner lieu à quelque desunion , mesintelligence ou Dispute entre les deux Parties , Leurs Majestés de Suede & de Dannemarc renoncent par les presentes de la maniere la plus precise & la plus efficace , à tous les Traités , Conventions , & Alliances qui pourroient être contraires à la teneur du present Traité de Paix ; & pour cet effet l'une des Parties ne consentira desormais à aucune Alliance ou Traité , qui pourroit en quelque maniere

maniere que ce soit causer du dommage, ou du prejudice à l'autre.

V. comme en vertu des precedens Articles, la Paix retablit une parfaite intelligence entre les deux Couronnes de Suede & de Dannemarc, & detruit les engagements reciproques qu'elles pourroient avoir pris l'une contre l'autre, pendant le cours de cette funeste Guerre, sa Majesté le Roi de Dannemarc promet spécialement, & s'engage par les presentes, de la maniere la plus forte & la plus precise de n'assister directement, ni indirectement de ses Conseils ou par voye de fait, par lui, ni par autrui le Czar de Moscovie, sous quelque pretexte que ce puisse être dans ses entreprises contre la Couronne de Suede, & ses Alliés aussi long-tems, que la presente Guerre avec le Czar durera, & comme il n'est pas moins de l'interêt du Roi de Dannemarc, & de sa Couronne, que de celui des autres Nations, qu'elle cesse bien-tôt, pour retablir la liberté du Commerce dans la Mer Baltique, S. M. D. promet de ne souffrir en aucun de ses Ports de Dannemarc, & de Norvege aucun Armateur Moscovite, destiné à troubler ledit Commerce, & la Navigation; sa Majesté ne permettra point non plus, qu'on donne dans les susdits

Ports retraite à aucune prise faite par les Armateurs, ou Corsaires Moscovites sur quelque Nation que ce soit & s'il arrivoit que telles prises entraissent dans les Ports de sa Majesté, elle les fera restituer à leurs legitimes Propriétaires, ce qui s'entend par rapport à la Suede en sorte qu'aucune des prises, qu'elle pourroit faire sur les Moscovites, ne pourra entrer ni avoir retraite dans les Ports de Dannemarc.

VI. Pareillement comme son Altesse Serenissime le Duc de Sleswik-Holstein, a été enveloppé dans la Guerre du Nord, & que l'étroite liaison du sang qui est entre sadite Altesse & la Couronne de Suede pourroit être considérée comme un obstacle à la decision de ce qui regarde le Duché de Sleswik, sa Majesté Suedoise pour elle, & la Couronne de Suede, declare & promet par ces presentes de ne s'opposer, directement ni indirectement à ce qui sera stipulé en faveur du Roi de Dannemarc, concernant ledit Duché de Sleswik, par les deux Puissances Mediatrices, qui ont concouru au present Traité, & de ne donner aucune assistance de fait audit Duc, contre le Roi de Dannemarc pour l'inquieter au prejudice des susdites stipulations.

VII.

VII. Comme sa Majesté le Roi de Dannemarc a occupé par les armes pendant cette Guerre, & tient actuellement une grande partie de la Pomeranie, jusqu'à la Riviere de Pehne; comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, avec la Principauté & l'Isle de Rugen, & la Forteresse de Marstrand, avec quelques autres Isles, qui appartiennent à la Couronne de Suede, & que sa Majesté le Roi de Suede insiste sur la restitution desdits Duché, Principauté, Villes, Forteresse, Isles, Terres, & Pais incorporées à la Couronne de Suede, sa Majesté le Roi de Dannemarc, aux instances des deux Puissances Mediatrices, & pour faciliter d'autant plus la Paix si desirée y a enfin consenti, & en vertu du present Article, Elle restitue pour Elle, & pour ses Heritiers, & Successeurs à sa Majesté, & à la Couronne de Suede, ses Heritiers, & successeurs la susdite partie de la Pomeranie jusqu'à la Riviere de Pehne, comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, l'Isle & la Principauté de Rugen, la Ville de Marstrand & toutes les autres Isles & appartenances du Royaume de Suede, occupées par le Roi de Dannemarc sans exception, à sçavoir les Forteresses & les Pais dans l'état où ils étoient pendant l'Armistice,

&

& l'Artillerie & les Magazins en l'état, où ils étoient lors de l'occupation de ces Villes & Fortereſſes par le Roi de Dannemarc, le tout moyennant l'équivalent qui ſera ſtipulé ci-après.

VIII. A l'égard de la Ville de Wiſmar comme elle ne fera plus partie de cet équivalent, ſa Majeſté le Roi de Dannemarc cede & renonce en faveur de S. M. & de la Couronne de Suede, à toutes les pretentions qu'elle auroit pu avoir ſur cette Ville & ſon Territoire, & elle promet d'en retirer ſes Troupes d'abord après la Ratification du preſent Traité, laiſſant au Roi ou à la Couronne de Suede, le Droit incontestable qui appartient à ladite Couronne de Suede, ſur ladite Ville de Wiſmar, ſon Territoire, & ſes dependances.

IX. En conſideration de ces reſtitutions, ſa Majeſté & le Royaume de Suede conſent par le preſent Article, que pour l'avenir il n'y ait aucune diſtinction des Nations dans le Sund & dans les deux Belts, & en conſequence ſa Majeſté & le Royaume de Suede renonce à l'exemption de Franchiſe de Peage du Sund & des deux Belts, dont les Suedois ont jouï juſqu'à preſent, en vertu des Traitez de Paix ci-devant conclus, de ſorte que les ſujets du Royaume de
Suede

Suede & des Provinces , qui en dependent payeront à sa Majesté le Roi de Dannemarc & à ses successeurs dans le Sund & les deux Belts , le Peage pour leurs Vaisseaux , effets , & Marchandises en tout de la même maniere que les Anglois , Hollandois , ou autre Nation , qui est , ou sera deormais traitée par le Roi de Dannemarc le plus favorablement à cet égard , à commencer du jour , que les Ratifications du present Traité seront échangées , & que tous les Articles avec leurs stipulations touchant la restitution & satisfaction seront exécutées de part & d'autre , sur quoi l'on est expressement convenu , comme il a été dit , que les vaisseaux & les effets des sujets du Royaume de Suede , en passant & repassant les detroits du Sund & des Belts , à l'égard du retardement & empêchement pour leur prompt expédition ou sous quelque nom que ce puisse être , ne seront point traités autrement , que les Nations Angloise , & Hollandoise ou autre la plus amie.

X. sa Majesté Suedoise voulant encore donner une preuve plus convaincante , de son desir pour la Paix , promet pour Elle , & la Couronne de Suede de payer outre la Cession de la Franchise du Sund à sa Majesté & à la Couronne

ne de Dannemarc, la somme de six cent mille Rixdalers courant en bonnes & valables pieces de deux tiers sur le pied communément appelé de Leipzic de l'année 1690. à raison de 12. Rixdalers par Marc d'argent fin pour toutes les pretentions du Roi de Dannemarc, & en un seul payement, en bonnes Lettres de change acceptées à Hambourg, lesquelles seront déposées entre les mains des Mediateurs six semaines après la Signature du present Traité, ou plutôt, si faire se peut, pour l'usage & le compte de sa Majesté, & de la Couronne de Dannemarc, pour être delivrées par les Mediateurs aux Commissaires nommés par le Roi de Dannemarc, & être exactement, & réellement payées aussi-tôt que la Restitution conformément à l'Article suivant sera entièrement faite & achevée, & que les Forteresses, Duchés, Principautés, Isles, & autres Lieux appartenants à la Couronne de Suede, & énoncés dans les Articles VII. & VIII. seront évacués, par sa Majesté & la Couronne de Dannemarc, & mis en la possession de celle de Suede.

XI. C'est pourquoi aussi-tôt que la susdite somme de 600000. Rixdalers aura été déposée de la part du Roi & du

du Royaume de Suede, entre les mains des Mediateurs pour le Roi, & le Royaume de Dannemarc, ainsi qu'il a été expliqué en l'Article precedent; les Fortereffes de Stralsund, & de Marstrand avec la Principauté & l'Isle de Rugen & la Partie du Duché de Pomeranie occupée par le Roi de Dannemarc, sans aucune exception de ce qui est stipulé dans les precedents Articles, seront remis le même jour aux Commissaires, & aux Troupes du Roi de Suede, par les Gouverneurs & Officiers du Roi de Dannemarc; à sçavoir les Fortereffes & les Païs, & Isles en l'état qu'ils ont été pendant l'Armistice, & l'Artillerie & les Magazins en celui qu'ils étoient, lorsqu'ils sont tombez entre les mains du Roi de Dannemarc, conformément aux Inventaires qui en seront fournis. L'évacuation étant ainsi faite les Troupes du Roi de Dannemarc tant celles qui auront été dans les Places que dans le Païs seront transportées en Dannemarc, le plutôt que faire se pourra, par Terre ou par Mer selon que l'occasion & la commodité le requerront, & en ce cas on fournira à ces Troupes, aux depens du Roi de Dannemarc, mais à un prix le plus modique qu'il sera possible, selon les ordres exprès, que sa Majesté le Roi de

de Suede en donnera à ses Commissaires, la subsistance dont elles auront besoin; bien entendu que du jour, que la somme susdite de 600000. Rixdalers aura été déposée entre les mains des Mediateurs en la maniere expliquée, la fourniture de rations de pain & de fourrage ne seront plus à la charge du Païs, mais que les Officiers & Soldats auront franc & sans payement les Logemens qui leur seront assignés par les Commissaires Suedois jusqu'au jour de leur depart, & qui en attendant les Commissaires de part & d'autre cesseront incessamment du jour de la Signature du Traité & avant l'expiration de l'armistice d'exiger de part ou d'autre les Arreages & ce qui pourroit être dû par le Païs de Contributions ou autres impositions concernant le Public, vù la triste situation & la misere ou cette funeste Guerre a reduit les sujets dudit Païs. On cessera pareillement de couper les Bois, de transporter ceux qui se trouveront abattus & de deteriorer les Païs, toutes les pretensions du Roi de Dannemarc étant comprises dans la Cession de la Franchise, au Sund & dans la somme de 600000. Rixdalers ci-dessus stipulée.

A l'égard des Archives de Stralsund de Gyphswalde & de Wismar avec la
Biblio-

Bibliothèque, le Tribunal dudit Wismar & les autres Titres, & Papiers, qui regardent les Païs, & qui se trouvent entre les mains du Roi de Dannemarc, ils seront restitués de bonne foi au Roi & à la Couronne de Suede. Toutes les Sentences prononcées selon les Loix pendant la Regence de sa Majesté Danoise, dans ledit Duché de Pomeranie, auront leur plein & entier effet, & tous les sujets des Villes, Isles, & Païs restitués seront dechargés du Serment de fidélité, qu'ils avoient prêté au Roi de Dannemarc, pour être à l'avenir entièrement & uniquement soumis, & attachés au Roi, & au Royaume de Suede.

XII. Les sujets de part & d'autre de quelque condition & qualité qu'ils puissent être, seront restitués immédiatement après la Ratification du présent Traité, dans toutes leurs Terres & Biens meubles & immeubles, qui ont été occupés & confisqués à l'occasion de cette Guerre sans exception, & sur les preuves en bonne forme, qui en seront données, en sorte qu'ils rentreront aussi-tôt sans autre forme de procès, & sans aucun remboursement des fruits perçus de part & d'autre, dans la pleine, & entière jouissance desdits Biens & Terres

res dont ils étoient en possession avant la Guerre , à condition néanmoins que les dépenses faites par ordre du Public, ou par des personnes privées qui ont possédé ces Biens & Terres , soit pour leur amélioration , réparation , ou pour les tenir en valeur au delà des Revenus, qu'elles ont produit , seront remboursés par les Propriétaires , lors qu'ils rentreront en la possession actuelle de leursdites Terres & Biens , la Saison de l'année ne souffrant aucun délai sur ce sujet. Au surplus tous les autres Biens de quelque nature qu'ils soient , seront rendus dans le même état, qu'ils sont à présent , & dans un meilleur s'il est possible. Toutes les prétentions, demandes & Droits qui pendant le cours de cette Guerre & en vertu des Loix de chaque Royaume sont échueës aux sujet de Leurs Majestés par succession Procès ou autre voye Juridique , que ce puisse être , comme aussi les prétentions & griefs qu'ils pourroient avoir eu avant , & pendant cette Guerre , ou qu'ils ont actuellement tant contre Leurs Majestés, qu'entre-Eux en particulier, resteront en leur entier , & ne pourront être affoiblis ni abolis pour raison de ladite Guerre. A cette fin il sera nommé par chacune des Parties contractantes

trois

trois Commissaires autorisés qui se rendront au lieu dont on conviendra un Mois après la Ratification de ce Traité, où selon les circonstances de chaque cas ils termineront eux-mêmes tous les differends, ou bien ils les renverront aux Tribunaux, qui pour raison de la Jurisdiction locale devroient en prendre connoissance avant le commencement de la Guerre, en sorte neanmoins que tous les differends, & discussions, soient terminés trois Mois après l'Etablissement de cette Commission, & à l'égard de ceux, qui pourront prouver que leurs Terres & Biens ont été ruinés & deteriorés à dessein par ceux des particuliers qui les ont possédés pendant la Guerre, ils s'adresseront aux susdits Commissaires qui leur feront rendre bonne & prompte Justice, & payer les dedommagemens qui leur seront legitimement dûs; tout ce que dessus énoncé au present Article, devant aussi s'entendre de ceux, qui pendant cette Guerre ont suivi le parti de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

XIII. Les Prisonniers de Guerre de Leurs Majestés de quelque condition qu'ils soient, seront rendus de part & d'autre sans rançon, & tout ce qui s'est passé à cet égard soit pour raison d'éva-
sion

sion ou de represailles , sera entierement annullé , & oublié , comme non avvenu sans avoir même égard au plus grand nombre de Prisonniers , ni à ceux que l'une des Parties pourroit avoir rendu à l'autre à compte , en vertu du Cartel réglé entre Leurs Majestés. Les Dettes contractées par les Officiers pendant leur détention , seront liquidées , par des Commissaires établis à cet effet en deux mois de tems , & sur les preuves juridiques qui seront fournies de ces dettes , Leurs Majestés feront retenir pour les payer les gages , & autres effets de ceux qui se trouveront dans leurs Etats , & pour les autres qui seront évadés ou hors de service , Leursdites Majestés feront payer reciproquement les dettes , qu'ils auront contractées comme dit est pendant le tems de leur Prison , bien entendu néanmoins que la liquidation & le payement des dettes n'apportera aucun retardement , ni empêchement à l'exécution de tous les autres Articles du present Traité.

XIV. Comme il est survenu quelques differends entre Leurs Majestés au sujet des Limites de Finnmarkie ou Laponie Norwegienne , pendant & avant cette Guerre , enforte que Leursdites Majestés sur le rapport , qui leur en a
été

été fait , prétendent réciproquement , qu'on forme quelque établissement au-delà des Frontières de l'une & l'autre , on est convenu de nommer des Commissaires des deux côtés , qui se transporteront sur les lieux trois mois après l'échange des Ratifications & qui après avoir examiné avec l'attention nécessaire , ce qui concerne cette matiere , régleront au plutôt les limites des deux Finnmarkies selon les anciens Traités auxquels il n'a été apporté aucun changement , & conformément aux Actes des limites fondés sur ces Traités.

XV. Pour ce qui regarde le cours de la Poste Suedoise , établi par les Etats du Roi de Dannemarc ; Sa Majesté Danoise auroit demandé , qu'il ne fût plus désormais permis à la Couronne de Suede d'avoir un Commissaire à Helsingneur , & que les Lettres de Suede ne puissent être portées par ses Postillons , qu'une fois la semaine , au lieu , que jusqu'à present elles ont passé deux fois ; Mais comme il n'est pas moins nécessaire pour le public , & pour le Commerce , que les choses restent sur le même pié , & que le Roi & la Couronne de Suede ne veulent apporter aucun changement aux libres passages des Postes , qui vont de Dannemarc en Norwege ,

wege , on est convenu de part & d'autre & sur les representations des Puissances Mediatrices que le Roi de Danne-marc pourra avoir de son côté un Commissaire à Helsingbourg & faire passer ses Lettres une fois la semaine par la Suede , comme la Suede pour l'avenir ne pourra faire passer aussi les siennes , qu'une fois la semaine , par le Danne-marc. Les choses restant d'ailleurs à l'égard des Postes tant de la Suede à Hambourg par les Etats du Roi de Danne-marc , que de Dannemarc en Norwege par la Suede , entierement dans le même état & de la même maniere pratiquée jusqu'à present ; d'autant plus que depuis que la Couronne de Suede a soumis ses sujets au Peage du Sund , il lui est indispensable d'avoir un Commissaire à Helsingneur pour l'expedition de leurs Vaisseaux à l'exemple des autres Nations , qui navigent dans la Mer Baltique , & qui ont leurs Commissaires audit Helsingneur, sa Majesté Suedoise promettant de donner les ordres necessaires pour que celui qu'Elle y tiendra , ne cause aucun dommage , dérangement , ni malversation au préjudice des Postes du Roi de Danne-marc , & de faire rendre toute la Justice , qu'on doit attendre de son équité sur
les

les plaintes , qui pourroient être faites au contraire , ce que le Roi de Danne-marc promet aussi de son côté par rapport au Commissaire , qu'il pourra tenir à Helsingbourg.

XVI. Les autres Conventions & Traités de Paix ci-devant conclus entre la Suede & le Dannemarc , sont en vertu des presentes confirmés & renouvelés dans tous leurs Points & Articles , comme s'ils étoient inferés mot à mot dans le present Traité en tout ce qui n'est point contraire à sa teneur.

XVII. Tous les Points & Articles ci-dessus seront ratifiés de Leurs Majestez: & les Ratifications en bonne forme échangées en quatre semaines à compter du jour de la Signature ou plutôt , si faire se peut. En Foi de quoi on a dressé deux Exemplaires uniformes du present Traité , dont l'un a été signé par les Plenipotentiaires de sa Majesté le Roi de Suede , & l'autre par le Plenipotentiaire de sa Majesté le Roi de Dannemarc , & à iceux apposé le Cachet de leurs armes. Fait à Stockholm le troisieme Juin 1720.

(L.S.) <i>G. Cronhielm.</i>	(L.S.) <i>G. adam Taube.</i>
(L.S.) <i>M. Julius de la</i>	(L.S.) <i>Joh. Liliensstedt.</i>
<i>Gardie.</i>	(L.S.) <i>Daniel Nicolas</i>
(L.S.) <i>A. Legonstedt.</i>	<i>van Hopken.</i>

*Elucidation des Articles précédens du
Traité de Paix , entre Sa Majesté
de Dannemarck , & Sa Majesté &
la Couronne de Suede.*

D'Autant que pour prevenir toute dispute il a été trouvé nécessaire de donner quelques élucidations sur le Traité de Paix entre sa Majesté le Roi de Dannemarck & de Norwege d'une part, & sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede d'autre part, signé Friedrichburg le 3. Juillet 1720. par le Sieur van Lœuwenoehrn Velt-Marechal & Plenipotentiaire de sa Majesté de Dannemarck Norwege, & à Stockholm le 3. Juin de la même année par les Conseillers Plenipotentiaires de sa Majesté & la Couronne de Suede, on est convenu de ce qui suit par la Mediation & les bons Offices de Mylord Carteret, Ambassadeur de sa Majesté Britannique, & Mediateur de la Paix entre Leurs Majestés de Dannemarck & de Suede.

Quoique dans les Articles. VII & XI. du Traité de Paix on soit convenu que les Terres & Forteresses seroient restituées par le Roi de Dannemarck à sa
Majesté

Majesté & à la Couronne de Suede dans l'état ou elle étoient pendant la suspension d'Armes, & l'Artillerie & les Magasins dans l'état où ils étoient au tems de la reddition desdites Places, on est convenu de plus, que pour prevenir toutes disputes, les Forteresses, Païs, Artilleries & Magazins seront rendus dans l'état où ils sont; & après l'évacuation, sa Majesté de Dannemarc pourra, le plutôt possible, retirer, sans aucun empêchement, ses Vaisseaux de Guerre qui se trouveront à Stralsund en Pomeranie, ou à Marstrand, avec tous leurs agreils & Equipages,

Quant à la Ville de Wismar, dont il est parlé dans l'Article VIII. on est convenu par le present, qu'elle ne sera jamais retablie, & que par raport à ses Fortifications elle restera dans l'état où elle est.

Par raport au Payement de 600. mille Rixdaldres en deux tiers sur le pied de Leipfick de l'an 1690. que sa Majesté & la Couronne de Suede doivent payer au Dannemarc suivant l'Article X. il est stipulé expressement par la presente que les Mediateurs delivreront aux Commissaires Danois, aussi-tôt que les Troupes Danoises seront sorties des Places, de bonnes Lettres de change,

sur de bons & suffisans Negocians à Hambourg pour le Payement de ladite Somme de 600. mille Rixdaldres.

Quant au Bois adjudgé en Pomeranie, dont il est parlé Article X I. sa Majesté de Dannemarc & de Norwege se reserve le Droit de transporter franc de tout Droit le Bois déjà coupé & porté au lieu de l'embarquement, du reste on ne causera aucun autre dommage au Païs, & l'on n'abattra plus aucun arbre.

Outre ceci il a été stipulé que toutes les personnes instalées par sa Majesté Danoise dans quelque emploi civil dans la Pomeranie & dans l'Isle de Rugen, à la place de ceux qui sont morts, pendant l'administration des Danois, ainsi que les Ecclesiastiques dans la Pomera- nie & l'Isle de Rugen, y seront confirmez dans leursdits Emplois.

D'autant qu'il est parlé dans l'Article XIII des Commissaires qui doivent être nommez pour regler de part & d'autre les pretentions que les sujets respectifs pourroient former, il est resolu que les susdits Commissaires s'assembleront à Elsenour ou à Helsingbourg.

Quant aux Postes dont il est parlé Art. XV. outre ce qui y est déjà stipulé, on est encore convenu que l'on cacheterra toujours la Valise de la Poste à Hel-
singor,

ſingor , & celle de Dannemarc pour la Nowerge à Helfingbourg, il eſt expreſſément defendu aux Poſtillons , de part & d'autre , d'avoir une ſeconde Valiſe , de prendre des Lettres particulieres de qui que ce ſoit , & de ſoufler le cornet ni de part ni d'autre.

Tout ce qui eſt ſtipulé ci-déſſus ſera de la même force que le Traité de Paix conclu entre Leurs Majeſtez de Danne-marc & de Suede , & comme s'il étoit inferé dans ledit Traité de mot à mot.

Cette Elucidation du Traité de Paix ſera auſſi rarifiée par Leurs ſuſdites Majeſtés , & les Ratifications en ſeront échangées le même jour & en même tems que celle du Traité de Paix. Fait à Friedrickſburgh le 3. Janvier 1720.

Signé,

V. A. v.
HOLSTEYN.

D. WIBE , C. SEES-
TEDT.

J. G. v.
HOLSTEN.

*Acte de Garantie du Roi de France en
faveur du Roi de Dannemarc pour le
Duché de Slesvick, conformément à
l'Article VI. du Traité de Paix en-
tre les Couronnes de Suede & de Dan-
nemarc.*

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui cette presente Lettre verront, Salut. Comme notre cher & bien-aimé le Sieur de Campredon notre Resident & notre Plenipotentiaire auprès du Roi de Suede, auroit en vertu du Plein-pouvoir que nous lui en avons donné, signé à Stockholm le 3. Juin dernier l'Acte de Garantie du Duché de Slesvick, dont la teneur s'ensuit.

La tranquillité ayant été heureusement rétablie dans la basse Allemagne par les bons Offices & par la Médiation de sa Majesté Très-Chrétienne ; Elle les a continué de concert avec sa Majesté de la Grande-Bretagne, dans le desir sincere de contribuer à rendre la Paix generale dans le Nord, & specialement entre les Couronnes de Dannemarc & de Suede ; Elle a vû avec un extrême plaisir les bonnes dispositions, où ces
deux

deux Puissances se sont trouvées pour l'accomplissement d'un ouvrage si salutaire; mais ayant été informé en même tems des difficultez insurmontables qui se rencontroient pour la restitution à la Couronne de Suede, de l'Isle & Principauté de Rugen, & la Forteresse de Stralsund, & de la Pomeranie jusques à la Riviere de Pehne occupées par la Couronne de Dannemarc, si elle n'étoit assurée de la possession de Sleswik, laquelle sa Majesté Britannique lui a déjà garantie, le Roi Très-Chrétien a bien voulu pour toutes ces considérations, & sur les instances des Rois de la Grande-Bretagne & Dannemarc, accorder à cette derniere Couronne, comme il lui donne par ces Presentes, la Garantie du Duché de Sleswik, promettant en consideration des susdites restitutions stipulées dans le Traité signé cejour-d'hui à Stochkolm par Messieurs les Plenipotentiaires de Suede, de maintenir le Roi de Dannemarck dans la possession paisible de la partie Ducale dudit Duché, bien entendu, que cette Garantie ne pourra avoir aucun lieu ni effet, qu'après que le susdit Traité de Stochkolm aura été approuvé & signé de la part du Roi de Dannemark. A ces Causes, je soussigné

Résident de sa Majesté Très-Chrétienne, & son Plenipotentiaire à la Cour de Suede, muni de son Plein-pouvoir & de ses Ordres exprès à cet effet, ai remis le present Acte de Garantie entre les mains de Milord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & son Plenipotentiaire en la même Cour de Suede, pour en faire l'usage ci-dessus expliqué. En foi de quoi j'ai signé ces Presentes, & à icelles apposé le Cachet de mes Armes, promettant d'en fournir la Ratification six semaines après la signature par le Roi de Dannemark dudit Traité de Stockholm de ce jour (3) 14. Juin de l'année 1720. Fait à Stockholm les susdits jour & an.

Signé,

(L.S.) DE CAMPREDON.

Nous ayant agréable le susdit Acte de Garantie en tout ce qui y est contenu, avons de l'avis de notre très-cher & très-aimé Oncle le Duc d'Orléans Regent, icelui tant pour nous que pour nos Heritiers & Successeurs, Royaume, Pays, Terres, Seigneuries & sujets, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces presentes
signées

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 273
signées de notre main , acceptons ,
aprouvons ; ratifions & confirmons, &
le tout promettons en foi & parole de
Roi de garder & observer inviolable-
ment , sans jamais aller ni venir au con-
traire ; directement ou indirectement ,
en quelque sorte & maniere que ce soit.
En témoin dequoi nous avons fait met-
tre notre Scel à ces presentes. Donné à
Paris le 18. Août 1720 & de notre
Regne le 5.

Signé,

Par le Roi ,

LOUIS.

Le Duc d'Orléans Regent present ,

DU BOIS.

Acte de Garantie à l'égard du Duché de Sleswvig donné par le Roi de la Grande-Bretagne au Roi de Danne-mar^k le 26 Juillet 1720.

NOus George par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Défenseur de la Foi, Duc de Brunswik & Lunebourg, Archi-Tre-sorier & Electeur du St. Empire Romain, &c. à tous & chacun qui ces presentes verront, Salut. D'autant que entre Nous & Notre cher Frere le Roi de Dannemarc par une Convention faite le 30 Octobre de l'année passée, il a été stipulé, qu'après l'armistice & la Paix faite entre sadite Majesté & le Roi & la Couronne de Suede, la promesse & la Garantie, que Nous avons faites à l'égard de la possession de jouissance paisible du Duché de Sleswik au Roi de Dannemarc, sera continuée, & comme par l'aide de Dieu la Paix effectivement s'en est suivie, Notre Ministre auprès dudit Roi, a signé un Acte ou Instrument de ladite promesse de Garantie, de la maniere qu'il suit ci-après de mot à mot.

Après que sa Majesté le Roi de la Grande-

Grande-Bretagne eut conclu une Convention avec le Roi de Dannemarc signée le 30. Octobre de l'année passée, dans la vuë de retablir le repos dans le Nord, dans laquelle elle avoit promis la Garantie du Duché de Sleſwick, tant que la suspension d'armes entre les deux Couronnes de Dannemarc & de Suede dureroit, avec la condition expresse, qu'en cas que sous la benediction Divine la Paix entre leſdites Couronnes; encore avant l'expiration de l'Armistice, pût être conclüe, la Garantie demeureroit ferme pour toujours. Mais à present que cette Negociation importante, à l'égard des grandes difficultez, qui s'y étoient trouvées, même celle du terme stipulé pour la suspension d'armes, laquelle finissoit le 28. Avril de l'année presente, a été prorogée; sur cela donc les deux Majeſtez de Dannemarc & de Suede sont convenuës d'un Armistice aux mêmes conditions que le premier: Et qu'avant l'expiration de cette suspension d'armes, la Paix si necessaire pour le repos de l'Europe, aussi-bien que pour la sureté de la Religion Protestante, sous la Mediation de Leurs Majeſtez de la Grande-Bretagne & Très-Chrétienne, aiant été portée à une fin heureuse (en

vertu de cette Paix la Garantie du Duché de Sleswick , selon le contenu de la Convention & la Promesse faite par sa Majesté Britannique du 30. Octobre de l'année passée sera & restera continuée) & sa Majesté de Dannemarck , pour rendre cette Convention plus parfaite , demande encore une plus ample élucidation : Ainsi sa Majesté Britannique promet & s'oblige , pour soi , ses héritiers & Successeurs , de lui garantir & conserver dans une possession continuelle & paisible la partie du Duché de Sleswick , laquelle sa Majesté Danoise a entre les mains , & de la défendre le mieux possible contre tous & chacun qui tâcheroit de la troubler , soit directement ou indirectement , le tout en vertu du Traité conclu en 1715 avec sa Majesté Britannique , comme Electeur de Brunswick & Lunebourg , aussi-bien que ladite Convention faite le trente Octobre de l'année passée , dans un Acte séparé pour la continuation. En foi de quoi je soussigné Ministre Plenipotentiaire , ai signé ce present Acte & apposé mon Cachet , & promis de procurer la Ratification de tout ceci dans le tems de quatre semaines , ou plutôt , s'il est possible.

Fait

Fait à Friederichsbourg le ving-trois
Juillet 1720.

Signé,

(L. S.) POLWARTH.

NOus ayant vû & mûrement pesé le
susdit Acte de Garantie, l'avons ap-
prouvé & agréé en tous ses Points , l'ap-
prouvons agréons & confirmons par les
presentes pour Nous, nos heritiers & suc-
cesseurs , promettant en parole de Roi
d'accomplir & d'observer , inviolable-
ment tout ce qui y est convenu. En te-
moin dequoi nous avons signé les pre-
sentes de notre main & y fait apposer no-
tre grand Sceau du Royaume de la Gran-
de Bretagne. Donné à nôtre Château de
Hernhausen le 26. Juillet 1720. de notre
Regne l'année sixieme.

GEORGIUS REX.

[GGG.]

[GGG.]

1721. TRAITE' de Paix entre la
Russie & la Suede, conclu à Neu-
stadt en 1721. tiré du *Mercure*
Historique.

SOit notoire par les Presentes, que
 comme il s'est élevé il y a plusieurs
 annés une Guerre sanglante, longue &
 onereuse, entre sa Majesté le feu Roi
 Charle XII, de glorieuse memoire, Roi
 de Suede, des Gots & des Vandales,
 &c. ses luccesseurs au Trône de Suede,
 Madame Ulrique Reine des Gots & des
 Vandales, &c. & le Royaume de Suede,
 d'une part; & entre sa Majesté Czarien-
 ne Pierre Premier, Empereur de toute
 la Russie, &c. & l'Empire de Russie,
 de l'autre part: les deux Parties ont
 trouvé à propos de travailler aux moyens
 de mettre fin à ces Troubles, & par con-
 sequent à l'effusion de tant de sang in-
 nocent; & il a plû à la Providence Di-
 vine de disposer les Esprits des deux
 Parties à faire assembler leurs Ministres-
 Plenipotentiaires, pour traiter & con-
 clure une Paix ferme, sincere & stable,
 & une Amitié éternelle entre les deux
 Etats,

Etats, Provinces, Pais, Vassaux, Sujets & Habitans ; savoir , Monsieur Jean Lilienstedt, Conseiller de sa Majesté le Roi de Suede, de son Royaume & de sa Chancellerie, & Monsieur le Baron Otto Reinhold Stroemfeld, Intendant des Mines de Cuivre & des Fiefs des Dalders, de la part de sadite Majesté ; & de la part de sa Majesté Czarienne, Monsieur le Comte Jacob Daniel Bruce, son Aide-de-Camp General, President des Colleges des Mineraux & des Manufactures, & Chevalier des Ordres de Saint André & de l'Aigle Blanc ; & Monsieur Henri-Jean Frederic Osterman, Conseiller Privé de la Chancellerie de sa Majesté Czarienne : Lesquels Ministres-Plenipotentiaires s'étant assemblez à Neustad, ont fait l'échange de leurs Pouvoirs ; & après avoir imploré l'assistance Divine, ils ont mis la main à cet important & très-salutaire Ouvrage, & ont conclu, par la grace & la Benediction de Dieu, la Paix suivante, entre la Couronne de Suede & sa Majesté Czarienne.

I. Il y aura dès à present, & jusqu'à perpetuité, une Paix inviolable par Terre & par Mer, de même qu'une sincere Union & une Amitie indissoluble, entre sa Majesté le Roi Frederic Premier,

Roi

Roi de Suede, des Gots & des Vandales, ses successeurs à la Couronne & au Royaume de Suede, ses Domaines, Provinces, Pais, Villes Vassaux, sujets & Habitans, tant dans l'Empire Romains, que hors dudit Empire, d'une part, & sa Majesté Czarienne Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. ses successeurs au Trône de Russie, & tous ses Pais, Villes, Vassaux, Sujets & Habitans, d'autre part : De sorte qu'à l'avenir, les deux Parties pacifiantes ne commettront, ni ne permettront qu'il se commette aucune hostilité, secretement ou publiquement, directement ou indirectement, soit par les leurs ou par les autres : elles ne donneront non plus aucun secours aux Ennemis d'une des deux Parties pacifiantes, sous quelque pretexte que ce soit ; & ne feront avec eux aucune Alliance qui soit contraire à cette Paix : mais elles entretiendront toujours entre elles une Amitié sincere, & tâcheront de maintenir l'honneur, l'avantage & la sûreté mutuelle, comme aussi de détourner, autant qu'il leur sera possible, les dommages & les troubles, dont l'une des deux Parties pourroit être menacée par quelque autre Puissance.

II. Il y aura de plus, de part & d'autre

tre Amnistie générale des hostilités commises pendant la Guerre, soit par les armes ou par d'autres voyes, de sorte qu'on ne s'en ressouviendra ni s'en vengera jamais particulièrement à l'égard de toutes les Personnes d'Etat & des Sujets, de quelque Nation que ce soit, qui sont entrez au service de l'une des deux Parties pendant la Guerre, & qui par cette démarche se sont rendus Ennemis de l'autre Partie excepté les Cosaques Russiens qui ont passé au service du Roi de Suede, sa Majesté Czarienne n'a pas voulu accorder qu'il fussent compris dans cette Amnistie générale, nonobstant toutes les instances qui ont été faites de la part du Roi de Suede en leur faveur.

III. Toutes les hostilités, tant par Mer que par Terre, cesseront ici & dans le grand Duché de Finlande, dans 15. jours, ou plutôt s'il est possible, après la Signature de cette Paix; mais dans les autres endroits, dans trois semaines, ou plutôt, s'il est possible, après qu'on aura fait l'échange de part & d'autre : Pour cet effet, on publiera d'abord la conclusion de la Paix. Et au cas qu'après l'expiration de ce terme, on vint à commettre quelque hostilité par Mer ou par Terre, de l'un ou de l'autre côté,
de

de quelque nom que ce soit , par ignorance de la Paix conclüe , cela ne portera aucun prejudice à la conclusion de cette Paix ; mais on sera obligé de restituer & les Hommes & les effets , pris & enlevez après ce tems-là.

IV. Sa Majesté le Roi de Suede cede par les Présentés ; tant pour soi-même que pour ses successeurs au trône & au Royaume de Suede , à sa Majesté Czarienne & à ses successeurs à l'Empire de Russie , en pleine irrevocable & éternelle possession , les Provinces qui ont qui ont été conquises & prises par les armes de sa Majesté Czarienne dans cette Guerre , sur la Couronne de Suede ; savoir , la Livonie , l'Estonie , l'Ingermanie , & une partie de la Carelie ; de même que le District du Fief de Wibourg , spécifié ci-dessous dans l'Article du Règlement des Limites ; les Villes & Fortereffes de Riga , Dunamonde , Pernau , Revel , Dorpt , Nerva , Wibourg , Kexholm , & les autres Villes , Fortereffes , Ports , Places , Districts , Rivages , & Côtes appartenans auxdites Provinces ; comme aussi les Isles depuis la Frontiere de Courlande , sur les Côtes de Livonie , Estonie & Ingermanie , & du côté Oriental de Revel , sur la Mer qui va à Wibourg , vers le Midi & l'Orient,

rient ; avec tous les habitant qui se trouvent dans ces Isles , & dans les susdites Provinces , Villes & Places , & généralement toutes leurs Apartenances , Dependances, Prérrogatives , droits & émolumens , sans aucune exception , ainsi que la Couronne de Suede les a possédez.

Pour cet effet , sa Majesté le Roi de Suede renonce à jamais de la maniere la plus solennelle, tant pour soi , que pour ses Successeurs & pour tout le Roiaume de Suede , à toutes les prétentions qu'ils ont eües jusques ici , où peuvent avoir sur lesdites Provinces, Isles, Pays & Places , dont tous les Habitans seront , en vertu des présentes , déchargés du Serment qu'ils ont prêté à la Couronne de Suede ; de sorte que sa Majesté & le Roiaume de Suede ne pourront plus se les attribuer dès à présent , ni les redemander à jamais , sous quelque prétexte que ce soit , mais ils seront & resteront incorporez à perpetuité à l'Empire de Russie ; & sa Majesté & le Roiaume de Suede s'engagent par les présentes , de laisser & maintenir toujours sa Majesté Czarienne & ses Successeurs à l'Empire de Russie dans la paisible possession desdites Provinces , Isles , Pais & Places ; & l'on cherchera

&c

& remettra à ceux qui seront autorisez de sa Majesté Czarienne, toutes les Archives & Papiers qui concernent principalement ces Païs, lesquels ont été enlevés & portés en Suede pendant cette Guerre.

V. Sa Majesté Czarienne s'engage en échange, & promet de restituer & d'évacuer à sa Majesté & à la Couronne de Suede dans le terme de quatre semaines, après l'échange de la Ratification de ce Traité de Paix, ou plutôt, s'il est possible, le Grand Duché de Finlande, excepté la partie qui en est réservée ci-dessous dans le Règlement des Limites, laquelle apartiendra à sa Majesté Czarienne, desorte que sa Majesté Czarienne, & ses Successeurs n'aient ni ne feront jamais aucune prétention sur ledit Duché, sous quelque prétexte que ce soit. Outre cela, Sa Majesté Czarienne s'engage & promet de faire payer promptement, infailliblement, & sans rabais, la Somme de deux millions d'Ecus, aux autorisez du Roi de Suede, pourvû qu'ils produisent & donnent les Quittances valables, dans les termes fixés, & en telles sortes de Monnoye, dont on est convenu par un Article séparé, lequel est de la même force, comme s'il étoit inséré ici de mot à mot.

VI. Sa Majesté le Roi de Suede s'est aussi reservée à l'égard du Commerce , la permission pour toujours , de faire acheter annuellement des Grains à Riga , Revel & Arensbourg , pour cinquante mille Roubles : lesquels Grains sortiront desdites Places , sans qu'on en paye aucun Droit ou autres Impôts , pour être transportez en Suede ; moyennant une attestation , par laquelle il paroisse , qu'ils ont été achetez pour le compte de sa Majesté Suedoise , ou par des sujets qui sont chargez de cet achat de la part de sa Majesté le Roi de Suede : ce qui ne se doit pas entendre des années , dans lesquelles sa Majesté Czarienne se trouveroit obligée par manque de Recolte , ou par d'autres raisons importantes , de défendre la sortie des Grains généralement à toutes les Nations.

VII. Sa Majesté Czarienne promet aussi de la maniere la plus solennelle , qu'elle ne se mêlera point des affaires Domestiques du Roiaume de Suede , ni de la forme de Régence qui a été réglée & établie sous Serment , & unanimement par les Etats dudit Roiaume : qu'elle n'assistera personne , en aucune maniere , qui que ce puisse être , ni directement ni indirectement ; mais qu'elle tâchera

chera d'empêcher & de prévenir tout ce qui y est contraire , pourvu que cela vienne à la connoissance de sa Majesté Czarienne ; afin de donner par là des marques évidentes d'une Amitié sincère & d'un véritable Voisin.

VIII. Et comme on a , de part & d'autre , l'intention de faire une Paix ferme , sincère & durable , & qu'ainsi il est très-nécessaire de regler tellement les Limites , qu'aucune des deux Parties ne se puisse donner aucun ombrage , mais que chacune possède paisiblement ce qui lui a été cédé par ce Traité de Paix , elles ont bien voulu déclarer , que les deux Empires auront dès à présent & à jamais les Limites suivantes , qui commencent sur la Côte Septentrionale de Sinus Finicus près de Wickolax , d'où elles s'étendent à une demie lieuë du rivage de la Mer dans le Païs ; & à la distance d'une demie lieuë de la Mer jusques vis-à-vis de Willayoki , & de là plus avant dans le Païs ; en sorte que du côté de la Mer & vis-à-vis de Rohel , il y aura une distance de trois quarts de lieuë dans une Ligne diametrale jusqu'au chemin qui va de Wibourg à Lapstrand , à la distance de trois lieuës de Wibourg , & qui va dans la même distance de trois lieuës vers le Nord par Wibourg dans
une

une Ligne diametrale jusqu'aux anciennes Limites qui ont été ci-devant entre la Russie & la Suede , & même avant la réduction du Fief de Kexholm sous la Domination du Roi de Suede. Ces anciennes Limites s'étendent du côté du Nord à 8 lieuës, de là elles vont dans une Ligne diametrale au travers du Fief de Kexholm jusqu'à l'endroit ou la Mer de Prorojeroi , qui commence près du Village de Kudumagube , touche les anciennes Limites qui ont été entre la Russie & la Suede ; tellement que sa Majesté le Roi & le Roiaume de Suede posséderont toujours tout ce qui est située vers l'Oüest & le Nord au de-là des Limites spécifiées , & sa Majesté Czarienne & l'Empire de Russie posséderont à jamais ce qui est situé en deçà , du côté d'Orient & du Sud. Et comme sa Majesté Czarienne cede ainsi à perpetuité à sa Majesté le Roi & au Roiaume de Suede une Partie du Fief de Kexholm , qui apartenoit ci-devant à l'Empire de Russie , elle promet de la maniere la plus solemnelle , pour soi & ses successeurs au Trône de Russie , qu'elle ne redemandera jamais cette Partie du Fief de Kexholm , sous quelque prétexte que ce soit ; mais ladite Partie sera & restera toujours incorporée au Roiaume de Suede.

de. A l'égard des Limites dans les Païs des Lapmarkes , ils resteront sur le même pied qu'ils étoient avant le commencement de cette Guerre entre les deux Empires. On est convenu de plus , de nommer des Commissaires de part & d'autre , immediament après la Ratification du Traité principal , pour regler les Limites de la maniere susdite.

IX. Sa Majesté Czarienne promet en outre , de maintenir tous les Habitans des Provinces de Livonie , d'Estonie & d'Oesel , Nobles & Roturiers , les Villes , Magistrats & les Corps des Metiers , dans l'entiere jouïssance des Privileges , coûtumes & Prérogatives , dont ils ont jouï sous la Domination du Roi de Suede.

X. On n'introduira pas non plus la contrainte des consciences , dans les Païs qui ont été cedez , mais on y laissera & maintiendra la Religion Evangelique , de même que les Eglises , les Ecôles & ce qui en dépend , sur le même pié , qu'elles étoient du tems de la derniere Régence du Roi de Suede , à condition que l'on y puisse aussi exercer librement la Religion Grecque.

XI. Quant à la réduction & liquidation qui se firent du tems de la Régence précédente du Roi de Suède en Livonie ,

Livonie , Estonie & Oefel , au grand préjudice des fujets & des Habitans de ces Païs-là , (ce qui a porté , de même que l'équité de l'affaire même , le feu Roi de Suede de glorieufe Mémoire , à donner l'affurance par une Patente qui fut publiée le 13. Avril 1700. , *que fi quelques-uns de fes fujets pouvoient prouver loyalement , que les Biens qui ont été confifquez , étoient les leurs , on leur rendroit Juftice à cet égard ;* & alors plufieurs Sujets defdits Païs furent remis dans la poffeffion de leurs Biens confifquez ;) Sa Majefté Czarienne s'engage & promet de faire rendre Juftice à un chacun , foit qu'il demeure dans le Terroir ou hors du Terroir , qui a une juftte prétention fur des Terres en Livonie , Estonie , ou dans la Province d'Oefel , & la peut vérifier dûëment , de forte qu'ils rentreront alors dans la poffeffion de leurs Biens ou Terres.

XII. On reftituera auffi inceffamment , en conformité de l'Amniftie qui a été accordée & réglée ci-deffus dans l'Article fecond , à ceux de Livonie , d'Eftonie , & de l'Ifle d'Oefel , qui ont tenu pendant cette Guerre le parti du Roi de Suede , les Biens , Terres & Maisons qui ont été confifquez & donnez à d'autres , tant dans les Villes de

ces Provinces, que dans celles de Nerva & Wibourg, soit qu'ils leur ayent appartenu avant la Guerre, ou qu'ils leur soient dévolus pendant la Guerre par Héritage ou par d'autres voies, sans aucune exception & restriction; soit que les Propriétaires se trouvent à présent en Suede, ou en Prison, ou quelque autre part, après que chacun se sera auparavant légitimé auprès du Gouverneur Général, en produisant les Documents, touchant son Droit; mais ces Propriétaires ne pourront rien prétendre des Revenus qui ont été levez par d'autres pendant cette Guerre & après la confiscation, ni aucun dédommagement de ce qu'ils ont souffert par la Guerre ou autrement. Ceux qui rentrent de cette maniere dans la possession de leurs Biens ou Terres, seront obligez de rendre Hommage à sa Majesté Czarienne, leur Souverain d'à présent, & de se comporter au reste comme de fidelles Vasseaux & sujets: après qu'ils auront prêté le Serment accoutumé, il leur sera permis de sortir du Païs, d'aller demeurer ailleurs dans le Païs de ceux qui sont alliez & amis de l'Empire de Russie, & de s'engager au service des Puissances neutres, ou d'y continuer, s'ils s'y sont déjà engagez, suivant qu'ils le juge-

jugeront à propos. Mais à l'égard de ceux, qui ne veulent pas rendre Hommage à Sa Majesté Czarienne, on fixe & on leur accorde le terme de trois ans après la publication de la Paix, pour vendre dans ce tems-là leurs Biens, Terres, & ce qui leur appartient, le mieux qu'ils pourront, sans en payer davantage que ce que chacun doit payer en conformité des Ordonnances & Statuts du País. En cas qu'il arrivât à l'avenir, qu'un Héritage fût dévolu suivant les Droits du País à quelqu'un, & que celui-ci n'eût pas prêté le Serment de fidélité à Sa Majesté Czarienne il sera obligé de le faire à l'entrée de son Héritage, ou de vendre ces Biens dans l'espace d'une année.

De la même maniere, ceux qui ont avancé de l'argent sur des Terres situées en Livonie, Estonie, & dans l'Isle d'Oesel, & qui en ont reçu des Contrâcts legitimes, jouïront paisiblement de leurs Hypotheques, jusqu'à ce qu'on leur en paye & le Capital & l'interêt; mais ces Hypothequaires ne pourront rien prétendre des Interêts qui sont échus pendant la Guerre, & qui ne sont pas peut-être levez; mais ceux qui dans l'un ou l'autre cas ont l'administration des Biens susdits, seront obligez de rendre Hom-

mage à Sa Majesté Czarienne. Tout ceci s'entend aussi de ceux qui restent sous la Domination de Sa Majesté Czarienne lesquels auront la même liberté de disposer des Biens qu'ils ont en Suede & dans les Païs qui ont été cedez à la Couronne de Suede par cette Paix. D'ailleurs, on maintiendra aussi reciproquement les sujets des Parties pacifiantes qui ont de justes prétentions dans les Païs des deux Puissances, soit au Public, ou à des personnes particulieres, & on leur rendra une prompte Justice, afin qu'un chacun soit ainsi mis & remis dans la possession de ce qui lui appartient de Droit.

XIII. Toutes les Contributions en argent cesseront dans le Grand Duché de Finlande, que Sa Majesté Czarienne restitue suivant l'Article V. à sa Majesté le Roi & au Royaume de Suede, à compter depuis la date de la signature de ce Traité; mais on y fournira pourtant *gratis* les Vivres & les Fourages nécessaires aux Troupes de Sa Majesté Czarienne, jusqu'à ce que ledit Duché soit entièrement évacué, sur le même pié que cela s'est pratiqué jusqu'ici; & l'on défendra & inhibera sous des peines très-rigoureuses, d'enlever à leur délogement aucuns Ministres ni Païsans de la Nation Finlandoise

Finlandoise , malgré eux , ni de leur faire aucun tort. Outre cela , on laissera toutes les Forteresses & Châteaux de Finlande dans le même état où ils sont à présent ; mais il sera permis à sa Majesté Czarienne de faire emporter , en évacuant ledit Païs & Places , tout le gros & petit Canon , leurs Attirails , Magazins , & autres Munitions de Guerre que sa Majesté Czarienne y a fait transporter , de quelque nom que ce soit. Pour cette fin & pour le transport du bagage de l'Armée , les habitans fourniront *gratis* les Chevaux & les Chariots nécessaires jusqu'aux Frontieres. Même , si l'on ne pouvoit pas exécuter tout cela dans le terme stipulé , & qu'on fût obligé d'en laisser une partie en arriere , elle sera bien gardée , & remise ensuite à ceux qui sont autorisez de Sa Majesté Czarienne dans quelque tems qu'elle le souhaite , & on fera aussi transporter la-dite partie jusqu'aux Frontieres. En cas que les Troupes de Sa Majesté Czarienne aient trouvé & envoyé hors du Païs quelques Archives & Papiers , touchant le Grand Duché de Finlande , elle en fera faire une exacte recherche , & fera rendre de bonne foi ce qui s'en trouvera , à ceux qui sont autorisez de Sa Majesté le Roi de Suede.

XIV. Tous les Prisonniers de part & d'autre, de quelque Nation, Condition & Etat qu'ils soient, seront élargis immédiatement après la Ratification de ce Traité de Paix ; sans payer aucune rançon ; mais il faut qu'un chacun ait auparavant acquité les Dettes qu'il a contractées, ou qu'il donne caution suffisante par le payement d'icelles. On leur fournira *gratis* de part & d'autre, les Chevaux & les Chariots nécessaires dans le tems fixé pour leur départ à proportion de la distance des Places où ils se trouvent actuellement, jusqu'aux Frontieres. Touchant les Prisonniers qui ont embrassé le Parti de l'un ou de l'autre, ou qui ont dessein de rester dans les Etats de l'une ou de l'autre Partie, ils auront indifferemment cette permission-là. Ceci s'entend aussi de tous ceux qui ont été enlevez de part & d'autre pendant cette Guerre, lesquels pourront aussi ou rester où ils sont, ou retourner chez eux, excepté ceux qui ont de leur propre mouvement embrassé la Religion Grecque, Sa Majesté Czarienne le voulant ainsi, pour laquelle fin les deux Parties pacifiantes feront publier & afficher des Edits dans leurs Etats.

XV Sa Majesté le Roi & la Republique de Pologne, comme Alliez de sa
Majesté

Majesté Czarienne, sont compris expressement dans cette Paix, & on leur reserve l'accès, tout de même comme si le Traité de Paix à renouveler entre Eux & la Couronne de Suede eût été inferé ici de mot à mot. Pour cette fin, cesseront toutes les hostilités de quelque nom qu'elles soient, par tout & dans tous les Royaumes, Païs & Domaines qui appartiennent aux deux Parties pacifiantes, & qui sont situés tant dans l'Empire Romain que hors de l'Empire Romain, & il y aura une Paix stable & durable entre les susdites deux Couronnes. Et Comme aucun Ministre Plenipotentiaire de la part de sa Majesté & la Republique de Pologne n'a assisté au Congrès de Paix qui s'est tenu à Neustad, & que ainsi on n'a pu renouveler à la fois la Paix entre sa Majesté le Roi de Pologne & la Couronne de Suede par un Traité solennel, sa Majesté le Roi de Suede s'engage & promet d'envoyer au Congrès de Paix ses Plenipotentiaires, pour entamer les Conférences, dès qu'on aura concerté le lieu du Congrès, afin de conclure sous la Mediation de sa Majesté Czarienne une Paix durable entre ces deux Rois, à condition que rien n'y soit contenu qui puisse porter du prejudice à ce

Traité de Paix perpetuelle fait avec sa Majesté Czarienne.

XVI. On reglera & on confirmera la liberté du Commerce qu'il y aura par Mer & par Terre, entre les deux Puissances, leurs Etats, Sujets Habitans, dès qu'il sera possible, par le moyen d'un Traité à part sur ce sujet, à l'avantage des Etats de part & d'autre : Mais en attendant, il sera permis aux Sujets Russiens & Suedois de trafiquer librement dans l'Empire de Russie & dans le Royaume de Suede, dès qu'on aura ratifié ce Traité de Paix, en payant les Droits ordinaires de toutes sortes de Marchandises; de sorte que les Sujets de Russie & de Suede jouïront reciproquement des même Privileges & Prerogatives qu'on accorde aux plus grands Amis des susdits Etats.

XVII La Paix étant conclüe, on restituëra de part & d'autre aux sujets de Russie & de Suede, non seulement les Magazins qu'ils avoient avant la naissance de la Guerre dans certaines Villes Marchandes de ces deux Puissances, mais on leur permettra aussi d'établir des Magazins dans les Villes, Ports & autres Places qui sont sous le Domination de sa Majesté Czarienne & du Roi de Suede.

XVIII.

XVIII. En cas que des Vaisseaux de Guerre ou Marchands Suedois viennent à échouër ou perir par tempête ou par d'autres accidens sur les Côtes & Riva-
ges de Russie, les sujets de sa Majesté Czarienne seront obligez de leur donner toute sorte de secours & d'assistance, de sauver l'Equipage & les effets, autant qu'il leur sera possible, & de rendre fidèlement ce qui a été poussé à Terre, s'ils le reclament, moyennant une récompense convenable. Les sujets de sa Majesté le Roi de Suede en feront autant à l'égard des Vaisseaux & des Effets Russiens qui ont le malheur d'échouër ou de perir sur les Côtes de Suede. Pour quelle fin, & pour prevenir toute insolence, vol & pillage, qui se commettent ordinairement à l'occasion de ces fâcheux accidens, sa Majesté Czarienne & le Roi de Suede feront émaner une très-rigoureuse inhibition à cet égard, & feront punir arbitrairement les Infraçteurs.

XIX Et pour prevenir aussi par Mer toute occasion qui pourroit faire naître quelque mesintelligence entre les deux Parties pacifiantes, autant qu'il est possible, on a conclu & resolu, que si les Vaisseaux de Guerre Suedois, un ou plusieurs, soit qu'il soient petits ou,

N s grands,

grands, passent dorenavant une des Fortereſſes de ſa Majeſté Czarienne, ils feront la ſalve de leur Canon, & ils feront d'abord reſalvez de celui de la Fortereſſe Ruſſienne; & *vice verſa*, ſi les Vaiſſeaux de Guerre Ruſſiens, un ou pluſieurs, ſoit qu'ils ſoient petits ou grands, paſſent dorenavant une des Fortereſſes de ſa Majeſté le Roi de Suede, ils feront la ſalve de leur Canon, & ils feront d'abord reſalvez de celui de la Fortereſſe Suedoiſe. En cas que les Vaiſſeaux Suedois & Ruſſiens ſe rencontrent en Mer, ou en quelque Port ou autre endroit, ils ſe ſalueront les uns les autres de la ſalve ordinaire de la même maniere que cela ſe pratique en pareil cas entre la Suede & le Dannemarc.

XX. On eſt convenu de part & d'autre, de ne plus defraier les Miniſtres des deux Puiffances comme auparavant leurs Miniſtres Plenipotentiaires & Envoyez, ſans ou avec Caractere, devant ſ'entretenir à l'avenir eux mêmes & toute leur ſuite, tant en Voyage qu'à la Cour, & dans la Place où ils ont ordre d'aller reſider; mais ſi l'une ou l'autre des deux Parties reçoit à tems la nouvelle de la venuë d'un Envoyé, Elles ordonneront à leurs ſujets de lui donner toute l'aſſiſtance dont il aura beſoin,

besoin, afin qu'il puisse continuer sûrement sa route.

XXI. De la patt de sa Majesté le Roi de Suede, on comprend aussi dans ce Traité de Paix sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, à la reserve des Grieffs qu'il y a entre sa Majesté Czarienne & ledit Roi, dont on traitera directement, & l'on tâchera de les terminer amiablement. Il sera permis aussi à d'autres Puissances, qui seront nommées par les deux Parties pacifiantes dans l'espace de trois Mois, d'accéder à ce Traité de Paix.

XXII En cas qu'il survienne à l'avenir quelque differend entre les Etats & les sujets de Suede & de Russie, cela ne derogera pas à ce Traité de Paix éternelle; mais il aura & tiendra sa force & son effet, & on nommera incessamment des Commissaires de part & d'autre, pour examiner & vuider équitablement le differend.

XXIII. On rendra aussi dès à present tous ceux qui sont coupables de trahisons, meurtres, vols & autres crimes, & qui passent de la *Suede* en *Russie*, & de la *Russie* en *Suede*, seuls ou avec Femme & Enfans; en cas que la Partie lésée du País d'où ils se sont évadez, les reclame, de quelque Nation qu'ils soient, & dans le

même état où ils étoient à leur arrivée , avec Femme & Enfans , de même qu'avec tout ce qu'ils ont enlevé , volé ou pillé.

XXIV. L'échange des Ratifications de cet Instrument de Paix se fera à *Neustad* dans l'espace de trois semaines , à compter de la signature , ou plutôt , s'il est possible. En foi de tout ceci , on a dressé deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité de Paix , lesquels ont été confirmés par les Ministres-Plénipotentiaires de part & d'autre , en vertu des Pouvoirs qu'ils avoient de leurs Maîtres , qui les avoient signés de leurs mains propres , & y avoient fait apposer leurs Seaux.

Fait à Neustad le 30. Août 1721. V. St. depuis la Naissance de nôtre Sauveur.

JEAN LILIENSTED. JACOB - DANIEL
BRUCE.

OTTO REINHOLD HENRI - JEAN -
STOEMFELD. FREDERIC OS-
TERMAN.

Nous avons accepté , approuvé , confirmé & ratifié ce Traité de Paix éternelle en tous ses Articles , Points & Clausés , de même que l'Article séparé

paré qui y a du raport, les acceptant, approuvant, confirmant & ratifiant par la présente de la maniere la plus solennelle que cela se puisse faire & nous promettons sur nôtre parole Royale, pour nous pour nos Successeurs les Rois de Suede, que nous executerons & accomplirons fermement, inviolablement & religieusement tout ce qui est compris dans ledit Traité de Paix éternelle, & dans tous les Articles & Clausés, comme aussi l'Article séparé, dont il a été fait mention ci-dessus, & nous n'y contreviendrons jamais, ni permettrons qu'il y soit jamais contrevenu de nôtre côté. En Foi dequoi nous avons signé ce Traité de Paix, de nôtre propre main, & y avons fait apposer nôtre grand Seau Royal.

Fait dans nôtre Residence de Stokholm le 9. Septembre, l'an de grace 1721.

FREDERIC.

Plus bas

VAN HOPKEN.

ARTICLES

ARTICLES SEPAREZ.

Comme sa Majesté Czarienne en vertu du V. Article du Traité conclû aujourd'huy s'oblige de payer à sa Majesté le Roi de Suede la Somme de deux millions de Rixdalers, il a été convenu par le present Article, que le payement se fera en de bonnes & valables pieces de deux tiers dont trois font deux Rixdalers; immanquablement & sans aucun rabais à Hambourg, Amsterdam & Londres, aux Commissaires de sa Majesté Suedoise, pourvûs de Pleinspouvoir & dûes Quittances, & sa Majesté Czarienne fera sçavoir six semaines avant l'échéance de chaque Terme, dans quel endroit ledit payement se doit faire. Mais en cas que sa Majesté Czarienne ne trouvât pas moïen de faire le payement de la Somme dûë en de bonnes pieces de deux tiers és susdits Lieux, Elle promet de le faire en d'autres bonnes especes de Monnoye d'argent qui ont cours dans lesdits Lieux, excepté pourtant la petite Monnoye, & cela selon la valeur du change, tel qu'il se trouvera à l'échéance de chaque Terme, sans aucun rabais. Au reste le payement se doit faire en quatre Termes, dont le premier sera au com-
mence-

commencement du Mois de Fevrier de l'année prochaine 1722. le second au commencement du Mois de Decembre de la même année. Le troisiéme au Mois d'Octobre 1723. & le quatriéme & dernier au commencement du Mois de Septembre de l'année 1724. à chaque Terme cinq cens mille Rixdalers , de sorte que dans cet espace de tems le payement de la Somme entiere de deux Millions doit être fait.

Cet Article séparé aura la même vertu & effet , comme s'il étoit inferé mot à mot au Traité de Paix conclu aujourd'huy , comme il sera aussi ratifié en même tems , les Ratifications devant être échangées ici. En temoignage de quoi on en a fait deux Exemplaires de la même teneur , lesquels ont été signez & échangés l'un contre l'autre. Fait à Neustadt le 30. Août 1721.

(L. S.) JEAN LILIENSTEDT.

(L. S.) JAQUES DANIEL BRUCE.

(L. S.) OTTO R. STROEMFELD.

(L. S.) HENRI JEAN FREDERIC OSTERMANN.

AUTRE

AUTRE ARTICLE SEPARÉ.

NOus Frederic , par la grace de Dieu, Roi de Suède , des Gots & des Vandales , &c ; savoir faisons , que la Lettre d'assurance , que nos Ministres Plenipotentiaires ont exhibée à Neustad aux Ministres Plenipotentiaires de sa Majesté Czarienne , consiste dans les Termes suivans.

Nous soussignez Ministres Plenipotentiaires de sa Majesté le Roi de Suède assûrons par la Présente , en vertu des Pouvoirs dont nous sommes munis de sa part , que notre Souverain & Maître ne portera ni ne s'attribuëra jamais d'autre Titre que celui de Roi de Suède , des Gots & des Vandales , &c. renonçant & cedant ainsi à sa Majesté Czarienne & à ses Successeurs au Trône de Russie , les Titres de tous les Pays qui lui ont été cedez par ce Traité de P ix ; & promettant pour soi & pour ses Successeurs à la Couronne de Suède , qu'ils donneront à sa Majesté Czarienne & à ses successeurs à l'Empire de Russie , le Titre qui leur convient par raport à la Cession des susdits Pays & Provinces , sans aucune restriction , en cas qu'il leur
plaise

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 305
plaife de fe servir à l'avenir de leur Titre entier. De quoi nous nous engageons par la prefente , de la maniere la plus folemnelle , de procurer l'approbation fignée de la propre main de fa Majefté le Roi de Suede notre Maître , de même que la Ratification de ce Traité de Paix.

Fait à Neufiad le 30. Août 1721.

JEAN COMTE DE OTTO REINHOLD
LILIENSTED. STROEMFELD.

Comme cette Lettre d'affurance eft conforme à nos intentions , tant à l'égard de notre propre titre qu'à l'égard du titre que fa Majefté Czarienne nous demande , nous accomplirons fidellement tout ce que nosdits Miniftres Plenipotentiaires ont promis & affuré fur ce fujet en notre nom. En foi de quoi nous avons figné la prefente de notre main , & confirmé de notre Sceau Royal.

A Stockolm le 9. Septembre 1721.

FREDERIC.

Plns bas

VAN HOPKEN,
1724 TRAI-

[HHH.]

1724. TRAITE' d'Alliance entre la
Russie & la Suede, conclu à Stockolm
en 1724. tiré de l'Europæische
Ruhe.

SAvoir faisons à tous & chacun, que
 comme par la Paix conclüe à Neu-
 stad le 30. Août 1721. l'ancienne, &
 pendant un long-tems interrompue ami-
 tié & la bonne intelligence de voisinage
 entre sa Majesté le Roi de Suede & sa
 Majesté Imperiale Russienne & entre
 leurs Etats & Sujets a été retablie, &
 que Leurs Majestés gardent une sincere
 intention, non-seulement de conserver
 sans interruption l'amitié retablie, mais
 aussi de serrer davantage ce lien, & d'a-
 vancer le mieux possible leurs intérêts
 communs; sa susdite Majesté Suedoise a
 ordonné les respectifs Senateurs du
 Royaume, le President de Chancellerie,
 le Chancelier de Cours & Secrétaire
 d'Etat, les respectifs Seigneurs Comtes
 & Barons, le Seigneur Comte & Presi-
 dent Arwed Horn, le Seigneur Comte
 Charles Gyllenborg, le Seigneur Baron
 Josias Cederhielm, comme aussi le Sieur
 Baron

Baron Jochem van Duben & le Seigneur Daniel Nicolas van Hopken, & muni d'un Pleinpouvoir special pour s'assembler avec le Seigneur Michel de Bestuchef, Chambellan & Envoié Extraordinaire de sa Majesté Imperiale Ruffienne, de traiter d'une Alliance Defensive entre leurs susdites Majestez & negocier là-dessus & conclure. Lesquels ayant pour cette fin exhibé reciproquement & échangé leurs Pleinspouvoirs, sont convenus de ce present Instrument, & l'ont conclu & signé de la maniere qu'il suit.

I. Il y aura une Paix ferme & une bonne intelligence de voisinage, entre les deux Etats, & le Traité de Paix conclu à Newstad sera censé être repeté ici, & s'il y a de part & d'autre encore quelque point non executé, il le sera incessamment.

II. Cette Confédération & Alliance Défensive ne tendra au préjudice ni offense de qui que ce soit, mais uniquement à la conservation de la Paix & du repos général, & particulièrement à ce que Sa Majesté Royale de Suede & sa Majesté Imperiale Ruffienne veulent entretenir une bonne & confidente correspondance dans tous les cas concernant leurs Etats & travailler conjointement à
les

les garantir & leurs Sujets de toutes vexations , & les conserver dans un état de repos & de constante prospérité.

III. Pour obtenir ce but salutaire & pour faire voir que les Hauts Contractants , de côté & d'autre sont dans une sincere intention à cet égard , ils s'assisteront de Conseil & d'effet pour avancer l'avantage , l'un de l'autre , & avertiront & détourneront les dommages & préjudices , communiqueront diligemment & confidemment toutes les occasions , d'où il peut venir des troubles & dangers , & prendront avec soin de telles mesures qui seront avantageuses à l'intérêt commun & au repos , seureté & avantage des Royaumes & Etats de part & d'autre & de leurs Sujets.

IV. Si contre toute meilleure attente , & nonobstant ce but paisible & innocent il arrive , qu'après la Conclusion & la Ratification de cette Alliance un des deux hauts Pacifians fut pour quelque vieille ou nouvelle cause attaqué dans ses Royaumes , Etats & Provinces situées en Europe , par quelque Puissance Chrétienne Européenne , non seulement chacun d'eux , après la réquisition , fera ses efforts par son Ministre Résident à la Cour de l'Aggresseur , ou bien par celui qu'il y dépêchera . par ses bons offices ,
&

& représentations, & demandera une pleine satisfaction ; mais aussi en cas qu'ils fussent infructueux, livrera sans objection dans deux, trois ou tout au plus tard dans quatre Mois après la réquisition faite, selon la qualité de la saison de l'année & l'éloignement du lieu, le nombre des Troupes, là où le Requerant le desirera.

V. Pour ce qui est du nombre de Troupes Auxiliaires, dont les Alliez de part & d'autre, s'obligent de s'assister en tel cas, il est convenu que le Roi de Suede, le cas de Traité venant à exister, à la réquisition de sa Majesté Imperiale Rusienne, l'Assistera avec huit mille Fantassins & deux mille Cavaliers Dragons regulieres & bonnes Troupes, selon la convenance de celui qui en est requis, comme aussi de six Vaisseaux de Ligne de 60. à 70. Pieces de Canon, avec deux Fregattes chacune de 30. Pieces de Canon. D'un autre côté sa Majesté Imperiale Rusienne s'oblige dans le même cas d'assister sa Majesté Royale Suedoise à sa réquisition, avec douze mille Cavaliers & Dragons, bonnes Troupes & regulieres, selon la Convenance de celui qui en est requis, & avec neuf Vaisseaux de Ligne de 50. à 70. Pieces de Canon, & trois Fregattes, chacune de 30. Pieces

ces de Canons ; lesquelles Troupes Auxiliaires seront pourvuës de l'Artillerie de Campagne nécessaire ; comme par chaque Bataillon deux Pieces à trois Livres de Balle, & de l'Amunition : de même les Vaisseaux de Guerre, & Fregattes seront pourvuës de l'Equipage nécessaire, Matelots & Soldats, le nombre desquels derniers, en ce cas sera deduit du nombre des Fantassins ci-dessus stipulez, & seront pourvuës de tout le nécessaire selon l'usage de Guerre.

VI. Ces Troupes Auxiliaires seront entretenuës par la Partie requise elle-même ; mais le requerant leur fournira les rations & portions ordinaires de Munitions & de Fourage, comme aussi les Quartiers necessaires, le tout sur le même pied que ces Troupes sont entretenuës en Campagne par leur propre Maître.

VII. Les Vaisseaux de Guerre que l'une des Parties doit selon le contenu du 6. Article envoyer au secours de l'autre, seront selon l'usage de Guerre montez, équipez & avitaillez pour quatre Mois : Mais si après les quatre Mois passez ils sont obligez de demeurer auprès du Requerant pour quelque operation de Guerre ou quelque autre raison, alors le Requerant sera obligé de leur

leur fournir l'entretien dû , & les provisions sur le même pied que leur propre Maître les leur donne. Les Officiers néanmoins desdits Vaisseaux recevront leur Solde du haut Contractant requis.

VIII. Chaque Officier Commandant gardera le Commandement des Troupes Auxiliaires qui lui ont été confiées : Mais le Commandement Général en Campagne , & aux autres opérations de Guerre appartient sans dispute à celui à qui le Requerant l'a confié sur Terre & sur Mer; de maniere néanmoins , qu'il ne s'entreprendra rien d'importance qui n'aye été avisé & conclu auparavant dans un Conseil de Guerre & en présence du Général ou Officier Commandant de la Partie requise.

IX. Afin qu'il ne survienne aucun differend ni mal-entendu dans le Commandement , le Requerant indiquera de bonne heure quel Chef il employra au Commandement Général , afin que l'Allié requis puisse regler & proportionner le Caractere de celui qui commandera les Troupes Auxiliaires ou les Vaisseaux de Guerre.

X. Les Troupes Auxiliaires auront leurs propres Prêtres & exerceront leur culte particulier librement : Elles ne seront jugées que par leurs propres Officiers

ciers, & selon aucunes autres Loix, Articles de Guerre & Ordonnances que celles de leurs respectifs Maîtres : Mais s'il survient quelque differend entre les propres Officiers & Soldats du Reque- rant & ceux des Troupes Auxiliaires, il sera examiné & jugé par des Commis- saires à cela commis, en nombre égal & choisi des Troupes de part & d'autre, & les coupables seront par consequent punis selon les Articles de Guerre de leurs propre Maître. Sera pareillement libre au Général comme aux autres Officiers des Troupes Auxiliaires d'avoir Corres- pondance chez eux par des Lettres ou par des Exprès.

XI. Les Troupes Auxiliaires seront tenuës d'obeïr en tout aux ordres du General Commandant en Chef, de se transporter où il le veut, & se laisser employer aux operations de Guerre, en observant neanmoins la maniere conve- nuë dans l'Article II. ci-dessus. Mais ces Troupes & Escadres, quand elles au- ront été demandées en même tems, se- ront respectivement dans les Marches, Commandemens, Actions, Quartiers & autrement tenuës, autant qu'il est possible, l'une près de l'autre, & ne se- ront pas trop séparées & éloignées l'une de l'autre, & afin, que les Troupes Au-
xiliaires

xiliaires ne soient dans les operations de Guerre, ou autrement, fatiguées & exposées plus que les autres Troupes du Requerant : mais qu'il y soit observé entre elles une parfaite égalité, le General Commandant en Chef sera tenu d'observer dans tous les Commandemens une juste & exacte proportion entre elles selon la force de toute l'Armée.

XII. D'un autre côté & afin que les Sujets du Requerant ne soient point surchargés, mais qu'ils jouissent tranquillement du leur, & qu'ainsi le transport des Vivres & autres besoins de chez eux, & d'ailleurs ne soit point empêché, le General ou Officier Commandant des Troupes Auxiliaires sera obligé de garder parmi les Troupes à son Commandement un bon ordre & discipline, & de punir exemplairement les delinquans, sans retardement, connivence ou autre vuë, selon le contenu du precedent Article X.

XIII. Est convenu de part & d'autre, que chacun remplira & recrûtera le man- que de ses Troupes Auxiliaires. Mais si dans les marches ou l'entiere retraite des Troupes Auxiliaires des Etats du Requerant, quelques-uns de leurs Officiers ou Soldats demeuroient en ar-

rière, pour maladie ou autres causes, le Requerant promet de faire donner aux malades tout secours, & d'ailleurs de leur laisser, & aux autres, toute liberté de continuer leur voyage sans empêchement, de leur accorder toute assistance possible, & de ne les point retenir sous quelque pretexte que ce puisse être.

XIV. Si l'une & l'autre Partie avoit besoin de plus de Troupes ou de Vaisseaux qu'il n'a été spécifié, les Contractans de part & d'autre s'engagent, en tant que l'état des Roiaumes de chaque Partie le peut souffrir, de le fournir pareillement aux conditions ci-dessus, & de se montrer favorable en cela.

XV. Il sera permis à chaque Partie pendant que l'une est en Guerre, de tirer des Etats de l'autre tous les matériaux & effets nécessaires pour la Guerre, au prix courant dans ces endroits-là.

XVI. Les deux hauts Contractans déclarent, qu'ils ne sont avec personne dans aucun engagement qui puisse être contraire à cette Alliance, par conséquent les engagements antérieurs comme n'étant nullement contraires à celui-ci, conserveront leur force entière : Mais afin que l'intention des deux hauts Contractans, de remplir sincèrement ;

ce qui a été stipulé & conclu entre eux, paroisse clairement, Leurs Majestés s'obligent par les présentes de faire chacun en son endroit exécuter fidèlement chacun des Articles conclus de bonne foi, & de ne permettre en aucune manière qu'on y contrevienne, soit sous prétexte d'aucun engagement antérieur, ou sous aucun autre nom quel qu'il soit.

XVII. Si le Contractant requis étoit attaqué pour telle assistance ou autrement, & ainsi que tous les deux fussent engagés dans une Guerre, aucun d'eux n'entrera en Négociation pour une Paix ou Treve, encore moins conclura à cet égard, sinon du consentement & pleine concurrence de l'autre Partie; & que particulièrement on n'aye fait à la Partie lésée réparation du dommage souffert.

XVIII. Si quelque autre Puissance desiroit d'être comprise dans cette Alliance, elle le fera; mais pas autrement que du consentement des deux Parties.

XIX. Si les Sujets de part & d'autre se croient en droit de porter des plaintes de Justice retardée ou déniée, on ne passera pas d'abord aux représailles, mais on en demandera auparavant information à l'autre Partie par le Ministre

Résident, & ceux qui ont alors fait des plaintes sans fondement suffisans, seront châtiés selon l'exigence du cas.

XX. Il se fera incessamment un Traité de Commerce & les deux Parties y apporteront toute facilité.

XXI. Cette Alliance durera l'espace de douze ans & en cas que les Hauts Contractans de part & d'autre après l'expiration de ce terme, jugeassent nécessaire de la prolonger, ils feront de bonne heure conférer & négocier là-dessus, & tout au plus tard six mois avant son expiration.

XXII. Est convenu en dernier lieu que les Ratifications de ce Traité seront expédiées & échangées de part & d'autre ici à Stockholm dans trois mois, à compter depuis le jour d'aujourd'hui ou même plutôt.

En foi de quoi, il a été expédié cet Instrument double & signé par les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Imperiale de Russie, & muni de leurs Cachets. Fait à Stockholm le 22. Fév. 1723.

Etoit signé,

A. HORN.

M. BESTUCHEF.

C. GYLLENBORG.

J. CEDERHIELM.

J. v. DUBEN.

D, N. v. HOPKEN.

ARTI-

ARTICLE SEPARÉ.

SA Majesté Imperiale Rusſienne s'oblige d'accorder à la Suede , outre la sortie libre de grains pour 50000. Roubles par an , stipulée dans la Paix de Neuſtadt ; la liberté d'acheter dans les Ports & Villes de Sa Majesté Imperiale Rusſienne ſituez à la Mer Baltique , pour autant de Roubles de Chanvre , de Lin & de Mâts & de les emporter ſans aucune charge , pour autant d'années que durera cette alliance Défensive.

ARTICLE SECRET.

Comme Son Alteſſe Royale le Duc d'Holſtein ſ'eſt vuë depuis tant d'années privée de ſon Duché de Holſtein-Sleſwick avec ſes annexes, & qu'il importe beaucoup à Sa Majesté Roiale de Suede , auſſi-bien qu'à Sa Majesté Imperiale de Ruſſie que ce Prince qui leur appartient de ſi près à tous deux , ſoit reſtitué dans ce qui lui appartient , & que par-là la parfaite tranquillité ſoit rétablie dans le Nord , les deux Hautes Parties s'obligent par ces préſentes le plus fortement qu'il ſe puiſſe ,

O 3 de

318 LES INTERETS PRESENS
de pousser efficacement par leurs bons
Offices , & de Conseils communiqués ,
cette affaire tant à la Cour de Danne-
marc qu'à d'autres ; & en cas que ces
bons Offices & représentations n'eussent
pas un effet suffisant , les deux Hauts
Contractans délibéreront confidemment
entre eux & avec d'autres Puissances
Garantes auparavant à cela engagées ,
& particulièrement avec Sa Majesté Im-
periale Romaine , & examineront de
quelle maniere cette affaire pourroit
s'entreprendre le mieux avec seureté &
selon les circonstances des Conjonctu-
res , & enfin comment cette source dan-
gereuse de troubles infinis au Nord se
puisse terminer entierement.

[III.]

1726. ACCESSION de l'Empereur
des Romains aux précédens Traités. Sur
une Copie manuscrite.

SOit notoire à tous & un chacun à
qui il appartient ou peut appartenir :
Qu'un Traité d'Alliance défensive en-
tre les Cours de Suede & de Russie ,
ayant été signé à Stokholm le 22. de
Février de l'an 1724. les Ministres de
ces

ces Cours residens alors à la Cour Imperiale ont invité sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique à entrer dans ce Traité d'Alliance & dans l'Article secret, tendant à affermir & confirmer la tranquillité publique & la Paix; & d'assister lesdits Alliez de ses secours & Conseils. sa Majesté Imperiale & Catholique ayant toujours eu à cœur la tranquillité publique de l'Europe en général, & celle du Nord en particulier, avoit resolu il y a déjà long-tems d'entrer dans cette Alliance défensive; ainsi sa Majesté Imperiale & Catholique portée par son attachement & son attention sincere aux intérêts de l'Univers & en particulier du Nord, a reçu favorablement cette amiable invitation, enforte que depuis long-tems elle a résolu d'accéder au susdit Traité comme si elle avoit été dès le commencement une des Hautes Parties Contractantes. C'est pourquoi sa Majesté Imperiale & Catholique a commis & muni des Pleins-Pouvoirs nécessaires, les soubssignez ses Conseillers Privez, pour traiter, conformément à cette résolution, de cette Accession avec les Ministres des susdites Cours munis aussi des Instructions & Pleins-Pouvoirs nécessaires, & ce en consequence pour dresser un Instrument ou acte dans les

formes, dont les Plenipotentiaires respectifs sont convenu ainsi qu'ils s'ensuit, après avoir conféré ensemble & échangé leurs Pleins-Pouvoirs.

Les Ministres Plenipotentiaires de sa Majesté Imperiale & Catholique déclarent, certifient & promettent en son nom que sa Majesté Imperiale & Catholique pour elle & pour ses Héritiers legitimes & ses Successeurs, prend part & entre dans le susdit Traité d'Alliance de Stockholm & dans l'Article secret; que sa Majesté Imperiale & Catholique comme *Pars compaciscens* se joint & s'allie par le present acte d'Accession avec Leurs Majestez confederées de Suede & de Russie, & qu'elle s'oblige & s'engage à elles & à leurs legitimes Heritiers & Successeurs tant en commun qu'en particulier d'observer & executer les conditions, clauses & conventions de cette Alliance, toutes en général & chacune en particulier telles qu'elles sont contenues & exprimées dans ledit Traité & dans l'Article secret, & ce pour tous les Royaumes, Païs & Seigneuries qu'elle possède: & si le *casus Fæderis* ou quelque cas demandant l'exécution de sa promesse & de la Garantie stipulée dans ce Traité, arrivoit, de fournir 12. mille Hommes d'Infanterie, & 4. mille de Cavale-

Cavalerie, & quant aux Vaisseaux on conviendra ensemble d'une compensation; tout ce que sa Majesté Imperiale & Catholique promet d'exécuter de la même maniere & avec la même fidelité, exactitude & sincerité que si elle avoit été dès le commencement une des Parties contractantes, & comme si elle avoit conclu, arrêté & signé lesdites Conditions, Promesses & Articles avec lesdites deux Puissances alliées ou avec chacune d'elles séparément.

De même, d'autre part les Plenipotentiaires de Leurs Majestez de Suede & de Russie ont en leur nom admis, reçu & compris sa Majesté Imperiale & Catholique dans la pleine entière Alliance du Traité de Stockholm & de l'Article secret, comme en vertu du présent Traité ils y admettent, reçoivent & comprennent sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Héritiers légitimes & Successeurs, promettant que lesdites deux Majestez & chacune d'elles en particulier, feront jouir ensemble ou en particulier, sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Royaumes, Terres & Seigneuries, de toutes les conditions, clauses & promesses en général & en particulier contenus dans ledit Traité d'Alliance.

Les Commissaires Imperiaux & les Ministres Plénipotentiaires Suedois & Czariens , promettent que le présent Instrument & Acte d'Accession, d'entrée, d'admission & d'acceptation dressé dans la forme dont on est convenu , sera ratifié par sa Majesté Imperiale & Catholique, & par Leurs Majestez Suedoise & Czarienne & que les Actes publics de Ratification seront échangez ici à Vienne dans trois mois , ou plutôt si faire se peut , à compter de ce jour-ci , en foi de quoi &c.

Fait à vienne en Autriche le seize d'Avril 1726.

La Suede en ratifiant cette Accession y mit le: restrictions suivantes.

A R T I C L E I.

QUoique par l'Article IV. du Traité d'Alliance defensive conclu le 22. Fevrier 1724. entre la Suède & la Russie (auquel il a plû à sa Majesté Imperiale & Royale Catholique d'accéder suivant la teneur de l'Acte d'Accession dressé & signé le jour marqué ci-dessous par les Ministres Imperiaux, de même que par les Ministres Plénipotentiaires de
Suede

Suede & de Russie) il soit stipulé en égard à la Paix & à la tranquillité publique ; que si après la conclusion & la Ratification de ce Traité , il arrivoit par cas fortuit , ou contre toute attente , que les Païs , Domaines & Provinces de l'un des Contractans en Europe vinssent à être attaquez par les armes de quelque Prince Chrétien , sous quelque prétexte que ce puisse être , soit pour des prétentions anciennes ou nouvelles ; l'autre des Contractans , après en avoir été requis , seroit indispensablement obligé de fournir les secours promis aux conditions & en la maniere dont on est convenu par ledit Article IV. & suivans ; néanmoins il a été convenu entre sa Sacrée Majesté Royale de Suède & sa Sacrée Majesté Imperiale , par cet Article Séparé , que si par cas fortuit il vient à s'élever des troubles contre l'Empereur , ou en quelque autre Etat hors de l'Europe , sa Sacrée Majesté Royale de Suede & son Royaume ne seront point obligez d'y prendre part , ni d'envoyer en des Pays si éloignez les secours stipulez d'ailleurs par le susdit Traité.

Pareillement , à l'égard des disputes élevées à l'occasion de l'établissement de la Compagnie d'Ostende , il est expressément réservé à sa Sacrée Majesté

Royale de Suède & à son Royaume, en vertu de cet Article Séparé, que ni elle, ni son Royaume n'y prendront part qu'autant que leurs bons offices pourront être agréables & acceptez.

II. D'autant que dans l'Alliance défensive, conclue le 22 Fevrier 1724. entre la Suede & la Russie, & à laquelle sa sacrée Majesté Imperiale & Catholique accede aussi presentement, il est stipulé & pourvû à l'Article XVI. que les précédens Traitez doivent rester en toute leur force, comme n'étant nullement contraires à la susdite Alliance; & que sa Majesté Royale & le Royaume de Suede n'ont pas moins fortement à cœur que sa Majesté Imperiale & Catholique, de prendre soin que les Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva subsistent toujours en leur entier sans aucune infraction: pour ces raisons on est convenu de part & d'autre, par cet Article Séparé, de declarer & de stipuler expressément, qu'au cas, que la Paix publique fût effectivement troublée & enfreinte (ce qu'à Dieu ne plaise) à l'occasion des susdits Traitez de Paix de Westphalie & d'Oliva, & d'autres fondez sur ceux-ci, qui n'auroient pas été entièrement observez & cultivez, comme il auroit été convenable à l'égard des

Points

Points concernant la Religion , & que l'un & l'autre des Hauts Contractans se trouvât impliqué dans ces troubles , alors les cas imprévûs & inopinez de cette nature ne devront en aucune manière être regardez , & encore moins soutenus , comme compris dans cette Alliance.

[K K K.]

1723. TRAITE' *d'Alliance entre la Russie & la Perse , conclu à Saint Petersbourg en 1723. tiré de la Gazette d'Amsterdam.*

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT.

SOit notoire par ces presentes, que les Troubles arrivez en Perse il y a déjà quelques années ; ayant donné lieu à quelques-uns des Sujets de ce Royaume d'exciter de dangereuses Revoltes contre leur legitime Souverain , & de lui causer par-là un prejudice inexprimable, ils auroient porté leurs violences jusques contre les Sujets de sa Majesté Imperiale de Russie , non seulement en leur enlevant leurs Marchandises montant à des Sommes très-considerables , mais
encore

encore en les maltraitant & les massacrant inhumainement ; quoiqu'en vertu des Traitez conclus depuis long-tems entre les deux Puissances , & la bonne amitié qu'Elles entretenoient l'une avec l'autre , il leur fût permis de negocier ensemble paisiblement ; & attendu que sa Majesté le Roi de Perse qui regnoit alors , n'étoit pas en état , dans la Conjoncture fâcheuse de ces Troubles , de donner aux Sujets de sa Majesté Imperiale de Russie la satisfaction qui leur étoit due , pour les insolences commises envers eux : sadite Majesté Imperiale , en vertu de l'estime & de la bonne amitié qu'Elle porte à sa Majesté Royale de Perse , comme aussi pour ne pas permettre l'entiere destruction de son Royaume , ni que le mal , qui va toujours en augmentant , s'étendit enfin jusques sur ses propres Frontieres a jugé à propos de prendre Elle même les Armes contre lesdits Rebelles , de s'emparer de quelques unes de leurs Places situées sur la Mer Caspienne , & d'y mettre Garnison de ses Troupes : Ce qui ne peut être que très-juste dans la Conjoncture presente , pour arrêter les progrès de ces Rebelles , qui ne sont déjà que trop Puissans. On jugera de leurs excès par la hardiesse qu'ils ont eue , non-seulement

ment de se rendre maîtres de la Capitale du Royaume, mais même de détrôner la Personne Sacrée du Roi, & de mettre en Prison toute la Famille Royale, excepté le plus jeune des Princes, nommé Fachmasib, qui a échappé à leur fureur, & qui comme veritable & legitime Successeur aux Royaumes & Pais du Roi son Pere, a voulu non-seulement renouveler l'ancienne amitié contractée depuis si long-tems entre les deux Etats, mais la resserrer encore plus étroitement : A l'effet dequoi il auroit envoyé ici avec le Caractere de son Ambassadeur Plenipotentiaire, & une Lettre de sa part pour sa Majesté Imperiale de Russie, la personne d'Ismaël Begh, dont l'affection & la fidelité lui sont connuës, tant pour notifier à sadite Majesté son élévation au Trone du Roi son Pere, envertu de son Droit legitime de Succession, que pour lui demander du secours contre les violences insupportables desdits Rebelles; l'ayant muni de Pleinspouvoirs, pour conclure avec sadite Majesté Imperiale un Traité formel à cet égard. A ces Causes, en vertu de l'Ordre special préalablement donné aux Ministres soubssignez de sadite Majesté, pour traiter avec ledit Ambassadeur de Perse, ils sont convenus

I. Promet sa Majesté Imperiale de Russie au Roi Fachmasib, une Amitié sincere, & une prompte assistance contre les Rebelles de son Royaume; & jusqu'à ce qu'ils soient totalement détruits, & que le Gouvernement de Perse soit retabli dans une tranquillité parfaite, sa Majesté Imperiale de Russie s'engage de faire marcher de ce côté-là, avec toute la diligence possible, & de faire agir contre lesdits Rebelles, un Corps considerable de Cavalerie & d'Infanterie.

II. D'autre part, ledit Roi de Perse, cede pour toujours à sadite Majesté Imperiale de Russie & à ses Successeurs, spécialement les Villes de Derbent & de Baku, avec toutes leurs Appartenances & Dependances, le long de la Mer Caspienne; comme aussi les Provinces de Ghilan, Mazanderan, & Asterabat, qui demeureront à perpetuité à sadite Majesté Imperiale, pour servir à la subsistance de ses Troupes; sans être autrement à charge à sadite Majesté le Roi de Perse.

III. Mais attendu l'impossibilité qu'il y a de transporter si loin & par Mer les Chevaux & l'Artillerie nécessaires, aussi bien

bien que les bagages , provisions & Munitions dont on peut avoir besoin , & d'autant que l'Ambassadeur de Perse a assuré qu'il s'en trouveroit abondamment dans les Places & Païs cedez à Sadite Majesté : elle a ordonné à ses Généraux qui sont déjà en ce Païs-là , d'en rassembler autant qu'il leur en faudra ; & en cas qu'il ne s'y en trouve pas suffisamment , Sa Majesté le Roi de Perse s'oblige de leur fournir , pour le prix de 12. Roubles chacun , tous les Chameaux dont ils pourront avoir besoin pour le transport des Bagages ; comme aussi de pourvoir abondamment les Troupes de Vivres dans leur marche , spécialement de Pain , de Viande & de Sel : à condition néanmoins que le Grain , la Chair & le Sel leur soit livré au prix convenu , qui sera payé comptant ; savoir , la mesure de Grain appelée Batman , du poids de 60. livres de Russie , 10. Copecks ; le Batman de Bœuf , 16. Copecks ; le Batman de Sel , 2. Copecks ; un Mouton pesant 4. Batmans , un Rouble ; bien entendu que le cas arrivant que le prix desdits Vivres vienne à augmenter dans la marche , ce sera au Roi de Perse à payer le surplus de ce à quoi ils sont taxez par le présent Article de ce Traité. Et afin qu'il soit
pourvu

pourvû à tems à la subsistance de nos Troupes, lesdites provisions commenceront à se faire aussi-tôt que l'Ambassadeur de Perse sera arrivé dans le Païs.

IV. Il y aura donc désormais entre Sa Majesté Imperiale de Russie & ses Etats d'une part, & le Roi de Perse & ses Royaumes de l'autre une constante amitié & bonne intelligence, en vertu de laquelle les Sujets des deux Etats auront une pleine & entiere liberté de voyager, passer & repasser, séjourner & trafiquer sur les Terres l'un de l'autre, toutes & quantes fois, que bon leur semblera, soit qu'ils aillent pour la premiere fois, ou qu'ils retournent respectivement dans lesdits Païs, ou ailleurs, sans qu'il leur soit causé aucun empêchement ni dommage : à quoi Sa Majesté Imperiale de Russie & Sa Majesté Royale de Perse s'obligent réciproquement, comme aussi de punir tous ceux qui oseroient contrevenir à leurs intentions.

V. Promet en outre Sa Majesté Imperiale de Russie, de tenir pour ses Ennemis tous les Ennemis du Royaume de Perse, & d'agir contre eux comme tels pour le bien dudit Royaume ; comme au contraire, de reconnoître pour ses Amis tous ceux qui le seront de Sadite
Majesté

Majesté Royale de Perse , laquelle de son côté promet d'en user de même envers les Amis & Ennemis de l'Empire de Russie.

En foi de quoi , & pour plus grande sûreté & exécution de tout le contenu au présent Traité , moi Ismael Begh , Ambassadeur Plénipotentiaire du Sérénissime Roi de Perse, ai signé ledit Traité de ma propre main , & y ai apposé mon Cachet , avec Serment sur ma Foi , en vertu du Plein-pouvoir à moi donné , scellé du Grand Sceau Royal : ledit Traité échangé contre un autre de même teneur , du Grand Sceau de Sa Majesté Imperiale de Russie , & signé par ses Ministres députez à cet effet. Ce 12. Septembre V. ft. 1723.

Etoit signé de la part de S. M. Imperiale de Russie :

C. GABRIEL DE GOLOFSKIN , Grand Chancelier.

ANDRE' D'OSTERMANN , Conseiller intime d'Etat.

BAZILE DE STENPHANOFF , Conseiller de la Chancellerie.

Et de la part du Roi de Perse :

ISLMAEL BEGH , Grand Ambassadeur Plénipotentiaire.

[LLL.]

[L L L .]

1726. TRAITE' d'Alliance entre l'Empereur des Romains & l'Imperatrice de Russie , conclu à Vienne en 1726. tiré du Mercure Historique.

COMME le repos public & le bien de toute l'Europe requierent , que l'ancienne amitié qui a constamment regné entre les Prédécesseurs de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Roiale Catholique , & de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie , soit renouvelée & resserrée plus étroitement par une nouvelle alliance ; c'est pour cela que Sa Majesté Imperiale & Catholique , comme Souverain des Roiaumes & des Provinces Héréditaires , & Sa Sacrée Majesté de toutes les Russies , pour avancer un Ouvrage si salutaire , ont choisi leurs Ministres Plénipotentiaires ci-dessous signez , savoir sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique , Son Altesse le Prince Eugene de Savoie & de Piemont , Conseiller actuel & intime de Sadite Sacrée Majesté Imperiale & Catholique , Président de son Conseil de Guerre , son Lieutenant Velt-Maréchal-Général du
St.

St. Empire Romain , & Vicaire-Général de ses Roiaumes & Etats en Italie , Chevalier de la Toison d'Or ; l'Illustrissime & Excellentissime Philippe Louïs , Trésorier Héréditaire du St. Empire Romain , Comte de Sinzendorf , Baron d'Irnstbrun , Seigneur de Gfoell , Sellowitz , Poultitz , Carlswald , Stecken , Sbrisentz &c. Burgrave de Reimeck , Grand Ecuyer Héréditaire & Echançon de la Haute & basse-Autriche , Pincerne Héréditaire de l'Autriche sur l'Anafse , Chevalier de la Toison d'Or , Chambellan de sa Majesté Imperiale & Catholique son Conseiller actuel & intime , & Grand Chancelier de la Cour ; l'Illustrissime & Excellentissime Gundacre-Thomas de Staremborg , Comte du St. Empire Romain , de Schaumburg , Waxemberg , &c. , Chevalier de la Toison d'Or , Chambellan de sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique , son Conseiller actuel & intime , Maréchal-Héréditaire de l'Archiduché de la Haute & Basse-Autriche ; l'Illustrissime & Excellentissime Ernest de Windisgrätz , Comte du St. Empire Romain , Baron de Wallenstein & de Walle , Grand Ecuier Héréditaire de Stirie , Chevalier de la Toison d'Or , Chambellan de sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique ,

que, son Conseiller actuel & intime, & Président du Conseil Aulique de l'Empire; & l'Illustrissime & Excellentissime Frederic-Charles, Comte de Schomborn, Bucheim & Wolffstall, Baron du St. Empire Romain, de Reichelberg, & Comte de Viesentheid, Grand Echanfon Héréditaire de la Haute & Basse-Autriche, au delà en deça de l'Anafe, Conseiller actuel & intime de sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique & Vice-Chancelier du St. Empire Romain: Et de la part de sa Sacrée Majesté de toute la Russie, le très-Illustre Louïs Lanczinski, son Cambellan & son Ministre à la Cour Imperiale. Leur ayant ordonné d'agir entr'eux, de traiter & de signer une alliance proposée; lesquels, après avoir tenu des Conférences, délibéré des affaires de part & d'autre, & communiqué leurs Pleins-pouvoirs, sont convenus de l'alliance, des Articles & Conditions suivantes.

I. Il y aura & demeurera entre sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, ses successeurs & héritiers, une amitié véritable, perpetuelle & constante, & elle sera si sincèrement cultivée entr'eux, que l'un s'appliquera à procurer le bien de l'autre; & à éloigner son dommage,

mage , & qu'ils travailleront de concert à ce qui pourra tendre à leur bien commun , & tourneront toutes leurs vûës , pour faire en sorte que la Paix heureusement établie en Europe , y soit conservée & maintenuë.

II. D'autant que sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique a accédé au Traité de Paix , conclu à Neustad le 30. Août 1722. , entre les Couronnes de Russie & de Suede ; de même qu'à l'alliance conclue à Stokholm le 22. Fév. 1725. Et les parties Contractantes se proposant de resserrer plus étroitement le nœud de leur amitié par la présente alliance ; c'est pourquoi sa Majesté de toute la Russie accede au Traité de Paix , conclu à Vienne le 30. Avril 1725. entre Sa Majesté Imperiale & Catholique & Sérénissime Roi des Espagnes Philippe V. s'engage & promet de maintenir & garantir ce Traité de Paix dans tous ses Articles & conditions , de la même maniere , & avec la même obligation , que si elle eût été dès le commencement dudit Traité une des Parties Contractantes ; & cela à l'égard de tous les Royaumes & de toutes les Provinces possédées actuellement par sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique , pour soi & ses successeurs , & dont la possession lui est confirmée

confirmée suivant la teneur de l'Article XII. de cette même Paix : En sorte que , s'il arrivoit qu'à l'occasion de cette Paix concluë avec le Roi des Espagnes , ou pour quelque autre raison que ce soit , Sa Majesté Imperiale & Catholique fût attaquée par qui que ce soit ; ou que l'on entreprît quoique ce soit à son préjudice , en ce cas sa Majesté de toute la Russie promet & s'engage d'envoyer exactement à sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique , non seulement les secours promis ci-dessous dans l'Article VI. de cette alliance , mais aussi , les affaires & la nécessité le requerant , de déclarer la Guerre à l'agresseur , d'agir de concert contre ledit Agresseur par la voye des Armes , & de ne point faire la Paix avec lui , sans avoir auparavant obtenu reparation des injustices & dommages , & sans un entier consentement de sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique.

III. D'un autre côté , sa Majesté Imperiale & Catholique promet réciproquement , & prend sur soi la Garantie de tous les Roiaumes, Provinces & Etats, possédez en Europe par sa Majesté de toute la Russie, & si sa Sacrée M. de toute la Russie , pour quelque cause que ce soit , est attaquée hostilement par qui que

que ce soit , alors sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique promet réciproquement , non-seulement de lui envoyer exactement les secours ci-dessous stipulez dans l'Article VI. de ce Traité ; mais aussi , les affaires & la nécessité le requérant , de déclarer la Guerre à l'agresseur , d'agir d'un commun consentement , & de ne point faire la Paix , sans avoir tiré raison des dommages , & sans une entière approbation de sa Sacrée Majesté de toute la Russie.

IV. En vertu de cette Confédération & amitié , les Princes Contractans promettent de recommander sérieusement à leurs Ministres résidens dans les Cours des Princes Etrangers , de conferer amiablement ensemble sur les affaires qui se présenteront , de s'entre-aider conjointement à soutenir les intérêts de l'un & de l'autre , & de travailler d'un effort commun à tout ce qui paroitra être de l'avantage de leurs Principaux.

V. Nulle des Parties Contractantes n'accordera refuge , ni secours , ni protection à leurs Sujets & Vassaux rebelles ; & si l'une vient à découvrir quelques desseins ou machinations , qui se trameroient contre l'autre , de la maniere dûë & convenable , & l'on travaillera par les secours & les efforts de l'alliance

à les prévenir & les renverser.

VI. Pour ce qui regarde les secours mutuels qu'on doit se donner ; on est convenu que l'Empereur , en cas que qui ce soit , sous quelque prétexte que ce soit , fasse la Guerre à sa Sacrée Majesté de toute la Russie , dans ses Roiaumes , Provinces & Etats , qu'elle possède en Europe , lui enverra un secours de 30. mille hommes ; savoir , 20. mille hommes d'Infanterie , & 10. mille Dragons : Et sa Sacrée Majesté de toute la Russie promet d'envoier le même Secours , tant d'Infanterie que de Cavalerie , à sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique , en cas de Guerre. A l'égard de la subsistance des susdites Troupes Auxiliaires ; les Parties Contractantes en conviendront incessamment entre elles.

VII. Or , comme à l'occasion d'une Guerre il pourroit arriver , qu'il conviendrait aux deux Parties de repousser l'Ennemi commun de leurs propres Provinces , en ce cas on deliberera en commun de quelle maniere on pourra le mieux effectuer.

VIII. Si par hazard sa Sacrée Majesté de toute la Russie prenoit la resolution d'équiper une Flotte de Vaisseaux de Guerre contre les Ennemis , & de

de l'employer du consentement de sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, on promet une retraite assurée à cette Flotte, non seulement dans tous les Ports de l'Empereur, mais aussi tous ceux de sa Sacrée Majesté Catholique, tant dans l'Océan que dans la Méditerranée, au nom du Serenissime Roi des Espagnes, qui accedera pleinement à ce Traité d'aujourd'huy & qui a donné pour cet effet ses Instructions à son Ministre residant à Vienne.

IX. Comme la Paix, la Tranquillité & la sûreté du Royaume & de la République de Pologne sont fort à cœur de sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, il a été convenu d'inviter le Roi & le Royaume de Pologne à acceder à cette Alliance.

X. Mais si le Royaume de Pologne n'y accedoit pas, cependant le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, sera du consentement des Serenissimes Contractans, amiablement invité à l'Accession de cette Alliance.

XI. Et comme la Paix entre le Roi & le Royaume de Suede, & entre le Roi & le Royaume de Pologne, n'est pas encore entierement bien affermie, (ce qui cependant se peut faire par la Méditation de sa Sacrée Majesté de toute

la Russie) sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique travaillera & emploiera volontiers ses bons offices, pour que cet Ouvrage si salutaire soit entierement accompli par la Mediation de sa Sacrée Majesté de toute la Russie, suivant la teneur de la Paix de Neustad.

XII. A l'égard du Serenissime Prince, le Duc de Sleswyk-Holstein, sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique declare & promet de faire ce que Son Altesse Royale souhaite, & à quoi elle est engagée comme Garant, en vertu du Traité de Travendahl, tant par rapport au Serenissime Roi de Dannemarc & de Norvege; qu'aux autres Rois & Princes Etrangers, qui se sont chargez de la même Garantie du susdit Traité; & comme il s'est fait sur ce sujet une Convention particuliere entre les Parties Contractantes, elle sera tenuë comme inserée dans le present Traité.

XIII. On donne une année de tems à tous ceux qui voudront acceder à ce Traité d'Alliance.

XIV. Le present Traité sera ratifié par les Princes contractans dans l'espace de 3. mois, & les Ratifications seront échangées ici à Vienne, en la maniere accoutumée.

En foi de quoi les susdits Ministres
Plenipo-

Plenipotentiaires ont signé de leurs propres mains le présent acte expédié sur deux Exemplaires de la même teneur, & y ont apposé les Cachets de leurs Armes. Fait à Vienne le 6. Août 1726.

Signé,

(L. S.) EUGENE DE SAVOYE.

(L. S.) PHILIPPE-LOUIS, Comte de
SINZENDORFF.

(L. S.) GUNDACRE, Comte de STAR-
REMBERG.

(L. S.) ERNEST, Comte de WINDIS-
GRATZ.

(L. S.) FREDERIC-CHARLES, Comte
de SCHONBORN.

(L. S.) LOUIS LANCZYNSKI DE LAN-
CZYN.

TRAITEZ
D E
COMMERCE
E T D E
NAVIGATION
E N T R E
LES PUISSANCES
D E L' E U R O P E.

THE

COMMERCE

OF THE

WEST INDIES

AND



TRAITEZ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION.

[MMM.]

171. TRAITE' de Navigation &
de Commerce entre la France & la
Grande-Bretagne , conclu à Utrecht
en 1713. Actes de la Paix d'U-
trecht,



AUTANT que depuis que le
Sérénissime & très-puissant
Prince Louis quatorze, par la
grace de Dieu, Roy Très-Chré-
tien de France & de Navarre ; Et la Sé-
rénissime & très-puissante Princesse An-
ne, par la grace de Dieu, Reine de la
Grande-Bretagne &c. ont porté leurs

P , vûës

vûës, par l'inspiration de Dieu tout puissant du côté de la Paix ; Leurs Majestés ont jugé que le moyen le plus solide de la confirmer , étoit de procurer à leurs sujets les avantages qu'ils en doivent attendre , par une mutuelle liberté, & accroissement de Navigation & de Commerce ; animées respectivement de ce désir : Elles ont par un effet de leur Clémence commandé à leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de s'assembler à Utrecht , pour y traiter non-seulement de la Paix , mais encore pour renouveler les anciens Traités de Commerce qui ont été cy-devant faits entre les deux Nations ; savoir, de la part du Roy Très-Chrétien , au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement du Duché de Bourgogne ; & au Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre Royal de St. Michel ; Et de la part de la Reine de la Grande-Bretagne, au bien Reverend Jean Evêque de Bristol Garde du Sceau privé d'Angleterre , Conseiller de la Reine en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor, & Secrétaire de l'Ordre de la Jarretiere ; & au Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth Woodhouse

&c

& de Stainboroug, Baron d'Overfley, Neumarch, & Raby, Conseiller de la Reine en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas, Colonel du Régiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande & Chevalier du très-noble Ordre de la Jarretiere; lesquels, pour parvenir à une fin si pieuse, & remplir un désir si salutaire de leurs Majestés, après s'estre communiqués respectivement leurs Plein-pouvoirs dont les copies seront inferées de mot à mot à la fin du présent Traité en avoir dûment fait l'échange, & avoir tenu diverses Conférences & discuté la matiere autant que la brieveté du temps l'a pû permettre, sont enfin convenus, sur le fait de la Navigation & du Commerce, des Articles qui s'ensuivent.

I. Il a été convenu & accordé entre le Serenissime & très-puissant Roi Très-Chrétien, & la Serenissime & très-puissante Reine de la Grande-Bretagne, qu'il y ait entre les sujets de part & d'autre une liberté reciproque & en toutes manieres absoluë de Navigation & de

Commerce dans tous & chacun des Royaumes, Etats, Provinces, & Terres de l'obeissance de Leurs Majestés en Europe, pour toutes & chacune sortes de Marchandises dans les lieux, aux conditions, en la maniere, & en la forme qu'il est réglé & établi dans les Articles suivans.

II. Pour assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les sujets de leurs dites Majestez, & afin que cette bonne correspondance soit à l'abri de tout trouble & de toute inquietude, il a été convenu & accordé que si quelque jour il survient quelque mauvaise intelligence, interruption d'amitié, ou rupture entre les Couronnes de Leurs Majestés (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera donné pour lors un terme de six mois après ladite rupture aux sujets des deux Parties, & habitans qui demeureront dans les Etats de l'une & de l'autre Partie; en sorte qu'ils pussent se retirer avec leurs familles, biens, marchandises, & facultez, & les transporter où bon leur semblera. Comme aussi qu'il leur sera permis alors de vendre & d'aliéner leurs biens meubles & immeubles librement, & sans aucun trouble; Que pendant ce tems il ne seront retenus ni molestez, par arrest ni par saisie de leurs effets,

biens

biens, marchandises, & facultez, ni de leurs personnes, & de plus, il sera rendre aux sujets de part & d'autre une bonne & prompte justice, en sorte qu'ils puissent en profiter pour retirer dans ledit espace de six mois leurs effets, & leurs facultez confiez tant aux particuliers qu'au public.

III. On est aussi convenu ; & il a été arrêté que les sujets & habitans des Royaumes, Provinces, & Etats de Leurs Majestés n'exerceront à l'avenir aucuns actes d'hostilité ni violences les uns contre les autres, tant sur Mer que sur Terre, Fleuves, Rivières, & Rades, sous quelque nom & pretexte que ce soit, en sorte que les sujets de part & d'autre ne pourront prendre aucune Patente, Commission ou Instruction pour armemens particuliers & faire la course en Mer, ni Lettres vulgairement appellées de représailles de quelques Princes ou Etats Ennemis de l'un ou de l'autre, ni troubler, molester, empêcher, ou endommager en quelque maniere que ce soit, en vertu ou sous pretexte de telles Patentes, Commissions, ou Lettres de représailles, les sujets & habitans susdits du Roi Très-Chrétien ou de la Reine de la Grande-Bretagne, ni faire ces sortes d'armemens, ou s'en servir pour aller

ler

ler en Mer; Et seront à cette fin toutes & quantes fois qu'il sera requis de part & d'autre dans toutes les Terres, Pais, & Domaines quels qu'ils soient, tant d'une part que de l'autre, renouvelées, & publiées des deffenses étroites & expresse d'user en aucune maniere de telles Commissiions ou Lettres de represailles, sous les plus grandes peines qui puissent être ordonnées contre les infracteurs, outre la restitution & la satisfaction entière, dont ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé quelque dommage; Et ne seront données à l'avenir par l'un desdits Alliez au prejudice & au dommage des sujets de l'autre, aucunes Lettres de represailles, si ce n'est seulement au cas de refus ou de delai de justice, lequel refus ou delai de justice ne sera pas tenu pour verifié, si la requeste de celui qui demande lesdites represailles n'est communiquée au Ministre, qui se trouvera sur les lieux de la part du Prince, contre les sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse faire connoître le contraire, ou procurer la juste satisfaction qui sera dûë.

IV. Qu'il sera libre aux sujets & habitans des susdits Alliez d'entrer, & d'aller

d'aller librement & sûrement sans permission ni saufconduit general ou special, soit par terre ou par Mer, & enfin par quelque chemin que ce soit dans les Royaumes, Etats, Provinces, Terres, Isles, Villes, Bourgs, Places murées ou non murées, fortifiées, ou non fortifiées, Ports & Domaines de l'autre Allié situez en Europe, quels qu'ils puissent être, & d'en revenir, d'y séjourner, ou d'y passer, & d'y acheter aussi & acquérir à leur choix toutes les choses nécessaires pour leur subsistance, & pour leur usage, & qu'ils seront traitez reciproquement avec toute sorte de bien-veillance & de faveur : Bien entendu neanmoins que dans toutes ces choses ils se comporteront & se conduiront conformément à ce qui est prescrit par les Loix & par les Ordonnances, qu'ils vivront les uns avec les autres en amis & paisiblement, & qu'ils entretiendront par leur bonne intelligence l'Union reciproque.

V. Il sera libre & permis aux sujets de leursdites Majestez reciproquement d'aborder avec leurs Vaisseaux, aussi bien qu'avec les Marchandises & les effets dont ils seront chargez, & dont le Commerce & le transport ne sont point deffendus par les Loix de l'un ou de l'autre Royaume, d'entrer dans les Terres,

res, Etats, Villes, Ports, Lieux, & Rivières de part & d'autres situez en Europe, d'y frequenter, séjourner, & demeurer sans aucune limitation de tems, même d'y louer des Maisons ou de loger chez d'autres, d'acheter où ils jugeront à propos toutes sortes de marchandises permises, soit de la premiere main, soit du Marchand, & de quelque autre maniere que ce puisse être, soit dans les Places & Marchez publics où sont exposées les Marchandises, & dans les Foires, soit dans tout autre endroit où ces Marchandises se fabriquent ou se vendent. Il leur sera aussi permis de serrer & de garder dans leur Magazins ou entrepôts, les Marchandises apportées, d'ailleurs, & de les exposer ensuite en vente, sans être obligez en aucune façon, de porter leurs Marchandises susdites dans les Marchez & dans les Foires, si ce n'est de leur bon gré, & de leur bonne volonté, à condition néanmoins qu'ils ne les vendront point en detail dans les boutiques ou ailleurs, & ils ne pourront pour raison de ladite liberté de Commerce, ou pour toute autre cause que ce soit, être chargez d'aucun Impôt ou Droits, à l'exception de ceux qui doivent être payés pour leurs Navires ou pour leurs Marchandises, suivant

suivant les Loix & Coûtumes reçues dans l'un & dans l'autre Royaume. Il leur sera aussi permis de sortir de l'un & de l'autre Royaume, quand ils voudront, & d'aller où ils le jugeront à propos par Terre ou par Mer, par les Rivières, & Eaux douces ; & aussi au cas qu'ils fussent mariez ils pourront ammener leurs Femmes, Enfans, Domestiques, aussi-bien que leurs Marchandises, facultez, biens & effets achetez ou apportez, après avoir païé les Droits accoutumez, non-obstant toute Loi, Privilege, Concession, Immunité, ou Coûtume à ce contraires en façon quelconque. Et quant à ce qui concerne la Religion, les sujets des deux Couronnes, & leurs Femmes & Enfans au cas qu'ils fussent mariez, jouïront d'une entiere liberté, ils ne pourront être contraints d'assister aux Offices divins, soit dans les Eglises ou ailleurs ; mais au contraire il leur sera permis sans aucun empêchement, de faire en particulier dans leurs propres Maisons, sans qu'il y intervienne qui que ce soit, les exercices de leur Religion suivant leur usage, quoique deffendu par les Loix du Royaume. On ne refusera point de part ni d'autre la permission d'enterrer dans des lieux commodes & decents qui seront desi-

gnez

gnez à cet effet, les corps des fujets de l'un de l'autre Royaume, décedez dans l'étenduë de la Domination de l'autre, & il ne fera apporté aucun trouble à la fepulture des morts. Les Loix & les Statuts de l'un & de l'autre Royaume demeureront dans leur force & vigueur, & feront exactement executez, foit que ces Loix ou Statuts regardent le Commerce & la Navigation, ou qu'ils concernent quelque autre Droit à la reserve feulement des cas, auxquels il est derogé par les Articles du present Traité.

VI. Les Sujets de part & d'autre paieront les Douanes, Impôts, & les Droits d'entrée & de sortie dûs & accoutumez dans tous les Etats & Provinces de part & d'autre; Et afin que chacun puiſſe ſçavoir certainement en quoi conſiſtent les ſuſdits Impôts, Douanes, & Droits d'entrée & de ſortie, quels qu'ils ſoient, on eſt convenu qu'il y aura dans les Lieux publics tant à Rouen, & dans les autres Villes marchandes de France, qu'à Londres, & dans les autres Vilies de l'obéiſſance de la Reine de la Grande-Bretagne, des Tarifs qui indiquent les Impôts, Douanes, & Droits accoutumez, afin que l'on y puiſſe avoir recours toutes les fois qu'il s'élevera quelque conteſtation ou differend à l'occafion de

de ces Impôts, Douanes, ou Droits, qui ne pourront se lever que conformément à ce qui sera clairement expliqué dans les susdits Tarifs, & selon leur sens naturel. Si quelque Officier ou quelqu'un en son nom sous quelque pretexte que ce soit exige & reçoit publiquement ou en particulier, directement ou indirectement, d'un Marchand ou d'un autre aucune somme d'argent, ou quelque autre chose que ce soit à raison de Droit dû : d'Impôt, de visite, ou de compensation, même sous le nom de don fait volontairement ou sous quelque autre pretexte que ce soit, au delà ou autrement qu'il n'est marqué ci-dessus ; En ce cas si ledit Officier ou son Substitut, étant accusé devant le Juge compétant du lieu où la faute a été commise, s'en trouve convaincu il donnera une satisfaction entière à la Partie lésée, & il sera même puni de la peine dûë & prescrite par les Loix.

VII. Les Marchands, les Capitaines de Vaisseaux, les Maîtres de Navires, les Matelots, & quelques personnes que ce soit, les Navires, & généralement toutes Marchandises & effets de l'autre Allié, & de ses Sujets ou habitans ne pourront être pris, saisis ou arrêtez, ni contraints par aucune sorte de violence, molestez

molestez , ou maltraitez au nom du public , ou d'un particulier , en vertu de quelque Edit general ou special que ce soit , dans les Terres , Ports , Hâvres , Rades , & Etats que ce puisse être de l'autre Allié pour le service public , pour des expeditions militaires , ou autre cause , encore moins pour aucun usage particulier , mais il sera deffendu de prendre ou d'enlever par la force aucune chose aux Sujets de part & d'autre sans le consentement de celui à qui elle appartient , & sans le lui paier en argent comptant ; ce qui ne doit point néanmoins s'entendre de la saisie & de l'arrest qui sera fait par les voies ordinaires , par ordonnances & de l'autorité de la Justice , pour cause de dette ou de crime commis , dans lesquelles occasions on procedera par les voies de Droits & selon les regles de la Justice.

VIII. De plus on est convenu & il a été établi pour regle generale que tous & chacun des sujets du Serenissime Roi Très-Chrétien , & de la Serenissime Reine de la Grande-Bretagne , useront & jouïront respectivement dans toutes les Terres & Lieux de leur obéissance des mêmes Privileges , Libertez , Immunitiez , sans aucune exception , dont jouït & use , ou pourra jouïr & user & être en possession

possession à l'avenir la Nation la plus amie , par rapport aux Droits, Doüanes, & impositions quels qu'ils soient à l'égard des personnes, Marchandises, Effets, Navires, Frets, Matelots, enfin tout ce qui regarde la Navigation & le Commerce, & qu'ils auront la même faveur en toutes choses, tant dans les Cours de Justice, que dans tout ce qui concerne le Commerce, ou tous autres Droits.

IX. On est de plus convenu que dans l'espace de deux mois depuis qu'il aura été fait une Loi dans la Grande-Bretagne, par laquelle il sera suffisamment pourvu à ce qu'il ne soit rien exigé sur les effets & Marchandises qui seront portées de France dans la Grande-Bretagne, aucuns Impôts ou Droits plus grands que ceux qui se levent sur les effets & marchandises de la même nature qui y sont aportées de quelque país que ce soit, situé dans l'Europe, & que toutes les Loix faites dans la Grande-Bretagne depuis l'année 1664. pour deffendre le Transport de quelques effets ou marchandises venant de France qui n'avoient point été deffenduës avant la-dite année, soient abrogées; Alors le Tarif general fait en France le 18. de Septem-

353 LES INTERETS PRESENTS

Septembre 1664. sera derechef observé dans ce Royaume , & les Droits que les sujets de la Grande-Bretagne doivent paier pour les effets qu'ils apporteront en France , ou qu'ils en tireront , seront réglés suivant la teneur dudit Tarif , sans excéder la maniere établie suivant ledit Tarif pour les Provinces , dont il y est fait mention. Quant aux autres Provinces les Droits n'y seront levés que suivant la regle prescrite en ce temps-là. Toutes les Deffenses , Tarifs , Edits , Declarations ou Arrests posterieurs à l'année 1664. faits en France & contraires au Tarif de ladite année , en ce qui concerne les effets & marchandises de la Grande-Bretagne seront abrogez ; Et comme on insiste de la part de la France que quelques Marchandises , savoir , celles de laine , le sucre , les poissons salés & ce qui provient de la Baleine (a) soient exceptés de la regle du susdit Tarif , & qu'il y a d'autres Points qui regardent ce Traité proposé de la part de la Grande-Bretagne , & dont il n'a pas encore été convenu de part & d'autre.

(a) Ces articles sont exprimez dans une Convention particuliere signée le (28 Avril) 8 May ; sçavoir I. *La Baleine coupée &c.*

tre (b) de tous lesquels la specification est contenue dans un Acte séparé signé des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien & de la Reine de la Grande-Bretagne, on est convenu & demeuré d'accord par ce present Article, que dans l'espace de deux mois à compter de l'Echange des Ratifications de ce Traité, les Commissaires de part & d'autre s'assembleront à Londres pour examiner, & résoudre les difficultés sur les Marchandises à excepter du Tarif de l'année 1664. & sur les autres Points qui ne sont pas encore assez developpez, comme il est dit ci-dessus.

Et les mêmes Commissaires donneront pareillement leurs soins (conformement à l'intérêt des deux Nations) à bien examiner les avantages reciproques du Commerce, à lever tout embarras sur ce sujet, à trouver enfin, & à établir de part & d'autre des moyens justes & utiles pour moderer reciproquement les Droits. Bien entendu toutefois que tous & chacun des Articles de ce Traité demeu-

(b) Ces articles sont exprimez dans une Convention particuliere signée le [11] 22 Avril; sçavoir I. *A l'avenir, &c.*

demeureront en attendant dans leur pleine vigueur, & principalement que rien ne puisse empêcher sous quelque prétexte que ce soit, que l'avantage du Tarif General de l'année 1664. soit accordé aux Sujets de la Grande-Bretagne, & qu'ils en jouissent sans aucun embarras ou retardement dans l'espace de deux mois après que la Loi dont il a été parlé ci-dessus aura été publié dans la Grande-Bretagne; cette jouissance devant être pour les Sujets de la Grande-Bretagne dans la forme & maniere aussi ample que les sujets de la Nation la plus amie jouiront du benefice du même Tarif, sans qu'aucunes choses à faire ou à discuter par lesdits Commissaires le puissent empêcher.

X. Les Droits sur le Tabac préparé ou non préparé, lorsqu'il sera apporté en France, seront moderez à l'avenir sur le même pied de réduction dont jouit déjà, ou pourra jouir à son entrée en France le même Tabac de quelque crû qu'il soit de l'Europe ou de l'Amerique. Les Sujets de part & d'autre payeront en France les mêmes Droits pour le Tabac. Ils auront une liberté égale d'en vendre, & les mêmes Loix dont jouiront les Marchands François mêmes, ou auxquelles ils seront assujettis, seront communes

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 361
munes aux Sujets de la Grande-Bretagne.

XI. On a aussi statué que l'Impôt ou le tribut de 50. sols tournois par Tonneau, mis en France sur les Navires de la Grande-Bretagne, cesse, & soit abrogé entierement à l'avenir, & l'on supprimera pareillement le Droit de 5. Schellings Sterlings par Tonneau, imposé dans la Grande-Bretagne sur les Navires François. Ces levées & autres charges semblables ne seront plus imposées, dans la suite sur les Vaisseaux de part & d'autre.

XII. Il a été statué de plus, & l'on est convenu qu'il soit entièrement libre à tous les Marchands, Capitaines de Vaisseaux, & autres Sujets de la Reine de la Grande-Bretagne dans tous les lieux de France, de traiter leurs affaires par eux-mêmes ou d'en charger qui bon leur semblera, & ils ne seront tenus de se servir d'aucun interprete ou facteur, ni de leur payer aucun salaire, si ce n'est qu'ils veuillent s'en servir. En outre les Maîtres des Vaisseaux ne seront point tenus de se servir pour charger ou décharger leurs Navires des personnes établies à cet effet par l'autorité publique, soit à Bordeaux soit ailleurs, mais il leur sera entièrement libre de charger

ou de décharger leurs Vaisseaux par eux mêmes , ou de se servir de ceux qu'il leur plaira pour les charger ou les décharger , sans payer aucun salaire à quelqu'autre personne que ce puisse être. Ils ne seront point tenus aussi de décharger dans des Navires d'autrui , ou de recevoir dans les leurs quelque Marchandises que ce soit , ni d'attendre leur chargement , plus long-tems qu'ils ne le jugeront à propos ; & tous les Sujets du Roi Très-Chrétien , jouiront pareillement , & seront en possession des mêmes Privileges & Libertez dans tous les lieux de l'obéissance de la Grande-Bretagne en Europe.

XIII. Il sera entièrement libre & permis aux Marchands & aux autres Sujets du Roi Très-Chrétien , & de la Reine de la Grande-Bretagne de leguer ou donner , soit par Testament , par donation ou par quelque autre disposition que ce soit , faite tant en santé qu'en maladie , en quelque tems que ce soit , même à l'Article de la mort , toutes les Marchandises , effets , argent , dettes actives , & autres biens mobiliers , qui se trouveront , ou devront leur appartenir au jour de leur decez dans les Territoires & tous lieux de la Domination du Roi Très-Chrétien , & de la Reine
de

de la Grande-Bretagne : En outre , soit qu'ils meurent après avoir testé , ou *ab intestato* , leurs legitimes Héritiers , Exécuteurs , ou Administrateurs demeurans dans l'un ou dans l'autre des deux Royaumes , ou venant d'ailleurs quoiqu'ils ne soient pas reçus dans le nombre des Citoyens , pourront recouvrer & jouir paisiblement de tous lesdits biens & effets quelconques , selon les Loix respectives de la France & de la Grande-Bretagne , de manière cependant que les Sujets de l'un & de l'autre Royaume soient tenus de faire reconnoître selon les Loix , les Testamens , ou le Droit de recueillir les Successions *ab intestato* dans les Lieux où chacun sera décédé , soit en France , soit dans la Grande-Bretagne , & ce nonobstant toutes Loix , Statuts , Edits , Coûtumes , ou Droit d'Aubaine à ce contraires.

XIV. Lorsqu'il arrivera quelque differend entre un Capitaine de Navire & ses Matelots , dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume , pour raison de salaire dûs auxdits Matelots , ou pour quelque autre cause civile que ce soit , le Magistrat du lieu exigera seulement du Deffendeur , de donner au Demandeur sa déclaration par écrit attestée par le Magistrat , par laquelle

il promettra de repondre dans sa Patrie sur l'affaire dont il s'agira par devant un Juge competent, au moyen de quoi il ne sera pas permis aux Matelots d'abandonner le Vaisseau, ni d'apporter quelque empêchement au Capitaine du Navire dans la continuation de son voyage. Il sera aussi permis aux Marchands de l'un ou de l'autre Royaume de tenir dans les Lieux de leur domicile, ou par tout ailleurs où bon leur semblera, des livres de compte, & de Commerce, & d'entretenir aussi correspondance de Lettres dans la langue, ou dans l'idiome qu'ils jugeront à propos, sans qu'on puisse les inquierer, ni les rechercher en aucune maniere pour ce sujet; Et s'il leur étoit nécessaire pour terminer quelque procez ou differend, de produire leurs livres de compte, en ce cas ils seront obligez de les apporter entiers en Justice, sans toutefois qu'il soit permis au Juge de prendre connoissance dans lesdits livres, d'autres Articles que de ceux seulement qui regarderont l'affaire dont il s'agit, ou qui seront nécessaires pour établir la foi de ces livres, & ils ne sera pas permis de les enlever des mains de leurs propriétaires ni de les retenir sous quelque prétexte que ce soit, excepté seulement dans le

cas

cas de Banqueroute. Les Sujets de la Grande-Bretagne ne seront pas tenus de se servir de papier timbré pour leurs livres, leurs Lettres, & les autres pieces qui regarderont le Commerce, à la réserve de leur Journal, qui pour faire foi en justice, devra être cotté, & paraphé *gratis* par le Juge, conformément aux Loix établies en France, qui y assujettissent tous les Marchands.

XV. Il ne sera pas permis aux Armateurs étrangers, qui ne seront pas sujets de l'une ou de l'autre Couronne, & qui auront Commission de quelque autre Prince ou Etat Ennemi de l'un & de l'autre, d'armer leurs Vaisseaux dans les Ports de l'un & de l'autre desdits deux Royaumes, d'y vendre ce qu'ils auront pris, ou de changer en quelque manière que ce soit les Vaisseaux, Marchandises, ou quelques autres chargemens que ce soit, ni d'acheter même d'autres vivres, que ceux qui leur seront nécessaires pour parvenir au Port le plus prochain du Prince dont ils auront obtenu des Commissions.

XVI. On ne pourra obliger les Vaisseaux chargez des deux Parties, passant sur les côtes l'une de l'autre, & que la tempête aura obligé de relacher dans les Rades ou Ports; ou qui y auront pris

terre de quelque autre manière que ce soit, d'y décharger leurs Marchandises en tout ou en partie, ou de payer quelque Droit, à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie : Il sera cependant libre après en avoir obtenu la permission de ceux qui ont la direction des affaires maritimes de décharger & vendre une petite partie du chargement, seulement pour acheter les vivres ou les choses nécessaires pour le radoubement du Vaisseau, & dans ce cas on ne pourra exiger de Droits pour tout le chargement, mais seulement pour la petite partie qui aura été déchargée ou vendue.

XVII. Il sera permis à tous les sujets du Roy Très-Chrétien & de la Reyne de la Grande-Bretagne de naviger avec leurs Vaisseaux en toute seureté & liberté, & sans distinction de ceux à qui les Marchandises de leur chargement appartiendront, de quelque Port que ce soit dans les lieux qui sont déjà, ou qui seront cy-après en guerre avec le Roy Très-Chrétien, ou avec la Reyne de la Grande-Bretagne. Il sera aussi permis auxdits sujets de naviger & de négocier avec leurs Vaisseaux, & Marchandises, avec la même liberté & seureté des lieux Ports, & endroits appartenant aux Ennemis

nemis des deux Parties ou de l'une d'elles , sans être aucunement inquietez ni troublez , & d'aller directement non-seulement desdits lieux Ennemis à un lieu Neutre , mais encore d'un lieu Ennemi à un autre lieu Ennemi , soit qu'ils soient sous la juridiction d'un même ou de differens Princes. Et comme il a déjà été stipulé par rapport aux Navires & aux Marchandises , que les Vaisseaux libres rendront les Marchandises libres , & que l'on regardera comme libre , tout ce qui sera trouvé sur les Vaisseaux appartenant aux sujets de l'un ou de l'autre Royaume, quoique tout le chargement, ou une partie de ce même chargement appartienne aux Ennemis de leursdites Majestez , à l'exception cependant des Marchandises de contrebande , lesquelles étant interceptées , il sera procédé conformément à l'esprit des Articles suivans ; de même il a été convenu que cette même liberté doit s'étendre aussi aux personnes qui navigent sur un Vaisseau libre , de maniere que quoi qu'elles soient ennemies des deux Parties , ou de l'une d'elles , elles ne seront point tirées du Vaisseau libre , si ce n'est que ce fussent des gens de guerre actuellement au service desdits Ennemis.

XVIII. Cette liberté de Navigation

& de Commerce s'étendra à toute sorte de Marchandises , à la réserve seulement de celles qui sont exprimées dans l'Article suivant , & désignées sous le nom de Marchandises de contrebande.

XIX. On comprendra sous ce nom de Marchandises de contrebande ou deffenduës , les Armes , Canons , Arquebuses , Mortiers , Petards , Bombes , Grenades , Saucisses , Cercles poissez , Affuts , Fourchettes , Bandouillieres , Poudre à Canon , Mesche , Salpêtre , Balles , Picques , Espées , Morions , Casques , Cuirasses , Hallebardes , Javelines , Fourreaux de Pistolets , Baudriers , Chevaux avec leurs Harnois , & tous autres semblables genres d'armes & d'instrumens de guerre servant à l'usage des Troupes.

XX. On ne mettra point au nombre des Marchandises deffendues celles qui suivent , sçavoir toutes sortes de Drap , & tous autres ouvrages de Manufactures de Laine , de Lin , de Soye , de Cotton , & de toute autre matiere , tous genres d'habillemens avec les choses qui servent ordinairement à les faire , Or , Argent monnoyé & non monnoyé , Estain , Fer , Plomb , Cuivre , Laiton , Charbons à fourneau , Bled , Orge , & toute autre sorte de grains & de Légumes ,

mes, la Nicotiane, vulgairement appelée Tabac, toutes sortes d'Aromates, Chairs Salées, & Fumées, Poissons Salez, Fromage & Beurre, Biere, Huile, Vins, Sucres, toutes sortes de Sels & de provisions servant à la nourriture & à la subsistance des hommes, tous genres de Cotton, Chanvre, Lin, Poix, tant liquide que sèche, Cordages, Cables, Voiles, Toiles propres à faire des voiles, Ancres, & parties d'Ancre, quelles qu'elles puissent être, Mats de Navires, Planches, Madriers, Pouîtres de toute sorte d'arbres, & toutes les autres choses nécessaires pour construire ou pour radoubber les Vaisseaux; on ne regardera pas non plus comme Marchandises de contrebande, celles qui n'auront pas pris la forme de quelque instrument ou attirail servant à l'usage de la guerre sur Terre ou sur Mer, encore moins celles qui sont préparées ou travaillées pour tout autre usage. Toutes ces choses seront censées Marchandises libres de même que toutes celles qui ne sont pas comprises, & spécialement désignées dans l'Article précédent, en sorte qu'elles pourront estre librement transportées par les sujets des deux Royaumes, même dans les lieux ennemis, excepté

370 LES INTERETS PRESENTS
seulement dans les Places assiégées , blo-
quées , & investies.

XXI. Mais pour éviter & prévenir
la discorde , & toute sorte d'inimitiez
de part & d'autre , il a été convenu ,
qu'en cas que l'une des deux Parties ,
se trouvât engagée dans la guerre , les
Vaisseaux & les Bâtimens appartenant
aux Sujets de l'autre Partie , devront être
munis de Lettres de Mer , qui contien-
dront le nom , la propriété & la gran-
deur du Vaisseau , de même que le nom
& le lieu de l'habitation du Maître ou
du Capitaine de ce Vaisseau , en sorte
que par là il paroisse que ce Vaisseau
appartient véritablement aux sujets de
l'une ou de l'autre Partie ; & ces Lettres
de mer seront accordées & conçues en
la maniere inserée dans ce Traité. Elles
seront aussi renouvelées chaque année ,
s'il arrive que le Vaisseau revienne dans
le cours de l'an. Il a été aussi convenu
que ces sortes de Vaisseaux chargez ne
devront pas estre seulement munis des
Lettres de Mer , ci-dessus mentionnées ,
mais encore de Certificats contenant les
especes de la charge , le lieu d'où le Vais-
seau est parti & celui de sa destination ,
afin que l'on puisse connoître , s'il ne
porte aucune des marchandises deffen-
dus , ou de contrebande spécifiées dans
le

le XIX. Article de ce Traité. Lesquels Certificats seront expediez par les Officiers du lieu d'où le Vaisseau sortira , selon leur coûtume ; il sera libre aussi , si on le désire , & si on le juge à propos , d'exprimer dans lesdites Lettres à qui appartiennent les marchandises.

XXII. Les Vaisseaux des Sujets & habitans de leurs Sérénissimes Majestés de part & d'autre arrivant sur quelque côte de l'un ou de l'autre Allié , sans cependant vouloir entrer dans le Port , ou y étant entrez , & ne voulant point débarquer ou rompre leurs charges , ne seront point obligez de rendre compte de leur chargement, qu'au cas qu'il y eût des indices certains qui les rendissent suspects de porter aux ennemis de l'autre Allié des Marchandises deffendues appellées de contrebande.

XXIII. Et dans ledit cas de soupçon manifeste , les susdits Sujets & habitans des Païs de leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre , seront obligez de montrer dans les Ports , leurs Lettres de Mer , & Certificats en la forme ci-dessus expliquée.

XXIV. Que si les Vaisseaux desdits Sujets ou habitans de leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre étoient rencontrés faisant route sur les côtes , ou

en pleine Mer par quelque Vaisseau de guerre de leurs Sérénissimes Majestez ou par quelques Vaisseaux armez par des particuliers, lesdits Vaisseaux de guerre ou Armateurs particuliers, pour éviter tout desordre, demeureront hors de la portée du Canon, & pourront envoyer leurs Chaloupes au bord du Vaisseau Marchand qu'ils auront rencontré, & y entrer seulement au nombre de deux ou trois hommes, à qui seront montrées par le Maître ou Capitaine de ce Vaisseau ou Bâtiment, les Lettres de Mer, qui contiennent la preuve de la propriété du Vaisseau, & conçûes dans la forme inserée au présent Traité. Et il sera libre au Vaisseau qui les aura montrées de poursuivre sa route sans qu'il soit permis de le molester & le visiter en façon quelconque, ou de lui donner la chasse, ou de l'obliger à se detourner du lieu de sa destination.

XXV. Le Bâtiment Marchand de Pune des Parties qui aura resolu d'aller dans un Port Ennemi de l'autre, & dont le voiage & l'espece des Marchandises de son chargement seront justement soupçonnez, sera tenu de produire en pleine Mer, aussi-bien que dans les Ports & Rades, non seulement ses Lettres de Mer, mais aussi des Certificats, qui

qui marquent que ces Marchandises ne sont pas du nombre de celles , qui ont été deffenduës, & qui sont énoncées dans l'Article XIX. de ce Traité.

XXVI. Que si par l'exhibition des Certificats susdits contenant un état du chargement , l'autre Partie y trouve quelques unes de ces sortes de Marchandises deffenduës & déclarées de contrebande par le XIX. Article de ce Traité , & qui soient destinées pour un Port de l'obéissance de ses Ennemis , il ne sera pas permis de rompre ni d'ouvrir les Escoutilles, Caisses , Coffres , Balles, Tonneaux , & autres Vases trouvez sur ce Navire , ni d'en détourner la moindre partie des Marchandises , soit que ce Vaisseau appartienne aux Sujets de la France , ou à ceux de la Grande-Bretagne , à moins que son chargement n'ait été mis à Terre en la présence des Juges de l'Amirauté , & qu'il n'ait été par eux fait inventaire desdites Marchandises ; elles ne pourront aussi être vendues , échangées , ou autrement aliénées de quelque maniere que ce puisse être, qu'après que le procès aura été fait dans les regles , & selon les Loix & les Coûtumes , contre ces Marchandises deffenduës , & que les Juges de l'Amirauté respectivement les auront confisquées

par

par Sentence , à la réserve néanmoins tant du Vaisseau même que des autres Marchandises qui y auront été trouvées, & qui en vertu de ce Traité doivent être censées libres , & sans qu'elles puissent être retenues , sous prétexte qu'elles seroient chargées avec des Marchandises deffendûes , & encore moins être confisquées ; comme une prise legitime , & supposé que lesdites Marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge , le Patron du Vaisseau agréât , consentît & offrît de les livrer au Vaisseau qui les a découvertes , en ce cas, celui-ci après avoir reçu les Marchandises de bonne prise , sera tenu de laisser aller aussi-tôt le Bâtiment , & ne l'empêchera en aucune maniere de poursuivre sa route vers le lieu de sa destination.

XXVII. Il a été au contraire convenu & accordé , que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets & les habitans de part & d'autre , en un Navire appartenant aux Ennemis de l'autre , bien que ce ne fut pas des marchandises de contrebande , sera confisquée comme s'il appartenoit à l'ennemi même , excepté les marchandises & effets qui auront été chargez dans ce Vaisseau avant la Déclaration de la guerre , ou même depuis sa Déclaration ; pourvû que ç'ait été

été dans les termes qui suivent, à sçavoir de six semaines après cette Déclaration, si elles ont été chargées dans quelque Port & lieu compris dans l'espace qui est entre Terreneuve en Norwege & les Sorlingues; de deux mois depuis les Sorlingues jusqu'à la Ville de Gibraltar, de dix semaines dans la Mer Méditerranée, & de huit mois dans tous les autres Païs, ou lieux du Monde, de maniere que les Marchandises des Sujets de l'un & de l'autre Prince, tant celles qui sont de contrebande, que les autres qui auront été chargées, ainsi qu'il est dit, sur quelque Vaisseau Ennemi, avant la guerre, ou même depuis sa Déclaration, dans les tems & les termes susdits, ne seront en aucune maniere sujettes à confiscation, mais seront sans delai & de bonne foi renduës au propriétaires, qui les redemanderont, en sorte néanmoins qu'il ne soit nullement permis de porter ensuite ces Marchandises dans les Ports Ennemis, si elles sont de contrebande.

XXVIII. Et pour pourvoir plus amplement à la sûreté réciproque des Sujets de leurs Sérénissimes Majestez, afin qu'il ne leur soit fait aucun préjudice par les Vaisseaux de guerre de l'autre Partie, ou par d'autres, armez aux dépens des
parti-

particuliers , il sera fait déffense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi Très-Chrétien , & de la Reine de la Grande-Bretagne , & à tous leurs Sujets , de faire aucun dommage , ou insulte à ceux de l'autre Partie ; & au cas qu'ils y contreviennent ils en seront punis , & de plus ils seront tenus & obligez en leurs personnes & en leurs biens de reparer tous les dommages & interêts de quelque nature qu'ils soient , & d'y satisfaire.

XXIX. Et pour cette cause , chaque Capitaine des Vaisseaux armez en guerre par des particuliers sera tenu & obligé à l'avenir , avant que de recevoir les Patentes ou ses Commissions speciales , de donner , par devant un Juge competent , caution bonne & suffisante de personnes solvables , qui n'aient aucun interest dans ledit Vaisseau , & qui s'obligent chacune solidairement pour la somme de 16500. livres Tournois ou de 1500. livres Sterlings ; & si ce Vaisseau est monté de plus de 150. Matelots ou Soldats , pour la somme de 33000. liv. tournois ou de 3000 liv. Sterlings , pour répondre solidairement de tous les dommages & torts , que lui , ses Officiers ou autres étant à son service , pourroient faire en leur course contre la te-
neur

neur du présent Traité, & contre les Edits faits de part & d'autre en vertu du même Traité, par leurs Sérénissimes Majestez, sous peine aussi de révocation & de cassation desdites Patentes, & Commissions speciales.

XXX. Leurs Majestez susdites, tant d'une part que de l'autre, voulant respectivement traiter dans tous leurs Etats les Sujets l'une de l'autre aussi favorablement que s'ils étoient leurs propres Sujets, donneront les ordres nécessaires & efficaces, pour faire rendre les Jugemens & Arrêts concernant les prises, dans la Cour de l'Amirauté, selon les regles de la Justice & de l'équité, & conformément à ce qui est prescrit par ce Traité, par des Juges qui soient au dessus de tout soupçon, & qui n'aient aucun intérêt au fait dont il est question.

XXXI. Toutes les fois que les Ambassadeurs de Leurs Majestez susdites, tant d'une part que de l'autre, ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui résideront à la Cour de l'autre Prince, se plaindront de l'injustice des Sentences qui auront été rendûës, Leurs Majestez respectivement feront revoir & examiner de nouveau lesdits jugemens en leur Conseil afin que l'on connoisse avec certitude

titude si les Ordonnances & les précautions prescrites au présent Traité auront été suivies & observées. Leursdites Majestez auront soin pareillement d'y faire pourvoir pleinement, & de faire rendre justice dans l'espace de trois mois à chacun de ceux qui la demanderont : & néanmoins avant ou après le premier jugement, & pendant la révision, les effets qui seront en litige ne pourront être en aucune maniere vendus ni déchargez, si ce n'est du consentement des Parties intéressées, pour éviter toute sorte de dommage.

XXXII. Lorsqu'il y aura procez meu entre ceux qui auront fait des prises d'une part, & ceux qui les reclameront d'autre part, & que lesdits Reclameurs auront obtenu un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son exécution, en donnant caution, nonobstant l'appel de celui qui aura fait la prise à un Juge Supérieur ; ce qui n'aura point de lieu, si la Sentence est renduë contre les Réclameurs.

XXXIII. Arrivant que des Navires de Guerre ou Marchands contraints par tempête ou autre accident, échoüent contre des rochers ou des Ecueils aux côtes de l'un ou de l'autre Allié, qu'ils
s'y

s'y brisent & qu'ils fassent naufrage, tout ce qui aura été sauvé des Vaisseaux & de leurs apparaux, effets, ou Marchandises, ou le prix qui en sera provenu, le tout étant réclamé par les Propriétaires ou autres aiant charge, & pouvoir d'eux, sera restitué de bonne foi, en payant seulement les frais qui auront été faits pour les sauver, ainsi qu'il aura été réglé par l'une & l'autre Partie pour le Droit de sauvement; sauf cependant les Droits & Coûtes de l'une & de l'autre Nation: & leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre interposeront leur autorité, pour faire chatier sévèrement ceux de leurs Sujets, qui auront inhumainement profité d'un pareil malheur.

XXXIV. Les Sujets de part & d'autre pourront se servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs & Facteurs que bon leur semblera; à l'effet de quoi, ces mêmes Avocats, & les autres susdits seront commis par les Juges ordinaires, lorsqu'il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis.

XXXV. Et pour la plus grande sûreté & liberté du Commerce & de la Navigation, on est convenu en outre, que ni le Roi Très-Chrétien ni la Reine de la Grande-Bretagne, ne recevront
dans

dans aucun de leurs Ports, Rades, Villes, ou Places des Pirates, & des Forbans quels qu'ils puissent être, & ne souffriront qu'aucun de leurs Sujets, & Citoïens de part & d'autre les reçoivent & protègent dans ces mêmes Ports, les retirent dans leurs Maisons, ou les aident en façon quelconque ; mais encore ils feront arrester, & punir tous ces sortes de Pirates & de Forbans, & tous ceux qui les auront reçus, cachés, ou aidés, des peines qu'ils auront méritées, pour inspirer de la crainte, & servir d'exemple aux autres ; & tous leurs Vaisseaux, les effets & Marchandises enlevées par eux & conduites dans les Ports de l'un ou de l'autre Roiaume, seront arrestez, autant qu'il pourra s'en découvrir, & seront rendus à leurs Propriétaires ou à leurs Facteurs aiant leur Pouvoir ou Procuration par écrit, après avoir prouvé la propriété devant les Juges de l'Amirauté par des Certificats suffisans, quand bien même ces effets seroient passés en d'autres mains par vente, & généralement tous les Vaisseaux & Marchandises de quelque nature qu'elles soient, qui seront prises en pleine Mer, seront conduites dans quelque Port de l'un ou de l'autre des deux Royaumes, & seront confiées à la garde des

Officiers

Officiers de ce même Port , pour être rendûës entieres au véritable Proprietaire , aussi-tôt qu'il sera dûment & suffisamment reconnu.

XXXVI. Les Vaisseaux de guerre de leurs Majestez de part & d'autre, & ceux qui auront été armés en guerre par leurs Sujets , pourront en toute liberté conduire où bon leur semblera , les Vaisseaux & les Marchandises , qu'ils auront pris sur les ennemis , sans être obligez de paier aucun Droit, soit aux Sieurs Amiraux , soit aux autres Juges quels qu'ils soient , sans qu'aussi lesdites prises abordant & entrant dans les Ports de leursdites Sérénissimes Majestez tant d'une part que de l'autre , puissent être arrestées ou saisies , ni que les Visiteurs ou autres Officiers des lieux puissent les visiter , & prendre connoissance de la validité desdites prises : en outre il leur sera permis de mettre à la voile en quelque tems que ce soit , de partir , & d'emmener les prises au lieu porté par les Commissions ou Patentes , que les Capitaines desdits Navires de guerre seront obligez de faire apparoir ; & au contraire il ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de l'une ou de l'autre Majesté, mais y étant entrez par nécessité de

de tempête ou de peril de la Mer , on emploiera fortement les soins nécessaires afin qu'ils en sortent & s'en retirent le plutôt qu'il sera possible , autant que cela ne sera point contraire aux Traitez antérieurs faits à cet égard avec d'autres Rois ou Etats.

XXXVII. Leursdites Sérénissimes Majestez de part & d'autre ne souffriront point que sur les Costes & dans les Ports & les Rivieres de leur obéissance , des Navires & des marchandises des Sujets de l'autre soient pris par des Vaisseaux de guerre , ou par d'autres qui seront pourvûs de Patentes de quelque Prince , République , ou Ville quelconque ; & au cas que cela arrive , l'une & l'autre Partie emploieront leurs forces unies pour faire reparer le dommage causé.

XXXVIII. S'il survenoit à l'avenir par inadvertence ou autrement quelques inobservations ou contraventions au présent Traité de part ou d'autre , l'amitié & la bonne intelligence ne sera pas d'abord rompue pour cela , mais ce Traité subsistera , & aura son entier effet , & l'on procurera des remedes convenables pour lever les inconveniens , comme aussi pour faire reparer les contraventions : & si les Sujets de l'un ou
de

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 383
de l'autre Roiaume font en faute, ils
seront seuls punis, & sévèrement châ-
riez.

XXXIX. Que s'il est prouvé que ce-
lui qui aura fait une prise, ait employé
quelque genre de torture contre le Ca-
pitaine, l'équipage, ou autres personnes
qui seront trouvées dans quelque Vais-
seau appartenant aux Sujets de l'autre
Partie, en ce cas non seulement ce Vais-
seau, & les Prisonniers, marchandises,
& effets quels qu'ils puissent être seront
relâchez aussi-tôt, & sans aucun delai,
& remis en pleine liberté, mais même
ceux qui seront convaincus d'un crime
si énorme; aussi-bien que leurs com-
plices, seront punis des plus grandes
peines, & proportionnées à leur faute.
Ce que le Roi Très-Chrétien & la Rei-
ne de la Grande-Bretagne s'obligent ré-
ciproquement de faire observer sans au-
cun égard pour quelque personne que
ce soit.

*Formulaire des Passeports & Lettres ,
qui se doivent donner dans l'Amirauté
de France , aux Navires & Barques
qui en sortiront , suivant l'Article
XXI du présent Traité.*

LOUIS Comte de Toulouse, Ami-
ral de France, à tous ceux qui ces
présentes Lettres verront, Salut. Sça-
voir faisons, que nous avons donné
Congé & Permission à Maître &
Conducteur du Navire nommé
de la Ville de du port de
Tonneaux ou environ, étant de présent
au Port & Havre de de s'en
aller à chargé de après que
la visitation aura été faite de son Navi-
re; avant que de partir, fera serment
devant les Officiers qui exercent la Ju-
risdiction des Causes Maritimes, com-
me ledit Vaisseau appartient à un ou
plusieurs des sujets de Sa Majesté, dont
il sera mis acte au bas des présentes :
comme aussi de garder, & faire garder
par ceux de son équipage les Ordon-
nances & Réglements de la Marine, &
mettre au Greffe le Rôle signé, & véri-
fié, contenant les noms & surnoms, la
naissance & demeure des hommes de
son

Formula Litterarum Maritarum pendendarum , dandarumque , à Domino Domino Magno Admirallo Magnæ Britannie , &c. vel a Dominis Commissariis pro Officio Admiralitatis Magnæ Britannie , &c. secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dispositionem.

OMNIBUS ad quos præsentēs Literæ pervenerint , Salutem. Nos Magnus Admirallus Magnæ Britannie , &c. (aut) Nos Commissarii pro Officio Admiralitatis Magnæ Britannie , &c. Notum , testatumque facimus per præsentēs A. B. de C. solitæ habitationis loco. Magistrum sive Præfectum Navis vocatæ D. coram nobis comparuisse , & solenni Jurejurando affirmasse , (vel Literas Testimoniales sub Sigillo Magistratus , vel Officialium Teloniorum & Vectigalium Burgi & portûs E. Datas Mensis Anno Domini 17 de & super Jurejurando coram iis alias præstito , exhibuisse) dictam Navem & Navigium D Mensurarum , quas Tuns vocant capacem , cujus ille ipse hoc

hoc tempore Magister sive Præfectus est , ad Subditos Serenissimæ Regiæ Majestatis , Dominae nostræ Clementissimæ , vere & realiter pertinere. Cum autem acceptissimum nobis foret , prædictum Magistrum , sive Præfectum , in iis quæ probe justeque ab eo agenda erunt , adjuvari , rogamus vos universos & singulos , ubicunque dictus Magister , seu Præfectus Navem prædictam , Mercesque in ea invectas & illatas appelleret , velitis , jubeatis eum benigne recipi , humaniter tractari , sub legitimum , consuetorumque Vectigalium , ac aliarum rerum solutione admitti , ingredi , manere , egredi Portus , Flumina , & Dominia vestra , & omnimodo Navigationis , Mercatûs , ac Commercio- rum Jure , specieque uti , omnibus in locis quibus hoc ei melius rectius visum fuerit , grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique. In quorum majorem Fidem & Testimonium præsentis Manu nostra , & Sigillo nostro , communiri curavimus. Dat.

in Die Mensis A. D. 17

Formula Literarum Certificatoriarum pendendarum dandarumque à Magistratu, aut Officialibus Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus, in Burgis & Portubus suis respectivis, Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dispositionem.

NOS A. B. Magistratus (aut) Officiales Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus C. certificamus & attestamus, quod die Mensis A. D. 17 personaliter coram nobis comparuit D. E. de F. & solenni Jurejurando declaravit, quod Navis sive Navigium vocatum G. Mensurarum quas Tuns vocant capax, cujus H. J. de K. solitæ habitationis loco, est Magister, sive Præfectus, ei & aliis etiam Serenissimæ Regiæ Majestatis Dominae nostræ Clementissimæ Subditis, iisque solis, justo titulo propria sit. Jam vero de Portu L. iter destinasse ad Portum M. onustam Mercibus & Mercimoniis hic infra speciatim descriptis & enumeratis, Scilicet & prout sequitur, viz.

In

In quorum Fidem has Certificatorias
 Literas, signavimus, & Sigillo Officii
 nostri sigillavimus. Dabantur die
 Mensis A. D. 17

Le present Traité sera ratifié par le Roi
 Très-Chrétien & la Reine de la Grande-
 Bretagne, & les Ratifications en seront
 dûement échangées, dans l'espace de
 quatre semaines, ou plutôt, si faire se
 peut.

En foi dequoi Nous souffignez Am-
 bassadeurs Extraordinaires & Plenipo-
 tentiaires du Roi Très-Chrétien & de
 le Reine de la Grande-Bretagne avons
 signé le present Traité de notre main,
 & y avons fait apposer les cachets de
 nos Armes. Fait à Utrecht le 11 d'Avril
 1713.

HUXELLES.	JOH. BRISTOL, C. P. S.
(L. S.)	(L. S.)

MESNAGER.	STRAFFORD.
(L. S.)	(L. S.)

Ce Traité fut ratifié par sa Majesté
 Très-Chrétienne, le 18. Avril 1713.

Articles dont est fait mention dans les Notes (a) & (b) ci-dessus, p. 358, 359.

(a) I. La Baleine coupé & aprêtée, les Fanons, & les Huiles de Baleine, payeront à toutes les entrées du Royaume les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

II. Les Draps, Ratines, & Serges, seront sujettes aux mêmes Droits du Tarif; du 7. Decembre 1699, & pour en faciliter le Commerce, il sera permis de les faire entrer par Saint Valery sur Somme, par Roüen, & par Bourdeaux, où ces Etoffes seront sujettes à la visite de la même maniere que celles qui se fabriquent dans le Royaume.

III. On ne pourra apporter dans le Royaume que le Poisson Salé en baril, & il sera levé à toutes les entrées du Royaume, Païs & Terres de l'Obeissance du Roi, même des Ports-Francis, les Droits d'Abord & de consommation ordonnez avant le Tarif de 1664. & en outre 40. Livres par Leth, composé de 12. Barils pesant 300. livres chacun, pour le Droit d'entrée, laquelle entrée ne sera permise que par St. Valery sur Somme, Roüen, Libourne & Bordeaux & demeurera interdite pour les autres havres

vres ou Ports, tant de la Mer Oceane, que de la Mediterranée.

IV. Le Sucre raffiné en pain, ou en poudre, Candi, blanc ou brun, payera les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

En foi de quoi nous soubffignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Britannique & de sa Majesté Très-Chétienne avons signé ces presentes de nos mains, & y avons apposé nos cachets. A Utrecht le (28. Avril) 9. Mai de l'an 1713.

JOH. BRISTOL C.P.S. HUXELLES.
(L.S.) (L.S.)

STRAFFORD. MESNAGER.
(L.S.) (L.S.)

(b) I. A l'avenir aucune des Manufactures des Païs de l'obéissance de Leurs Majestez ne seront sujettes à la Visite, ou à la Confiscation, sous quelque pre-texte que ce soit de fraude ou de defectuosité dans la Fabrique, & travail, ou pour quelque defect que ce soit. On laissera une entiere liberté au Vendeur & à l'Acheteur de stipuler & d'en faire le prix ainsi qu'ils le trouveront à propos, nonobstant toutes Loix, Statuts, Edits, Arrests, Privileges, Concessions ou usage.

II Et d'autant qu'il s'est établi un usa-

ge; lequel n'est autorisé par aucune Loy dans quelques Lieux de la France & de la Grande-Bretagne, suivant lequel les François payent en Angleterre une espèce de Capitation, nommée en langue du Pays *Headmoney*, & les Anglois payent le même Droit en France, sous le titre d'*Argent du Chef*: Il est convenu que cet Impôt ne s'exigera plus de part ni d'autre, ni sous l'ancien nom, ni sous quelque autre nom que ce puisse être.

III. Il ne sera plus défendu aux Marchands Anglois à l'avenir, de vendre leur Tabac à l'acheteur auquel ils trouveront bon de le vendre; & à cette fin le Bail fait avec les Fermiers qui ont racheté les Droits sur ladite herbe, cessera, & ne pourra être établi dans la suite.

IV. Excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand les Navires Anglois prendront des Marchandises en France, & qu'il les transporteront d'un Port de France dans un autre Port de France; & quand les Navires François prendront des Marchandises en Angleterre, & qu'ils les transporteront dans un autre Port d'Angleterre pour les y décharger; auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets de leursdites Majestez seront obligés de payer les Droits qui viennent d'être supprimés, seulement suivant la Marchandise qu'ils

auront déchargée, & non sur toute la capacité du Vaisseau.

V. Mais comme il y a plusieurs genres de Marchandises de celles qui seront apportées ou emportées en France par les Sujets de la Grande-Bretagne, qui sont enfermées dans des tonneaux, dans des caisses, ou dans les emballages, dont les Droits, se payent au poids; On est convenu qu'en ce cas, lesdits Droits seront seulement exigez par proportion au poids effectif de la Marchandise, & qu'on fera une diminution du poids des tonneaux, des caisses & emballages, de la même manière qu'il a été pratiqué, & qu'il se pratique actuellement en Angleterre.

VI. Il est encore convenu, que si quelque inadvertance ou faute avoit été commise, par quelque Maître de Navire, l'Interprete, le Procureur, ou autre chargé de ses affaires, en faisant la Declaration de sa cargaison, le Navire pour cela, ni la cargaison, ne seront sujets à confiscation : Il sera même loisible au Propriétaires des effets qui auront été obmis dans la Liste ou Declaration fournie par le Maître du Navire, en payant les Droits en usage suivant la Pancarte, de les retirer; pourvu toutefois qu'il n'y ait pas une apparence manifeste de fraude : Et pour cause

de cette omission, les Marchands, ni les Maîtres de Navires, ni lesdites Marchandises, ne pourront être sujets à aucune peine, pourvû que les effets omis dans la Declaration n'aient pas encore été mis à terre avant d'avoir fait ladite declaration.

VII. Et quand par les Lettres de Mer & les Certificats, il apparoitra suffisamment de la qualité du Vaisseau, & de celle de ses Marchandises, & de son Maître, il ne sera permis aux Commandans des Vaisseaux armez en Guerre, sous quelque pretexte que ce soit, de faire aucunes autres Verifications. Mais si quelques Navires Marchands se trouvoit dépourvû de ses Lettres de Mer ou de Certificats; Il pourra alors être examiné par un Juge competent de façon cependant, que si par d'autres Indices & Documens il se trouve qu'il appartienne veritablement aux Sujets d'un des Confederez, & qu'il ne contienne aucunes Marchandises de contrebande destinées pour l'Ennemi d'un d'eux, il ne devra point être confisqué; mais il sera relaché avec sa charge, afin qu'il poursuive son voyage. Comme il peut arriver souvent que les actes dont il s'agit ne puissent parvenir au Vaisseau qui met à la voile, ou qu'ils soient peris par quelque accident, ou qu'on les ait

enlevez à bord du Vaisseau ; & si outre les actes expediez suivant la forme mentionnée dans ce Traité, on trouve aussi d'autres Lettres de Mer ou Certificats dressés suivant une autre forme qui peut être la forme dans laquelle lesdits Instrumens doivent être connus suivant les Traitez faits avec d'autres Etats ; il n'en sera pris aucun pretexte de tenir , ou d'inquieter en aucune maniere les personnes & le Navire , ni faire aucun tort aux Marchandises. S'il arrive que le Maître de Navire denommé dans les Lettres de Mer , soit mort , ou qu'ayant été autrement ôté , il s'en trouve un autre en sa place , le Vaisseau ne laissera pas d'avoir la même seureté avec son chargement , & les Lettres de Mer auront la même vertu.

VIII. Il a été d'ailleurs arrêté & réglé que les Navires & effets ne seront point censez de bonne prise , encore qu'il ayent été vingt quatre heures en la puissance des ennemis ; Mais s'il y a sujet de les restituer à quelqu'un , ils pourront être repetez par leurs premiers Proprietaires & leurs seront rendus.

IX. Il sera libre respectivement à leurs Majestez , d'établir dans les Royaumes & Pays l'un de l'autre , pour la commodité de leurs sujets , lesquels y negocient , des Consuls Nationaux , qui jouiront

DES. PUISSANCES DE L'EUROPE. 395
du Droit , Immunité & Liberté qui
leur appartient , à raison de leur exer-
cice & Fonctïon , & on conviendra
dans la suite des Lieux où on pourra
établir lesdits Consuls.

En Foy de quoy , nous Ambassadeurs
Extraordinaires & Plenipotentiaires de
Sa Majesté le Roy Très-Chrétien , &
de Sa Majesté la Reine de la Grande-
Bretagne , avons signé les présens Arti-
cles de nôtre main & y avons fait appo-
ser les Cachets de nos Armes; Fait à
Utrecht le onzième Avril mil sept cent
treize.

HUXELLES. JOH. BRISTOL. C. P. S.
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER. STAFFORD.
(L. S.) (L. S.)

Jamais on n'a tenu de conférences
sur le Tarif de 1664. le parti opposé au
Ministère ayant toujours éludé l'accom-
plissement de cette promesse.

Fin du septième Tome.









